JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1970-1971

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 70^e SEANCE

Séance du Jeudi 26 Novembre 1970.

SOMMAIRE

1. — **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 5954).
MM. Schnebelen ; le président.
2. — **Renvois pour avis** (p. 5954).
3. — **Amélioration des structures forestières.** — Discussion d'un projet de loi (p. 5955).
M. Duhamel, ministre de l'agriculture.
M. Cointat, rapporteur de la commission de la production et des échanges.
M. Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.
Discussion générale : MM. Cazenave, Radius, Gaudin, Virgile Barcl, Regaudie, Fontaine, le rapporteur ; le secrétaire d'Etat.
Passage à la discussion des articles.
Avant le chapitre I^{er}.
Amendement n° 1 de la commission : MM. le rapporteur ; le secrétaire d'Etat ; Fontaine. — Adoption.
Art. 1^{er}.
Amendements n° 32 de M. Cazenave et 2 de la commission : MM. Cazenave, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption de l'amendement n° 32 ; l'amendement n° 2 devient sans objet.
Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Art. 2.

Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur ; le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'amendement devient l'article 2.

Art. 3.

MM. Gaudin, le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Adoption de l'article 3.

Art. 4.

Amendement n° 4 de la commission : MM. le rapporteur, Gaudin, Fontaine, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Art. 5.

Amendement n° 33 de M. Cazenave : MM. Cazenave, le rapporteur ; le secrétaire d'Etat, Fontaine. — Adoption.

Adoption de l'article 5 modifié.

Art. 6.

Amendement n° 5 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 6 modifié.

Art. 7.

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 7 modifié.

Art. 8.

Amendement n° 7 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 8 modifié.

Art. 9.

Amendement n° 8 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 29 de M. Dupont-Fauville: MM. Dupont-Fauville, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 9 modifié.

Art. 10 et 11. — Adoption.

Art. 12.

Amendement n° 9 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 12 modifié.

Art. 13.

Amendement n° 10 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'amendement devient l'article 13.

Art. 14.

Amendement n° 11 de la commission. — Adoption.

L'amendement devient l'article 14.

Art. 15 et 16. — Adoption.

Art. 17.

MM. Mario Bénard, le secrétaire d'Etat, Cazenave.

Adoption de l'article 17.

Art. 18.

Amendement n° 12 de la commission et sous-amendement n° 30 du Gouvernement: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Adoption de l'article 18 modifié.

Art. 19.

Amendement n° 13 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 19 modifié.

Art. 20, 21, 22, 23. — Adoption.

Avant l'article 24.

Titre II.

Amendement n° 14: M. le rapporteur. — Réserve.

Art. 24. — Adoption.

Après l'article 24.

Amendement n° 15 de la commission et sous-amendement n° 34 de M. d'Aillières: MM. Cazenave, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption du sous-amendement n° 34; rejet par scrutin de l'amendement modifié.

Amendement n° 10 de la commission et sous-amendement n° 35 de M. d'Aillières: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Cazenave. — Rejet du sous-amendement; rejet par scrutin de l'amendement n° 10.

Amendement n° 17 de la commission avec le sous-amendement n° 36 de M. d'Aillières, et amendement n° 38 du Gouvernement: MM. le rapporteur, Cazenave, le secrétaire d'Etat, Radius, Gaudin. — Retrait de l'amendement n° 17 le sous-amendement 36 devenant sans objet; adoption de l'amendement n° 38.

Avant l'article 24 (suite).

Amendement n° 14 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Art. 25.

Amendements n° 18 de la commission avec le sous-amendement n° 31 du Gouvernement, n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission: MM. le rapporteur, Regaudie, le secrétaire d'Etat. — Adoption du sous-amendement n° 31 et de l'amendement n° 18 modifié; adoption des amendements n° 19, 20 et 21.

Adoption de l'article 25 modifié.

Art. 26.

Amendement n° 22 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 23 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 24 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 25 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 26 de la commission et sous-amendement n° 37 de M. d'Aillières: MM. le rapporteur, Brocard, le secrétaire d'Etat. — Rejet du sous-amendement; adoption de l'amendement n° 26.

Amendement n° 27 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 26 modifié.

Art. 27. — Adoption.

Art. 28.

Amendement n° 28 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 28 modifié.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

4. — Amélioration des essences forestières. — Discussion d'un projet de loi (p. 5979).

MM. Cointat, rapporteur de la commission de la production et des échanges; Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture.

Discussion générale: MM. Virgile Baret, Regaudie. — Clôture.

Art. 1^{er}.

Amendement n° 1 de la commission: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 2 de M. Cointat: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Art. 2 à 7. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Dépôt de rapports (p. 5982).

6. — Ordre du jour (p. 5982).

PRESIDENCE DE M. MAX LEJEUNE, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. le président. La parole est à M. Schnebelen.

M. Maurice Schnebelen. Monsieur le président, je tiens à souligner que, dans le vote intervenu cette nuit, par suite d'une erreur de manipulation, j'ai voté contre le projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales alors que j'entendais voter pour. Je demande que, dans le compte rendu, mention soit faite de cette mise au point.

M. le président. Je vous donne acte de votre déclaration.

— 2 —

RENOIS POUR AVIS

M. le président. La commission de la défense nationale et des forces armées, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, la commission de la production et des échanges demandent à donner leur avis sur le projet de loi de finances rectificative pour 1970, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (n° 1448).

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces renvois pour avis sont ordonnés.

— 3 —

AMELIORATION DES STRUCTURES FORESTIERES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières (n° 1364, 1442).

La parole est à M. le ministre de l'agriculture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.*)

M. Jacques Duhamel, ministre de l'agriculture. Monsieur le président, avant que ne commence la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, je me permettrai de replacer très brièvement ce texte dans le cadre d'ensemble de notre politique forestière.

L'action de protection et de promotion de la nature fait que les problèmes forestiers prennent maintenant une dimension nouvelle.

Il s'agit maintenant d'intégrer la forêt dans une politique d'utilisation rationnelle des ressources naturelles de notre pays, afin qu'elle réponde aux multiples besoins de la société actuelle.

La forêt se voit désormais assigner trois objectifs : un objectif de production, un objectif de protection et un objectif de loisirs.

La forêt a donc un rôle social, biologique et économique. Il résulte de l'importance nouvelle de la forêt dont les causes font de celle-ci un véritable équipement public, que l'action et la fonction de production s'incorporent d'une manière directe et décisive dans la politique forestière française.

On a pu dire, sans exagération je crois, que nous entrons et je ne parle pas seulement de la France, dans l'ère du bois. Les prévisions à long terme qui ont pu être établies par les organismes internationaux font apparaître que la consommation des produits ligneux dans les pays de l'Europe, U. R. S. S. non comprise, augmenterait, par rapport à 1970, de 15 p. 100 en 1975 ; de 31 p. 100 en 1980 ; de 67 p. 100 en 1990 et de 107 p. 100 en l'an 2000. Je ne vous garantis pas ces prévisions à l'unité près et j'admire ceux qui peuvent avancer un taux de 107 p. 100 pour l'an 2000, mais si nous retenons cet ordre de grandeur, nous constatons que le doublement de la consommation est prévisible d'ici à la fin du siècle.

Dans notre pays, la forêt couvre actuellement 12 millions d'hectares, dont 1,7 million d'hectares appartenant à l'Etat, 2,5 millions aux collectivités locales et aux établissements publics et 7,8 millions aux particuliers.

Vous savez aussi que la forêt française représente la moitié de la superficie forestière des six pays du Marché commun. Elle produit 25 millions de mètres cubes de bois d'œuvre et d'industrie, soit un accroissement d'environ 20 p. 100 en dix ans, auxquels s'ajoutent 10 millions de stères de bois de feu.

Cependant, les chiffres que je viens d'énoncer ne doivent pas faire illusion. Si, au titre des produits forestiers, la France a exporté au cours des douze derniers mois pour environ 1.600 millions de francs, dans le même temps nos importations se sont élevées à environ 3.800 millions de francs.

Aussi le Gouvernement s'est-il fixé comme objectif d'assurer l'essentiel de l'approvisionnement de nos industries à partir de notre propre forêt, avec un débouché complémentaire dans les cinq autres pays du Marché commun qui sont dans une situation encore plus défavorable que la nôtre pour leur approvisionnement futur.

Notre politique forestière dans laquelle s'insère le projet de loi dont vous allez débattre vise donc en premier lieu à produire les bois les plus recherchés, c'est-à-dire les bois d'œuvre de qualité pour le tranchage, le déroulage et le sciage ; en second lieu, à augmenter la productivité des professions du bois ; en troisième lieu, à mettre en place les dispositifs contractuels entre les producteurs de bois sur pied et les transformateurs.

A la base de cette politique se trouvent la nécessité et la volonté du Gouvernement de développer très largement la production forestière. A cette fin, le Parlement a déjà défini les cadres juridiques permettant d'appliquer une politique cohérente : pour la forêt privée, c'est la loi du 6 août 1963 créant les centres régionaux de la propriété forestière ; pour les forêts soumises au régime forestier, c'est l'article 1^{er} de la loi du 23 décembre 1964 créant l'office national des forêts.

Vous vous rappelez qu'au titre de la loi de finances rectificative de l'année dernière, le Gouvernement a proposé au Parlement, qui l'a adoptée, une série de dispositions fondamentales pour l'avenir de la forêt française : un renforcement de la protection de la forêt par la création d'une taxe sur les défrichements, une incitation au reboisement grâce à des exonérations fiscales, une amélioration de la gestion technique des forêts publiques et de la commercialisation de leurs produits par la suppression du quart en réserve et l'assouplissement du régime de vente des bois.

Conformément aux engagements qu'il a pris il y a un an, le Gouvernement vous soumet aujourd'hui un projet de loi sur l'amélioration des structures forestières, dont l'objet est de compléter les mesures déjà en vigueur. Ce texte a été élaboré sous l'autorité de M. le docteur Pons, secrétaire d'Etat, à qui je laisse le soin d'en exposer les motifs, après M. le rapporteur, et d'en soutenir la discussion devant l'Assemblée nationale, au nom du Gouvernement.

Je voulais simplement, en introduction à ce débat, replacer ce projet dans son cadre : c'est un élément complémentaire de la politique forestière du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Cointat, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Michel Cointat, rapporteur. Mesdames, messieurs, comme vient de vous l'indiquer M. le ministre de l'agriculture, le projet de loi dont nous abordons la discussion porte sur l'amélioration des structures forestières.

En fait, il comprend deux grandes parties.

La première partie est consacrée à l'organisation de la propriété et de la production forestière, le titre I^{er} concernant les forêts publiques soumises au régime forestier ou les forêts parapubliques, le titre II concernant les forêts privées ou autres non soumises au régime forestier.

La seconde partie, rassemblée dans un titre III, a pour but la définition de la place de la forêt dans l'équilibre biologique du territoire.

L'évolution technique, les progrès de la recherche, le développement des moyens de communication ont abouti à ce qu'on a appelé la « théorie des grands marchés ». Jadis, on produisait pour le canton, pour la ville voisine, puis le marché s'est étendu aux provinces. Les chemins de fer, les transports routiers, aujourd'hui les transports aériens, alliés à une révolution industrielle toujours plus rapide, ont porté la dimension des marchés à l'échelle de la nation en faisant disparaître les octrois et les barrières internes. Enfin, l'Europe en cours de constitution a déjà supprimé les frontières douanières.

Ce développement inéluctable des marchés entraîne une évolution constante de l'organisation économique, de telle sorte qu'au stade de la production, le regroupement est devenu une nécessité. La concentration de la demande et l'accroissement de son volume unitaire supposent une concentration et un accroissement du volume unitaire de l'offre.

Cette évolution générale intéresse tous les secteurs économiques. Ainsi, depuis une dizaine d'années, la législation va dans ce sens en favorisant l'organisation économique et les regroupements.

L'agriculture, pour sa part, a donné le ton avec les groupements de producteurs, les S. I. C. A., les marchés d'intérêt national. Sur le plan des associations d'intervention, c'est le F. O. R. M. A., la S. I. B. E. V. — Société interprofessionnelle du bétail et des viandes — et l'O. N. I. C. — Office national interprofessionnel des céréales. En ce qui concerne l'amélioration des structures foncières ou d'exploitation, ce sont les S. A. F. E. R., les groupements agricoles d'exploitation en commun ou les groupements fonciers agricoles.

De son côté, l'industrie a suivi la même évolution avec les groupements d'intérêt économique.

Il est par conséquent normal que le secteur forestier s'intègre dans cette évolution générale, d'autant qu'une partie du chemin a déjà été parcourue avec l'institution, en décembre 1954, des groupements forestiers. On ne peut donc qu'approuver l'initiative du Gouvernement qui, en déposant ce projet relatif à l'amélioration des structures forestières, va dans le même sens et poursuit l'évolution déjà commencée.

Cependant, je crois qu'il n'est pas inutile de faire en quelques mots l'historique de la propriété et de la production forestière

en remontant seulement à 1950 où je placerai le point de départ en évoquant un chantier de reboisement dans le département de la Haute-Marne, dans la petite commune d'Ambonville où se trouve une « montagne », le mont Gimont, dont la calvitie catastrophique méritait un reboisement.

Ce mont Gimont totalisait 52 hectares d'un seul tenant mais comprenait 170 parcelles et 47 propriétaires, non compris les indivisions. Les forestiers locaux se sont aperçus que, si on se contentait d'un simple remembrement, on aboutissait à des parcelles de l'ordre de 1,10 hectare, ce qui était inconcevable pour faire de la gestion forestière de caractère économique. Ils ont été obligés de se lancer dans l'aventure que constitue la création d'une société civile. Ils ont éprouvé de nombreuses difficultés et se sont aperçus que la législation normale était parfaitement inadaptée à ce genre d'opérations.

Il fallait donc trouver autre chose car le cas d'Ambonville n'était nullement isolé.

On constatait, d'autre part, qu'il faudrait au moins 50 hectares pour créer une unité de gestion et au moins 100 hectares de forêt pour assurer une gestion rentable. D'ailleurs, plus une forêt est grande, plus elle a de chances d'être rentable.

Or, en France, 1.527.000 propriétaires possèdent quelque 7.850.000 hectares, c'est-à-dire en moyenne 5 hectares par propriétaire, ce qui est absolument aberrant. D'autre part, 13.800 communes possèdent 2.350.000 hectares. On pourrait supposer que chaque commune possède en moyenne environ 170 hectares, ce qui peut paraître satisfaisant, mais ce chiffre doit être corrigé du fait que 8.400 communes ne possèdent que 300.000 hectares, c'est-à-dire 35 hectares en moyenne.

Ces chiffres font apparaître la dispersion assez effrayante de la propriété foncière française. Par ailleurs, il existe en France quelques millions d'hectares de friches et de terres abandonnées. Dans l'Est de la France, que je connais assez bien, on compte un demi-million d'hectares de terres abandonnées. Ces terres sont divisées en parcelles cadastrales de 10 ou 20 ares en moyenne, et les propriétaires possèdent seulement un ou deux hectares.

C'est la raison pour laquelle — M. le ministre de l'agriculture l'a rappelé — furent créés en décembre 1954 les groupements forestiers, création qui constitua d'ailleurs le premier essai de groupement en agriculture. Ensuite, sont intervenus la loi sur le contrôle des forêts privées en 1963, la création de l'Office national des forêts en 1964 et, en 1965 — je n'y insiste pas puisque M. le ministre l'a rappelé également — la taxe sur le défrichement et le renforcement de la législation sur les déboisements.

Mais ce tableau n'est pas complet car il manque, en réalité, deux autres textes. L'un relatif à l'organisation et au regroupement des forêts soumises au régime forestier, qui intéresse les communes et toutes les autres collectivités; l'autre concernant les investissements et les investisseurs qui pourraient s'intéresser à la forêt française, généralement trop délaissée.

Le titre I^{er} du projet de loi répond à cette notion d'organisation des forêts publiques et soumises au régime forestier; les dispositions du titre II — très court d'ailleurs — ont pour objet d'améliorer le fonctionnement des groupements forestiers.

Mais, compte tenu, précisément, des arguments que je viens d'énumérer, la commission de la production et des échanges a jugé nécessaire de compléter ce titre II par de nouvelles dispositions et notamment par l'institution de groupements de gestion forestière et de sociétés d'investissement forestier; ce afin de favoriser une organisation de la forêt privée, d'une part, calquée sur l'organisation prévue dans le projet de loi pour les forêts communales, que vous serez appelés à approuver tout à l'heure et, d'autre part, parallèle à ce qui existe déjà dans le domaine agricole.

Voilà pour ce qui concerne la première partie de ce projet de loi. Je m'arrêterai quelques instants sur la deuxième partie, constituée par le titre III, qui est totalement différente.

Elle a pour objet de définir la place de la forêt dans l'aménagement du territoire et, d'une façon plus générale, dans l'équilibre biologique de l'espace.

Ce problème, dans notre monde mécanisé, industrialisé, urbanisé où l'homme joue les « apprentis sorciers », devient de plus en plus préoccupant.

Il mérite quelques explications. Permettez-moi donc d'évoquer rapidement le rôle social et biologique de la forêt.

La forêt est la gardienne de l'humus, c'est-à-dire de la civilisation, et donc de la vie elle-même. A ce titre, il est essentiel de veiller jalousement à ce que sa place soit sauvegardée dans

l'organisation de l'espace et à ce que la tentation d'un revenu immédiat ne soit pas plus forte que la nécessité de maintenir un équilibre fragile et essentiel.

Je répète souvent qu'il faut un quart d'heure pour abattre un arbre et que cent années sont souvent nécessaires pour en recréer un autre.

Le territoire rural de la France offre mille visages burinés par le temps et par les hommes. Chaque paysage a perdu son ambiance originelle, parce qu'il a été modelé, façonné, souvent bouleversé, pour satisfaire les besoins d'une population toujours croissante.

Grâce à la diversité du sol et du climat, l'équilibre biologique des différentes contrées qui constituent le puzzle français a généralement pu résister, avec l'aide des forces naturelles, à l'effort des générations, tant que cet effort, à travers la cascade des siècles, n'a résulté que d'un travail manuel.

Aujourd'hui, la technique a évolué considérablement. La mécanisation a apporté une énergie surhumaine et a multiplié le pouvoir d'action sur les paysages et, par voie de conséquence, les risques de dégradation de l'équilibre biologique de l'espace.

Cet équilibre résulte d'une harmonie entre les différents aspects de la couverture végétale du sol, répartie entre ce qu'on appelle en latin l'*ager*, le *saltus* et la *sylva*.

Cet équilibre est vieux comme le monde : l'*ager* pour faire pousser les légumes; le *saltus* — la prairie — pour faire paître les animaux; la *sylva* — la forêt — pour faire cuire le tout.

L'ensemble de ces facteurs, plus ou moins perturbés par l'action de l'homme, constitue ce que l'on appelle le milieu biologique ou, d'un terme un peu plus savant, l'écologie.

Il est bien connu — et je n'y insisterai pas — que la forêt a une influence sur le ruissellement, sur la protection des sols, sur la température, sur le vent, sur l'hygrométrie.

Des déboisements abusifs conduisent à des désordres graves : inondations, glissements de terrains, érosion éolienne, oxydation du sol, évapo-transpiration trop intense.

A l'inverse, je le souligne, car ceci est moins connu, un reboisement trop intensif peut être à l'origine de déséquilibres complexes : désertification humaine — « la forêt repousse les hommes » disait Chateaubriand — fragilité des massifs, sujets à l'incendie; gelées plus fréquentes.

Au-dessus de 60 p. 100 de taux de boisement, la population a tendance à fuir devant l'emprise de la forêt, et au-dessous de onze habitants au kilomètre carré, on entre dans un processus inévitable de désertification. L'équilibre se situe vraisemblablement dans une fourchette de 25 à 40 p. 100 de taux de boisement.

De même, la prairie, ou plutôt un manteau herbacé, a des conséquences de même nature mais d'intensité moindre sur le sol et le climat.

En revanche, les cultures, suivant qu'il s'agit de productions pérennes comme les arbres fruitiers ou la vigne ou de productions annuelles comme les plantes sarclées ou non, créent une sensibilité, une fragilité plus ou moins grandes pouvant entraîner des dégradations plus ou moins profondes selon les conditions du milieu.

Il paraît donc indispensable de réaliser un équilibre raisonnable entre le champ, l'herbe et l'arbre ou, pour globaliser le problème, entre le secteur agricole, le secteur forestier et le secteur urbain.

Les faits permettent de constater que :

D'une part, dans certaines régions, par suite d'actions inconsidérées, soit par insouciance, soit par ignorance, l'équilibre a été rompu et il est urgent de remédier à cette situation grave;

D'autre part, faute de précautions, de prévisions, on risque de laisser se développer des actions qui, pour des considérations de revenu immédiat, peuvent dégrader le potentiel biologique d'une région et provoquer un déséquilibre néfaste à moyen ou long terme.

Il existe déjà une législation sévère concernant les « forêts de protection » en montagne, l'aménagement des dunes littorales et les « espaces verts ». Mais cette législation, dont les résultats ont été remarquables, se révèle insuffisante. Elle ne s'applique qu'à des périmètres limités : montagnes, dunes. Elle n'intervient que lorsque le danger est « né et actuel ». Elle ne prévient pas le danger.

Or, quelques exemples caractéristiques suffisent pour montrer la nécessité d'une généralisation d'une loi de protection : au

cours des vingt dernières années, quelque 100.000 hectares de pins et de savarts ont été défrichés en Champagne crayeuse. Le problème se pose dès maintenant de savoir s'il ne sera pas nécessaire de créer des brise-vents et de maintenir obligatoirement un certain pourcentage de la surface en herbe pour éviter des érosions éoliennes graves.

Au contraire, la forêt varoise mérite d'être compartimentée par des cultures pour assurer sa protection contre le feu. La colonisation de la Côte d'Azur se développe d'une façon anarchique, au mépris de certaines lois naturelles qui entraîneront à brève échéance des accidents dont on mesure déjà l'importance.

L'érosion des sols a été posée dans la région méditerranéenne et dans certaines régions viticoles. L'arasement des talus et des haies dans les régions de bocages, notamment dans l'Ouest, souhaitable dans bien des cas où la structure foncière est trop étroite, devrait être maintenu dans des limites raisonnables.

M. Marc Bécam. Très bien !

M. Michel Cointat, rapporteur. Mais si l'aménagement rural a pour but de rétablir ou de maintenir l'harmonie fragile du visage de la terre sur le plan écologique, il doit également posséder les moyens nécessaires pour tendre vers un équilibre de caractère économique.

En effet, la forêt est aussi un « outil économique » essentiel à la vie moderne et souvent méconnu, et je remercie M. le ministre de l'agriculture d'en avoir dit un mot tout à l'heure, illustré de chiffres très éloquents.

En outre, il devient de plus en plus souhaitable de créer un mariage heureux entre la forêt et les cultures, et l'on peut regretter, en France du moins, que cette nécessité d'une alliance entre l'arbre et le champ n'ait pas été suffisamment reconnue.

La forêt protège l'agriculture, et les bandes boisées brise-vents sont une des illustrations de cette protection. Mais aussi la culture protège de la forêt et le compartimentage des forêts des Maures et de l'Estérel par des enclaves plantées de vignes offre un exemple convaincant pour la lutte contre le feu.

Cependant, à l'inverse, il est indispensable, toujours sur le plan économique, d'éviter soigneusement les divorces entre la forêt et les cultures. Il existe — passez-moi l'expression — des incompatibilités d'humeur qu'il faut résoudre et surtout bien connaître. Je ne citerai qu'un seul exemple.

Dans le département de l'Aube, dans l'aire de délimitation du champagne, la présence d'un bois de pins à proximité d'une vigne abaisse la température moyenne annuelle de un degré et multiplie par quatre les risques de gelée de la vigne. C'est l'une des raisons qui, après la guerre de 1914-1918, a fait régresser le vignoble dans cette région. Il suffisait qu'un seul petit lopin de vigne soit abandonné parce que le propriétaire avait été tué à la guerre, pour qu'il se couvre de broussailles et fasse geler progressivement les vignes voisines, et ceci à « tire et aire », comme dirait un forestier.

De même, les reboisements dits en « timbres-poste », créés anarchiquement, au hasard d'un plan parcellaire effroyablement morcelé, sont souvent une entrave à une bonne gestion agricole, et notamment une source de conflits au moment des remembrements.

Là encore, il est donc nécessaire de définir avec précision la place et le rôle de la forêt dans l'aménagement de l'espace rural.

Nous disposons, en France, d'un vieux tapis de sol rapiécé, manteau d'Arlequin tantôt discordant, tantôt harmonieux par ses paysages de roches, de prés, de champs et de bois, trop souvent rongés par cette lèpre que l'on appelle la friche.

Il est urgent de promouvoir une politique d'aménagement global, d'une part, pour maintenir un équilibre biologique toujours précaire ou pour rétablir un équilibre perdu par l'insouciance des hommes; d'autre part, pour répondre à un aménagement économique satisfaisant.

Les périmètres de protection créés par une loi de 1860, l'article 52-1 du code rural voté il y a quelques années, le renforcement des articles 157 et 158 du code rural, en matière de défrichement approuvé en 1969, vont déjà dans ce sens, mais ces mesures se révèlent encore insuffisantes pour assurer une sauvegarde générale et efficace.

Le titre III du présent projet de loi essaie de répondre à ces impératifs. Disons qu'il constitue un début d'aménagement global. Je dis bien « un début d'aménagement global », parce qu'il méritera d'être approfondi en fonction de l'expérience acquise et que dans certains cas, dans certaines régions, plus

ou moins caractéristiques ou plus ou moins marginales, il conduira à favoriser une interpénétration plus profonde entre la forêt et les cultures.

Mesdames, messieurs, la commission de la production et des échanges a reconnu le bien-fondé et l'intérêt de ce texte. Elle a cherché à l'améliorer et à le compléter par des mesures originales et nouvelles et, sous réserve des amendements qu'elle présente à votre approbation, elle vous demande de voter le projet de loi. (*Applaudissements sur les bords de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Monsieur le président, mesdames, messieurs, vous venez d'entendre M. Cointat qui a présenté un rapport d'une extrême clarté et d'une grande précision dont je tiens à le féliciter.

Complétant les textes législatifs déjà en application, le projet de loi sur l'amélioration des structures forestières, qui vous est soumis, vise un double objectif : d'une part, remédier au morcellement de la forêt soumise au régime forestier et non domaniale, c'est-à-dire la forêt appartenant aux collectivités publiques; d'autre part, intensifier le reboisement des terrains privés.

Le titre premier du projet de loi concerne les forêts appartenant aux communes, sections de communes, départements, établissements publics, établissements d'utilité publique, groupements mutualistes, caisses d'épargne. Ces forêts, je me permets de le rappeler, sont soumises au régime forestier et gérées par l'office national des forêts.

Leur morcellement, comme l'a rappelé votre rapporteur, est extrême — 170 hectares de superficie en moyenne — et entraîne, bien sûr et c'est logique, des frais de gestion excessifs, une commercialisation particulièrement défectueuse et des investissements insuffisants.

Pour remédier à ces difficultés et à cette situation, dont il est superflu de souligner les conséquences tant pour l'économie nationale que pour les budgets propres des différentes collectivités, le projet de loi propose plusieurs formules de groupement. Avant de les exposer, je tiens à préciser la position du Gouvernement sur deux points qui me paraissent essentiels.

Les collectivités locales doivent décider en toute liberté si elles se groupent ou non pour gérer leurs forêts; si les structures actuelles leur semblent satisfaisantes — et elles le sont effectivement, il est vrai, dans un certain nombre de cas — aucune contrainte ne pèsera sur elles pour les obliger à un groupement qu'elles n'auraient pas souhaité. En particulier, elles continueront de bénéficier du concours de l'office national des forêts, tel qu'il est prévu par la législation en vigueur.

Par ailleurs, et c'est le deuxième point qui me paraît tout aussi important, tout groupement de collectivités locales, de sections de communes, de départements, d'établissements publics suppose une étude préalable précise et approfondie, en particulier pour déterminer la valeur des différents apports faits par chacune des collectivités, ainsi que les différentes modalités de répartition des charges et des produits.

Le projet de loi qui vous est présenté renvoie, sur ce point, au règlement, conformément aux dispositions prévues par la Constitution, mais le Gouvernement prend l'engagement formel d'imputer sur les crédits budgétaires le coût de ces études qui seront réalisées par l'office national des forêts sous le contrôle des préfets. Voilà, je crois, deux précisions très importantes que je tenais à apporter à l'Assemblée.

Le projet de loi propose deux formules nettement distinctes quant à leur portée, et qui aboutissent en fait à trois types de groupement.

La première formule se limite à la mise en commun de la seule gestion forestière, sans aucun transfert de propriété, soit dans le cadre de syndicats intercommunaux de gestion forestière si les forêts appartiennent uniquement à des communes, soit dans le cadre de syndicats mixtes de gestion forestière si d'autres collectivités sont concernées.

La seconde formule ne prévoit, elle, que la gestion. Elle entraîne un transfert des patrimoines forestiers à un établissement public à caractère administratif : le groupement syndical forestier.

Les chapitres I^{er} et II du projet de loi adaptent aux particularités de la gestion forestière les dispositions du code de

l'administration communale concernant la création et le fonctionnement des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes, qui sont bien connues des nombreux administrateurs locaux qui siègent dans cette Assemblée.

L'article 4 constitue l'élément fondamental en substituant les syndicats aux collectivités qui les composent pour tous les actes de gestion forestière, qu'il s'agisse de l'application du régime forestier ou des investissements. Mais chaque collectivité demeure propriétaire de son patrimoine.

Le chapitre 3 est consacré au groupement syndical forestier, établissement public à caractère administratif, qui constituera pour les forêts des collectivités publiques l'homologue du groupement forestier pour les forêts appartenant à des particuliers.

Le groupement syndical forestier devient, dans ces conditions, propriétaire des forêts qui lui sont librement apportées par les collectivités qui le composent. Il correspond donc à une solution plus élaborée que la première, qui consistait en la seule mise en commun de la gestion.

Les règles de création et de fonctionnement du groupement syndical forestier sont celles qui sont retenues habituellement pour les établissements publics de même nature.

Les membres du groupement syndical forestier ne sont plus propriétaires de forêts, mais détiennent des droits de participation qu'ils peuvent céder sous certaines conditions.

En effet, pour répondre au désir de diverses collectivités de pouvoir aliéner leurs forêts et afin d'en assurer la pérennité grâce à la soumission au régime forestier, l'article 19 rend possible la cession des droits des collectivités dans le groupement soit à d'autres collectivités, soit à l'Etat, soit — et il s'agit là d'une mesure nouvelle — à des établissements publics à caractère industriel et commercial ou à des entreprises nationales; mais, dans tous les cas, les collectivités locales devront conserver la majorité absolue au sein du groupement.

Le titre II vise à améliorer le fonctionnement des groupements forestiers constitués entre propriétaires particuliers. Nous sortons là du domaine des forêts soumises et plus particulièrement des forêts appartenant à des collectivités pour entrer dans celui des forêts appartenant à des particuliers.

Le titre II retient les dispositions en vigueur pour les autres sociétés civiles pour la cession de parts d'intérêt à des tiers étrangers à un groupement forestier, mettant ainsi en harmonie le droit et la réalité. Votre rapporteur vous a dit que c'était là un simple début, mais ce début nous paraît important.

Quant au titre III, il répond au second souci que j'ai rappelé, à savoir le reboisement des terrains privés.

L'extension de notre patrimoine forestier doit tenir compte des nécessités, de plus en plus évolutives, de l'agriculture moderne. Pour éviter tout conflit entre deux activités qui sont aussi indispensables l'une que l'autre à notre économie, il convient — et nous en sommes parfaitement conscients — de réaliser un équilibre harmonieux entre les cultures, c'est-à-dire la production agricole, et la forêt.

Par ailleurs, contrairement à une opinion trop souvent répandue, certains terrains trop pauvres ou possédant des caractéristiques physico-chimiques particulières sont impropres à la croissance des arbres et ne peuvent être mis en valeur que par des activités autres que l'agriculture ou la forêt, comme la chasse par exemple.

Enfin, le reboisement doit tenir compte des données humaines pour éviter, comme on l'a dit fréquemment la création de véritables « déserts forestiers », qui seraient d'ailleurs préjudiciables à la forêt elle-même.

Jusqu'à présent, l'article 52-1 du code rural n'a permis de régler qu'une seule partie de ce problème, en limitant les reboisements dans les zones où ils ne paraissent pas souhaitables.

Il est apparu opportun au Gouvernement de compléter ces dispositions par des mesures nouvelles d'incitation au reboisement et de protection de la forêt dans les zones où la mise en valeur de la forêt présente un caractère prioritaire.

Tels sont l'objet et la philosophie des périmètres d'action forestière qui sont prévus à l'article 25 du projet et qui seront définis après consultation des chambres d'agriculture et des organisations réellement représentatives de la forêt. Ces périmètres constitueront les véritables points d'impact privilégiés de notre politique de reboisement, évitant ainsi toute dispersion inefficace des moyens disponibles.

L'article 26 précise l'ensemble des dispositions applicables dans les périmètres d'action forestière.

Tout d'abord, un plan cohérent d'aménagement est dressé, en collaboration avec les chambres d'agriculture et les centres régionaux de la propriété forestière, tenant compte des données écologiques, humaines, économiques, et des diverses fonctions de la forêt, au triple plan de la production, de la protection et des loisirs.

Puis, pour aider à mobiliser les terrains susceptibles d'être boisés au sein d'unités de dimensions convenables, deux mesures faciliteront la constitution de groupements forestiers: d'une part, l'attribution d'une prime aux apporteurs; d'autre part, une simplification importante des formalités de preuve patrimoniale.

Pour réaliser et gérer les ouvrages d'infrastructure intéressant l'ensemble du périmètre, tels que les chemins, les pare-feux, les maisons forestières, les fossés d'assainissement, des associations foncières pourront être constituées, dont les travaux bénéficieront de subventions de l'Etat.

Enfin, l'effort de mise en valeur des périmètres ne doit pas être contrarié par des défrichements intempestifs. Aussi les déclarations de défrichement seront-elles irrecevables pendant la période de préparation du plan d'aménagement, les défrichements n'étant, par la suite, autorisés que s'ils n'affectent pas des forêts dont le maintien a été décidé dans le cadre du plan d'aménagement.

Tels sont, mesdames, messieurs, les principes généraux du projet de loi soumis à votre discussion. Les dispositions proposées doivent permettre de donner une plus grande efficacité aux actions forestières, en les intégrant à l'aménagement global du territoire.

Complétant les mesures importantes adoptées par le Parlement au titre de la loi de finances rectificative pour 1969, le projet de loi sur l'amélioration des structures forestières répond, je le crois très sincèrement, aux souhaits des communes forestières et des propriétaires forestiers; il témoigne de l'intérêt que porte le Gouvernement au développement et à la protection du patrimoine forestier national. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Mes chers collègues, M. le ministre de l'agriculture a déclaré que nous entrons dans l'ère du bois. Mon cœur a frémi et celui de M. Martin aussi car, au siècle des produits de remplacement et des ersatz, l'annonce d'un retour aux produits naturels est extrêmement encourageante. Nous ne pouvons que nous en réjouir en espérant toutefois que le ministre de l'agriculture aura raison.

Ainsi, monsieur le secrétaire d'Etat, nous allons traiter à nouveau de la forêt au sein de cette Assemblée où nous en avons déjà si souvent débattu.

Chacun sait que la forêt est longue à pousser et qu'elle exige un acte de foi dans le pays, dans son système politique et économique. Chez ceux qui la créent on trouve, certes, le désir de transmettre à leurs successeurs un terrain, un capital. Mais le Gouvernement n'a-t-il pas le devoir, de son côté, de donner à ceux qui font cet acte de foi les encouragements nécessaires?

Pour favoriser la création de la forêt, deux voies s'offrent à vous: celle de la contrainte et celle de l'incitation.

La voie contraignante — je vois que vous souriez, monsieur le secrétaire d'Etat — vous l'employez à certains moments et vous savez que je ne partage pas votre point de vue, en ce qui concerne la taxe sur le déboisement notamment.

Mais les moyens d'incitation sont préférables. Lorsque nous avons décidé sans difficulté l'exonération fiscale, au cours de la discussion budgétaire, nous sommes partis du principe que c'était la meilleure façon de favoriser la forêt. Je demeure persuadé que ce moyen permet, mieux que les précédents, d'atteindre le but que vous vous êtes fixé.

Depuis une dizaine d'années, un certain nombre de mesures ont été envisagées pour combler le déficit de notre production de bois. Je songe, en particulier, à la loi de 1963. M. Cointat était alors le premier collaborateur du ministre de l'agriculture de l'époque auquel je m'étais opposé. Je constate que l'optique de notre collègue a quand même un peu changé. En tous cas, les amendements qu'il nous a soumis me semblent extrêmement intéressants, et je dirai tout à l'heure pourquoi.

Cette loi forestière, qui a été votée, non pas dans l'enthousiasme mais par raison, n'a pas reçu une large application.

Alors qu'on parle de développer la production forestière, on est en droit de se demander pourquoi les plans succincts d'aménagement pour lesquels nous nous étions tant battus, sont si peu réalisés. Si mes renseignements sont exacts, deux seulement ont été déposés, l'un par le comte de Paris, l'autre par moi-même. (Sourires.)

C'est vous dire que, depuis 1963, cette loi a été jetée aux oubliettes. Pourtant, elle méritait, avant qu'on en vienne aux mesures préconisées aujourd'hui, de passer à l'épreuve de l'expérience. Ce texte détermine parfaitement le rôle des eaux et forêts, et je profite de l'occasion pour rendre hommage à ce corps qui accomplit un travail remarquable avec une probité et un sens de l'intérêt national dignes d'éloges. (Applaudissements.)

M. Jean Fontaine. Oui, mais son personnel est mal payé.

M. Franck Cazenave. Vous avez raison, mon cher collègue, mais c'est un autre sujet.

Ces hommes, monsieur le secrétaire d'Etat, sont déjà surchargés de besogne. Or si vous voulez que la forêt produise, il faut pouvoir l'entretenir. Bien souvent, le contrôle et l'entretien de la forêt relèvent des eaux et forêts qui ne peuvent y faire face. Prenons l'exemple de l'exemption trentenaire qui n'est due que si la forêt est entretenue. Comment voulez-vous que ces hommes, déjà trop peu nombreux, puissent contrôler ce qu'ils ont à contrôler ? Et voilà qu'avec cette nouvelle loi vous allez leur donner un surcroît de travail ! Je ne la critique pas ; elle s'inscrit dans la ligne que nous nous sommes tracée, mais je crains que nous n'allions trop vite, que nous ne franchissions pas les étapes les unes après les autres et que nous n'oublions que pour marcher il faut mettre un pied devant l'autre. Or nous essayons de sauter, en risquant peut-être l'accident.

Les nouvelles mesures sont bonnes. Elles le seraient davantage si elles n'étaient pas contraignantes, car elles le sont, monsieur le secrétaire d'Etat, bien que vous ayez prétendu le contraire.

Avant d'intervenir, j'examinais avec mon ami M. Mirtin — s'il n'appartient pas au même groupe que moi, il n'en défend pas moins la forêt — le cas particulier de sa commune. C'est un privilégié, mais peut-être ne devrais-je pas le dire : sa commune possède 2.500 hectares de forêt très bien entretenus et qui ont été épargnés par les incendies, lesquels ont d'ailleurs provoqué le vote d'une loi qui ne nous a guère concernés puisque nous avions déjà fait le nécessaire.

Or il se trouve que la forêt de la commune de notre collègue est située près d'une autre de 3.000 hectares, appartenant à la ville voisine, qui jouxte, à son tour, une troisième forêt, celle d'Ychoux, dont la superficie est de 1.500 à 2.000 hectares.

M. Michel Cointat, rapporteur. C'est à peu près cela ; je me rappelle avoir été forestier.

M. Franck Cazenave. Je vous remercie, monsieur Cointat. Je vois que votre mémoire est fidèle et que vous n'avez pas oublié votre formation de forestier.

De notre discussion, il ressortait que si la forêt de Biscarrosse était dilapidée et si un jour cette forêt et celle d'Ychoux, qui n'a aucun rendement, étaient associés, ce qui donnerait 5.000 hectares, M. Mirtin, qui est soucieux des intérêts de sa commune, verrait sa forêt absorbée par le groupement forestier créé dans le périmètre délimité.

En effet, l'article 2 du projet précise bien que « le syndicat intercommunal de gestion forestière peut être créé lorsque les conseils municipaux des deux tiers au moins des communes intéressées propriétaires en propre ou en indivision de plus de la moitié de la superficie des bois... » en ont manifesté la volonté.

La forêt qui intéresse M. Mirtin serait donc absorbée, bien que notre collègue ne soit pas d'accord.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous disiez que ces nouvelles mesures ne seraient certainement pas contraignantes. J'aimerais que vous puissiez le démontrer.

Vous dites que vous voulez regrouper la forêt pour en assurer une meilleure exploitation, estimant que 170 hectares de forêt ne représentent par une superficie suffisante pour donner lieu à une exploitation rationnelle et vous avez raison. La forêt n'est pas une ; celle des Landes, dont je parle, ne ressemble pas du tout à celle de l'Est, dont on traitera tout à l'heure.

M. François Grussenmeyer. Merci !

M. Franck Cazenave. Vous voulez que les communes unissent leurs misères pour arriver à quelque chose de valable ; nous vous suivons. Si, hier, nous envisagions la fusion des communes, aujourd'hui, nous songeons à l'unité des forêts. Tout ce qui est unité nous paraît bon. Au cours de la discussion, nous vous dirons ce que nous en pensons.

Mais, a priori, j'imagine que beaucoup de nos collègues, sur tous les bancs, soutiendront ce projet qui, effectivement, va dans un bon sens. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Radius.

M. René Radius. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, selon l'exposé des motifs du projet du Gouvernement, la balance commerciale de la France accusait un déficit, au titre des produits forestiers, de plus de deux milliards de francs, soit plus de 16 p. 100 du déficit de notre balance commerciale, soit aussi, il est bon de le dire, autant que le déficit français en produits pétroliers.

Il s'agit donc là d'un domaine important qui mérite une attention toute particulière.

L'exposé des motifs fait état d'une « atomisation » dans la répartition de la propriété forestière. La question est de savoir si cette situation, si ce particularisme de nos structures nous avantage, ou si, au contraire, de ce fait, nous nous trouvons en état d'infériorité par rapport à l'évolution, en matière de foresterie, en Europe et dans le monde.

La France possède environ treize millions d'hectares de forêts. Je dis « environ » parce que nous ne disposons pas, aussi étonnant que cela puisse paraître, d'un inventaire précis en cette matière, et ce n'est pas M. le secrétaire d'Etat qui me démentira sur ce point.

Ces treize millions d'hectares français représentent la moitié du patrimoine de l'Europe des Six, dont la superficie est évaluée à 27 millions d'hectares environ.

La France est donc le premier massif forestier du Marché commun.

Parmi les grands de ce monde qui dressent leur puissance forestière, pour le présent et pour l'avenir, je ne citerai que la Russie soviétique, qui possède plus de 1.250 millions d'hectares de forêt.

A ce seul stade de l'analyse, on comprend déjà l'intention du législateur qui souhaite doter le pays de possibilités juridiques de cohésion et de regroupement, envisagées comme conditions essentielles du progrès, afin que la faible production de la France et le retard de ses structures ne deviennent pas des handicaps insurmontables.

Permettez, mesdames, messieurs, au défenseur du patrimoine forestier national que je suis de vous faire part de sa conviction que la France est en mesure de se doter, par un effort de modernisation et d'adaptation aux réalités économiques et sociales de ce siècle, d'un surplus substantiel de richesse dans cet important domaine, d'une part, et de jouer ailleurs, d'autre part, sur le plan des structures et de la politique forestières du globe, son rôle traditionnel d'efficacité.

Quelles que soient les surfaces boisées sur la terre, nulle part plus qu'en Europe occidentale la forêt n'a fait l'objet de tant de soins, de réglementations, de recherches. Nulle part elle n'a été l'objet d'une intervention aussi suivie de l'homme et du technicien.

En Europe occidentale, la forêt a atteint les meilleurs supports juridiques, les meilleures conditions de développement et de progrès.

Et, dans cette Europe-là, de la Suède aux Landes et de l'Espagne à l'Oural, nulle part, et ce depuis longtemps — pensons à Colbert, à Napoléon I^{er} ou encore au code forestier de 1827 — nulle part autant qu'en France, et peut-être aussi en Allemagne, on n'a cerné les problèmes de la production et de l'exploitation forestière avec autant de passion, de prestige et de science.

On parle quelquefois avec enthousiasme de la réussite suédoise. On oublie un peu facilement que cette expérience — cette forêt suédoise moderne — n'a été entreprise qu'au lendemain de la guerre de 1914-1918 ; elle n'a donc qu'un peu plus de cinquante ans d'âge. Or, en cette matière, la connaissance et les certitudes ont besoin de plusieurs siècles de références.

La compétence séculaire de la France, grâce à ses techniciens hors pair, a amené notre pays à siéger, seul de tous ceux du Marché commun, au sein de toutes les instances internationales qui furent créées après la deuxième guerre mondiale.

Il s'agit d'instances résultant de la refonte et du rajeunissement des vieux organismes forestiers datant du début du siècle, des commissions régionales du globe, créées au sein de l'O. N. U. sous l'égide de la F. A. O., et, enfin, de la commission des forêts de la Communauté.

C'est là où se décident l'avenir des forêts de toute la terre, l'organisation des marchés mondiaux du bois et des produits forestiers.

Ainsi sommes-nous présents, dans le cadre de la F. A. O., à la commission européenne des forêts, bien sûr, mais aussi aux commissions pour l'Amérique latine, l'Asie et le Pacifique, pour le Proche-Orient, pour l'Afrique et, enfin, pour l'Amérique du Nord.

Etant donné le caractère exceptionnel de la tâche entreprise pour moderniser notre économie forestière nationale, afin de l'insérer avec clairvoyance dans l'économie mondiale, permettez-moi d'insister encore un instant sur cette perspective internationale.

Au sein de ces instances internationales, la France a joué le rôle que l'on attendait d'elle. Elle a contribué efficacement à l'élaboration d'une politique régionale adaptée non seulement aux régions en cause, mais aussi aux besoins du monde.

Elle a fait prévaloir la nécessité de la protection des terres immédiatement après la guerre, ainsi que la perspective à long terme de la production et de la consommation des produits forestiers.

Les déterminations des politiques régionales forestières, tenues autant que faire se pouvait en dehors des compétitions politiques proprement dites, ont permis une programmation commune, tout en facilitant la rationalisation de l'offre et de la demande des produits forestiers mondiaux.

Partout où elle a siégé, la France a aussi été l'instigatrice de la mise en place d'un enseignement et d'une recherche fondamentale forestière.

Sur le plan social, elle a fait prendre en considération les difficultés des ouvriers des forêts, dont la situation médiocre est notoire un peu partout dans le monde.

C'est à son influence que l'on se réfère quand il s'agit d'assurer l'équilibre entre les terres destinées au boisement et les sols réservés à une agriculture si souvent mal comprise.

Mais le plus méritoire de son action fut peut-être de se poser en champion de la solidarité des intérêts des nations. Ainsi, c'est grâce à notre pays que les programmations sont étudiées et réalisées en commun.

La France se trouve donc face à ces tâches privilégiées au sein des organismes internationaux de la forêt et des produits forestiers.

Elle se trouve aussi, dans le monde, face aux impératifs qui portent sur l'organisation des structures, sur la production et sur la consommation, qui revêtiront bientôt une importance vitale pour l'humanité.

Je pourrais parler également du rôle de la forêt pour les loisirs, pour l'environnement, pour l'équilibre de la nature et dans la nature, son rôle dans la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau. M. le rapporteur et M. le secrétaire d'Etat ayant déjà évoqué cet aspect, je me bornerai à dire que tout ce qui peut être fait dans ces domaines doit l'être et rester en étroite harmonie avec les besoins industriels et économiques.

Selon la F. A. O., de 1950 à 1967, la production mondiale est passée de 24 à 43 milliards de dollars; en 1967, on aurait extrait, dans le monde, plus de 2 milliards de mètres cubes, soit une masse équivalente à celle qui s'étendrait sur une surface supérieure à 20 millions d'hectares.

Ajoutons que la France doit aussi faire face aux besoins toujours plus grands du Marché commun.

Et nous arrivons à nos propres besoins, dont le déficit, déjà grand, ira en s'aggravant.

Confrontée à tous ces problèmes qui vont de l'équilibre du milieu humain, social, économique, jusqu'aux nécessités immédiates, et terre à terre, de nos collectivités locales, propriétaires de forêts, la France ne peut pas ne pas moderniser ses structures forestières.

Elle a le devoir de s'intégrer dans l'économie forestière qui va de l'avant et qui prépare l'avenir.

Pouvons-nous rester avec une propriété forestière morcelée, atomisée, devant ce qui, autour de nous, est grand et puissant? Ou, au contraire, n'est-il pas préférable d'aller vers de grandes unités de gestion, de commercialisation et d'investissement, pour nous hisser au niveau des réalités modernes?

Certes, aucun regroupement ne peut ni ne doit se faire par la brusquerie. Un excès d'autorité piétinerait non seulement la vie locale de nos collectivités, mais aussi leur sagesse acquise au long des siècles.

Certes, il ne peut être question de forcer, d'obliger par voie d'autorité, d'imposer des regroupements qui blessent tant dans un pays de traditions et de liberté.

Car nos forêts, privées ou soumises, constituent sans doute des exemples uniques, humanisés. Songez qu'il a fallu éduquer des générations, instruire des techniciens, garder, protéger, pour arriver à ce patrimoine de 13 millions d'hectares dont dispose une population de 50 millions d'habitants, alors que la Chine, par exemple, avec ses 800 millions d'habitants et ses millénaires d'histoire, n'a que 90 millions d'hectares de forêts.

Mais il serait hautement regrettable que notre particularisme, jusqu'ici bénéfique, nous fasse aller à contresens de l'intérêt et du rôle français.

Nous ne devons pas empêcher de donner à ceux qui le veulent les supports juridiques modernes, capables, en particulier, d'économiser les frais de gestion, de développer le commerce et d'encourager les investissements financiers.

Je dis bien « ceux qui le veulent », car il s'agit, ainsi que l'indique le Gouvernement — et nous le notons avec satisfaction — de procédures libérales, faites d'incitations et non de pressions, d'encouragements et non de contraintes.

Pour ces raisons, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous apporte non seulement, le soutien d'une région riche en forêts, en forêts communales notamment, mais aussi celui des communes forestières de France, que j'ai l'honneur de représenter. Comprenant parfaitement l'importance du problème, ces communes, dans leur grande majorité, tiennent à apporter leur contribution à cette œuvre de renouveau. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Gaudin.

M. Pierre Gaudin. Monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, après l'excellent rapport de M. Cointat, après les explications du Gouvernement, après les précédentes interventions, mon propos sera bref car je voudrais éviter des redites.

Il est certain que la forêt mérite toute notre attention, car elle constitue un élément important, aussi bien sur les plans écologique et économique que sur le plan social.

Actuellement, la forêt française, qui représente environ la moitié de la superficie de la forêt de la Communauté, accuse sur le plan de la balance commerciale, un déficit de l'ordre de deux milliards de francs environ. Ce déficit est dû vraisemblablement au fait que la forêt ne possède pas de structures suffisantes.

C'est pourquoi le groupe socialiste votera ce projet qui, bien que ne nous paraissant pas parfait, va quand même dans un sens positif d'amélioration des structures forestières.

Je bornerai mon propos, monsieur le secrétaire d'Etat, à vous présenter trois observations, étant persuadé que vous voudrez bien y répondre. D'ailleurs, vous les avez déjà en partie évoquées.

La première concerne la liberté des communes d'adhérer aux syndicats de gestion forestière. Je crains, en effet, que cette liberté ne soit pas totale, et, comme M. Cazenave, j'émet des réserves quant à une certaine contrainte plus ou moins avouée.

En tout cas, j'espère que vous préciserez encore une fois votre volonté de laisser les communes libres d'adhérer ou non, selon la volonté des conseils municipaux.

Ma deuxième observation a trait au fait que de nombreux articles du projet de loi renvoient à des décrets les modalités d'affectation. C'est le cas des articles 3, 7, 13, 14, 18, 19, 20, 23, 26 et 27, soit dix articles sur vingt-huit.

J'estime qu'il s'agit là d'un dessaisissement du pouvoir législatif, et j'aurais préféré, pour ma part, que le Parlement pût discuter des textes d'application.

Ma dernière observation a trait à l'article 3. J'avais l'intention de déposer un amendement à cet article, mais j'ai craint qu'il ne subisse le couperet de l'article 40 de la Constitution.

Il est question dans cet article 3 d'études préalables pour la création de syndicats intercommunaux de gestion forestière. Or il n'est pas précisé qui paiera ces études préalables. Il est probable qu'elles seront faites par l'office national des forêts. Il m'aurait été agréable de voir préciser dans cet article que le financement de ces études sera assuré par l'Etat. Or, il n'en est

rien même si telle est bien l'intention du Gouvernement. Pouvez-vous prendre un engagement à cet égard, monsieur le secrétaire d'Etat ?

Sous ces quelques réserves et compte tenu de certains amendements discutés en commission au cours de débats auxquels nous avons pris une part active, le groupe socialiste votera votre projet. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Virgile Barel.

M. Virgile Barel. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, nous ne méconnaissons pas la nécessité d'une réforme tendant à une meilleure gestion du patrimoine forestier public et privé, afin d'obtenir une production plus intensive, plus rationnelle.

Nous avons, à plusieurs reprises, marqué notre volonté de réaliser l'équilibre entre les zones forestières et les zones agricoles. Nous savons que, dans de nombreuses régions, le boisement anarchique est souvent spéculatif, ce qui constitue une gêne très sérieuse pour les exploitants agricoles.

Si certaines dispositions du projet de loi, notamment en ce qui concerne la réglementation du boisement, peuvent apporter des débuts de solution à ce problème, si, de même, la constitution de groupements forestiers, notamment les groupements de gestion de la forêt privée, peuvent se révéler utiles et efficaces, si, enfin, nous ne sommes pas opposés à la création de syndicats intercommunaux pour la gestion des forêts des collectivités, en revanche, certaines dispositions de votre projet, monsieur le secrétaire d'Etat, nous semblent difficilement acceptables.

Il s'agit principalement de la règle de constitution de ces syndicats intercommunaux, règle qui peut aboutir à imposer cette association contre le gré de certaines communes et, par là même, provoquer des conflits regrettables.

Nous souhaitons qu'ils soient évités.

Il en est de même lorsqu'un amendement de la commission prévoit la création de sociétés d'investissement forestier. Ces sociétés, préfiguration des sociétés d'aménagement et d'investissement foncier — S. A. I. F. — déjà repoussées par la commission spéciale de l'Assemblée nationale, auraient pour but d'attirer des capitaux privés, donc de faciliter la spéculation forestière, au bénéfice des sociétés capitalistes de la pâte à papier, et au détriment des agriculteurs familiaux qui devraient accaparer les terres agricoles pour le boisement.

Ces sociétés auraient, de plus, la possibilité de s'approprier les massifs forestiers des collectivités.

A défaut d'amendements éliminant les dispositions dangereuses que j'ai signalées, nous ne pourrions apporter notre soutien à l'ensemble du projet de loi. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Regaudie.

M. René Regaudie. Mes chers collègues, c'est une simple question que je voudrais poser à M. le ministre, car, sur le projet de loi lui-même, je n'ai guère d'observations à ajouter à celles qu'a présentées mon ami M. Gaudin.

Ce projet vient ou trop tôt ou trop tard. Ce qui m'étonne, en effet, c'est que la délimitation des zones forestières ne soit pas tracée avec plus de précision. Par conséquent, certains terrains qui sont manifestement à vocation forestière, et doivent être pris en charge par les communes, resteraient en-dehors du champ d'application de la loi.

Autre point qui me préoccupe : ce projet de loi ne concernera en rien ces terrains dit « biens de section » qui sont assez importants dans ma région, le Limousin. De ce fait des landes très étendues continueraient à demeurer à l'état de sols improductifs, on ne sait jusqu'à quand.

Les communes devraient seules en avoir la gestion et la responsabilité. Ainsi serait-il possible de parvenir à un boisement méthodique. Tant que ces terrains seront gérés dans les conditions légales actuelles, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il suffira qu'un sectionnaire faisant preuve de mauvaise volonté ou d'indifférence s'oppose à une réalisation d'intérêt général, ces terrains demeureront à l'état de landes. C'est probablement regrettable.

Les maires et les conseillers municipaux s'acharneront à obtenir satisfaction dans l'intérêt de leur commune et dans l'intérêt général. Je souhaite, monsieur le ministre, ainsi sans doute que l'Assemblée tout entière, l'adoption de ce projet dont depuis longtemps déjà nous aurions dû être saisis. Mais

je serais heureux d'entendre de votre part quelques explications au sujet de ces terrains, car il ne saurait être question de constituer une forêt communale tant que ce problème n'aura pas été résolu. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Monsieur le secrétaire d'Etat, je dis tout de suite que le projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières recueille mon entière approbation. Cela ne saurait vous étonner, car je vous ai maintes fois entretenu de la nécessité d'un tel projet.

Je suis donc logique avec moi-même, encore que je sois quelque peu sceptique quant à l'importance des moyens qui vous seront fournis par votre collègue de l'économie et des finances pour vous permettre de réaliser la grande œuvre de demain, à savoir le remodelage du territoire national, cadre de la nouvelle société.

Qu'il me soit néanmoins permis de vous présenter trois observations.

Première observation, le projet de loi qui nous est soumis tend à améliorer les structures forestières. Par conséquent il tend à regrouper les forêts et à améliorer non seulement leur gestion, mais aussi, comme l'a ajouté M. le rapporteur, leur rentabilité.

C'est fort bien. Nous aurons certes une structure d'administration. Mais avez-vous songé, monsieur le secrétaire d'Etat, que, pour mettre en œuvre, gérer et rentabiliser ces forêts, il vous faudra des techniciens ? Vous aurez bien sûr les techniciens forestiers. Mais vous aurez aussi besoin d'ingénieurs.

Si à cette fin vous voulez disposer de fonctionnaires de qualité, il vous faudra les rémunérer convenablement. Vous devrez donc vous battre pour obtenir l'unité du corps des ingénieurs des travaux de l'Etat, unité qui a été prônée à un certain moment mais qui n'a pas été réalisée, si bien qu'actuellement les ingénieurs des travaux des forêts sont payés comme des techniciens.

En matière de gestion, monsieur le secrétaire d'Etat, vous pourrez vous contenter de techniciens forestiers. Mais, lorsqu'il s'agira de rentabiliser l'opération, c'est à des ingénieurs que vous devrez faire appel. Où ces ingénieurs seront-ils formés ? A l'école des techniques forestières, car vous n'ignorez pas que celle-ci, depuis la disparition de l'école nationale de Nancy, est la seule en France à former des ingénieurs forestiers.

Si le blason de l'école des techniques forestières n'est pas redoré, où seront donc formés les forestiers nécessaires ? Cette question me conduit à une petite incidente.

Prévoyez-vous à brève échéance une troisième année dans les cours de cette école, autrement dit prévoyez-vous d'instituer une université forestière ? Etant donné la réputation que l'école de Nancy s'était acquise à travers le monde, vous pourrez, grâce à l'université forestière, redonner à la France le blason qui a toujours été le sien, puisqu'elle possédait la première école forestière du monde.

Ma deuxième observation portera sur les périmètres d'action forestière.

Monsieur le ministre, dans les départements d'outre-mer c'est sur la détermination précise de ces périmètres d'action forestière que devra immédiatement porter votre action.

Enfin, ma dernière observation vise un point de droit. Le syndicat va se substituer aux communes forestières actuellement propriétaires. Mais vous savez que nombre de ces communes sont liées à l'office national des forêts par des conventions.

J'aimerais savoir si le syndicat, nouvelle personnalité juridique, se substituera dans les droits des anciens propriétaires et si le contrat qui lie ces derniers à l'office se trouvera ipso facto reconduit.

J'insiste d'autant plus sur ce point qu'en raison de la pratique de rémunérations complémentaires de ce fonds commun, des difficultés peuvent surgir, car dès lors que sera constitué un syndicat gérant une masse forestière plus importante, les crédits seront eux-mêmes augmentés et susciteront l'intérêt de certaines administrations très attachées à ce fonds commun et à ses honoraires.

Il convient donc d'être vigilant et de ne pas oublier que l'office est le gérant des forêts. Demain, pour des raisons de « gros sous », il ne faudrait pas qu'il soit dépossédé des moyens dont il dispose actuellement. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je souhaite obtenir une précision complémentaire du Gouvernement.

M. Gaudin a évoqué le problème des frais d'études préalables à la constitution de syndicats intercommunaux forestiers prévus par les dispositions de l'article 3 du projet de loi. Or M. le secrétaire d'Etat a indiqué que ces frais d'études préalables étaient pris en charge par l'Etat.

Complétant le propos de M. Gaudin, je demande ce que le Gouvernement entend par « frais d'études préalables ».

Dans l'esprit des forestiers, il semble qu'il s'agisse essentiellement des frais d'inventaire pour les forêts communales, afin de déterminer ensuite les quotes-parts. Mais, en réalité, aux frais d'inventaire s'ajoutent les frais d'aménagement, de planning de production, de plans de gestion.

Je voudrais être certain que les frais d'études préalables comportent, non seulement ces frais d'inventaire, mais également les frais d'aménagement de la forêt du syndicat intercommunal.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je répondrai tout d'abord à M. Cazenave qui a posé un certain nombre de questions.

Il a tout d'abord regretté que la loi de 1964 soit mal appliquée ou appliquée avec difficulté.

Les centres régionaux de la propriété forestière sont en place. Après avoir dressé l'inventaire des besoins, ils définiront les différentes orientations forestières de chaque région qui serviront de cadre aux plans de gestion des différents massifs forestiers.

M. Cazenave estime que la mise en application du projet déterminera un surcroît de travail très important pour les forestiers. Or, l'un des objectifs du projet de loi est précisément de simplifier la gestion des forêts soumises, donc de diminuer et de simplifier le travail des différents agents de l'Office national des forêts qui sont gestionnaires de la forêt soumise. A ce sujet je tiens à le remercier des propos qu'il a tenus à l'égard des services éminents que rendent les agents de l'Office national des forêts et je m'associe pleinement aux éloges qu'il a bien voulu adresser à ces agents.

Enfin, M. Cazenave s'est préoccupé des contraintes. Je le comprends parfaitement ; mais je lui fais observer que le projet de loi ne rend obligatoire ni le groupement des communes ni celui des propriétaires privés. Sans doute M. Cazenave a-t-il, en quelque sorte, lié les dispositions du titre III à celles des titres I^{er} et II.

Les périmètres d'action forestière font l'objet uniquement de mesures d'incitation en faveur de la forêt privée. En revanche, les dispositions relatives à la création des syndicats et à celle des groupements sont purement et simplement calquées sur celles qui sont en vigueur pour les syndicats intercommunaux. Cette mesure n'a donc qu'un caractère d'incitation et non de contrainte.

Je partage très largement la conviction de M. Radius. J'estime comme lui que la forêt française doit jouer un rôle important en Europe. Je tiens à le remercier d'avoir souligné la part prise par les représentants de notre pays au sein des différents organismes internationaux qui s'intéressent, à divers titres, à la forêt.

Enfin, je le remercie d'avoir bien replacé le problème dans le véritable cadre international et d'avoir donné son accord, en sa qualité de vice-président de la fédération des communes forestières françaises — donc à un double titre — au projet du Gouvernement.

Monsieur Gaudin, j'ai pris tout à l'heure l'engagement formel au nom du Gouvernement de respecter la liberté des communes. J'ai également répondu sur ce point à M. Cazenave. Je vous demande de croire que le texte ne fait que se référer aux dispositions existantes en matière de syndicats intercommunaux.

Vous avez regretté, d'autre part, qu'un certain nombre de dispositions soient renvoyées à des décrets. Cette critique m'avait déjà été adressée. Or les dispositions qui sont renvoyées à des décrets sont effectivement du domaine réglementaire défini par la Constitution. Il convient sur ce point de faire confiance au Conseil d'Etat qui veille à ce qu'aucune disposition de caractère réglementaire ne soit incluse dans un projet de loi.

Dans l'exposé des motifs du projet et dans mon exposé oral, j'ai clairement précisé que les frais d'études seraient à la charge de l'Etat. Je le confirme une fois encore.

M. Barel s'est interrogé sur les règles de constitution des syndicats intercommunaux de gestion forestière. Je lui fais remarquer que ces règles sont la simple transposition de celles qui sont déjà applicables aux syndicats intercommunaux. A la seconde question qu'il a posée et qui concerne les sociétés, il serait préférable que M. le rapporteur réponde lui-même, puisque cette question est posée par un amendement de la commission. Le Gouvernement, sur ce point, n'a donc pas à donner de réponse.

M. Michel Cointat, rapporteur. M. Barel ne votera pas le texte du Gouvernement à cause d'un amendement de la commission de la production. Votre responsabilité est donc dérogée en cette affaire, monsieur le secrétaire d'Etat. (Sourires.)

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je vous remercie d'avoir bien voulu apporter cette précision, monsieur Cointat.

Monsieur Regaudie, l'objet du titre III — vous avez très bien fait d'y insister — est précisément de donner les moyens de procéder au zonage des différents terrains suivant leur potentialité.

Vous avez parlé des sections.

Les sections, en matière de forêt, posent effectivement un problème très difficile à résoudre. La formule des syndicats mixtes de gestion forestière qui figure dans le texte soumis à votre approbation permettra d'améliorer considérablement la gestion des terrains sectionaux. Elle devrait répondre en grande partie à votre désir. Il en est de même des groupements de syndicats forestiers qui pourront agir dans le même sens.

Enfin, M. Fontaine a posé trois questions au Gouvernement. Je partage tout à fait son sentiment en ce qui concerne le rôle que doivent jouer les forestiers français dans l'avenir de notre forêt. Ils sont, en effet, d'une grande compétence, et l'enseignement qui leur était dispensé à Nancy était de grande qualité. J'espère que bientôt le Gouvernement sera en mesure de redonner à cet enseignement le lustre qui doit être le sien.

M. Jean Fontaine. Très bien !

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Vous avez raison, monsieur Fontaine, en ce qui concerne les périmètres d'action forestière. Si le projet est approuvé par le Parlement, il appartiendra au Gouvernement de délimiter très rapidement ces périmètres. Je sais que, dans un département que vous connaissez bien, le problème est très aigu à cet égard.

S'agissant de la substitution des syndicats aux communes pour les actes de gestion forestière, les conventions passées par les communes avec l'Office national des forêts seront évidemment reprises par les syndicats. Pour l'O. N. F. il n'y aura pas accroissement des tâches. Au contraire, nous entendons faciliter le travail de l'office, parce que nous sommes conscients du rôle essentiel qu'il joue dans cette gestion, et nous ne voulons pas affaiblir l'action qu'il poursuit de façon très positive. (Applaudissements.)

J'indique enfin à M. le rapporteur que, par frais d'études supportés par l'Etat, il faut comprendre l'estimation des biens pour la constitution des syndicats, mais non les frais d'aménagement.

M. le président. La parole est à M. Regaudie.

M. René Regaudie. Je note avec satisfaction l'accord de principe du Gouvernement, mais il est un point où il me semble qu'il commet une erreur.

En effet, il n'est certainement pas plus possible de faire entrer les biens de section dans un syndicat de communes qu'il n'est possible actuellement de les faire entrer dans le domaine géré par la commune.

Un problème juridique se pose donc, qu'il convient de régler préalablement, car nous vivons encore sous l'empire d'une législation qui remonte au Moyen Age. Ces usages sont absolument aberrants et, dans l'état actuel des choses, le projet n'apporte certainement rien sur ce point.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

La commission estime-t-elle devoir se réunir comme le prévoit l'article 91 du règlement ?

M. Michel Cointat, rapporteur. Non, monsieur le président.

M. le président. Nous abordons la discussion des articles.

TITRE I^{er}

M. le président. Je donne lecture du titre I^{er} :

Titre I^{er}.

Groupement et gestion en commun des forêts soumises au régime forestier.

[Avant le chapitre I^{er}.]

M. le président. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 1, qui tend, après le titre I^{er} et avant le chapitre I^{er}, à insérer le nouvel article suivant :

« Dans l'article 86 du code forestier, est supprimée la phrase :

« Lorsque deux ou plusieurs communes possèdent un bois par indivis, chacune conserve le droit d'en provoquer le partage. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le titre I^{er} du projet de loi est intitulé : « Groupement et gestion en commun des forêts soumises au régime forestier ».

L'objectif principal de ce projet est donc de favoriser les regroupements de forêts. Or le code forestier, dans son article 86, prévoit que les forêts communales indivises pourront être partagées.

La commission de la production et des échanges considère qu'avant d'acheter des chaussettes neuves il convient de réparer les chaussettes trouées ! C'est pourquoi, en vue de favoriser encore davantage le regroupement des forêts soumises au régime forestier, elle propose que l'on commence par empêcher le partage des forêts indivises.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. L'amendement va à l'encontre du principe, maintes fois défendu dans cette enceinte, de l'autonomie des collectivités locales.

En outre, l'article 815 du code civil dispose : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut être toujours provoqué, notwithstanding prohibitions et conventions contraires. »

L'amendement est donc inopérant puisqu'il ne modifie pas ces dispositions du code civil.

Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. M. le secrétaire d'Etat vient d'exprimer parfaitement ma pensée : l'amendement part d'un bon sentiment, mais il est inopérant.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je ne suis pas un juriste, mais j'ai confiance dans mes anciens, et les rédacteurs du code forestier de 1827 étaient, eux, de très grands juristes, spécialement celui qui l'a marqué de son empreinte, M. Baudrillart.

Si la phrase en question a été introduite dans le code, c'est parce qu'elle avait un intérêt. M. le secrétaire d'Etat voudrait nous faire croire que l'article 86 du code forestier n'avait aucune portée pratique. Je ne vois pas alors pourquoi on n'adopterait pas notre amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

[Article I^{er}.]

M. le président. Je donne lecture de l'article I^{er} :

CHAPITRE I^{er}

Syndicat intercommunal de gestion forestière.

« Art. I^{er}. — Les syndicats intercommunaux de gestion forestière sont constitués en vue de faciliter la gestion des bois, forêts et terrains à boiser appartenant aux communes et soumis au régime forestier.

« Les dispositions des articles 141 à 151 du code de l'administration communale leur sont applicables sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 à 8 ci-après.

« Les syndicats à vocation multiple peuvent assumer les fonctions des syndicats intercommunaux de gestion forestière à condition de se conformer aux dispositions des articles 2 à 8 ci-après. »

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 32, présenté par M. Cazenave, tend, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « faciliter la gestion » les mots « la mise en valeur, la gestion et l'amélioration de la rentabilité ».

L'amendement n° 2, présenté par M. le rapporteur, tend, dans le premier alinéa de l'article I^{er}, après les mots « de faciliter la gestion », à insérer les mots « et d'améliorer la rentabilité ».

La parole est à M. Cazenave, pour soutenir l'amendement n° 32.

M. Franck Cazenave. Mon amendement se justifie de lui-même. Avant de « gérer » les bois, forêts et terrains à boiser, il faut les « mettre en valeur ». Ensuite, il faut « améliorer la rentabilité ».

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 2.

M. Michel Cointat, rapporteur. J'indiquerai d'abord à M. Cazenave que la commission n'a pas examiné son amendement mais que celui-ci va dans le sens de son propre amendement n° 2.

Cependant, j'adresserai une critique à M. Cazenave. En effet, le même problème se pose à trois articles du texte en discussion, alors que son amendement porte seulement sur l'article I^{er}. Aussi notre collègue me permettra-t-il de préférer l'amendement de la commission, qui se répétera en deux autres circonstances.

Cela dit, il ne faut pas confondre la gestion et la rentabilité, surtout en matière forestière, et c'est ce que la commission a voulu bien marquer.

La forêt doit certes jouer un rôle économique, d'où la notion de rentabilité. Mais elle joue aussi un rôle social et biologique, qui exclut tout esprit de rentabilité. Une bonne gestion n'entraîne donc pas nécessairement une bonne rentabilité, au sens financier du terme.

Les forêts françaises peuvent être classées en quatre catégories.

Les deux premières englobent, d'une part, les forêts de rapport — elles sont exceptionnelles — comme Tronçais, Bercé ou Levier, où l'on produit des bois de très haute qualité ; d'autre part, les forêts « usines à bois », c'est-à-dire les forêts ordinaires, d'où l'on doit tirer le maximum de bois, avec la meilleure rentabilité, dans un minimum de temps.

Les deux autres catégories de forêts comprennent les « forêts aménagement ». Elles ont pour but de protéger l'homme contre la nature — ce sont les forêts de protection contre la montagne ou contre les dunes — ou de protéger l'homme contre l'homme, ce qu'on peut appeler les « forêts suburbaines pour citadins épuisés ». Dans ces deux dernières catégories n'entre pas la notion de rentabilité.

L'amendement de la commission concerne essentiellement les forêts communales, qui sont dans une proportion de 90 p. 100 des outils économiques et qui doivent être des usines à bois.

M. le président. La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Je ne vois pas en quoi mon amendement peut être contraire au vôtre. Il le complète. Si je ne l'ai présenté qu'à un seul article, je laisse le soin à la commission de le reprendre chaque fois qu'il en sera besoin.

Lorsque je parle de mise en valeur, je ne parle pas de valeur monétaire, mais de la mise en valeur du sol. Une forêt destinée au tourisme peut être mise en valeur. Vous confondez deux notions.

Je le répète, il faut d'abord mettre en valeur le sol. Il faut ensuite gérer la forêt dans un but, soit touristique, soit de rapport. Il faut enfin améliorer la rentabilité.

Je ne vois pas comment on pourrait gérer efficacement quelque chose sans l'avoir préalablement mis en valeur.

C'est peut-être une question de détail, mais elle a son importance.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Monsieur Cazenave, je n'ai pas dit que j'étais opposé à votre amendement. J'ai simplement observé que la commission ne l'avait pas examiné et qu'en tout état de cause il aurait fallu le présenter trois fois.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement préfère l'amendement de la commission pour une question de rédaction.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 32.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 2 devient donc sans objet. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement n° 32. (L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Le syndicat intercommunal de gestion forestière peut être créé lorsque les conseils municipaux des deux tiers au moins des communes intéressées propriétaires en propre ou en indivision de plus de la moitié de la superficie des bois, forêts ou terrains à boiser, ou de la moitié au moins des communes intéressées propriétaires en propre ou en indivision de plus des deux tiers de la superficie des bois, forêts ou terrains à boiser, ont fait connaître leur volonté de confier à un syndicat la gestion de tout ou partie de leurs bois, forêts ou de leurs terrains à boiser, à condition que la totalité de ces bois, forêts ou terrains à boiser constitue un ensemble permettant une gestion forestière commune. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 3 qui tend à rédiger cet article comme suit :

« Lorsqu'il s'agit de bois, forêts ou terrains à boiser constituant un ensemble permettant une gestion forestière commune, un syndicat intercommunal de gestion forestière peut être créé à la demande :

« — soit des conseils municipaux des deux tiers au moins des communes intéressées propriétaires en propre ou en indivision de plus de la moitié de la superficie des bois, forêts ou terrains à boiser ;

« — soit des conseils municipaux de la moitié au moins des communes intéressées propriétaires en propre ou en indivision de plus des deux tiers de cette superficie. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 2 énumère les conditions nécessaires pour créer un syndicat intercommunal de gestion forestière.

La commission n'est pas en désaccord sur le fond, mais elle a estimé que la rédaction pouvait être améliorée, le texte du Gouvernement étant constitué par une seule phrase de treize lignes.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement remercie la commission d'avoir bien voulu améliorer son texte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 2.

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Les délibérations relatives à la création du syndicat ou à l'extension du syndicat à de nouveaux membres, de même que l'arrêté préfectoral ou, le cas échéant, interpréfectoral, qui l'autorise sont pris au vu d'études préalables réalisées dans les conditions fixées par décret.

« La durée du syndicat ne peut être inférieure à cinquante ans. »

La parole est à M. Gaudin.

M. Pierre Gaudin. Puisque le Gouvernement est décidé — il le précise dans l'exposé des motifs de son projet — à prendre à sa charge les frais d'études, pourquoi ne traduit-il pas explicitement cette intention dans le texte même de l'article 3 ?

Quant à ces frais d'études, je suppose qu'il ne s'agit pas seulement de ceux qui concernent l'inventaire. Il importe en effet de savoir si la création du syndicat forestier est valable ou non, et les frais d'études doivent donc couvrir l'ensemble des études entreprises à cet effet.

Monsieur le secrétaire d'Etat, ce qui est écrit me paraissant préférable à ce qui est simplement dit, je vous demande de bien vouloir préciser, dans un amendement, que tous les frais d'études seront à la charge de l'Etat.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Il y a, je crois, un léger malentendu.

M. le secrétaire d'Etat m'a indiqué qu'il excluait les frais d'aménagement des frais d'études préalables pris en charge par l'Etat.

Il doit y avoir confusion. Je ne crois pas, en effet, qu'on puisse créer un syndicat intercommunal et déterminer avec précision les quotes-parts de revenus si l'on ne sait pas exactement ce qui sera fait dans les forêts, quel sera le calendrier des coupes, c'est-à-dire l'aménagement de la forêt.

De tels frais d'aménagement préalable devraient être pris en charge par l'Etat.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. S'il s'agit de frais d'aménagement qui entrent véritablement dans le cadre de l'étude préparatoire, le Gouvernement est d'accord pour les prendre en charge. Je dis bien dans le cadre de l'étude préalable à la constitution d'un syndicat intercommunal, d'un syndicat mixte ou d'un groupement.

Quant à la question de M. Gaudin, je répète qu'il s'agit là du domaine réglementaire. Le Gouvernement donne l'assurance qu'il prendra en charge ces frais d'étude. Mais il n'a pas à déposer d'amendement sur ce point.

M. Pierre Gaudin. Si je dépose un amendement, le Gouvernement m'opposera-t-il l'article 40 de la Constitution ?

M. le président. Depuis le passage à la discussion des articles, seuls le Gouvernement et la commission peuvent déposer des amendements.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — Le syndicat est substitué aux membres qui le composent pour tout ce qui concerne l'application du régime forestier y compris la perception des produits des ventes de bois et il est compétent pour la conception, le financement et la réalisation des investissements forestiers.

« Chaque conseil municipal peut demander au syndicat d'exercer tout ou partie des droits attachés à la propriété de la forêt communale. »

M. le rapporteur et M. Gaudin ont présenté un amendement n° 4 qui tend à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « notamment en matière de droits de chasse et de pêche ».

La parole est à M. Gaudin.

M. Pierre Gaudin. Le droit de chasse appartient au propriétaire du sol.

Dans le cas qui nous intéresse, et compte tenu du transfert de la gestion au syndicat, on risquerait, si notre amendement n'était pas adopté, non seulement de créer la confusion, mais d'empêcher des créations de syndicat.

Supposons, par exemple, qu'une commune qui adhère à un syndicat forestier ait déjà cédé son droit de chasse à une société de chasse locale. Cette société perdrait-elle son droit de chasse ?

Je vous demande, dans l'intérêt même de la loi, d'accepter mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le syndicat est substitué aux communes uniquement pour les actes de gestion forestière. Les communes conservent tous les autres droits attachés à la propriété.

Néanmoins, comme l'exercice de certains droits, notamment du droit de chasse, est souvent fonction de la gestion forestière, il paraît opportun de permettre aux syndicats de les exercer dès lors que leurs membres en feront la demande.

L'amendement proposé par la commission explicitant parfaitement l'intention du Gouvernement sur ce point, je l'accepte.

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Quid des droits acquis ? Si un contrat a été passé entre une commune et une société de chasse, la création du syndicat ne saurait porter atteinte aux droits acquis. Le contrat vaut loi entre les parties et nous ne pouvons pas nous immiscer en tiers. Après l'expiration du contrat, oui. Mais pendant la durée du contrat, ce n'est pas possible en droit.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Il est évident que les contrats antérieurs continueront à produire leurs effets.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par l'amendement n° 4.

(L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — La décision d'institution du syndicat désigne les parcelles des bois, forêts et terrains à boiser ainsi que leurs annexes inséparables, et fixe notamment :

« — la quote-part dévolue à chaque membre dans la répartition des revenus nets ;

« — la répartition des délégués représentant chaque commune dans le comité. »

M. Cazenave a présenté un amendement n° 33 qui tend à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Cette quote-part tient compte en premier lieu de la nature des terrains et de leur situation afin de rendre plus juste cette répartition. »

La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Tout à l'heure, j'ai essayé d'illustrer les différences qui pouvaient exister entre des propriétés forestières, qu'elles aient été mal entretenues ou qu'elles aient subi des sinistres. Mais d'autres différenciations résultent de la nature du sol. C'est ainsi qu'il y a des terrains à « aouguich » ou à « molinie » sur lesquels les bois poussent mal, des terrains à bruyère ou, à fougère sur lesquels les bois poussent bien. Tous les forestiers les connaissent.

J'ai déposé cet amendement parce que je souhaite que, dans la répartition des produits, on se fonde non pas uniquement sur la surface mais aussi sur la valeur du terrain. Il y a des terrains qui prouissent six mètres cubes et plus, d'autres un mètre cube et demi ou deux mètres cubes.

Il faut tenir compte de ces considérations dans la répartition des revenus. C'est pourquoi je demande à l'Assemblée d'adopter mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Cointat, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Quoiqu'il s'agisse là d'une disposition d'ordre réglementaire, le Gouvernement ne s'oppose pas à son adoption.

M. le président. La parole est à M. Fontaine, pour répondre au Gouvernement.

M. Jean Fontaine. Monsieur le secrétaire d'Etat, il est question à l'article 5 d'une « décision d'institution ». Or, en droit administratif il n'y a pas de décision mais des actes ou des arrêtés ; il conviendrait donc de rectifier la rédaction proposée. Malheureusement je n'ai pas pu présenter d'amendement de forme. Peut-être pourriez-vous, monsieur le secrétaire d'Etat, rattraper cette formulation ?...

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 33.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement n° 33.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 6.]

M. le président. « Art. 6. — Les bois, forêts et terrains à boiser dont la gestion est susceptible d'être confiée au syndicat doivent être préalablement soumis au régime forestier. Ils sont administrés conformément aux dispositions du code forestier et de l'article premier de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 relatif aux forêts et terrains soumis à ce régime. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 5 qui tend, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « est susceptible d'être confiée au syndicat doivent être préalablement soumis au régime forestier », les mots : « est confiée au syndicat sont obligatoirement soumis au régime forestier ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. La commission a estimé que la rédaction de l'article 6 entraînerait une lourdeur de procédure parce que d'une part, 90 p. 100 des forêts sont déjà soumises au régime forestier et que d'autre part, pour les 10 p. 100 restant, exiger une soumission préalable risquerait de retarder d'autant la constitution du syndicat.

C'est la raison pour laquelle elle propose de soumettre « obligatoirement » au régime forestier les bois, forêts et terrains forestiers confiés à la gestion du syndicat afin de ne pas retarder la constitution de celui-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. M. le rapporteur ne m'en voudra pas, je l'espère, si je dis que cet amendement me paraît superflu. Je crois, en effet, avoir fait jusqu'ici preuve d'une grande compréhension à l'égard des amendements de la commission.

Je rappelle que, si la soumission au régime forestier est obligatoire pour les bois et forêts appartenant aux communes, elle ne s'impose pas de plein droit. A la différence des terrains domaniaux, les terrains communaux sont soumis au régime forestier par une décision administrative — et je pense que cette fois M. Fontaine ne me reprendra pas — prononcée au terme d'une procédure. Sur ce point, la jurisprudence du Conseil d'Etat est constante.

L'amendement de la commission me paraît équivoque car il laisse entendre que le seul fait de confier au syndicat la gestion de propriétés communales entraînera automatiquement leur soumission au régime forestier, alors qu'en réalité le syndicat ne pourra gérer que des terrains préalablement soumis à ce régime.

Tout en m'en remettant à la sagesse de l'Assemblée nationale, je souhaite que le texte proposé par le Gouvernement soit retenu.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Vous savez, monsieur le secrétaire d'Etat, que nous nous efforçons de collaborer pour trouver des formules qui conviennent aussi bien à l'Assemblée qu'au Gouvernement mais, cette fois, j'avoue que je ne saisis pas la nuance.

Notre amendement dispose : « sont obligatoirement soumis au régime forestier... ». Vous avez ainsi toutes les garanties nécessaires pour que le syndicat s'oriente dans la direction que vous avez souhaitée.

Nous craignons que si l'on impose une soumission préalable — cela portera tout au plus sur 10 p. 100 des forêts en cause — on alourdisse la procédure et qu'en définitive on doive attendre plusieurs mois ou un an pour pouvoir créer un syndicat.

J'ajoute, monsieur le secrétaire d'Etat, que, en ce qui concerne le groupement syndical forestier, votre projet prévoit justement que les bois sont soumis au régime forestier. C'est donc aussi par un souci d'harmonisation avec les dispositions de l'article 15 que la commission propose cet amendement. Je vous demande de faire un petit effort amical pour vous rapprocher d'elle.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. J'ai déjà dit que le Gouvernement s'en remettait à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 7.]

M. le président. « Art. 7. — Les quotes-parts dévolues à chaque membre du syndicat par la décision d'institution peuvent faire l'objet de modifications dans les cas suivants : adjonction de bois, forêts ou de terrains à boiser, retrait de bois, forêts ou de terrains à boiser en vue de leur aliénation après distraction du régime forestier. Les modifications sont décidées dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 6 qui tend, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « en vue de leur aliénation », les mots : « en vue de la réalisation d'ouvrages d'intérêt général ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 7 permet de modifier les quotes-parts au sein du syndicat intercommunal de gestion forestière en cas d'adjonction de bois, vente de bois, etc.

Le Gouvernement avait retenu la formule suivante : « adjonction de bois, forêts ou de terrains à boiser, retrait de bois, forêts ou de terrains à boiser en vue de leur aliénation après distraction du régime forestier ». Le mot « aliénation » nous a paru un peu trop restrictif car on peut fort bien être conduit à distraire certaines parcelles du régime forestier, donc à modifier les quotes-parts, sans pour autant aliéner les terrains. C'est le cas, par exemple, d'une commune qui souhaite aménager un parc de détente pour des groupes scolaires ou construire un réservoir pour une adduction d'eau et est obligée pour cela de déboiser un terrain : il n'y a pas aliénation mais simplement distraction du régime forestier. Cela arrive tous les jours et entraîne simplement la modification des quotes-parts.

La rédaction proposée par la commission me paraît répondre à la fois au désir du Gouvernement et à la législation assez dra-

conienne sur la distraction du régime forestier, tout en permettant plus de souplesse pour le calcul des quotes-parts au sein du syndicat.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement reconnaît bien volontiers que son texte était incomplet.

Pour réaliser des équipements collectifs d'utilité publique dont elle conserve la maîtrise d'ouvrage, une commune peut, en effet, être conduite à demander le retrait de certains terrains de la gestion par le syndicat sans pour autant les aliéner.

Etant entendu que, dans ce cas, les terrains en cause seront distraits du régime forestier, le Gouvernement accepte l'amendement de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7, modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 7, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 8.]

M. le président. « Art. 8. — Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les forêts des syndicats sont soumises aux mêmes règles que les forêts des communes en ce qui concerne la vente de leurs produits façonnés. »

M. Cointat, rapporteur, et MM. Messmer, Jenn et Grussenmeyer ont présenté un amendement n° 7 qui tend à compléter la fin de cet article par les mots : « ... et l'exercice des droits de chasse et de pêche ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement est la conséquence de l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Gaudin à l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8, modifié par l'amendement n° 7.

(L'article 8, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 9.]

CHAPITRE II

Syndicat mixte de gestion forestière.

M. le président. Je donne lecture de l'article 9 :

« Art. 9. — Les dispositions des articles 152 à 156 du code de l'administration communale sont applicables, sous réserve des dispositions prévues aux articles ci-après, aux syndicats mixtes de gestion forestière créés en vue d'assurer une meilleure gestion des bois, forêts et des terrains à boiser soumis au régime forestier.

« Les syndicats mixtes de gestion forestière peuvent, outre les personnes morales énumérées à l'article 152 du code de l'administration communale, comprendre des sections de communes, des établissements d'utilité publique, groupements mutualistes et des caisses d'épargne propriétaires de bois, forêts ou de terrains à boiser soumis au régime forestier. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 8 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « prévues aux articles ci-après » les mots : « prévues aux articles 10 et 11 ci-dessous ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de pure forme.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Dupont-Fauville a présenté un amendement n° 29 qui tend, dans le premier alinéa de l'article 9, après les mots : « une meilleure gestion », à insérer les mots : « et une meilleure rentabilité ».

La parole est à M. Dupont-Fauville.

M. Hubert Dupont-Fauville. J'estime qu'il faut s'efforcer de toujours mieux rentabiliser les opérations auxquelles s'intéresse l'office national des forêts. M. Cazenave a d'ailleurs présenté un amendement très voisin lors de la discussion de l'article premier.

Ce n'est d'ailleurs là qu'un simple rappel, et je m'associe entièrement à l'hommage qui a été rendu par certains de nos collègues à cet office qui a une technique de gestion parfaite.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Cointat, rapporteur. La commission donne un avis favorable à l'amendement n° 29 de M. Dupont-Fauville.

Lorsque l'Assemblée a examiné l'amendement n° 32 de M. Cazenave, j'ai dit que je n'y étais pas hostile. J'observe toutefois qu'il y a une petite différence avec l'amendement n° 2 de la commission, différence qui se retrouvera d'ailleurs dans la suite du débat : c'est que justement l'amendement n° 32 supprime les mots : « faciliter la gestion », alors que l'amendement de la commission et la rédaction du projet de loi contenaient une idée dynamique, celle de faciliter la gestion et d'assurer une meilleure rentabilité. Je pense que la navette entre le Sénat et l'Assemblée permettra l'harmonisation nécessaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement approuve l'inspiration de l'amendement n° 29.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 29.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9, modifié par les amendements n° 8 et 29.

(L'article 9, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 10 et 11.]

M. le président. « Art. 10. — Les syndicats mixtes de gestion forestière sont autorisés par arrêté du ou des préfets intéressés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10 est adopté.)

« Art. 11. — Les dispositions prévues aux articles 3 à 8 du chapitre premier du présent titre sont applicables aux syndicats mixtes de gestion forestière.

« Par dérogation aux dispositions de l'article 208-I du code général des impôts le syndicat mixte de gestion forestière n'est pas passible de l'impôt sur les sociétés. Les personnes morales membres du syndicat qui sont passibles de cet impôt y sont personnellement soumises à raison de la part, correspondant à leurs droits, dans les revenus du syndicat déterminés selon les règles prévues aux articles 38 et 39 du code général des impôts. »
— (Adopté.)

[Article 12.]

CHAPITRE III

Groupement syndical forestier.

M. le président. Je donne lecture de l'article 12 :

« Art. 12. — Le groupement syndical forestier est un établissement public à caractère administratif. Il peut être créé, dans les conditions prévues aux articles 13 et 14 ci-dessous, par accord entre des communes, des sections de communes, des départements, des établissements publics, des établissements d'utilité publique, des groupements mutualistes et des caisses d'épargne, propriétaires de bois, de forêts ou de terrains à boiser soumis ou susceptibles d'être soumis au régime forestier, en vue d'assurer une meilleure gestion de ces bois, forêts et terrains et de favoriser leur équipement ou leur boisement.

« La propriété de ces bois, forêts et terrains est transférée au groupement. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 9 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « une meilleure gestion » à insérer les mots : « et une meilleure rentabilité. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement appelle les mêmes observations que précédemment. Il constitue la suite logique de l'adoption de l'article 1° modifié par l'amendement n° 32.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12, modifié par l'amendement n° 9.

(L'article 12, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 13.]

M. le président. « Art. 13. — Un décret fixera les conditions dans lesquelles les collectivités et personnes morales visées à l'article précédent prennent les délibérations tendant à la constitution d'un groupement syndical forestier. Le préfet statue sur l'opportunité de l'opération. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 10, qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles est constitué un groupement syndical forestier, les clauses obligatoires que doivent comporter les statuts ainsi que les procédures d'approbation des statuts. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Monsieur le président, je vous demande la permission de soutenir à la fois mon amendement n° 10 à l'article 13 et mon amendement n° 11.

M. le président. Oui, mais votre amendement n° 11 porte sur l'article 14.

M. Michel Cointat, rapporteur. Certes, monsieur le président, mais, dans le projet de loi, les articles 13 et 14 traitent à la fois de principes et de mesures d'application. Or, la commission a jugé préférable de regrouper les principes dans un même article — c'est l'objet de l'amendement n° 10 — et toutes les mesures d'application dans un autre article — c'est l'objet de l'amendement n° 11.

J'ajoute qu'aucune modification n'est apportée au fond des deux articles. Il s'agit uniquement d'une rédaction différente et — nous l'espérons — d'une meilleure présentation du texte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte les deux amendements.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 13.

[Article 14.]

M. le président. « Art. 14. — Les projets de statuts du groupement sont soumis à la délibération des assemblées représentatives des collectivités et personnes morales intéressées. Les points sur lesquels les statuts doivent obligatoirement porter, ainsi que les procédures tendant à leur approbation sont fixés par décret en Conseil d'Etat. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 11, qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Le préfet statue sur l'opportunité de la constitution du groupement.

« Les projets de statuts sont soumis à la délibération des assemblées représentatives des collectivités et personnes morales intéressées. »

Cet amendement a déjà été soutenu par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement.

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 14.

[Articles 15 et 16.]

M. le président. « Art. 15. — Les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution et les terrains à boisier appartenant à un groupement syndical forestier sont soumis au régime forestier et administrés conformément aux dispositions du code forestier et de l'article 1^{er} de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 relatives aux forêts et terrains des établissements publics soumis à ce régime.

« Cette soumission est prononcée par la décision autorisant le groupement sans qu'il soit nécessaire d'effectuer la distraction préalable du régime forestier des parcelles antérieurement soumises à ce régime en raison de leur appartenance aux collectivités et personnes morales membres du groupement. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15.

(L'article 15 est adopté.)

« Art. 16. — Le groupement est administré par un comité composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des collectivités et personnes morales membres du groupement selon la répartition fixée par les statuts de celui-ci. » — (Adopté.)

[Article 17.]

M. le président. « Art. 17. — Le budget du groupement syndical forestier pourvoit aux dépenses de gestion et d'investissement des bois, forêts et terrains à boisier dont il est propriétaire.

« Les recettes de ce budget comprennent notamment :

« 1° Le revenu des biens du groupement ;

« 2° Les contributions des membres du groupement ;

« 3° Les subventions de l'Etat et du département ;

« 4° Le produit des dons et legs ;

« 5° Le produit des emprunts ; le remboursement de ceux-ci peut-être garanti notamment par les personnes morales membres du groupement.

« Au vu des résultats d'exploitation de chaque exercice, le comité du groupement détermine la part des excédents qui, après affectation des sommes nécessaires aux investissements et alimentation du fonds de roulement, sera répartie entre les diverses personnes morales membres du groupement. »

La parole est à M. Mario Bénard.

M. Mario Bénard. Je souhaiterais que, à l'occasion de l'examen de l'article 17, le Gouvernement veuille bien lever une ambiguïté qui me paraît planer sur l'ensemble du projet de loi.

Parmi les recettes du budget dont disposera le groupement syndical forestier, figurent en effet le revenu des biens du groupement, les contributions des membres du groupement, les subventions de l'Etat et du département, etc. Or qu'advient-il quand il s'agit de forêts non rentables ? C'est, hélas ! le cas des forêts provençales qui, pour être importantes et belles, n'en sont pas moins peu productives.

Il en résulte d'abord que le revenu des biens du groupement sera pratiquement nul, ensuite que la contribution des membres du groupement sera minime, parce que ces membres — essentiellement des communes — supportent déjà d'énormes charges pour prévenir les incendies, lutter contre eux et réparer les dégâts qu'ils ont occasionnés. Il en sera de même pour les subventions du département.

Vous savez, monsieur le secrétaire d'Etat, quelles charges les départements du Midi, particulièrement ceux de Provence, doivent déjà supporter du fait des importants investissements qu'ils doivent assumer pour lutter contre les incendies de forêts. Je vois mal dans ces conditions, parmi ces trois sortes de recettes, celle sur laquelle le groupement pourrait effectivement compter.

En revanche, il en va tout autrement si la notion de rentabilité est plus largement étendue et si vous visez par là, également, les produits que l'Etat pourrait tirer d'aménagements de caractère général réalisés dans les forêts.

Je me réjouis que cette notion de rentabilité ait été introduite par voie d'amendement à l'article 1^{er}, sans malheureusement la préciser suffisamment, de sorte qu'à ce sujet j'ai deux questions à poser :

Premièrement, les aides que l'Etat compte apporter, en application de l'article 17 que nous examinons en ce moment, recouvriront-elles des aménagements soit en matière de prévention contre l'incendie, soit, dans un domaine plus général, en matière d'équipements touristiques : parcours cavaliers, lacs, etc. ? Ou bien ces aides seront-elles strictement limitées à des opérations de caractère purement forestier ?

Deuxièmement, dans quelle mesure le produit de la taxe de défrichement, instituée par la loi de finances de l'année dernière, ne pourrait-il être affecté, pour partie, à l'aménagement de la forêt provençale ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je comprends parfaitement les préoccupations de M. Mario Bénard et je puis lui apporter les précisions suivantes :

L'Etat participe déjà aux frais de gestion des forêts communales à raison de 100 millions de francs environ. Le ministre de l'agriculture est prêt — il l'a déjà déclaré et je suis heureux de le confirmer aujourd'hui — à étudier avec un préjugé particulièrement favorable les demandes d'aides financières qui pourraient être présentées par les groupements afin de lutter contre les incendies et de développer les équipements touristiques.

Quant au produit de la taxe de défrichement, il est affecté, comme le Parlement l'a décidé lors de la discussion de la loi de finances de 1969, pour partie à des acquisitions, pour partie à des opérations d'aménagement forestier et, bien entendu, le Gouvernement tiendra compte du problème très important posé par la forêt méditerranéenne.

M. le président. La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Je puis indiquer à M. Mario Bénard que la forêt landaise a connu cette triste expérience de la lutte contre le feu. Certes l'Etat a accordé une partie des crédits qui étaient nécessaires mais il faut bien savoir que les conseils généraux ont dû se montrer particulièrement généreux pour opérer le cloisonnement de la forêt.

Il faudra certainement faire de même pour la forêt provençale. D'ailleurs, même actuellement où la forêt landaise est bien défendue, nous sommes obligés de faire appel à l'Etat pour consolider les pistes, ouvrir de nouveaux points d'eau, etc.

Pour la forêt provençale vous n'en êtes qu'aux balbutiements, j'en suis navré pour vous ; mais vous pouvez profiter de notre expérience et nous sommes à votre entière disposition pour vous aider.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17 est adopté.)

[Article 18.]

M. le président. « Art. 18. — Le groupement syndical peut être étendu à des collectivités ou personnes morales visées à l'article premier, 2° du code forestier autre que celles faisant partie initialement du groupement.

« Un décret en Conseil d'Etat fixera les points sur lesquels le groupement et les assemblées représentatives des collectivités ou personnes morales demandant leur admission délibèrent obligatoirement ainsi que les procédures suivant lesquelles est approuvée l'extension du groupement.

« Le même décret fixera les conditions et les procédures selon lesquelles les quotes-parts dévolues à chaque membre dans la répartition des revenus pourront être modifiées.

« Les règles de procédure visées aux deux précédents alinéas fixeront notamment les conditions de majorité auxquelles les délibérations auront à satisfaire. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 12 qui tend à substituer aux trois derniers alinéas de cet article l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions et les procédures d'extension du groupement, en particulier en ce qui concerne les modifications de la répartition des quotes-parts dévolues à chaque membre et les conditions de majorité nécessaires pour la réalisation de l'extension. »

Je suis saisi d'un sous-amendement n° 30, présenté par le Gouvernement, qui tend, au début du texte proposé par l'amendement n° 12, à supprimer les mots : « Dans ce cas ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 18 traite en principe de l'extension des groupements. Or si tel est bien ce qui ressort du premier alinéa, les alinéas suivants paraissent n'être que des mesures d'application d'ordre général. Pour qu'il n'y ait aucune confusion, la commission propose donc d'insérer ces trois petits mots : « Dans ce cas », qui précisent bien que les mesures d'application intéressent uniquement l'extension.

Deuxième observation, la commission en déposant son amendement a essayé de simplifier la rédaction de l'article 18 sans rien changer sur le fond.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Dans un souci de clarification la commission a proposé une rédaction beaucoup plus brève de l'article 18, mais je tiens à appeler l'attention sur l'interprétation qui pourrait être donnée aux mots « Dans ce cas ».

Tel qu'il est rédigé, l'amendement laisse entendre qu'un décret devrait intervenir dans chaque cas, pris isolément, d'extension, ce qui est manifestement contraire à l'esprit de la loi. Pour éviter toute ambiguïté, le Gouvernement, tout en acceptant cet amendement qui clarifie nettement le texte de l'article, a présenté un sous-amendement qui supprime les mots « Dans ce cas ».

Je crois que M. le rapporteur pourrait accepter ce sous-amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Michel Cointat, rapporteur. Il s'agit simplement d'être d'accord et que le *Journal officiel* précise bien que le décret n'intéresse que l'extension. Notons-le donc et il nous sera possible d'accepter le sous-amendement du Gouvernement afin de ne pas créer une autre confusion.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 30. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12, modifié par le sous-amendement n° 30. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, modifié par l'amendement n° 12 et le sous-amendement n° 30.

(L'article 18, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 19.]

M. le président. « Art. 19. — Les membres du groupement peuvent céder tout ou partie de leurs droits de participation au groupement soit à d'autres collectivités ou personnes morales visées à l'article 1^{er}, 2°, du code forestier, soit, à défaut, à l'Etat

ou à des établissements publics à caractère industriel et commercial ou à des entreprises nationales. Ces cessions ne sont possibles que si les autres membres du groupement ne se sont pas portés acquéreurs au prix de cession envisagé et dans la mesure où les droits détenus dans le groupement par les collectivités ou personnes morales visées à l'article 1^{er}, 2°, du code forestier atteignent au moins 51 p. 100 de ceux détenus par l'ensemble des membres du groupement.

« Le comité du groupement délibère sur un projet de modification des statuts concernant les quotes-parts dévolues à chaque membre et la répartition du nombre de délégués représentant dans le comité les membres du groupement.

« Un décret fixera les conditions et procédures selon lesquelles sont approuvées ces modifications, et notamment les conditions de majorité auxquelles les délibérations auront à satisfaire. »

M. Cointat, rapporteur, et **M. Messmer** ont présenté un amendement n° 13 qui tend à rédiger ainsi le début du dernier alinéa de cet article :

« Un décret fixera les conditions d'autorisation de ces cessions ainsi que les procédures selon lesquelles sont approuvées les modifications des statuts et notamment... » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 19 est de première importance. Il a d'ailleurs suscité de très longues discussions au sein de la commission de la production et des échanges.

En effet, cet article prévoit la possibilité de céder des parts, à l'intérieur du groupement, soit à d'autres collectivités locales, ce qui ne soulève aucune difficulté, soit encore, si aucune collectivité locale ne se porte acquéreur, à l'Etat, à des établissements publics de caractère industriel et commercial, soit même à des entreprises nationales.

Certains se sont demandé si l'on n'allait pas vers une nationalisation des forêts, ce que les forestiers ne redoutent pas puisque, de toute façon, ce sont eux qui gèrent déjà les forêts communales ou domaniales. Mais le problème était soulevé.

Je tiens à préciser que le Gouvernement a placé des verrous et exigé des garanties. Il en est une qui se révélera très efficace : les collectivités locales devront toujours garder, quelles que soient les cessions, au moins 51 p. 100 des parts dans le groupement, de telle sorte qu'elles seront toujours majoritaires et véritablement maîtresses de leur patrimoine.

Voilà comment se présente cet article. Néanmoins, les établissements publics à caractère industriel et commercial et les entreprises nationales suscitent quelques préoccupations. Qu'entend-on par entreprises nationales ? Demain, l'E. D. F. ou la S. N. C. F. ou bien encore la Régie Renault vont-elles consacrer des crédits à l'achat de forêts au sein de groupements forestiers ? Y a-t-il opportunité d'investissement dans ce domaine ?

Dans ces conditions, M. Messmer a proposé à la commission qui l'a retenu un amendement qui donne au Gouvernement le pouvoir de statuer sur les cessions elles-mêmes, en fixant dans un décret les critères d'autorisation de ces cessions ainsi que ceux de modification des statuts, de façon à créer une garantie supplémentaire à celle des 51 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, modifié par l'amendement n° 13. (L'article 19, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 20 à 23.]

M. le président. « Art. 20. — A l'expiration du délai pour lequel le groupement a été constitué et sauf prorogation demandée à l'unanimité des membres, un arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur, pris au vu d'une délibération du comité exposant le point de vue de ses divers membres et après avis, s'il y a lieu, des autres ministres intéressés, approuve la dissolution du groupement et détermine les conditions dans lesquelles s'opère sa liquidation.

« Le groupement peut également être dissous avant l'expiration du temps pour lequel il a été formé par décret pris sur l'avis

conforme du Conseil d'Etat sur la demande motivée de la majorité des assemblées représentatives des membres du groupement. Ce décret détermine les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du groupement.

« Les collectivités et personnes morales intéressées sont préalablement consultées sur les conditions de cette liquidation. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20.

(L'article 20 est adopté.)

« Art. 21. — Par dérogation aux dispositions de l'article 206-1 du code général des impôts, le groupement syndical forestier n'est pas passible de l'impôt sur les sociétés. Les personnes morales membres du groupement qui sont passibles de cet impôt y sont personnellement soumises à raison de la part, correspondant à leurs droits, dans les bénéfices du groupement déterminés selon les règles prévues aux articles 38 et 39 du code général des impôts. Tous les actes relatifs à l'application du présent chapitre sont dispensés de tout droit de timbre, d'enregistrement et de publicité foncière. » — (Adopté.)

« Art. 22. — Dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les forêts des groupements syndicaux forestiers sont soumises aux mêmes règles que les forêts des communes en ce qui concerne la vente de leurs produits façonnés. » — (Adopté.)

« Art. 23. — Un décret en Conseil d'Etat détermine en tant que de besoin les conditions d'application du présent titre. » — (Adopté.)

TITRE II

Groupements forestiers.

M. le président. M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 14 qui tend, avant l'article 24, à rédiger ainsi l'intitulé du titre II :

« Groupement et gestion en commun des forêts non soumises au régime forestier. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement qui tend à changer l'intitulé du titre II ne se justifie que si les articles additionnels que la commission veut introduire dans ce titre par voie d'amendements sont acceptés. Aussi je demande sa réserve jusqu'à la discussion desdits amendements.

M. le président. La réserve est de droit.

L'amendement n° 14 est donc réservé.

[Article 24.]

M. le président. « Art. 24. — L'article 6 du décret n° 54-1302 du 30 décembre 1954 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les parts d'intérêt ne peuvent être cédées à des tiers étrangers au groupement qu'après autorisation accordée dans les conditions fixées par les statuts. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 24.

(L'article 24 est adopté.)

[Après l'article 24.]

M. le président. M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement, n° 15, qui tend, après l'article 24, à insérer un article 24 bis, ainsi rédigé :

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les avantages particuliers qui peuvent être consentis aux groupements forestiers institués conformément au décret n° 54-1302 du 30 décembre 1954, qui ont pour objet le regroupement de parcelles boisées ou à boiser afin de constituer des unités économiques suffisantes et qui sont situés dans des zones où le parcellaire est morcelé. »

Je suis également saisi d'un sous-amendement, n° 34, présenté par M. d'Aillières, qui tend, au début de cet amendement, après les mots : « Un décret en Conseil d'Etat », à insérer les mots : « pris après avis des organisations professionnelles intéressées ».

La parole est à M. Cazenave, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Franck Cazenave. L'intention de M. d'Aillières, qui m'a chargé de défendre en son nom ce sous-amendement, est que les syndicats forestiers soient associés d'une manière ou d'une autre aux décisions. Aussi le sous-amendement dispose-t-il que le décret en Conseil d'Etat pourra être pris après avis des organisations professionnelles intéressées. S'il n'est en rien contraignant, cet avis pourra du moins permettre au Conseil d'Etat d'être parfaitement éclairé.

Je soutiens ce sous-amendement en tant que forestier moi-même.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 15.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le décret du 30 décembre 1954 a créé les groupements forestiers, forme de groupement qui correspond à celle des groupements communaux forestiers que vous venez d'approuver.

En fait, les auteurs de ce décret avaient pour idée de favoriser le regroupement de petites parcelles en vue du reboisement ou d'une meilleure gestion. J'ai cité tout à l'heure le cas du reboisement d'Ambonville qui, en 1950, a justement été à l'origine de ce décret sur les groupements forestiers.

Or que s'est-il passé depuis 1954 ?

On constate que 1.105 groupements forestiers se sont constitués, qu'il convient de classer en deux catégories : les groupements forestiers destinés à éviter le morcellement d'un patrimoine, généralement après succession, que l'on peut appeler « groupements forestiers de conservation » ; les groupements destinés à regrouper des parcelles en vue du reboisement ou d'une meilleure gestion.

Les auteurs du texte initial avaient pour objectif le regroupement de parcelles ; or, sur 1.105 groupements, 220 seulement sont des groupements forestiers de regroupement, les autres étant des groupements de conservation. Ainsi, si le décret de 1954 a eu une très grande portée sur la propriété forestière, il n'a pas atteint le but qui lui était assigné, parce qu'il a rencontré de très grandes difficultés.

Dans l'Est — je peux vous l'assurer — les parcelles cadastrales, notamment de terrains reboisés, ont en moyenne une superficie de dix à vingt ares et les propriétés une superficie moyenne de un à deux hectares, en particulier dans les friches. Bien souvent, les frais de regroupement sont alors supérieurs au prix d'achat du terrain. La constitution de groupements forestiers est donc très difficile et seuls peuvent l'entreprendre et la réussir des organismes d'aménagement régional ou quelques passionnés de la nature.

La commission s'est demandé s'il ne convenait pas d'agir pour aider le développement de ces groupements forestiers de rassemblement de parcelles. On ne peut le faire que par l'octroi d'aides et d'avantages, exactement comme on en donne aux groupements de producteurs ou aux propriétaires agricoles qui constituent des groupements fonciers agricoles d'après le texte que nous avons voté en première lecture. On ne voit pas pourquoi, en effet, les propriétaires forestiers, dans les mêmes conditions, ne recevraient pas des avantages analogues.

Evidemment, dans l'esprit de la commission, ces avantages sont divers, ce qui signifie aussi des avantages financiers ou fiscaux. Dans notre amendement, nous avons écrit qu'ils bénéficieraient d'avantages particuliers, expression retenue d'ailleurs par la loi complémentaire de 1962 pour les groupements de producteurs. Ainsi, par décret, le Gouvernement pourra les définir et l'amendement ne tombe pas, de ce fait, sous le coup de l'article 40 de la Constitution. Il faut être net à ce propos et traduire exactement les intentions des membres de la commission.

La commission a présenté cet amendement dans le dessein de créer des incitations de nature diverse, à définir par décret, pour favoriser la constitution de groupements qui doivent rassembler des parcelles morcelées en vue d'une meilleure gestion forestière ou du reboisement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Qu'il me soit permis d'abord d'exprimer à M. le rapporteur mon étonnement au vu de cet amendement.

Depuis le début de cette discussion, et par la voix de son rapporteur, la commission nous avait habitués, en effet, à beau-

coup plus de précision. Le Gouvernement avait d'ailleurs vivement apprécié l'effort de celle-ci pour clarifier le texte.

Or cet amendement, qui vient d'être défendu avec beaucoup de talent et de conviction, me paraît très vague dans sa forme. Aussi, je poserai à M. le rapporteur certaines questions, auxquelles il a d'ailleurs fait très brièvement allusion tout à l'heure. Ainsi, qu'entend-on par « avantages particuliers », « unités économiques suffisantes » ou « parcellaire morcelé » ?

D'autre part, la portée de l'amendement me semble beaucoup trop large car le titre III du projet de loi propose une incitation financière pour la constitution de groupements forestiers mais en concentrant les moyens dans des zones prioritaires, afin de mettre en œuvre une politique cohérente.

Par ailleurs, je rappelle que les groupements forestiers de reboisement, constitués par des petits propriétaires, donc dans des zones à morcellement foncier très important, bénéficient déjà, et assez largement, de l'aide du fond forestier national sous forme de prêts en travaux, formule qui est tout de même fort avantageuse pour les petits propriétaires.

Pour ces raisons, le Gouvernement s'oppose formellement à l'amendement et demande à la commission de bien vouloir le retirer.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. J'appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'il ne faut pas confondre cet amendement avec les dispositions du titre III concernant les périmètres d'action forestière.

En effet, dans ce titre III, et nous le notons avec beaucoup d'intérêt et de plaisir, le Gouvernement a créé des aides en faveur des groupements forestiers qui se constitueraient à l'intérieur des périmètres d'action forestière.

Mais si, monsieur le secrétaire d'Etat, la commission, pour une fois, a été vague, il faut bien dire aussi que le Gouvernement n'a pas été très précis dans le titre III puisqu'il n'indique pas de quels groupements il s'agit — nous avons compris que c'étaient les groupements aussi bien de conservation que de regroupement — et, d'autre part il ne précise pas davantage si ces aides ou ces primes seront prises sur le fonds forestier ou sur le budget.

Donc, je ne voudrais pas que l'on confonde ce qui est périmètre d'action forestière, où il y a des priorités forestières et une politique spéciale, avec l'ensemble des groupements forestiers qui peuvent être constitués en France, en dehors de périmètres d'action forestière, et qui ont un très grand intérêt, mais qui ne peuvent actuellement être créés par suite des frais de constitution ou d'études préalables trop élevés.

En effet, monsieur le secrétaire d'Etat, le Gouvernement apporte des aides sous forme de prêts ou de primes à ces groupements forestiers, mais seulement lorsqu'ils sont constitués. Permettez-moi de dire que, en qualité de président d'une société d'aménagement régional, je sais ce que coûte à la société la constitution d'un groupement pour laquelle on ne peut obtenir qu'une miette pécuniaire de la part de l'Etat en se battant farouchement.

Je ne nie pas que l'Etat accorde des aides substantielles après la constitution, mais le problème, c'est de constituer les groupements. Lorsqu'on achète une friche 500 ou 1.000 francs l'hectare et qu'il en coûte 1.500 francs pour procéder au regroupement, pour payer les actes notariés et les études préalables, il n'est pas concevable que les gens soient incités à se rapprocher pour faire une unité forestière valable.

Voilà pourquoi j'insiste, monsieur le secrétaire d'Etat, pour que vous acceptiez l'amendement de la commission.

Nous ne pouvons préciser les avantages particuliers que nous évoquons dans cet article additionnel car nous entrons là dans le domaine réglementaire.

Notre amendement va donc dans le sens préconisé par le Gouvernement : il est conforme à l'évolution de la politique forestière et il nous paraît de nature à accélérer l'amélioration des structures dans ce domaine.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je remercie M. Cointat de ses précisions et de nous avoir fait part de son expérience en tant que président d'une société

d'aménagement régional. Mais je désirais surtout être éclairé sur l'opinion du rapporteur.

Les frais d'études concernant la constitution des groupements sont déjà pris en charge par l'Etat.

J'ai demandé à M. le rapporteur si la commission voulait bien retirer son amendement, et je n'ai reçu aucune réponse.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je n'ai pas retiré l'amendement de la commission.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Dans ces conditions, monsieur le président, le Gouvernement demande un scrutin public sur cet amendement.

M. le président. Avant de mettre aux voix l'amendement n° 15 de la commission, je dois consulter l'Assemblée sur le sous-amendement n° 34 présenté par M. d'Aillières.

Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Michel Cointat, rapporteur. La commission n'a pas examiné ce sous-amendement.

M. le président. Monsieur Cazenave, ce sous-amendement est-il maintenu ?

M. Franck Cazenave. Je le maintiens, encore que son sort soit lié à celui de l'amendement de la commission.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 34. (Le sous-amendement, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15, modifié par le sous-amendement n° 34.

Je suis saisi, par le Gouvernement, d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	471
Nombre de suffrages exprimés	468
Majorité absolue	235
Pour l'adoption	215
Contre	253

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 16, qui tend, après l'article 24, à insérer un article 24 ter ainsi rédigé :

« Des « groupements de gestion forestière » peuvent être constitués afin d'améliorer la gestion et la rentabilité des bois, forêts et terrains à boiser non soumis au régime forestier.

« Ces groupements peuvent revêtir l'une des formes prévues pour les groupements de producteurs ou les groupements d'intérêt économique.

« Les groupements de gestion forestière reconnus par le ministère de l'agriculture bénéficient d'avantages particuliers.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. »

Je suis également saisi d'un sous-amendement n° 35, présenté par M. d'Aillières, qui tend, dans le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement, après les mots : « Un décret en Conseil d'Etat », à insérer les mots : « pris après avis des organisations professionnelles intéressées ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement n° 16 tend également à insérer un article additionnel.

En matière agricole, la loi de 1962, complémentaire à la loi d'orientation, a prévu une organisation des producteurs : sur le plan commercial, des groupements de producteurs, sur le plan des propriétaires des groupements agricoles fonciers, qui vont devenir groupements fonciers agricoles, et sur le plan de l'exploitation des groupements agricoles d'exploitation en commun, les G. A. E. C.

En plus, sur le plan forestier, le Gouvernement a décidé de transposer cette organisation. Par les votes que vous venez d'émettre sur le titre I^{er} du projet de loi, vous avez essayé d'organiser ou de favoriser l'organisation de la forêt soumise au régime forestier suivant à peu près le même schéma : aux G. A. E. C. correspondent des syndicats intercommunaux de gestion forestière ou des syndicats mixtes de gestion forestière ; aux groupements fonciers agricoles ou agricoles forestiers on a fait correspondre des groupements communaux forestiers.

Alors reste la forêt non soumise au régime forestier, la forêt privée, qu'il faut bien organiser, elle aussi.

Le décret de 1954 a institué des groupements forestiers qui correspondent aux groupements communaux forestiers et aux groupements fonciers agricoles. Mais rien n'existe pour la gestion de la forêt privée, alors qu'il existe les G. A. E. C. en agriculture et les syndicats intercommunaux.

Je dois dire que le décret de 1954 évoquait vaguement la possibilité de création de groupements de gestion forestière. Mais il ne s'en est jamais constitué à partir de ce décret.

Il faut donc essayer de favoriser une telle forme de groupements qui répond à la politique du Gouvernement et à son souci d'organisation économique de la profession qui dépend de l'agriculture ou de la forêt.

C'est la raison pour laquelle la commission présente cet amendement n° 16 dont l'objet, comme celui de l'amendement précédent, est de présenter des avantages particuliers pour provoquer les incitations nécessaires.

Comme cet amendement répond, dans toute sa ligne, non seulement aux préoccupations exprimées par le gouvernement en 1954, mais également à toute la politique forestière et agricole qui est préconisée par le gouvernement depuis une dizaine d'années, il serait étonnant que M. le secrétaire d'Etat ne lui donne pas son accord.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je tiens à remercier M. le rapporteur de la confiance qu'il fait au Gouvernement qui espère, sur ce point, ne l'avoir pas déçu tout au long de la discussion.

Au cours de son intervention, M. Gaudin a regretté que des dispositions réglementaires entraînent un certain abandon des prérogatives du pouvoir législatif. Or, comme l'amendement précédent, l'amendement n° 16 de la commission confie au pouvoir réglementaire le soin de définir un certain nombre d'avantages particuliers.

Il me paraît donc, sur ce point précis, constituer un abandon des prérogatives du pouvoir législatif qui est peu conforme à l'esprit de la Constitution.

Cet amendement tend à dessiner une véritable symétrie en trompe-l'œil avec les groupements de gestion existants en matière agricole, alors que la législation en vigueur offre déjà la possibilité de créer des groupements de gestion forestière dans lesquels l'apport en propriété est remplacé par l'apport d'un simple droit de gestion et que les groupements de gestion agricole sont soit inadaptés, c'est le cas des G. A. E. C., soit non encore transposables, c'est le cas des groupements de producteurs ou les groupements d'intérêt économique.

Malgré les possibilités offertes par la législation, aucun groupement de gestion forestière n'a encore vu le jour.

Pour ma part, je le déclare nettement, je suis tout disposé à encourager leur création, à simplifier les différentes procédures, à favoriser les différentes formules d'association volontaire des propriétaires forestiers privés, dans le but d'améliorer la gestion de leurs biens, de rationaliser leurs investissements, de vendre leurs produits dans de meilleures conditions.

Pour cela, et je suis formel, il ne me paraît pas besoin de textes nouveaux, mais uniquement de volonté et de collaboration entre l'administration et les propriétaires.

En conséquence, le Gouvernement s'oppose à l'amendement présenté par la commission et demande un scrutin public.

M. le président. La parole est à M. Cazenave, pour défendre le sous-amendement n° 35 présenté par M. d'Aillières.

M. Franck Cazenave. Pour les mêmes raisons que tout à l'heure, je souhaiterais, si l'amendement est voté, que les organisations représentatives de la forêt privée soient consultées.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je voudrais dire à M. le secrétaire d'Etat que, malgré l'opposition de la commission sur certains points, il n'en reste pas moins que nous examinons ce projet de loi dans un esprit de collaboration totale. Nous essayons de trouver des solutions constructives aux difficultés que nous rencontrons chaque jour, notamment en ce qui concerne la forêt.

Il est vrai que le décret de 1954 a prévu des possibilités de groupement en matière de gestion. Il est vrai aussi que le Gouvernement, en définitive, était prêt à accueillir de telles associations, mais je suis obligé de constater que depuis seize ans aucun groupement n'a été créé pour des raisons qui tiennent au fait que les propriétaires n'ont aucun intérêt à s'associer parce qu'ils n'y sont pas incités.

C'est pourquoi la commission a présenté cet amendement. Mais je voudrais dire, avec peut-être un peu de malice, à M. le secrétaire d'Etat que s'il estime que cet article additionnel est superflu, et qu'en plus de cela il ne se crée pas de groupements, je ne vois pas pourquoi il s'y oppose, puisque cet article doit seulement compléter la législation existante.

Pour moi, il est important de prévoir des incitations à la création de telles associations et c'est la raison pour laquelle je ne me crois pas autorisé à retirer cet amendement au nom de la commission.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 35.
(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16.

Je suis saisi par le Gouvernement d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	453
Nombre de suffrages exprimés.....	453
Majorité absolue.....	227

Pour l'adoption.....	141
Contre	312

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Je suis saisi de deux amendements et d'un sous-amendement pouvant être soumis à une discussion commune.

Le premier amendement, n° 17, présenté par M. Cointat, rapporteur, tend, après l'article 24, à insérer un article 24 quater ainsi rédigé :

« I. — Il peut être créé des sociétés appelées « sociétés d'investissement forestier » ayant pour objet d'acquérir et de regrouper des forêts ou des terrains à boisier afin d'améliorer la gestion et la rentabilité.

« Ces sociétés ainsi que leurs statuts sont agréés par le ministre de l'agriculture.

« II. — Les sociétés d'investissement forestier réalisent des acquisitions de forêts, soit par apports en nature, soit à titre onéreux, dans la limite de leurs disponibilités financières.

« L'Etat et les collectivités peuvent, dans le cadre des lois en vigueur, apporter ou vendre des massifs forestiers à des sociétés d'investissement forestier.

« III. — Un décret en Conseil d'Etat fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »

Le sous-amendement, n° 36, présenté par M. d'Aillières, tend, dans le paragraphe III du texte proposé par l'amendement n° 17, après les mots : « Un décret en Conseil d'Etat », à insérer les mots : «, pris après avis des organisations professionnelles intéressées ».

Le deuxième amendement, n° 38, présenté par le Gouvernement, tend à insérer un nouvel article ainsi rédigé :

« Le Gouvernement déposera avant le 1^{er} janvier 1972 un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier. Ces sociétés auront pour objet d'acquies et de regrouper des forêts et des terrains à boiser afin d'en améliorer la gestion et la rentabilité.

« Ces sociétés, qui devront être agréées, bénéficieront d'avantages particuliers. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 17.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je vais indiquer les raisons qui ont incité la commission de la production et des échanges à présenter l'amendement n° 17.

La forêt française représente — on l'a précisé dans la discussion générale — 50 p. 100 de la forêt de la Communauté économique européenne. Malheureusement, et en dépit du talent des forestiers français, il faut bien reconnaître qu'elle n'est pas la plus productive de l'Europe. Loin de là !

Pourquoi ? Parce que la forêt française a été, au cours des derniers siècles, et jusqu'à ces dernières décennies, exploitée en taillis sous futaie pour fournir le bois de chauffage en quantité suffisante à l'industrie, les besoins en bois d'œuvre pour la construction étant faibles.

Aujourd'hui, le bois de chauffage ne présentant plus qu'un intérêt médiocre, si ce n'est pour les papeteries — consommatrices de bois de taillis — sept millions d'hectares sur onze ou douze millions sont en fait sous-exploités. Des investissements énormes doivent donc être consacrés à la forêt française, et notamment aux forêts privées qui en constituent la majeure partie.

Or nous constatons que de nombreuses personnes s'intéressent maintenant à ce problème, notamment parmi les petits porteurs d'actions qui voudraient pouvoir investir dans la forêt et qui ont constitué, à cet effet, des sociétés sous la forme ordinaire. Vous me permettrez de citer quelques exemples : la société Sylvax, constituée par des médecins ; ils sont à peu près un millier et ont formé un domaine de quelque trois mille hectares ; la Sogefor, société de gestion forestière, qui effectue des placements forestiers en fait complémentaires d'autres actions, compte à peu près deux mille associés et possède près de trois mille hectares de plantations, de boisements.

Voilà deux exemples qui prouvent l'intérêt que suscite la forêt depuis quelques années. Mais ces sociétés, il faut bien le dire, éprouvent de grandes difficultés à se constituer parce qu'elles ne bénéficient peut-être pas des avantages nécessaires pour s'orienter dans cette voie.

C'est pourquoi la commission a pensé qu'il était intéressant de créer des sociétés d'investissement forestier. Ce n'est pas une notion nouvelle. Le Gouvernement avait déjà étudié ce problème il y a quelques années. Un projet de loi, mis au point, n'avait pu venir en discussion pour des raisons diverses. Mon collègue M. RADIUS et moi-même, en 1969, nous avions déposé une proposition de loi dans le même sens, en remettant le projet du Gouvernement au goût du jour.

La commission ne voulait pas reprendre complètement cette proposition de loi, mais simplement ouvrir la possibilité de créer des sociétés d'investissement forestier en laissant au Gouvernement et au Parlement le soin d'en préciser les modalités d'application.

Je constate que le Gouvernement a déjà déposé un amendement qui va dans le même sens. Nous aurons l'occasion d'en discuter. Mais je tiens à le remercier, dès maintenant, d'avoir accepté l'idée de créer des sociétés d'investissement forestier.

M. le président. La parole est à M. Cazenave, pour défendre le sous-amendement n° 36.

M. Franck Cazenave. Ce sous-amendement est, bien entendu, maintenu, monsieur le président. Mais quelque chose m'a paru

curieux dans les deux scrutins qui viennent d'intervenir, et l'observation que je vais formuler revêtira, en un sens, la forme d'un rappel au règlement.

Monsieur le secrétaire d'Etat, si vous estimiez que les dispositions que nous proposons tombaient sous le coup de l'article 40 de la Constitution, pourquoi ne l'avez-vous pas opposé ? Elles eussent été déclarées irrecevables, ce qui aurait évité deux scrutins.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement ne saurait se substituer à la commission des finances, monsieur Cazenave.

M. Franck Cazenave. Il pouvait tout de même invoquer l'article 40 de la Constitution, puisque les dispositions proposées entraînaient, en fin de compte, une aggravation des dépenses publiques, ce qui était à l'origine de votre refus.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. La situation ne se présente nullement ainsi, monsieur Cazenave.

La commission entendait voir fixer par décret aussi bien les modalités relatives au groupement de gestion forestière que les avantages susceptibles d'être accordés aux groupements forestiers. Elle a toujours parlé non pas d'avantages « financiers », mais d'avantages « particuliers ». Pour ma part, j'ai dit honnêtement la vérité à l'Assemblée.

En réalité, le fond de ces amendements repose sur des avantages « particuliers ». S'il s'agissait d'avantages fiscaux, le Gouvernement ne pourrait les accorder par décret ; il devrait en laisser le soin au législateur.

C'est pourquoi — je l'annonce tout de suite à M. le secrétaire d'Etat — j'accepterai dans quelques instants l'amendement qui nous est soumis par le Gouvernement pour deux raisons. D'abord, pour éviter un nouveau scrutin qui n'aurait rien d'agréable à la commission de la production et des échanges ; ensuite, parce que, même si vous acceptiez l'amendement de la commission, les avantages « particuliers », dont une partie serait nécessairement d'ordre fiscal — nous pouvons le dire discrètement — devraient être discutés de nouveau devant le Parlement.

Que le Parlement adopte une loi générale ou une loi particulière uniquement pour les avantages, cela revient au même.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, pour défendre l'amendement n° 38.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je constate qu'il est toujours bon de dire la vérité.

En ce qui concerne l'amendement de la commission, je ferai la même remarque que pour l'amendement précédent : comme les « avantages particuliers » à consentir aux sociétés d'investissement forestier seront de nature essentiellement fiscale, il est juridiquement impossible de déléguer au pouvoir réglementaire l'édition de mesures de dégrèvement fiscal sous le couvert d'une simple habilitation à consentir des avantages particuliers. Ainsi, l'adoption éventuelle de cet amendement restera inopérante tant que les avantages fiscaux, pièce maîtresse du dispositif, n'auront pas été précisés par la loi.

Les sociétés d'investissement forestier prévues par l'amendement intéresseraient non seulement la forêt privée, mais également la forêt publique.

Le Gouvernement estime que cette proposition est inacceptable dans son principe et inefficace dans la pratique, car on ne peut confondre la gestion de la forêt publique et celle de la forêt privée.

Je rappelle d'abord que les forêts appartenant à l'Etat ne sont aliénables qu'en vertu d'une loi pour chaque cas particulier.

Par ailleurs, la forêt domaniale ne peut se voir assigner uniquement un objectif de production : elle joue — et on l'a fait observer à plusieurs reprises au cours de cette discussion — un véritable rôle de service public, par ses fonctions de protection des sols et des eaux, par la place importante qu'elle occupe pour la détente et le repos des hommes.

Ce rôle est tel que l'acquisition de massifs forestiers par l'Etat est reconnue comme la meilleure garantie de sauvegarde et de promotion de l'espace naturel ; des exemples récents, portant sur des superficies importantes, le démontrent nettement.

Pour gérer la forêt domaniale, le Parlement a créé l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel

et commercial, qui fonctionne suivant les règles applicables au secteur privé. L'Office a atteint le but fixé par le législateur puisque, ainsi que le précise son rapport de gestion pour 1969, déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, il a versé au budget général, après avoir financé ses investissements, d'une part, 14.000.000 de francs au titre de ses résultats nets d'exploitation, d'autre part, 44.100.000 francs au titre de l'impôt sur les sociétés.

Il est donc inutile de prévoir de nouvelles formules juridiques pour la gestion des forêts de l'Etat.

Il convient de considérer deux cas : ou bien une forêt domaniale est rentable, au sens économique du terme, et je ne vois pas pour quelles raisons l'Etat céderait au secteur privé un domaine qui lui procure des revenus ; ou bien une forêt domaniale rend essentiellement un service d'intérêt général, sans assurer de revenus financiers, et c'est alors le secteur privé qui n'aurait aucune raison de se substituer à l'Etat, celui-ci, pour ma part, n'ayant pas le droit de se débarrasser d'un patrimoine fondamentalement nécessaire pour l'équilibre physique du territoire et le bien-être des citoyens.

Par le biais de la soumission au régime forestier, ce qui est valable pour la forêt domaniale s'applique, *mutatis mutandis*, aux forêts appartenant aux collectivités.

Le Gouvernement s'oppose donc à l'amendement, mais il tient à préciser qu'il reconnaît formellement l'intérêt de mettre en place des sociétés d'investissement forestier, limitées au seul secteur privé, afin de mobiliser au profit des actions forestières des capitaux privés vers d'autres formes de placement ou restés inemployés.

Le Gouvernement a d'ailleurs déposé un amendement tendant à la constitution de sociétés d'investissement forestier. Il demande, dans ces conditions, à M. le rapporteur s'il veut bien accepter, au nom de la commission, de retirer le sien.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je remercie le Gouvernement d'avoir fait un pas en direction de la commission de la production et des échanges sur un problème important controversé depuis plusieurs années.

Pour les raisons que j'ai déjà indiquées et que je ne reprendrai pas, et également dans le souci permanent d'une collaboration confiante et amicale avec le Gouvernement, en accord avec le président de la commission, je retire l'amendement n° 17 et je demande à l'Assemblée d'approuver celui du Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 17 est retiré et le sous-amendement n° 36 n'a plus d'objet.

La parole est à M. Radius.

M. René Radius. Si je me félicite de voir le Gouvernement accepter de déposer un projet de loi, je regrette que l'affaire doive durer, au mieux, jusqu'au printemps 1972.

Ainsi qu'on l'a rappelé à l'instant, il faut toujours dire la vérité. Je me permets donc de poser à M. le secrétaire d'Etat une question connexe.

A mon avis, les sociétés d'investissement forestier ou assimilées qui existent déjà ou qui se créeront avant la promulgation de la loi annoncée devraient bénéficier des mêmes avantages particuliers, fiscaux et autres, que celles qui se créeront après le printemps de 1972. Monsieur le secrétaire d'Etat, le Gouvernement entend-il bien déposer le projet de loi dans ce sens ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Monsieur Radius, le Gouvernement examinera ce problème, mais je ne peux pas préjuger ce que contiendra exactement le projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Gaudin.

M. Pierre Gaudin. L'amendement du Gouvernement me semble présenter une contradiction. Dans la première partie, le Gouvernement indique qu'il déposera, avant le 1^{er} janvier 1972, un projet de loi favorisant la constitution de sociétés

d'investissement forestier et, dans la deuxième partie, il préjuge la décision en mentionnant qu'elles bénéficieront d'avantages particuliers.

Je ne suis pas d'accord pour lier les deux parties de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 38.

(L'amendement est adopté.)

[Avant l'article 24 (suite).]

M. le président. Nous revenons à l'amendement n° 14, présenté par M. Cointat, rapporteur, et précédemment réservé.

Je rappelle que cet amendement tend à rédiger ainsi l'intitulé du titre II : « Groupement et gestion en commun des forêts non soumises au régime forestier ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement modifie l'intitulé du titre II qui concernait uniquement les groupements forestiers. Du fait du vote, après l'article 24, d'un nouvel article relatif aux sociétés d'investissement forestier, je maintiens l'amendement n° 14.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement n'y est pas opposé.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le titre est ainsi rédigé.

[Article 25.]

TITRE III

Périmètre d'actions forestières.

M. le président. Je donne lecture de l'article 25 :

« Art. 25. — L'article 52-1 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 52-1. — Afin de favoriser une meilleure répartition des terres, entre, d'une part, les productions agricoles et, d'autre part, la forêt et les espaces de nature ou de loisirs en milieu rural, les préfets peuvent, dans des départements déterminés par décret et après avis des chambres d'agriculture et des centres régionaux de la propriété forestière, procéder aux opérations suivantes :

« 1° Ils définissent les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières pourront être interdits ou réglementés. Les interdictions et les réglementations ne seront pas applicables aux parcelles ou jardins attenants à une habitation.

« Au cas de plantations ou semis exécutés en violation de ces conditions, les exonérations d'impôts et avantages fiscaux de toute nature prévus en faveur des propriétés boisées ou des reboisements seront supprimés, les propriétaires pourront être tenus de détruire le boisement irrégulier et il pourra, lors des opérations de remembrement, ne pas être tenu compte de la nature boisée du terrain.

« 2° Ils définissent les périmètres dans lesquels seront développés, par priorité, les actions forestières ainsi que les utilisations des terres et les mesures d'accueil en milieu rural, complémentaires des actions forestières. Ces périmètres sont délimités en tenant compte des plans d'aménagement rural lorsqu'il en existe. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 18 qui tend à rédiger ainsi le premier alinéa du paragraphe 1° du texte proposé par cet article pour l'article 52-1 du code rural :

« 1° Définition de zones essentiellement agricoles dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières pourront être, en dehors des parcelles et jardins attenants à une habitation, limités et réglementés. »

Je suis saisi également d'un sous-amendement n° 31, présenté par le Gouvernement, qui tend, à la fin du texte proposé par

l'amendement n° 18, à substituer aux mots : « limités et réglementés », les mots : « interdits ou réglementés ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Monsieur le président, je crois qu'il conviendrait d'appeler en discussion commune les amendements n° 18, 19, 20 et 21 qui se rapportent tous à la philosophie de l'article 25.

M. le président. J'appelle donc également en discussion commune :

L'amendement n° 19 présenté par M. Cointat, rapporteur, qui tend, dans le paragraphe 2° du texte proposé par l'article 25 pour l'article 52-1 du code rural, à substituer aux mots : « Ils définissent les périmètres », les mots : « Définition de périmètres » ;

L'amendement n° 20, présenté par M. Cointat, rapporteur, qui tend, dans le texte proposé par l'article 25 pour l'article 52-1 du code rural, à substituer à la dernière phrase du paragraphe 2° les dispositions suivantes :

« , à condition de maintenir dans la ou les régions naturelles intéressées un équilibre humain satisfaisant » ;

L'amendement n° 21, présenté par M. Cointat, rapporteur, et M. Grussenmeyer, qui tend à compléter le texte proposé par l'article 52-1 du code rural par le nouvel alinéa suivant :

« 3° Définition de zones dégradées à faible taux de boisement, où les déboisements et défrichements pourront être interdits et où, par décret, des plantations et des semis d'essences forestières pourraient être rendus obligatoires dans le but de préserver les sols, les cultures et l'équilibre biologique, ces zones bénéficiant d'une priorité pour l'octroi des aides du fonds forestier national. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le Gouvernement, reprenant l'article 52-1 du code rural, propose non seulement de maintenir la notion de périmètre d'action forestière, mais d'en étendre la portée à deux sortes de zones.

Le préfet pourra, en effet, définir des zones dans lesquelles les plantations et les semis d'essences forestières pourront être limités et réglementés. C'est le cas des zones à vocation agricole où l'on doit éviter que des reboisements en timbres-poste, selon les incompatibilités d'humeur que j'ai signalées dans l'exposé de mon rapport, viennent gêner les cultures.

Mais, dans un deuxième paragraphe, il introduit une notion nouvelle définissant des zones dans lesquelles seront développées par priorité les actions forestières ainsi que l'utilisation des terrains et les mesures d'accueil en milieu rural qui en sont le complément, c'est-à-dire de zones ayant un caractère opposé aux précédentes, peu agricoles et où il faut que la forêt se développe.

La commission a approuvé l'action projetée par le Gouvernement, considérant qu'elle constituait un début d'aménagement global ; mais en ce qui concerne le premier type de zones, si elle admet qu'il faut évidemment y réglementer le reboisement, elle estime qu'il ne peut y être absolument interdit. C'était l'ancienne rédaction de l'article 52-1 du code rural. On ne saurait, en effet, empêcher la plantation de trois peupliers au bord d'un ruisseau, car ce serait aller trop loin.

C'est la raison pour laquelle la commission demande — et cela n'introduit pas une différence fondamentale avec ce que propose le Gouvernement — que l'on remplace le mot « interdits » par le mot « limités ».

En ce qui concerne le paragraphe 2° relatif aux zones très forestières où les reboisements seront effectués par priorité, la commission craint qu'on ne développe la forêt à outrance. Comme je l'ai dit dans mon exposé général, si un trop faible taux de boisement est néfaste, il arrive bien souvent qu'un taux exagéré le soit également, car en faisant fuir la population il risque d'avoir pour conséquence une densité démographique telle qu'on entre dans un processus de désertification.

Aussi la commission s'est-elle préoccupée d'instaurer une sorte de garde-fou contre de pareils excès : il est bon de développer d'une façon prioritaire la forêt, mais à condition de maintenir dans les zones intéressées un équilibre humain satisfaisant et de ne pas perdre de vue le facteur démographique au nom d'une physocratie trop séduisante.

Enfin, il est une troisième catégorie de régions qui ne sont ni agricoles ni forestières, et où se produit, au contraire, une

dégradation aussi bien du point de vue écologique que du point de vue humain. Cette dégradation totale peut être le fait soit de l'érosion, soit de glissements de terrains. Il convient alors de rétablir l'équilibre perdu.

Par voie d'amendement, la commission a donc prévu un nouvel alinéa ainsi conçu :

« 3° Définition de zones dégradées à faible taux de boisement, où les déboisements et défrichements pourront être interdits... » — ce qui n'est pas nouveau, puisque le Gouvernement peut déjà agir en ce sens grâce aux articles 157 et 158 du code forestier que l'Assemblée a révisé en 1969 lors de la discussion de la loi de finances — « ... et où, par décret, des plantations ou des semis d'essences forestières pourraient être rendus obligatoires dans le but de préserver les sols, les cultures et l'équilibre biologique, ces zones bénéficiant d'une priorité pour l'octroi des aides du fonds forestier national ».

La législation en la matière, qui remonte à 1860, n'intéresse que la restauration des terrains compris dans les périmètres de protection en montagne et l'aménagement des dunes littorales. Prévoir ces zones conduit donc à un aménagement global, qu'il s'agisse des dunes, des régions de montagne ou d'autres zones qui ne sont situées ni en montagne ni en bordure de la mer.

Telle est la philosophie générale de cette série d'amendements.

L'amendement n° 18 auquel je reviens maintenant concerne — je le répète — les zones essentiellement agricoles dans lesquelles les plantations doivent être limitées et réglementées.

M. le président. La parole est à M. Regaudie, pour répondre à la commission.

M. René Regaudie. Je commets peut-être une erreur, mais il me semble que le texte de la commission est trop libéral.

En effet, dans certaines régions, les plantations sont effectuées dans des conditions anarchiques et parfois abusives : trop souvent, des terres d'excellente qualité ont été converties en forêt et cette conversion a causé des préjudices aux terres voisines. Je pourrais citer de nombreux exemples pris dans mon département.

Il me paraît donc utile de maintenir ici l'interdiction. A cet égard, le texte du Gouvernement est plus heureux que celui de la commission. On ne peut laisser commettre de tels abus, car si nous voulons défendre la forêt, nous ne voulons pas pour autant que des terres de bonne qualité soient sacrifiées, surtout quand des rapports de mauvais voisinage en sont la raison.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, sur l'amendement n° 18.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je remercie M. Regaudie pour ce qu'il vient de dire, car il a une grande expérience de ces problèmes puisqu'il représente une région où ils se posent fréquemment.

A propos de l'amendement de la commission, je dirai que les mots « limités » et « réglementés » qu'il contient ont la même signification pratique. En revanche, l'interdiction prévue par la rédaction actuelle du code rural n'est pas reprise dans l'amendement, alors qu'elle est absolument nécessaire, aux yeux du Gouvernement, pour l'application de la loi. M. Regaudie vient d'ailleurs d'appuyer notre position sur ce point.

Le Gouvernement accepte donc l'amendement n° 18, mais il dépose un sous-amendement n° 31 qui introduit, dans le texte de la commission, le mot « interdits ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement l'accepte aussi.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, sur l'amendement n° 21.

M. le ministre d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Ainsi que le précise l'exposé des motifs, et comme je l'ai plusieurs fois souligné, le projet de loi sur l'amélioration des structures forestières est d'inspiration libérale, le Gouvernement préférant, et de beaucoup, l'incitation à la contrainte.

En outre, je rappelle à l'Assemblée que l'Etat détient déjà des armes avec les articles 200, 201 et 202 du code forestier, relatifs aux travaux obligatoires de reboisement, et les articles 15 et suivants du décret du 30 décembre 1954 prévoyant le regroupement des propriétaires, dans un secteur de reboisement, au sein d'un groupement forestier.

L'expérience a montré que ces armes étaient d'un emploi délicat. Estimant inutile d'ajouter d'autres moyens de contrainte à l'ensemble des moyens juridiques existants, le Gouvernement demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 21 présenté par la commission.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement, n° 31, présenté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 18, modifié par le sous-amendement n° 31.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 19, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 20, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 21 a été repoussé par le Gouvernement.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je comprends votre position libérale, monsieur le secrétaire d'Etat, mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas de libéralisme.

Notre amendement vise les zones où se présente un danger extraordinaire. Dans certaines régions, qui ne sont pas nécessairement classées comme régions montagneuses — car vous pourriez invoquer la loi de 1860 — il y a des risques d'inondation, d'érosion ou de glissements de terrain, et nous l'avons déploré il n'y a pas si longtemps.

Or, c'est précisément là où l'équilibre est rompu, où la civilisation et la vie humaine sont menacées qu'on n'accepterait pas d'interdire le déboisement, alors qu'il conviendrait, au contraire, de procéder à des plantations soit après achat de terrains, soit en imposant aux propriétaires de reboiser.

C'est pourquoi, dans le même souci d'incitation et sur l'initiative de M. Grussenmeyer, nous avons prévu, en faveur de ces zones, une priorité dans l'octroi des aides du fonds forestier national.

Quand, dans une région agricole riche, on interdira et réglementera les plantations pour empêcher le divorce entre la forêt et l'agriculture, ce ne sera pas dramatique. Quand, dans des zones où il y a déjà beaucoup de forêts et une faible population, on développera les actions forestières sur le plan économique, ce ne sera pas dramatique non plus. En revanche, il y a des régions où la situation est déjà dramatique. On peut se demander ce que sera la Champagne crayeuse dans dix ou quinze ans. Ne faut-il pas conserver alors ces quelques pins rabougris pour préserver l'équilibre hydrologique et biologique de cette région ?

Je ne vois pas très bien la portée du texte du Gouvernement, si ce n'est sous l'angle économique et non sous l'angle biologique.

J'accepte la philosophie économique et j'en suis le premier défenseur, à condition toutefois qu'on ne perde pas de vue le rôle social et biologique de la forêt dans l'équilibre du pays.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Je ne suis pas opposé à l'idée défendue par M. le rapporteur, mais le Gouvernement est déjà muni d'armes particulièrement utiles pour s'opposer à la politique qu'il vient de condamner.

Je ne vois donc pas l'utilité de cet amendement. Cependant, compte tenu de la compétence du rapporteur sur les problèmes forestiers, je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Grussenmeyer, pour répondre au Gouvernement.

M. François Grussenmeyer. Comme l'a précisé M. le rapporteur, l'amendement n° 21 prévoit notamment qu'une aide du fonds forestier national sera accordée à tous les propriétaires obligés de reboiser.

Cela me paraît tout à fait normal. En effet, s'il n'en était pas ainsi, les propriétaires subiraient comme une contrainte. Au contraire, le concours du fonds forestier national peut apparaître comme une légère compensation.

Le fonds forestier national est soumis à rude épreuve et je souhaite, suivi en cela par la commission, que le ministre de l'agriculture impute ces crédits sur son budget.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 25, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 26.]

M. le président. « Art. 26. — Il est ajouté au code rural un article 52-2 :

« Art. 52-2. — Dans les périmètres visés au 2° de l'article 52-1 du code rural, et en dehors des bois, forêts et terrains à boiser soumis au régime forestier, les dispositions suivantes sont applicables :

« 1° Le préfet approuve après consultation des chambres d'agriculture et des centres régionaux de la propriété forestière un plan d'aménagement, de mise en valeur et d'équipement de l'ensemble du périmètre et délimite notamment les territoires à maintenir en nature de bois pour assurer soit l'équilibre du milieu physique, soit l'approvisionnement en produits forestiers, soit la satisfaction des besoins en espaces verts des populations, soit l'équilibre biologique de la région.

« 2° L'Etat peut provoquer ou faciliter la création de groupements forestiers en attribuant à chaque apporteur une prime déterminée selon un barème et dans la limite d'un maximum fixé par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances.

« Lorsqu'un immeuble est apporté à un groupement forestier constitué à l'intérieur d'un périmètre visé au 2° de l'article 52-1 du code rural, l'apporteur pourra, à défaut de titre régulier de propriété et sous réserve de l'exercice éventuel de l'action en revendication, justifier des faits de possession dans les termes de l'article 2229 du code civil par la déclaration qu'il en fera en présence de deux témoins. Cette déclaration sera reçue par le notaire dans l'acte d'apport.

« Les parts d'intérêt représentatives de l'apport d'un immeuble visé à l'alinéa précédent feront mention des conditions dans lesquelles la possession de l'immeuble a été établie.

« Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle l'inscription d'un immeuble au livre foncier vaudra titre de propriété jusqu'à preuve contraire.

« En cas d'action en revendication d'un immeuble apporté à un groupement forestier dans les conditions visées ci-dessus le propriétaire peut seulement prétendre au transfert, à son profit, des parts d'intérêt représentatives dudit apport, ce transfert est subordonné au remboursement des dépenses exposées par les précédents détenteurs de ces parts du fait de la constitution et du fonctionnement du groupement diminuées des bénéfices éventuellement répartis par le groupement.

« 3° Le préfet peut constituer une ou plusieurs associations foncières du type de celles prévues aux articles 27 et 28 du code rural entre les propriétaires intéressés en vue de procéder à la prise en charge, à la gestion et l'entretien des ouvrages généraux d'infrastructure nécessaires à la mise en valeur des terrains situés dans le périmètre. Les règles de constitution et de fonctionnement de ces associations sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« Lorsque ces travaux présentent un intérêt commun pour plusieurs associations foncières, celles-ci peuvent se constituer en unions autorisées par arrêté préfectoral.

« Un arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture énumère les travaux qui peuvent bénéficier d'une subvention de l'Etat et définit les conditions dans lesquelles ces subventions sont allouées.

« 4° Jusqu'à l'approbation par le préfet du plan d'aménagement, de mise en valeur et de l'équipement du périmètre visé au 1° du présent article pendant un délai maximum de trois ans à compter de la constitution du périmètre et sous réserve de l'application de l'article 19 du code de l'urbanisme et de l'habitation, toute déclaration de défrichement prévue à l'article 157 du code forestier est irrecevable lorsqu'elle intéresse un bois situé à l'intérieur du périmètre fixé au 2° de l'article 52-1 du code rural.

« Après l'approbation par le préfet du plan d'aménagement, de mise en valeur et d'équipement, les défrichements, intéressant des territoires classés dans ce plan comme à maintenir en nature de bois en application du 1° ci-dessus, entrent dans le champ d'application du titre III du livre III du code forestier. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement, n° 22, qui tend, dans le premier alinéa du texte proposé par cet article pour l'article 52-2 du code rural, après les mots : « visés au 2° », à insérer les mots : « et au 3° ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement est la conséquence du vote qui vient d'intervenir. Il tend à harmoniser les textes.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement, n° 23, qui tend, dans le premier alinéa du texte proposé par l'article 26 pour l'article 52-2 du code rural, à supprimer les mots :

« ..., et en dehors des bois, forêts et terrains à boiser soumis au régime forestier, ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 26 tend à organiser la réalisation en commun des travaux d'infrastructure au sein des périmètres à vocation forestière. Mais le Gouvernement entend limiter ces dispositions, spécialement en ce qui concerne la prise en charge des dépenses, aux seules forêts privées non soumises au régime forestier.

Or, prenons l'exemple d'un massif forestier de 5.000 hectares. En général, les forêts communales sont situées sur les bords d'un tel massif alors que les forêts privées en occupent le centre, et les routes forestières traversent, dans tous les cas, les forêts communales.

Pourquoi, lorsqu'il y a réalisation en commun, les bois et forêts soumis au régime forestier seraient-ils exclus de cette action commune et de cette répartition des dépenses et des charges ?

C'est pour étendre à l'ensemble de la forêt l'application des dispositions prévues que la commission vous demande de supprimer, dans le premier alinéa de l'article 26, les mots « ..., et en dehors des bois, forêts et terrains à boiser soumis au régime forestier, ».

Ainsi, les travaux d'infrastructure qui seront réalisés au sein de ces périmètres pourront-ils intéresser la totalité des propriétaires concernés par ces opérations, c'est-à-dire l'Etat, les communes et les particuliers.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement approuve les explications que vient de formuler M. le rapporteur et il accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement, n° 24, qui tend, dans le premier alinéa du paragraphe 2°

du texte proposé par l'article 26 pour l'article 52-2 du code rural, après les mots : « une prime », à insérer les mots : « imputée sur le budget du ministère de l'agriculture ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le Gouvernement — et je l'en remercie — prévoit d'attribuer une prime aux groupements forestiers qui se constitueront à l'intérieur des périmètres d'action forestière. En apportant une aide pour une meilleure organisation de la forêt privée, il entend accorder une priorité à la forêt.

Mais le Gouvernement n'a pas précisé qui paierait cette prime. C'est pourquoi la commission a déposé cet amendement.

Certes, la prime peut être prélevée sur les ressources du fonds forestier national alimenté, vous le savez, par une taxe sur le commerce des bois, mais, ce faisant, on diminue d'autant le volume global des crédits consacrés aux opérations de reboisements et aux actions forestières, et, par là même, l'intervention du Gouvernement dans ces domaines. Il en va tout autrement si cette prime est imputée sur le budget du ministère de l'agriculture.

Tel est le sens de l'amendement déposé par la commission. Je précise que le fonds forestier national est un compte spécial du Trésor et que ses dotations ne sont pas inscrites au budget de l'agriculture.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement est tout à fait d'accord pour que cette prime soit imputée sur le budget du ministère de l'agriculture, mais la mesure proposée par l'amendement de la commission relève du domaine réglementaire. Nous préférons que la commission en reste au texte du projet de loi et qu'elle fasse confiance au Gouvernement.

Dans ces conditions, je ne peux que m'opposer à l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat, lorsque la commission a déposé cet amendement, elle savait qu'il touchait au domaine réglementaire, mais elle l'a fait volontairement afin qu'il soit précisé que la prime serait imputée sur le budget du ministère de l'agriculture.

Nous avons eu satisfaction et nous retirons l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 24 est retiré.

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement, n° 25, qui tend, dans le premier alinéa du paragraphe 2° du texte proposé par l'article 26 pour l'article 52-2 du code rural, après les mots : « selon un barème », à insérer les mots : « tenant compte des facteurs écologiques et du degré de morcellement des parcelles à regrouper ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. La prime attribuée sera déterminée en fonction d'un barème. Mais, sur ce point encore, le Gouvernement est peu précis.

Nous souhaitons qu'on aille un petit peu plus loin et que l'on précise que ce barème tiendra compte des facteurs écologiques — il faut bien employer ce mot quelque peu barbare ou quelque peu savant...

M. Eugène Claudius-Petit. C'est le mot juste !

M. Michel Cointat, rapporteur. ... mais il dit bien ce qu'il veut dire — et du degré de morcellement des parcelles à regrouper.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure : ce sont les conditions du milieu qui déterminent les difficultés du reboisement du point de vue technique, mais c'est le morcellement des parcelles qui détermine les difficultés financières et juridiques du regroupement.

Nous indiquons donc ces deux critères pour qu'il n'y ait pas de malentendu entre nous.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Cette disposition serait inapplicable dans la pratique. De plus, elle est encore du domaine réglementaire. C'est pourquoi je m'oppose à l'amendement de la commission.

M. le président. Monsieur le rapporteur, maintenez-vous l'amendement ?

M. Michel Cointat, rapporteur. J'insiste auprès de M. le secrétaire d'Etat pour qu'il nous dise quel est ce barème et quels sont ces critères. S'il déclare qu'il sera tenu compte de l'écologie et du morcellement des parcelles — je ne vois pas d'autres éléments — je retirerai l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Nous tiendrons compte de l'écologie et nous nous efforcerons de prendre en considération les autres éléments cités par le rapporteur. Mais, je le répète, cela relève du domaine réglementaire.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Michel Cointat, rapporteur. Non, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 25 est retiré.

M. Cointat, rapporteur, et M. Gaudin ont présenté un amendement n° 26, qui tend à compléter le premier alinéa du paragraphe 3° du texte proposé pour l'article 52-2 du code rural, par les dispositions suivantes :

« Toutefois, une association foncière ne peut être constituée que si elle recueille l'avis favorable des propriétaires représentant au moins la moitié des surfaces en cause, sauf dans les zones visées au 3° de l'article 52-1. »

Je suis également saisi d'un sous-amendement, n° 37, présenté par M. d'Aillières qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 26, après les mots : « l'avis favorable », à insérer les mots : « de cinquante pour cent ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le texte du Gouvernement prévoit, au paragraphe 3° du nouvel article 52-2 du code rural, que le préfet pourra constituer une ou plusieurs associations foncières, mais reprend, en définitive, les dispositions du code rural en matière d'associations foncières pour l'hydraulique, pour l'ex-génie rural, se contentant de transposer la législation à la forêt.

Or il existe tout de même une certaine différence entre les travaux du génie rural et les problèmes forestiers.

Dans le code rural, on annonce d'abord la couleur. On dit : ces travaux, nous allons les imposer, mais, avec une subvention de tel montant, vous serez dotés des moyens financiers nécessaires. Or, selon le texte du Gouvernement, les travaux seront imposés, mais la couleur n'est pas annoncée au préalable. On ne sait pas comment ces travaux seront financés.

Alors que M. le secrétaire d'Etat souhaite que le texte soit très libéral, j'estime, moi, que celui-ci exercera, sur ce point, une contrainte assez forte, puisque le préfet pourra constituer une ou plusieurs associations foncières du type de celles que prévoient les articles 27 et 28 du code rural.

C'est pourquoi nous proposons de compléter le premier alinéa du paragraphe 3° de l'article 52-2 du code rural par la disposition suivante :

« Toutefois, une association foncière ne peut être constituée que si elle recueille l'avis favorable des propriétaires représentant au moins la moitié des surfaces en cause, sauf dans les zones visées au 3° de l'article 52-1. »

En fait, les zones visées au paragraphe 3° de l'article 52-1 sont celles où il y a vraiment un danger.

Ainsi, nous nous rapprochons du syndicat Intercommunal de gestion forestière dont nous parlions précédemment, à ceci près qu'il n'est prévu qu'une majorité simple.

M. le président. La parole est à M. Brocard, pour défendre le sous-amendement n° 37.

M. Jean Brocard. Ce sous-amendement, qui est en quelque sorte une deuxième garantie contre l'éventuel monopole d'un seul

propriétaire, tend à préciser le sens de l'amendement n° 26, au sujet de l'« avis favorable des propriétaires représentant au moins la moitié des surfaces en cause ».

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Contrairement à ce qu'a dit M. le rapporteur, le projet de loi n'introduit aucune contrainte nouvelle, puisqu'il se borne à transposer au domaine forestier des mesures qui sont largement utilisées dans le domaine de l'aménagement foncier.

L'amendement proposé par la commission me semble très dangereux.

En effet, à la limite, un seul propriétaire peut détenir la moitié des surfaces en cause. Il peut donc contraindre les autres propriétaires à la constitution d'une association foncière ou, *a contrario*, s'y opposer et bloquer l'aménagement d'un périmètre.

Précédemment, par un amendement, l'Assemblée a étendu à la forêt soumise au régime forestier les mesures prévues dans les périmètres d'action forestière.

Or la forêt soumise, surtout lorsqu'elle appartient à l'Etat, a nettement moins de propriétaires que les terrains à boisier de droit privé. Si l'amendement était retenu, l'Etat et les collectivités locales seraient donc très souvent les propriétaires dominants qui imposeraient leur volonté aux autres propriétaires.

Dans ces conditions, le Gouvernement s'oppose à l'amendement et demande à l'Assemblée de bien vouloir faire confiance à l'administration, l'expérience démontrant que les associations foncières sont toujours constituées dans un esprit très libéral.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 37 ?

M. Michel Cointat, rapporteur. La commission n'a pas examiné ce sous-amendement, mais je crois pouvoir dire que celui-ci n'est pas conforme aux vœux des commissaires. La commission aurait sans doute considéré la double majorité comme étant de nature à bloquer complètement le système.

M. le président. La commission maintient-elle son amendement ?

M. Michel Cointat, rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 37.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 26.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 27, qui tend à supprimer le paragraphe 4° du texte proposé par l'article 26 pour l'article 52-2 du code rural.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Le texte que le Gouvernement propose, à l'article 26, pour les deux derniers alinéas de l'article 52-2 du code rural, concerne la période transitoire qui se situera entre la définition du périmètre d'action forestière et le moment où, les plans d'aménagement ayant été approuvés, on pourra entreprendre les travaux et les actions prioritaires.

Il nous a paru inutile d'instituer une procédure un peu lourde, étant donné que les articles 157 et 158 du code forestier, qui règlent les problèmes de déboisement et de défrichement, permettent déjà l'administration de s'opposer à ces opérations, lorsqu'elles sont intempestives.

Ce sont, en effet, essentiellement les déboisements et les défrichements qui sont visés, à titre conservatoire, par le texte proposé pour le paragraphe 4° de l'article 52-2 du code rural.

L'article 28 du projet de loi — que l'Assemblée adoptera, je le souhaite — tend à renforcer encore les pouvoirs de l'administration en ce qui concerne les interdictions de défrichement et de déboisement, puisqu'il a pour objet d'étendre la possibilité d'interdiction à l'aménagement des périmètres visés au paragraphe 2° — on ajouterait alors : « et au paragraphe 3° » — de l'article 52-1 du code rural.

L'administration possédant tous les pouvoirs, il paraît superflu d'ajouter le paragraphe 4° proposé par le Gouvernement à l'article 26.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement a voulu que, pendant la période d'étude d'un périmètre, il soit sursis à statuer sur les demandes de défrichement, afin d'éviter tout défrichement intempestif.

La commission a estimé que les dispositions contenues dans la loi de finances rectificative pour 1969 dotaient l'administration de moyens suffisants pour contrôler les différents défrichements.

Je précise que, d'une part, la taxe sur les défrichements n'est qu'une contre-incitation au défrichement, non une opposition absolue, et que, d'autre part, les oppositions au défrichement ne sont prononcées qu'après avis du Conseil d'Etat, lequel interprète de façon très restrictive les conditions d'opposition définies par la loi.

Pour conserver au projet de loi toute son efficacité, le Gouvernement demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement proposé par la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 26, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 26, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 27.]

M. le président. « Art. 27. — Il est ajouté au code rural un article 52-3 :

« Art. 52-3. — Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application des articles 52-1 et 52-2. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 27.

(L'article 27 est adopté.)

[Article 28.]

M. le président. « Art. 28. — L'article 158 du code forestier est complété par les dispositions suivantes :

« 9° A l'aménagement des périmètres visés au 2° de l'article 52-1 du code rural. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 28, qui tend, dans le texte proposé pour le 9° de l'article 158 du code forestier, après les mots : « visée au 2° », à insérer les mots : « et au 3° ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement de pure forme a pour objet d'harmoniser l'article 28 avec les textes que l'Assemblée a précédemment adoptés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 28.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 28, modifié par l'amendement n° 28.

(L'article 28, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 4 —

AMELIORATION DES ESSENCES FORESTIERES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières (n° 1423, 1443).

La parole est à M. Cointat, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Michel Cointat, rapporteur. Mes chers collègues, le projet de loi qui est maintenant soumis à votre approbation concerne l'amélioration des essences forestières.

Son titre, quelque peu prétentieux, pourrait laisser croire qu'il s'agit d'une vaste politique de la qualité, appliquée aux forêts françaises.

En réalité, ce texte est d'une portée beaucoup plus limitée, puisqu'il se borne à l'application d'une directive, en date du 14 juin 1966, de la Communauté économique européenne, directive qui tend à harmoniser les législations nationales relatives à la commercialisation des graines, boutures, marcottes, drageons, greffons et autres matériels de reproduction des espèces forestières.

Ce projet de loi est essentiellement technique. C'est la raison pour laquelle je me permets de vous renvoyer à mon rapport écrit, dans lequel j'ai essayé de consigner les arguments scientifiques, techniques et économiques qui plaident en faveur de l'adoption de ce texte.

Afin de ne pas lasser votre attention, je me bornerai à évoquer quelques considérations générales, pour bien situer le problème.

Le rendement d'un peuplement forestier dépend des conditions de milieu, de la méthode de gestion, mais aussi de la qualité des essences forestières qui sont utilisées pour les semis ou pour les plantations.

Or la qualité de ces essences forestières varie considérablement, en fonction, d'une part, des différentes races à l'intérieur de chaque espèce; d'autre part, de la provenance géographique; enfin, de la sélection et des hybridations.

Examinons rapidement ces trois notions.

La notion de races à l'intérieur de chaque espèce forestière est relativement récente. Elle a été mise en valeur par un homme bien connu des forestiers, Philibert Guinier, membre de l'Institut, qui, pendant de nombreuses années et jusqu'à la dernière guerre, fut le directeur de l'école nationale des eaux et forêts de Nancy.

Philibert Guinier a montré que si, pour une espèce donnée, il existait des arbres de race dite noble, on rencontrerait aussi des arbres de race que je pourrais qualifier d'« ignoble » et n'ayant qu'un intérêt économique médiocre. L'exemple le plus typique est celui du pin sylvestre, résineux familial de nos reboisements, au feuillage vert pétrole et à l'écorce rose saumon.

Dans les savarts et les triots de la Champagne crayeuse, le pin sylvestre paraît souffreteux et rachitique. Déjà, la race d'Auvergne est élancée, bien que rustique et encore trapue. En revanche, les pins sylvestres élégants de Haguenau, de Saint-Dié — que je cite pour faire plaisir à M. le président de la commission de la production et des échanges (*Sourires*) — de la Burgonce ou de Riga, représentent la beauté forestière dans toute sa noblesse.

Cela montre l'importance du choix dans les races.

La provenance des matériels de reproduction, très importante elle aussi, est à l'origine de nombreux mécomptes dans les boisements. Un exemple caractéristique en est fourni par le sapin de Douglas, dont l'aire naturelle se situe aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Etat de Washington, sur le versant Pacifique.

Mais on trouve des sapins de Douglas depuis le littoral jusqu'à deux mille mètres d'altitude, c'est-à-dire dans des conditions de sol et de climat totalement différentes.

Suivant que les graines viendront de peuplements souffrant du froid au sommet des montagnes, ou de massifs « farnientant » au bord des plages du Pacifique, les boisements effectués avec le sapin de Douglas dans notre pays auront une croissance rapide ou resteront désespérément en boules.

Enfin, troisième facteur, la qualité des essences forestières peut être considérablement améliorée par la sélection d'arbres d'élite et par l'hybridation.

Les résultats obtenus sur les peupliers, pour ne citer que cet exemple, ont été spectaculaires. A cet égard, on peut parler des travaux réalisés en Italie par le professeur Picarolo, qui ont permis de multiplier par la voie végétale, c'est-à-dire par boutures, ce que l'on appelle des clones de peuplier, dont la croissance est stupéfiante puisque, actuellement, dans un bon sol, avec un climat doux et grâce à une bonne irrigation, il est possible d'obtenir des peupliers propres au déroulage en une période de douze ans, et de sept ans pour les battes de cricket, même au Brésil, pour citer un autre exemple et pour répondre à l'appel de M. le secrétaire d'Etat qui me fait un signe à ce sujet.

Il importe donc de veiller scrupuleusement à ce que la qualité des espèces d'arbres utilisées pour les boisements soit la meilleure possible. En particulier, il convient de contrôler que les graines, les plants, les greffons, les boutures, les marcottes et autres matériels de reproduction qui sont commercialisés répondent bien aux conditions de provenance, de race, de sélection, d'hybridation, qui permettront d'obtenir les peuplements les plus rentables.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

Cependant, j'ai encore à présenter, pour éviter tout malentendu, une observation et une remarque de caractère général.

Tout d'abord, il est précisé, en ce qui concerne le champ d'application du projet de loi, que seuls seront soumis à contrôle les matériels de reproduction commercialisés.

Or l'Office national des forêts, pour ses propres plantations, puise dans ses pépinières; les plants et graines qu'il utilise ne sont donc pas commercialisés. L'Office échappera ainsi aux dispositions du présent projet de loi.

Cependant — et le Gouvernement en sera sans doute d'accord — l'Office sera soumis aux règles et conditions applicables aux particuliers; il ne pourra ni utiliser ni reproduire n'importe quel matériel.

Enfin, voici la remarque de caractère général.

Je constate que la directive de la Communauté économique européenne ne vise que les matériels forestiers de reproduction. De même, le projet de loi ne vise que ces matériels.

En réalité, monsieur le secrétaire d'Etat — et j'appelle spécialement votre attention sur ce point — le problème de l'amélioration qualitative et du contrôle de la qualité se pose pour tous les autres végétaux, et notamment pour les matériels de reproduction, aussi bien des plantes, arbustes et arbres fruitiers qui sont commercialisés et qui font l'objet de sélections et d'améliorations génétiques.

Je suis certain que de nouvelles directives seront adoptées, au cours des prochaines années, par le Conseil des ministres de Bruxelles, au nom de la Communauté économique européenne, et qu'elles ne manqueront pas d'être publiées, aussi bien pour les arbres fruitiers que pour les fleurs, les plantes médicinales ou ornementales, ou même les plantes alimentaires.

Qu'il me soit donc permis de souhaiter que le Gouvernement, à l'occasion de l'application d'une prochaine directive, élabore un projet de loi de caractère général, afin, surtout, de ne pas encombrer le travail parlementaire de textes dont l'intérêt est incontestable mais dont la portée est hautement technique et, par conséquent, très limitée.

Telles sont les observations que j'avais à présenter au nom de la commission de la production et des échanges.

Cette commission, sous réserve de deux amendements qui sont plus de forme que de fond, vous demande d'approuver le présent projet de loi. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Monsieur le président, mesdames, messieurs, plants, boutures, greffons, marcottes, sans compter les graines: M. le rapporteur connaît parfaitement son catalogue qui n'est pas d'ailleurs sans une certaine poésie.

L'amélioration de la productivité de la forêt constitue un des objectifs principaux de notre politique forestière. Si cet objectif peut être partiellement atteint par un choix plus rigoureux des terrains à boiser et par l'adoption de traitements sylvicoles permettant d'obtenir le maximum de bois répondant aux normes

du marché, il n'en demeure pas moins que la maîtrise du potentiel génétique des peuplements forestiers présente un intérêt considérable, tant pour l'adaptation des arbres aux conditions écologiques que pour la production ligneuse.

Par ailleurs, l'introduction d'arbres de mauvaise qualité du point de vue écologique et technologique risque, à terme, d'entraîner une véritable dégradation génétique des peuplements autochtones de bonne qualité, en un mot de les abâtardir.

Pour les essences forestières dont la reproduction est habituellement assurée au moyen de graines, la sélection des caractères héréditaires repose fondamentalement sur le choix de peuplements porte-graines et non sur l'aspect de la semence ou du plant.

Afin que les reboiseurs bénéficient d'une garantie sur l'origine des matériels de reproduction qu'ils utilisent, il convient, d'une part, de ne récolter les semences forestières que sur des peuplements porte-graines ayant fait l'objet d'un choix officiel préalable; d'autre part, d'assurer aux différents stades de la préparation et de la commercialisation l'identité des semences et plants issus des récoltes sur les peuplements porte-graines; enfin, d'instituer un contrôle officiel portant sur l'ensemble de ces opérations.

Tel est, en définitive, l'objet du projet de loi présenté par le Gouvernement et qui contient les dispositions nécessaires à l'application en France de la directive arrêtée le 14 juin 1966 par le conseil de la Communauté économique européenne.

Essentiellement technique, ce projet constitue un élément non négligeable dans l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement en faveur de la politique forestière. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale la parole est à M. Barel.

M. Virgile Barel. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, ce projet de loi a trait à la garantie de la qualité des matériels de reproduction dans nos forêts.

J'affirme une fois de plus notre souci de défendre notre patrimoine forestier et de garantir ainsi son enrichissement. Dans cette perspective, il s'agit, d'abord de le sauver de la destruction par le feu.

Au point de vue économique, je rappelle que le commerce français du bois et de ses dérivés a été en déficit de 2.145 millions de francs en 1969.

Au point de vue biologique, on sait que la forêt est un élément de notre industrie touristique, qu'il s'agisse des loisirs ou du repos des vacanciers; elle garantit la pureté de l'atmosphère et l'équilibre du climat, ainsi que l'a excellemment montré notre rapporteur.

Nous sommes par conséquent partisans d'agir au mieux pour assurer la protection et le développement de notre patrimoine forestier.

Nous considérons ce projet de loi — que nous voterons — comme de nature à permettre une amélioration réelle des essences forestières. Il est souhaitable d'améliorer la production de nos forêts, mais qu'on me permette d'insister sur la nécessité de protéger celles qui sont menacées par l'incendie, ce qui est particulièrement le cas dans le Midi de la France, afin de les rendre moins vulnérables au feu, par l'implantation d'essences moins combustibles, aussi bien pour les arbres que pour les plantes de sous-bois en s'inspirant de l'expérience qui se déroule actuellement dans les Maures.

Aussi souhaitons-nous que vienne bientôt en discussion devant l'Assemblée nationale notre proposition de loi tendant à la constitution d'un office de défense de la forêt méditerranéenne, et que, dans le plus proche avenir, des crédits massifs soient affectés à l'application des mesures énergiques destinées à prévenir les incendies et éviter aux populations menacées le renouvellement des malheurs qui les ont frappées si durement durant l'été 1970. Il en est temps et juste temps. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Regaudie.

M. René Regaudie. J'interviens seulement pour apporter l'approbation de mon groupe au projet du Gouvernement.

Une fois n'est pas coutume, dira-t-on, mais, en l'occurrence, il s'agit d'un projet d'une importance primordiale.

Si nous voulons avoir en France une forêt de valeur, il est incontestable qu'il faut produire des éléments de haute qualité. Il est trop certain, malheureusement, que l'absence de contrôle

a valu un préjudice économique considérable à notre pays. Par conséquent la mesure qui est proposée recueille notre approbation sans réserve.

Je me permettrai seulement de demander au Gouvernement de tout faire pour que les contrôles soient rigoureux aussi bien en ce qui concerne les produits d'importation que les produits dits français, car il y a des erreurs et des abus que nous ne pouvons accepter et auxquels il faut mettre un terme.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

La commission estime-t-elle devoir se réunir comme le prévoit l'article 91 du règlement ?

M. Michel Cointat, rapporteur. Non, monsieur le président.

M. le président. Nous abordons la discussion des articles.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — La présente loi s'applique aux matériels forestiers de reproduction des essences forestières comprises dans une liste établie par arrêté du ministre de l'agriculture, à l'exception des matériels qui ne sont pas destinés à la commercialisation ou à la production à titre principal de bois et de ceux qui sont destinés à des essais ou qui sont utilisés dans des buts scientifiques. »

M. Cointat, rapporteur, a présenté un amendement n° 1 qui tend, après les mots : « ... du ministre de l'agriculture... », à rédiger ainsi la fin de cet article : « ... qui sont destinés à la commercialisation en vue de la production à titre principal de bois, à l'exception de ceux qui sont destinés à des essais ou qui sont utilisés dans des buts scientifiques. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Cet amendement rédactionnel n'exige pas de longues explications.

Le texte du Gouvernement pouvait laisser subsister un doute sur le champ d'application et la portée de la loi. L'amendement de la commission tend à éviter toute confusion à ce sujet.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le texte du projet exclut du champ d'application de la loi les matériels forestiers de reproduction qui ne sont pas destinés à la commercialisation ou à la production à titre principal de bois.

L'analyse logique du texte montre nettement que sont exclus les matériels appartenant à une seule de ces catégories.

Toutefois, la rédaction proposée par la commission me paraît beaucoup plus claire. Le Gouvernement accepte donc l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Cointat a présenté un amendement n° 2 qui tend à compléter l'article 1^{er} par le nouvel alinéa suivant :

« Au sens de la présente loi, on entend par commercialisation : l'exposition en vue de la vente, la mise en vente, la vente ou la livraison à un tiers, que cette dernière opération soit faite à titre onéreux ou à titre gratuit. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. L'article 1^{er} du projet prévoit que les contrôles auront lieu sur les matériels de reproduction commercialisés. Il s'agit de s'entendre sur le terme de « commercialisation ».

L'amendement que je présente et qui tend à éviter toute confusion a donc pour objet de définir la commercialisation, au

sens de la présente loi. Je signale d'ailleurs à M. le secrétaire d'Etat que la définition que j'en donne correspond à la définition européenne, puisque c'est celle qui figure dans la directive européenne.

Cet amendement a été soumis à la commission qui lui a donné un avis favorable.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. L'amendement de M. Cointat tend à définir la commercialisation sous la forme d'une énumération d'expressions équivalentes. Or cette énumération me paraît présenter un caractère limitatif qui s'imposerait au juge. Il convient donc en premier lieu qu'elle soit complète.

En comparant cette définition avec celle qui est donnée dans la loi du 1^{er} août 1905, on constate qu'est omise la détention en vue de la vente qui, à l'évidence, est différente de l'exposition en vue de la vente. En outre, on peut se demander s'il est utile de définir la commercialisation.

La loi du 1^{er} octobre 1905 à laquelle renvoient les articles 6 et 7 de notre projet comporte toutes les précisions qui paraissent nécessaires. Les contraventions de police auxquelles fait allusion l'article 7 pourront, par la voie réglementaire, définir le terme « commercialisation ».

En conséquence, l'amendement qui nous est soumis paraît, par ses précisions même, aller à l'encontre des desseins de son auteur.

J'ajoute que, s'agissant de l'application d'une directive communautaire, des difficultés risquent de survenir en raison de définitions non concordantes.

Je demande donc à M. le rapporteur de peser soigneusement les conséquences de son amendement et de bien vouloir le retirer.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Cointat, rapporteur. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, d'avoir bien voulu apporter ces précisions, notamment d'avoir donné la référence à la loi de 1905 sur la répression de fraude.

Cet amendement avait pour objet de bien préciser que ce mot « commercialisation » pouvait être source de contentieux. Nous sommes là, à vrai dire, à la limite du réglementaire et du législatif.

Considérant l'assurance donnée par M. le secrétaire d'Etat que ce problème sera examiné dans le décret d'application, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 2 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement n° 1.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 2 à 7.]

M. le président. « Art. 2. — Les matériels forestiers de reproduction ne peuvent être commercialisés que s'ils proviennent de matériels de base admis dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessous, et que s'ils satisfont aux normes de qualité extérieure déterminées par arrêté du ministre de l'agriculture. »

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

« Art. 3. — Les conditions dans lesquelles l'admission des matériels de base est prononcée, ainsi que les règles relatives à la production et notamment à la récolte, au traitement et à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction, propres à garantir les qualités génétiques et extérieures de ces matériels, sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les entreprises de récolte, de production et de traitement des matériels forestiers de reproduction sont tenues, dans des conditions fixées par arrêté du ministre de l'agriculture, de faire la déclaration de leurs activités au comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les matériels forestiers de reproduction mentionnés à l'article 1^{er} et produits dans les Etats membres de la Communauté économique européenne sont introduits libre-

ment en France, sous réserve des restrictions de commercialisation qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Ceux de ces mêmes matériels qui sont produits dans les Etats non membres de la Communauté économique européenne peuvent être librement introduits en France dans les conditions et sous les réserves fixées par décret en Conseil d'Etat, lorsqu'ils présentent des garanties équivalentes à celles des matériels produits dans les Etats membres. Le même décret pourra prévoir des dérogations en faveur de certaines importations. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Pour l'application de la présente loi, sont habilités à exercer un contrôle à tous les stades de la récolte, de la production, du traitement et de la commercialisation des matériels forestiers de reproduction, et à effectuer des recherches sur l'origine de ces matériels, outre les fonctionnaires et agents énumérés à l'article 4 du décret du 22 janvier 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes, les agents commissionnés par le ministre de l'agriculture et appartenant à des catégories déterminées par un décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre de l'agriculture.

« Sans préjudice de l'application de la loi du 1^{er} août 1905 susmentionnée, les fonctionnaires et agents énoncés au présent article peuvent dans l'exercice de leurs fonctions visiter les peuplements forestiers, pépinières forestières, locaux ou immeubles à usage professionnel, se faire présenter et saisir tous documents relatifs aux matériels contrôlés. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Indépendamment des amendes de police fixées par des dispositions réglementaires, et des peines correctionnelles encourues en application de la loi du 1^{er} août 1905 susmentionnée, les infractions aux dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application peuvent entraîner la saisie et la confiscation des produits faisant l'objet de l'infraction. La destruction par l'Etat des produits confisqués est faite aux frais du contrevenant. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Fortuit un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure (n° 1363).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1473 et distribué.

J'ai reçu de M. Bécam un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle (n° 1426).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1474 et distribué.

J'ai reçu de M. Ziller un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes (n° 1431).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1475 et distribué.

— 6 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 27 novembre, à quinze heures, séance publique :

Questions d'actualité :

M. Montalat demande à M. le Premier ministre s'il a l'intention de faire le point sur les négociations actuellement en cours entre les gouvernements d'Algérie et de France ainsi que sur les raisons exactes des décisions judiciaires prises récemment en Algérie à l'encontre des ressortissants français.

M. Fontaine demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre pour venir en aide aux nombreuses familles sinistrées totales à l'occasion du grand incendie qui s'est déclaré dans les hauts des communes de Saint-Paul et des Trois-Bassins à la Réunion.

M. Stehlin demande à M. le Premier ministre quelles pourront être les incidences sur les livraisons de matériel militaire à destination de la Libye, de l'entrée de ce pays dans une fédération arabe.

M. Odru demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte enfin prendre pour garantir la sécurité des chauffeurs de taxis.

M. Brugnon demande à M. le Premier ministre quelles sont les raisons exactes pour lesquelles le dépôt du projet de loi relatif aux accidents du travail des salariés agricoles est retardé jusqu'en 1971.

M. Cousté demande à M. le Premier ministre de faire le point des discussions de lundi et mardi derniers qui se sont déroulées au Conseil des ministres de la Communauté économique européenne en vue d'examiner les propositions de la Commission des Communautés économiques européennes tendant, conformément aux décisions de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de La Haye, à établir si possible dès le 1^{er} janvier prochain l'Union économique et monétaire dans l'Europe des Six.

Questions orales sans débat :

Question n° 14635. — **M. Buffet** expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que de nombreux Français, paysans, commerçants, artisans et membres des professions libérales, prisonniers durant la guerre 1939-1945, se trouvent nettement défavorisés par rapport à certaines autres catégories d'anciens combattants qui ont obtenu de l'Etat la prise en compte de leurs années de captivité pour la détermination de l'âge de la retraite. Il lui précise qu'il serait équitable que les intéressés puissent trouver eux aussi une juste compensation aux ennuis et aux difficultés de tous ordres qu'ils ont subis, puisque la plupart d'entre eux sont rentrés chez eux déprimés et quelquefois malades, certains étant ruinés ou ayant perdu leur situation. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de donner à toutes les catégories d'anciens prisonniers les mêmes avantages que ceux qui sont actuellement accordés aux fonctionnaires et assimilés, et en particulier s'il envisage de prendre les dispositions nécessaires pour que l'âge de la retraite des paysans, artisans, commerçants et membres des professions libérales, soit avancé au prorata du temps passé par ceux-ci dans les camps de prisonniers.

Question n° 9892. — **M. Benoist** attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation des travailleurs étrangers en France, révélée à l'opinion publique par un drame récent qui a coûté la vie à cinq travailleurs africains morts asphyxiés dans une pièce où ils logeaient à dix. Ces travailleurs sont embauchés par des entreprises sans qu'un effort soit fait pour les loger convenablement. C'est ainsi que, dans la région parisienne, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs étrangers s'entassent soit dans des hôtels, où ils partagent fréquemment la même chambre à dix, voire à vingt, lorsque le système des 3x8 est appliqué — les uns dormant alors que les autres travaillent — soit dans les bidonvilles situés à la périphérie de Paris, où les plus élémentaires conditions d'hygiène font défaut et où progressent des foyers de tuberculose de plus en plus importants. Il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre en vue d'assurer aux travailleurs étrangers un logement décent et des conditions d'hygiène normales.

Question n° 13651. — **M. Roger Roucaute** appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire sur les conditions dans lesquelles est réalisé l'aménagement du Languedoc-Roussillon. Dans cette région, les terrains viabilisés par l'Etat aux frais des contribuables ont été ensuite revendus aux sociétés immobilières pour y construire des hôtels de luxe et des immeubles résidentiels. Ces sociétés ont ainsi trouvé auprès du pouvoir un appui pour leurs spéculations. Mais les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Comme les prix exorbitants qui sont pratiqués éloignent du Languedoc-Roussillon les vacanciers à revenus modestes, le ministre de l'équipement et du logement n'a pas hésité à envisager publiquement « d'arrêter en chemin » les opérations engagées. En réalité, c'est la conception générale que le pouvoir et les sociétés financières ont du développement touristique qui est en cause. Alors qu'à peine plus de 40 p. 100 des Français peuvent partir en vacances, le Gouvernement se refuse à créer les moyens d'un aménagement touristique du territoire conforme à l'intérêt national. En investissant pour le Languedoc-Roussillon des fonds publics qui doivent se monter à plus d'un milliard de francs, le pouvoir a délibérément refusé de tenir compte des réalités, c'est-à-dire, avant tout, du faible montant des ressources dont la majorité des Français dispose pour ses vacances. Comment s'étonner, dès lors, que l'opération cesse d'être rentable pour les promo-

teurs privés. Il apparaît tout aussi certain que l'aménagement d'autres régions, l'Aquitaine ou les Alpes, dans des conditions semblables, conduirait inévitablement à de nouvelles opérations spéculatives au profit des sociétés financières et au sous-équipement touristique, au détriment de la population laborieuse. L'intérêt public exige, au contraire, de développer le tourisme populaire. La tâche de l'Etat doit consister à aider à l'essor du tourisme en faveur de toutes les catégories sociales, et d'abord en faveur des moins privilégiés. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour que soit assuré, conformément aux principes ci-dessus rappelés, l'aménagement touristique, tant du Languedoc-Roussillon que des autres régions de France.

Question n° 10645. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° s'il ne pense pas que le développement économique d'une région, pour se réaliser dans les meilleures conditions, doit être assis sur la création d'un tissu artisanal, commercial, industriel ou tertiaire complexe, simultanément à l'implantation d'une ou plusieurs entreprises importantes, jouant un rôle incitatif et démultiplicateur d'emplois ; 2° s'il partage cette opinion, s'il n'envisage pas de favoriser la création ou l'extension de petites et moyennes entreprises commerciales et artisanales par des mesures telles qu'une exonération de patente pendant trois ans pour les exploitations ou parties d'exploitations nouvelles. Une telle mesure semble devoir être plus efficace que l'attribution de la prime de localisation à certaines entreprises du secteur tertiaire disposant par essence de moyens financiers importants ; 3° si, d'autre part, la décentralisation, dans les métropoles d'équilibre, d'entreprises et établissements publics du secteur nationalisé tels que les banques et les sociétés d'assurance ne pourrait pas être obtenue par voie d'autorité.

Question n° 14460. — M. Hubert Martin expose à M. le Premier ministre qu'indépendamment de leurs obligations à l'Assemblée nationale, les députés sont de plus en plus absorbés par de multiples tâches d'intérêt général — interventions locales, départementales, régionales et nationales, participation aux séances d'organismes divers, etc. — et il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que leurs suppléants soient dotés d'un statut leur donnant l'autorité et les moyens nécessaires pour seconder efficacement les titulaires d'un mandat parlementaire.

Question n° 11399. — M. Sallenave demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, quelles mesures il compte prendre ou proposer au Parlement pour améliorer la situation actuelle des retraités civils et militaires. Il lui demande notamment : 1° comment il pense assurer l'égalité des droits entre tous les retraités, quelle que soit leur date de mise à la retraite ; 2° si le Gouvernement n'envisage pas de faire figurer dans le projet de loi de finances pour 1971 les crédits nécessaires à la réalisation de l'intégration de l'indemnité de résidence dans les traitements. Il souligne également l'intérêt et l'urgence d'organiser à tous les échelons une participation plus effective des organisations représentatives des retraités civils et militaires au sein des organismes officiels qui ont à connaître des problèmes les concernant.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures quinze.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

VINCENT DELBECCHI.

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Toutain a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Bustin et plusieurs de ses collègues portant statut du sidérurgiste (n° 1302).

M. Fagot a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Stehlin tendant à faire bénéficier les personnels militaires de carrière, titulaires de la carte de déporté ou d'interné de la Résistance, en retraite antérieurement au 8 août 1948, date de publication de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une

part active et continue à la Résistance, ainsi que de la loi n° 58-347 du 4 avril 1958 relative à l'application de ces deux lois aux personnels militaires (n° 1411).

M. Bas a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Bouchacourt tendant à compléter les dispositions de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics (n° 1422).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Réthoré a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes, signé à Moscou le 4 mars 1970 (n° 1405).

M. Chamant a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situés sur le territoire de l'autre, signé à Madrid le 7 février 1969 (n° 1406).

M. Trémeau a été nommé rapporteur pour avis de la proposition de loi de M. Charles Bignon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 81 du code de la nationalité relatif aux incapacités frappant les étrangers naturalisés (n° 1389), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Philippe Rivain a été nommé rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 1970 (n° 1448).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Le Dourec a été nommé rapporteur du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, sur les sociétés commerciales (n° 1440).

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République a nommé M. Delachenal rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1970 (n° 1448), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Carter a été nommé rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires (n° 1449).

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 1^{er} décembre 1970, à douze heures, dans les salons de la présidence, en vue d'établir l'ordre du jour de l'Assemblée.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

Pensions de retraite.

15197. — 26 novembre 1970. — M. Cointat demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale son sentiment sur l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans. Il lui demande s'il ne serait pas possible, dès l'exercice 1971, de prévoir un abaissement progressif de l'âge de la retraite en commençant par les travailleurs des métiers pénibles, les femmes ayant cotisé plus de trente ans à un organisme de sécurité sociale et les handicapés du travail à plus de 50 p. 100.

Sécurité routière.

15231. — 26 novembre 1970. — M. Barberot, rappelant ses précédentes questions écrites et orales, demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître les conclusions prises en matière de prévention des accidents de la route, à la suite de la table ronde organisée à ce sujet.

Voies navigables.

15232. — 26 novembre 1970. — M. Ducray expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, que la réalisation rapide de la liaison fluviale du bassin rhénan à la Méditerranée par le sillon rhodanien est devenue une nécessité absolue depuis que le Gouvernement a pris la décision de créer à Fos-sur-Mer un important complexe industriel. Il attire son attention sur l'intérêt que présente une confirmation officielle par les pouvoirs publics de la réalisation d'un tel objectif, dans le cadre du VI^e Plan. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour assurer le financement d'une infrastructure indispensable non seulement pour l'aménagement de l'axe Belfort—Chalon-sur-Saône, mais aussi pour l'économie tout entière du pays.

Région parisienne.

15233. — 26 novembre 1970. — M. Odru attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation de la région parisienne. La politique gouvernementale dans les domaines des transports, de l'industrialisation, du logement, de l'enseignement notamment, provoque le mécontentement légitime des habitants. Le statut actuel de la ville de Paris, comme celui du district, empêchent l'expression de la volonté populaire, cependant que les collectivités locales (communes et départements) supportent des charges écrasantes en raison des transferts opérés sur elles par l'Etat. C'est pourquoi il lui demande si le Gouvernement entend enfin changer sa politique parisienne et démocratiser les institutions existant dans la région parisienne pour permettre la satisfaction des besoins de sa population.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

* Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

* Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

Zones de salaires.

15198. — 26 novembre 1970. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le décret n° 70-393 du 12 mai 1970 a concrétisé l'engagement pris par le Gouvernement de supprimer, à compter du 1^{er} octobre 1970, la zone de salaire servant au calcul de l'indemnité de résidence comportant le plus fort abattement. Pour les ouvriers d'état rattachés par dispositions réglementaires à ces zones (décret n° 66-108 du 23 février 1966) et qui doivent donc obligatoirement bénéficier de cette mesure, la décision d'application qui devait être prise n'a pas été effectuée. En conséquence, le personnel civil des armées (techniciens, chefs d'équipes et ouvriers) de Rochefort-sur-Mer subit toujours un abattement de 6 p. 100 au lieu de celui de 5 p. 100 relevant des dispositions du décret du 12 mai 1970. Il lui demande si les textes réglementaires d'extension permettant l'application au personnel civil des armées des mesures prévues par le décret du 12 mai 1970 ne pourraient pas intervenir rapidement.

Instituteurs et institutrices.

15199. — 26 novembre 1970. — M. Albert Bignon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que trente jeunes filles et trente garçons devaient être recrutés par concours, à la session de juin 1970, pour l'entrée à l'école normale du département de la Charente-Maritime. Trente jeunes filles ont été normalement intégrées à la suite de ce concours, mais dix-neuf garçons seulement ont été acceptés. Dans des cas analogues, une deuxième session est également organisée au mois de septembre. Le rectorat a refusé cette seconde session car le niveau des candidats non admis lui paraissait trop faible. Il semble en effet que, depuis plusieurs années, les bons élèves au niveau de la classe de troisième ne sont pas intéressés par les carrières de l'enseignement élémentaire. Au niveau du baccalauréat ou des premiers examens de l'enseignement supérieur, c'est l'échec qui amène alors de nombreux candidats à demander un poste d'instituteur remplaçant. Cette année, 407 demandes ont été présentées dans le département pour 45 places offertes. Afin de ne pas diminuer le niveau des enseignements primaire et maternel, il est nécessaire d'envisager une revalorisation de la fonction d'instituteur. Les trente jeunes filles et les dix-neuf garçons recrutés à La Rochelle n'entreront pas dans les écoles normales et resteront en qualité de boursiers dans leurs lycées d'origine. Ainsi donc, aucune rentrée n'est prévue, alors que 105 élèves maîtresses et élèves maîtres terminent cette année leur scolarité. Des classes sont vides ainsi que des places d'internat et des professeurs sont disponibles pour assurer la formation professionnelle de nombreux instituteurs. Malgré ces possibilités matérielles, il n'y a pas eu dans le département de concours de recrutement pour les bacheliers et les bachelières. Il est seulement envisagé que huit suppléants et huit suppléantes y feront un stage de une année. Cette mesure apparaît très nettement insuffisante, alors que les besoins en formation professionnelle sont grands. Il est regrettable de voir chaque année des centaines d'enfants du département recevoir l'enseignement de jeunes gens qui, malgré leur bonne volonté, sont peu capables car on ne leur a pas appris à donner un enseignement de valeur. Il est probable que la situation exposée en ce qui concerne le département de la Charente-Maritime existe, sous des formes peut-être différentes, dans de nombreux autres départements. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour apporter des solutions aux graves problèmes ainsi exposés.

Officiers.

15200. — 26 novembre 1970. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les conditions de recrutement des officiers d'administration de l'armement. Ces conditions sont fixées par le décret n° 62-834 du 19 juillet 1962 et l'arrêté du 31 août 1962. Ces officiers sont recrutés : 1° pour quatre dixièmes des places parmi les licenciés en droit ou titulaires d'un diplôme équivalent ; 2° pour quatre dixièmes des places parmi les personnels civils masculins en service dans un organisme relevant du ministère de la défense nationale, titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ou ayant satisfait à un examen probatoire ; 3° pour deux dixièmes des places parmi des sous-officiers de carrière ou liés par contrat de l'armée de terre, titulaires de la première partie du baccalauréat, ou ayant satisfait à l'examen probatoire. Le service de l'armement étant maintenant un service « interarmées », aucune raison ne paraît justifier que le concours d'officiers d'administration de l'armement ne soit pas ouvert, comme celui des officiers d'administration des essences, à tous les sous-officiers des trois armées titulaires de la première partie du baccalauréat, ou ayant satisfait à l'examen probatoire. D'ailleurs, ainsi qu'il est rappelé ci-dessus, ce concours est ouvert aux personnels civils en service dans un organisme du ministère de la défense nationale et non dans un organisme de l'armée de terre. En conséquence il lui demande s'il n'envisage pas que soit modifié le décret précité du 19 juillet 1962 dans le sens d'une extension des possibilités de concourir à tous les sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air remplissant les conditions prévues par le décret, ainsi qu'aux officiers de réserve servant en situations d'activité (O. R. S. A.), ceux-ci ayant les mêmes droits que les sous-officiers pour l'admission dans les écoles militaires.

Education physique.

15201. — 26 novembre 1970. — M. Boscher attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur la délibération du C. E. S. d'Evry (Essonne) prise à l'unanimité le 20 novembre 1970. Cette délibération se prononce pour la création immédiate de trois postes de professeurs d'éducation physique destinés à compléter l'effectif de cette spécialité à concurrence du plafond de cinq correspondant aux besoins de l'établissement. Il lui demande s'il entend donner une suite favorable à cette prise de position.

Etablissements scolaires.

15202. — 26 novembre 1970. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la délibération du conseil d'administration du C. E. S. d'Evry (Essonne), prise à l'unanimité le 20 novembre 1970. Cette délibération, motivée par l'insuffisance des postes d'agents du service général et de l'intendance pourvus dans l'établissement, demande d'urgence la création des postes suivants : une sténodactylographe, un agent de service général, un garçon de laboratoire, un agent de service O. P. 3 (spécialiste jardinage et chauffage), un documentaliste bibliothécaire. Elle demande en outre l'octroi de crédits supplémentaires, en vue de parfaire l'équipement technique destiné à la formation préprofessionnelle et, d'une manière générale, à permettre aux enseignants de s'acquitter dans de meilleures conditions de leur tâche. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour donner satisfaction aux revendications ainsi formulées.

Vignette automobile.

15203. — 26 novembre 1970. — **M. Buron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'article 019, annexe II, du code général des impôts qui énumère les véhicules exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette). Parmi ces véhicules figurent ceux qui sont spécialement aménagés, par exemple les ambulances, ceux qui appartiennent aux voyageurs représentants et placiers, titulaires de la carte professionnelle d'identité, ou à leur conjoint, ainsi que les automobiles de places qui sont définies comme étant des véhicules affectés au transport des personnes bénéficiaires d'une autorisation spéciale de stationnement à des emplacements réservés sur la voie publique et dont les conditions de transport sont conformes à un tarif réglementaire. L'exonération des voyageurs, représentants et placiers se traduit par la délivrance d'une vignette gratuite. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les ambulances et les taxis. La vérification par les autorités de police de l'exonération des taxis et ambulances donne parfois lieu à des contestations ou à des vérifications qui occasionnent une perte de temps importante. Pour pallier les inconvénients résultant de ces contrôles, il lui demande si les ambulanciers et les artisans du taxi ne pourraient pas être munis, comme les représentants de commerce, d'une vignette gratuite qui leur permettra de faire rapidement la preuve qu'ils remplissent bien les conditions exigées pour bénéficier de l'exonération prévue en leur faveur.

Enseignants.

15204. — 26 novembre 1970. — **M. Capelle** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut expliquer les anomalies dont sont victimes les professeurs titulaires et les maîtres de conférences des facultés, comme cela résulte à l'évidence du tableau suivant de la rémunération des heures supplémentaires d'enseignement (taux de l'heure-année) : enseignement secondaire : professeur de chaire supérieure, 3.834,81 ; professeur de première supérieure et des disciplines scientifiques des classes de mathématiques spéciales, 3.019,23 ; professeur de lettres supérieures et des disciplines scientifiques des classes de mathématiques supérieures, 2.717,28 ; professeur des disciplines littéraires des classes de mathématiques spéciales, 2.470,23 ; professeur des disciplines littéraires des classes de mathématiques supérieures et professeur des autres classes de préparation, 2.264,40. Enseignement supérieur : professeur titulaire des facultés, 2.208 ; maître de conférences et chargé d'enseignement, 1.788.

Postes et télécommunications (timbres-poste).

15205. — 26 novembre 1970. — **M. Cassabel** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il ne lui paraît pas opportun de faire publier un timbre-poste à l'effigie du général de Gaulle, qui soulignerait les mérites de cet homme d'exception.

Enseignement agricole.

15206. — 26 novembre 1970. — **M. Cassabel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la nécessité d'établir le plus rapidement possible la carte scolaire de l'enseignement agricole. Il insiste sur l'urgence de cette mesure qui aurait pour but d'instaurer une spécialisation des établissements dont la finalité n'est pas toujours très apparente. C'est ainsi que le collège agricole Jean-Durand, à Castelnaudary, a vu ses options à plusieurs reprises modifiées. Une section viticulture-œnologie avait été créée ; on a construit une cave, trois ans après cette section dispa-

raissait. Ce même établissement vient de créer une section Espaces verts qui pourrait assurer la promotion du personnel nécessaire à toute la région Languedoc-Roussillon. Or, il se murmure que plusieurs établissements agricoles seraient sur le point d'ouvrir à leur tour une section analogue, ce qui aurait pour conséquence d'offrir sur le marché de l'emploi une main-d'œuvre qualifiée abondante qui ne pourrait pas trouver son utilisation. A travers cet exemple qui n'est pas unique, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait très urgent de définir une politique générale à long terme et de préciser la spécialisation des différents établissements.

Incendie.

15207. — 26 novembre 1970. — **M. Pierre Cornet** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'après la terrible catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont, un maire de son département lui a présenté des suggestions intéressantes qui pourraient être retenues dans le cadre d'une éventuelle modification de la réglementation concernant la sécurité des lieux ouverts au public. Ce maire, d'après son expérience personnelle, dit qu'il n'a jamais vu une manœuvre de sauvetage effectuée par les pompiers ou autres agents de sécurité dans des salles pouvant contenir de 50 à 1.000 personnes. Des manœuvres de sauvetage sont faites dans des établissements publics ou privés, des hôpitaux, des maisons de retraite, certaines usines ; par contre, il semble qu'il n'en soit pas de même dans les salles de spectacle privées, les maisons de jeunes, les salles de réunions communales ou privées, les dancings, etc. Par ailleurs, il a été dit à propos de la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont que certaines issues de secours étaient fermées, car les propriétaires de l'établissement craignaient qu'elles ne soient utilisées par des jeunes gens désirant entrer sans payer. Le même magistrat municipal suggère que les portes de secours devraient être remplacées par des panneaux de secours, c'est-à-dire qu'une partie des murs pourrait être obstruée par des panneaux isothermes retenus par un système fixe. Ces panneaux en matériaux relativement légers pourraient être enfoncés par une forte pression, par exemple celle de deux hommes y appliquant leurs efforts. On pourrait d'ailleurs imaginer que ces panneaux fixes seraient doublés à l'extérieur par des portes mobiles ouvertes lorsque le public aurait accès aux salles en cause. Ce système protégerait l'entrée de l'établissement lorsqu'il est fermé et ne permettrait pas, aux heures d'ouverture, l'entrée de ceux qui désirent s'affranchir de tout droit d'entrée. Après lui avoir exposé ces deux suggestions simples et pratiques, il lui demande si elles ne pourraient pas être retenues en vue d'une amélioration de la réglementation sur la sécurité des lieux publics.

Enseignants.

15208. — 26 novembre 1970. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas cru devoir répondre à sa question écrite n° 13914 en date du 19 septembre 1970 (*Journal officiel*, Assemblée nationale, du 19 septembre 1970, p. 3971) relative aux conditions d'octroi de congé administratif différemment appréciées, selon l'origine du fonctionnaire, dans les services de l'éducation nationale à la Réunion.

Contribution mobilière.

15209. — 26 novembre 1970. — **M. Gissinger** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 1439 du code général des impôts a rendu obligatoires en matière de contribution mobilière les abattements pour charges de famille. Sont seuls considérés comme personnes à charge à cet égard et à condition d'habiter avec le contribuable, ses enfants, s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans ou s'ils sont infirmes, ainsi que les enfants recueillis par lui, dans les mêmes conditions, et, enfin, sous certaines conditions d'âge et de ressources, ses ascendants. De nombreux pères de famille ont édifié, alors qu'ils étaient encore jeunes, des maisons de dimensions assez vastes leur permettant de loger leurs enfants, qui peuvent être nombreux. La suppression de l'abattement précité constitue donc pour eux une pénalité lorsque ces enfants atteignent l'âge de vingt et un ans. Il lui demande s'il ne pourrait être tenu compte de cette situation en faisant bénéficier les contribuables en cause du maintien, leur vie durant, de l'abattement prévu à l'article 1439 du code général des impôts. Le maintien de cet abattement pourrait, par exemple, être accordé à tous les pères de famille ayant élevé au moins trois enfants dans des conditions analogues à celles fixées à l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite pour l'attribution des avantages de pensions de caractère familial. D'autres modalités analogues pourraient d'ailleurs parfaitement être imaginées.

Greffiers.

15210. — 26 novembre 1970. — **Mme de Hauteclocque** expose à **M. le ministre de la justice** que le personnel du greffe du tribunal de commerce de Paris ne peut bénéficier d'une majoration de salaires justifiée, compte tenu du fait que les émoluments du greffier en chef qui les emploie n'ont pas été augmentés depuis 1966. Ce même personnel considère que rien ne justifie la discrimination faite entre les greffes des tribunaux fonctionnalisés et les greffes des tribunaux de commerce. En effet, le tarif des droits perçus par la première catégorie de greffe a été multiplié par le coefficient 4 pouvant même atteindre 10 par le décret du 19 juin 1970, alors qu'aucune mesure analogue n'est intervenue pour les greffes des tribunaux de commerce. Elle lui demande quelle mesure il peut envisager de prendre afin que soient satisfaites les revendications exposées par le personnel du greffe du tribunal de commerce de Paris.

Communes (personnel).

15211. — 26 novembre 1970. — **M. Pouyade** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dispositions du décret n° 70-993 du 30 octobre 1970 relatif à la situation de certains fonctionnaires de catégorie B. Les mesures prévues par ce texte ne semblent pas devoir être appliquées aux agents titulaires de même catégorie soumis au statut des personnels des collectivités locales communales. Il lui demande si le Gouvernement envisage la publication d'un texte similaire applicable aux agents communaux se trouvant dans une situation analogue afin que ceux-ci ne soient pas lésés par rapport à leurs homologues de la fonction publique de l'Etat.

Enseignants.

15212. — 26 novembre 1970. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des maîtres auxiliaires, documentalistes titulaires d'une licence ès lettres appliquées, mention Documentation. 1° Le diplôme d'études littéraires pratiques, mention Documentation, a été créé dans certaines facultés de lettres par le décret n° 62-282 du 12 mars 1962, l'article 5 de ce même décret annonçant la création de la licence de documentation. L'arrêté du 19 décembre 1963 (*Journal officiel* du 29 décembre 1963) fixe la composition de la licence ès lettres spécialisée, mention Documentation. 2° En vertu de la circulaire n° 55-207 du 14 mai 1965, le directeur du centre régional de documentation pédagogique, en accord avec le rectorat, a nommé dans ces fonctions nouvelles et à ce jour encore sans statut des titulaires de cette licence, jugeant qu'elle leur conférerait « les aptitudes requises pour de telles fonctions » (documentation), car lors des stages de formation au C. R. D. P. il a pu « éprouver leur dévouement, leurs qualités d'ordre, de méthode et le sens des relations humaines nécessaires » (3° alinéa de la circulaire précitée). Or, cette licence a été supprimée en 1967. 3° Actuellement la situation est la suivante : les documentalistes titulaires de la licence de lettres appliquées, mention Documentation, occupent des postes budgétaires d'adjoint d'enseignement dans les établissements du secondaire. Ces personnes ne peuvent, en l'état actuel des textes, prétendre à aucune titularisation ; elles sont et restent maîtresses auxiliaires, car on leur demande une licence d'enseignement. 4° Poursuant des licenciés en sociologie et psychologie ont pu être nommés adjoints d'enseignement documentalistes, bien que les licences de sociologie et de psychologie ne soient pas des licences d'enseignement. D'autre part, une licenciée en lettres appliquées, mention Documentation, a été nommée adjointe d'enseignement documentaliste cette année. Il semble donc logique et légitime que la licence de lettres appliquées, mention Documentation, figure à l'égal des titres permettant d'être nommé adjoint d'enseignement documentaliste (cf. circulaire n° 70-251 du 8 juin 1970). Au demeurant, cette mesure n'intéresserait qu'un nombre restreint de maîtres auxiliaires documentalistes. Il lui demande quelle est sa position à ce sujet.

Enseignants (amblyopes).

15213. — 26 novembre 1970. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des amblyopes qui se destinent à la fonction d'enseignant. Les décrets du 2 juillet 1942 fixent les degrés d'acuité visuelle permettant d'exercer. L'article 1^{er} du décret n° 59-884 du 20 juillet 1959, paru au *Bulletin officiel* n° 19 du 5 octobre 1959, précise que les aveugles, amblyopes et grands infirmes peuvent être admis pour les disciplines déterminées par un arrêté au concours de recrutement pour les enseignements du second degré technique. L'arrêté du 27 juillet 1959, paru au *Bulletin officiel* n° 19 de 1959, fixe les disciplines où ces amblyopes

et aveugles pourront être admis au concours de recrutement de l'enseignement, c'est-à-dire philosophie, lettres, langues vivantes, éducation musicale. L'arrêté du 22 juillet 1964, publié au *Bulletin officiel* n° 31 de 1964, prévoit en complément que les amblyopes pourront être candidats dans les disciplines suivantes : mathématiques et sciences économiques. L'arrêté du 14 septembre 1970 prévoit que les listes précédentes pourront être complétées par les sciences économiques et sociales. A ce jour, aucune disposition n'a été prise pour les aveugles et amblyopes se préparant à l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Il s'agit là semble-t-il d'une lacune. Il lui demande s'il envisage de la corriger prochainement.

Assistantes sociales.

15214. — 26 novembre 1970. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des assistantes sociales de santé scolaire et plus spécialement celles de la Haute-Garonne. Ces assistantes sociales appartiennent au service de la santé scolaire depuis 1955 (loi de fonctionnarisation de ce service au sein du ministère de l'éducation nationale du 9 avril 1955). Elles ont dû, à la suite du décret d'application de cette loi d'octobre 1959 (art. 6, décret n° 59-1182 et arrêté du 24 septembre 1959, pour application du décret), passer un concours afin d'être titularisées au sein de ce même ministère. Le concours passé, elles ont reçu leur titularisation le 31 octobre 1963 par arrêté du ministère de l'éducation nationale. En mars 1964, leur service a été rattaché au ministère des affaires sociales, sans que leur avis ait été sollicité. Ces assistantes sociales souhaitent conserver leur rattachement à l'éducation nationale et ne comprennent pas la nécessité pour elles de repasser un concours de recrutement au sein du ministère de l'éducation nationale conformément aux dispositions parues au *Bulletin officiel* n° 31 du 30 juillet 1970, d'autant qu'elles continuent à exercer leur service à l'intérieur d'établissements scolaires et que de surcroît, même si elles passaient avec succès ces épreuves, leur traitement indiciaire redeviendrait celui d'une assistante stagiaire. Il lui demande quelle est sa position à ce sujet.

Etablissements scolaires (agents de service).

15215. — 26 novembre 1970. — **M. Moron** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures il compte prendre pour pallier les difficultés que rencontrent les agents de l'éducation nationale dans l'exercice de leur fonction faute de création d'un nombre suffisant de postes budgétaires occasionnant un écart qui s'amplifie chaque année (il en est de même pour le personnel de laboratoire). Actuellement, il manque dans la Haute-Garonne 160 postes d'agents de l'éducation nationale. Le manque important de postes ne permet plus l'entretien normal des établissements. Certains sont balayés irrégulièrement et les conditions d'hygiène deviennent dans certains cas critiques. Par ailleurs, les agents malades ne sont pas remplacés, ce qui aggrave considérablement les conditions de travail déjà pénibles. Le barème des dotations des établissements en poste budgétaire d'agents de service en application depuis 1966 s'avère très nettement insuffisant comme l'ont prouvé les réunions d'études des 13 avril et 3 juillet 1970. Il lui demande si les barèmes élaborés lors de ces réunions ne seront pas appliqués dans les meilleurs délais.

Enseignement privé.

15216. — 26 novembre 1970. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur certains aspects malheureux de la situation faite à l'enseignement privé dans le cadre de la loi du 31 décembre 1959. Les décrets du mois de septembre dernier ont supprimé un certain nombre d'injustices, en particulier l'admission aux bourses des élèves d'établissements sous contrat simple. Mais le problème des effectifs n'a pas été résolu. L'article 1^{er} du décret n° 60-390 du 22 avril 1960, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 66-363 du 3 septembre 1966, qui fixait les effectifs des classes élémentaires sous contrat simple a été remplacé par un article 1^{er} du décret n° 70-74 du 9 septembre 1970 qui, lui, ne comporte aucune précision d'effectif. Or, l'administration académique applique les anciens décrets de septembre 1966, qui imposent à l'enseignement privé les effectifs suivants : 20 élèves pour un poste ; 35 élèves pour deux postes ; 75 élèves pour trois postes ; 121 élèves pour quatre postes, et une moyenne de 35 élèves par poste pour les écoles de plus de quatre classes. Dans l'enseignement public les effectifs minima sont définis par la circulaire du 12 décembre 1969 : 25 dans une école à deux postes ; 55 dans une école à trois postes ; 85 dans une école à quatre postes ; 115 dans une école à cinq classes ; 145 dans une école à six classes, soit une moyenne de 24 élèves. La différence est considérable et l'inégalité particulièrement injuste. La moyenne imposée à l'enseignement privé étant formellement considérée comme antipédago-

gique par le texte officiel qu'est la circulaire citée plus haut. Mais ce qui ajoute aux difficultés de l'enseignement privé, c'est que le nombre exact d'élèves n'est connu que la rentrée faite et les maîtres sont engagés ou maintenus depuis deux mois au plus sur les effectifs de l'année précédente. C'est le 25 octobre que l'inspection académique demande de supprimer un poste, donc de mettre immédiatement à pied un instituteur, alors que l'année est commencée et qu'un remaniement des structures apportera une grande gêne à la poursuite des études, donc un grave préjudice aux élèves. C'est pourquoi il lui demande s'il peut suspendre toutes modifications à la situation actuelle des écoles, au moins en attendant la parution des décrets promis et mieux jusqu'à la fin de l'année scolaire commencée. Ce serait une mesure de justice et d'équité envers les maîtres, les parents et les enfants, qui ont besoin pour une scolarité valable de conditions élémentaires de paix et de sécurité.

Communes (personnel).

15217. — 26 novembre 1970. — M. Rabourdin rappelle à M. le Premier ministre que les maires de France et les organisations professionnelles et syndicales représentatives des fonctionnaires des communes, répondant à l'invitation du Gouvernement, s'étaient mis d'accord sur des dispositions qui, volées par le Parlement, devaient permettre de préparer les voies de la décentralisation en parachevant l'œuvre entreprise en 1919 et poursuivie de 1952 à 1969 tendant à instituer une fonction publique locale. M. le ministre de l'intérieur avait annoncé dans diverses réponses à des questions écrites le dépôt, dès la session d'octobre 1970, du projet de loi réglant cette affaire essentielle. Constatant que le Parlement n'a pas encore été saisi et que son ordre du jour est déjà très chargé, il lui demande s'il peut lui faire connaître la procédure envisagée pour que le Parlement soit en mesure de se prononcer avant le 31 décembre 1970 sur des mesures qui auraient pour effet, en normalisant le recrutement, la formation et la carrière des fonctionnaires communaux, de faciliter le dialogue entre les services municipaux et ceux de l'Etat et, par voie de conséquence, de renforcer l'efficacité des élus sans mettre en cause leur autorité ni poser le préalable de la réforme des institutions communales.

Orientation scolaire.

15218. — 26 novembre 1970. — M. David Rousset expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un certain nombre de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, anciens instituteurs, sont sortis de l'institut de formation des conseillers d'O. S. P. alors qu'ils n'avaient pas encore effectué leur service militaire. Ils furent engagés à ne pas prendre de poste pour une année de stage mais à satisfaire d'abord à leurs obligations militaires. L'un d'eux, qui se trouvait dans cette situation, n'a été reclassé que dix-huit mois plus tard. Par la suite, il fut recommandé aux autres promotions d'effectuer d'abord leur année de stage avant d'accomplir leur service national et les intéressés purent être reclassés, parfois avant ceux appartenant à une promotion antérieure. Il est évidemment anormal que ceux qui remplirent dans les conditions précitées leurs obligations militaires aient été pénalisés de dix-huit mois et plus d'ancienneté dans leur nouveau corps de conseillers d'O. S. P. alors que ceux qui étaient réformés, non seulement étaient salariés, mais ont bénéficié d'une avance tant au niveau du traitement que de la carrière. Dans les mois à venir un nouveau reclassement des conseillers d'O. S. P. doit intervenir. Il lui demande de bien vouloir faire procéder à une étude des situations qu'il vient de lui exposer afin de prendre à l'égard de ceux qui en furent victimes des décisions plus équitables.

Vaccination.

15219. — 26 novembre 1970. — M. Rossi expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le non-remboursement par les caisses d'assurance maladie des frais inhérents à la vaccination antigrippale sous prétexte qu'il s'agit de « médecine préventive » apparaît injustifiable, aussi bien du point de vue médical que du point de vue économique. D'une part, en effet, dans la pratique médicale courante, il est fréquent que l'aspect préventif d'un traitement soit entièrement lié à son aspect « thérapeutique ». Il en est ainsi, par exemple, de certains traitements antibiotiques prescrits à l'occasion d'une angine, non pour guérir celle-ci qui n'est pas grave, mais pour prévenir une atteinte rhumatismale aiguë qui pourrait survenir un mois après l'angine. Or, dans des cas de ce genre les frais sont pris en charge par la sécurité sociale. D'autre part, si l'on veut réaliser des économies, on doit constater que le coût de la vaccination antigrippale, qui peut être évalué à une vingtaine de francs, est bien inférieur à celui d'une simple grippe qui, pour les seules dépenses en nature, peut représenter un coût quatre fois plus élevé. Il lui demande si, dans le cas d'assurés aux

quels le médecin prescrit le vaccin antigrippal, en raison de leur âge ou de leur état physique, il n'estime pas qu'il convient d'auto-riser les caisses d'assurance maladie à procéder au remboursement des frais de vaccin, d'analyse et d'acte médical.

Service national.

15220. — 26 novembre 1970. — M. Chazalon demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale: 1° s'il n'estime pas opportun de prendre toutes décisions nécessaires afin que les jeunes gens appelés à effectuer leur service militaire soient informés au moins un an à l'avance de la date de leur incorporation, les employeurs éventuels refusant d'engager des jeunes s'ils ignorent pendant combien de temps ceux-ci travailleront dans leur entreprise avant d'être incorporés; 2° comment il peut être envisagé d'appeler les jeunes de la classe 1971 à l'âge de dix-neuf ans, alors que ceux qui appartiennent à la classe 1970 n'ont pas encore été tous appelés sous les drapeaux, et que de nombreux sursitaires seront incorporés en décembre 1970.

Fonds d'action conjoncturelle (santé publique).

15221. — 26 novembre 1970. — M. Michel Duraufour expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il apparaît particulièrement opportun que soient débloqués rapidement les crédits du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, ouverts au fonds d'action conjoncturelle et lui demande s'il peut préciser les intentions du Gouvernement en la matière.

Génie rural et eaux et forêts.

15222. — 26 novembre 1970. — M. Halbout attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les inquiétudes éprouvées par les agents contractuels et temporaires du génie rural et des eaux et forêts devant le montant des crédits prévus au chapitre 34-12 du budget de l'agriculture pour 1971, en vue de l'application du décret n° 70-78 du 27 janvier 1970 instituant différentes échelles de rémunération pour les catégories C et D des fonctionnaires de l'Etat. Parmi ces personnels se trouvent 1.971 agents appartenant aux catégories C et D dont 1.152 agents « renforcement du remembrement » et 819 autres agents non titulaires appartenant à d'autres corps rémunérés par le ministère de l'agriculture. En ce qui concerne les agents « renforcement du remembrement » un projet d'arrêté a été établi tendant à permettre, d'une part, le rétablissement de la parité indiciaire entre ces agents et les agents titulaires remplissant les mêmes conditions d'ancienneté et de fonctions, d'autre part, l'application de la réforme des catégories C et D. Pour mettre en vigueur les mesures prévues par cet arrêté, ainsi que pour l'application de la réforme des catégories C et D aux 819 autres agents non titulaires, il serait nécessaire, semble-t-il, de prévoir au minimum un supplément de crédits de 6.500.00 francs au chapitre 34-12. L'insuffisance des crédits effectivement inscrits entraînera la nécessité de procéder au licenciement de plusieurs centaines d'agents. Il lui demande s'il peut lui préciser ses intentions à l'égard de ces personnels dont il est incontestablement nécessaire de maintenir les effectifs afin de permettre l'achèvement des programmes d'adduction d'eau et d'électrification rurale, la poursuite des travaux d'aménagement de village et d'assainissement, ainsi que l'accomplissement du travail qui reste à faire en matière d'aménagement foncier, d'aménagement des eaux et d'aménagement de l'espace rural en général.

Enfance inadaptée.

15223. — 26 novembre 1970. — M. Bonnel appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le projet d'un centre d'assistance par le travail mis au point par l'association des parents d'enfants inadaptés d'Arras et des environs et inscrit au Plan, qui a de fortes chances de sortir en 1971. Il lui expose que les nouvelles dispositions modifient profondément le plan de financement initial et que la part de l'association doit assumer risque de devenir insupportable et de compromettre la bonne fin de cette réalisation qui reçoit déjà dans des installations très provisoires soixante adultes. Il lui demande de lui faire connaître son sentiment sur cette affaire.

Handicapés.

15224. — 26 novembre 1970. — M. Bonnel demande à M. le Premier ministre quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour améliorer la situation des infirmes majeurs à qui la législation actuelle ne donne presque pas de couverture sociale et qui ne peuvent être mis au travail si la situation des parents ne permet pas la prise en charge par l'aide sociale.

Elections municipales.

15225. — 26 novembre 1970. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° quel est, dans les villes de plus de 9.000 habitants où l'élection des conseils municipaux a eu lieu à la représentation proportionnelle en 1947 et en 1953, le nombre de communes intéressées et le nombre de dissolutions de conseils municipaux intervenues entre 1947 et 1953, d'une part, et entre 1953 et 1959, d'autre part ; 2° quel est, pour les périodes comprises entre 1959 et 1965 et entre 1965 et le 1^{er} décembre 1970 le nombre de communes de plus de 9.000 habitants et le nombre de dissolutions prononcées.

Fonctionnaires d'outre-mer.

15226. — 26 novembre 1970. — **M. Charles Privat** rappelle à **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** que les fonctionnaires actifs et retraités des corps autonomes métropolitains qui ont été constitués avec les anciens cadres généraux de la France d'outre-mer devaient voir leur situation révisée conformément à l'article 73 de la loi de finances pour 1969. La réforme qui les intéresse devait leur redonner la parité indicielle avec leurs homologues métropolitains. Il lui demande où en est ce projet de réforme qui n'intéresse que quelques centaines de fonctionnaires actifs ou retraités.

Sages-femmes.

15227. — 26 novembre 1970. — **M. Benoit** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des sages-femmes exerçant dans les établissements hospitaliers au regard de leur statut professionnel, de leur nombre d'heures de travail par semaine et du taux de paiement des heures supplémentaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° les doter d'un statut ; 2° préciser le nombre d'heures de travail dues par semaines ; 3° fixer le taux de rémunération des heures supplémentaires.

Sapeurs-pompiers.

15228. — 26 novembre 1970. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° comment sont formés les cadres des officiers des sapeurs-pompiers ; 2° s'il est exact que cette formation est envisagée, par le ministère de l'éducation nationale, dans un institut universitaire de technologie ; 3° s'il est exact que ce département d'I. U. T. serait ouvert à Bordeaux ; 4° s'il est exact que seule la proximité de la forêt landaise aurait déterminé le choix de la capitale de l'Aquitaine.

Fonctionnaires.

15229. — 26 novembre 1970. — **M. Vitter** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** que la réponse (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 6 mai 1970) qui lui a été faite à la question écrite qu'il avait posée sous le numéro 11610 à la date du 17 avril 1970, appelle de sa part les remarques suivantes qui justifient, à titre complémentaire, une nouvelle question écrite. L'amélioration récente de la situation des fonctionnaires appartenant aux catégories C et D a permis à ces derniers d'obtenir un déroulement de carrière normal, c'est-à-dire d'accéder à l'échelon maximum de leur grade dans le cadre d'un groupe, voire même d'un groupe supérieur, par le truchement du groupe provisoire. La notion de groupe s'étant substituée depuis la mise en place de la réforme à celle des anciennes échelles. Mais il souligne expressément qu'il n'en va pas de même pour les fonctionnaires de la catégorie B considérés dans leur ensemble comme le laisse entendre la réponse qui lui a été faite. Le débouché de chef de section (ou grade assimilé) prévu par le décret n° 64-52 du 14 janvier 1964 a été envisagé dans la proportion de 15 p. 100 seulement à dater du 1^{er} octobre 1961 au lieu de 25 p. 100, part représentative d'accès au grade supérieur indépendante des chevrons en catégorie C, de plus il n'a pas été mis en place jusqu'ici dans toutes les administrations publiques de l'Etat où la mise en place d'un tel grade était justifiée. D'autre part, le grade de débouché créé dans la plupart des administrations publiques, sous des appellations diverses, dont les plus communes sont celles de contrôleurs divisionnaires ou de chef de section administrative, grade dont l'échelon terminal se situe à l'indice 420 ne constitue pas un débouché d'ensemble pour les fonctionnaires de la catégorie B. En effet ce grade n'est attribué qu'à la suite d'un examen institué dans le cadre d'un vaste programme dont les épreuves distinctes sont subies en sus de celles instituées au titre des concours d'accès pour débiter

en catégorie B. Les effectifs de ce grade (emploi fonctionnel d'encadrement) sont limités aux besoins donc très réduits. Les fonctionnaires de catégorie B n'ont pas de toute évidence la possibilité d'accéder tous en fin de carrière à l'indice 390 et encore moins à l'indice 420. Il convient de citer un exemple parmi d'autres, celui des services extérieurs du ministère de l'agriculture. Le débouché de chef de section (ou grade assimilé) indice terminal 390 n'existe pas encore. Le grade de chef de section administrative est divisé en deux classes comportant respectivement six échelons en deuxième classe et trois échelons en première classe. Cette première classe n'étant accordée que dans la proportion de 30 p. 100 de l'effectif des chefs de section administrative, il résulte d'une telle situation qu'un chef de section administrative de deuxième classe peut voir sa carrière limitée au sixième échelon de cette deuxième classe, sans possibilité d'accès à la première classe lorsque l'effectif de cette dernière est atteint, ce qui est actuellement le cas, cette classe de sommet étant occupée par des chefs de section administrative d'âge moyen qui resteront en service pendant de longues années. Etant donné l'absence de cadre A dans les services sédentaires extérieurs du ministère de l'agriculture, cadre qui existe dans les services actifs du même ministère, il convient de noter que ce sont les chefs de section administrative qui assument, sans conteste, toutes les fonctions d'une vaste mission d'encadrement portant sur des branches de service très diversifiées. Celle-ci se situe dans un cadre départemental, pluridépartmental, voire même régional (D.N.F.). Il serait cependant équitable, compte tenu de l'absence d'un cadre A dans les services extérieurs du ministère de l'agriculture, de mettre en place le grade prévu par le décret n° 64-52 du 17 janvier 1964, et que des chefs de section administrative ayant passé sans exception un examen spécial aient enfin la possibilité d'accéder sans barrage à la fin de leur carrière à l'indice terminal de leur grade (420). Cette situation propre aux services extérieurs du ministère de l'agriculture est citée uniquement à titre comparatif, elle peut se retrouver dans d'autres services analogues. Une normalisation des carrières à l'intérieur de l'actuel cadre B dans la fonction publique s'avère nécessaire pour l'ensemble des administrateurs publics. Elle aurait pour but essentiel en respectant la hiérarchie des catégories d'ouvrir les mêmes possibilités d'avancement aux fonctionnaires de ce cadre d'application quelle que soit l'administration à laquelle ils appartiennent. Ce serait, en toute logique, une mesure d'uniformisation de carrière à l'intérieur d'un même cadre mais avant tout une solution d'élémentaire justice et de stricte équité.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

15230. — 26 novembre 1970. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que le service des soins gratuits de son ministère accorde aux titulaires de pensions militaires d'invalidité des cures thermales annuelles pour soigner les affections pour lesquelles la pension a été accordée. Or, d'après la doctrine de ce ministère, un délai de deux années est nécessaire après trois cures annuelles pour obtenir l'autorisation d'en effectuer de nouvelles ; or, tant le ministère de tutelle de la société sociale (lettre du ministre du travail du 31 octobre 1961, juriscenseurs sécurité sociale, fac. 426, n° 105-S), que le ministère de la défense nationale (réponse à question écrite *Journal officiel* du 13 juin 1970, s'agissant de l'âge du demandeur) ne semblent pas envisager le problème de la même manière ; dans ces conditions il semble nécessaire, pour éviter que certaines catégories de personnels se sentent lésées, que la même doctrine régitte la matière des cures thermales et c'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer cette unité de doctrine.

Constructions scolaires.

15234. — 26 novembre 1970. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la nécessité de la construction rapide d'un C.E.S. destiné aux enfants du quartier des Marnaudes, à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Malgré de nombreuses démarches effectuées par l'association des parents d'élèves de ce quartier tant auprès de la municipalité de Rosny que de **M. le préfet de la Seine-Saint-Denis**, des promesses à échéance lointaine ont seulement été obtenues et encore pour la réalisation du C.E.S. au Rut-d'Aurion, zone extrêmement bruyante encadrée par des voies à grande circulation. Or, l'agence technique et foncière de la région parisienne est propriétaire d'un terrain bien mieux situé à l'intérieur d'une zone à urbaniser en priorité et c'est sur ce terrain que, dans l'intérêt des enfants, le C.E.S. doit être réalisé. Un échange pourrait, s'il le faut, se réaliser aisément avec le terrain du Rut-d'Aurion. C'est pourquoi il demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour la réalisation urgente du C.E.S. réclamé fort justement par l'association des parents d'élèves des Marnaudes.

Etablissements scolaires et universitaires.

15235. — 26 novembre 1970. — **M. Andrieux** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** les faits suivants: l'académie de Lille, qui est la deuxième de France, après Paris, emploie pour ses 260 établissements nationalisés du secondaire et du supérieur 4.650 agents pour les services économiques et techniques. Chaque rentrée scolaire voit plusieurs milliers d'élèves supplémentaires dans ces établissements, mais le Gouvernement ne donne des postes supplémentaires d'agents qu'avec parcimonie. C'est ainsi que pour l'année 1970, il a été accordé quarante-quatre postes budgétaires plus un complément de quarante postes inscrit au collectif budgétaire, soit au total quatre-vingt-quatre créations. Il apparaît qu'après la rentrée scolaire 1970-1971 l'académie de Lille manque de 560 postes et que les conditions de travail des agents de service sont insupportables. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour assurer le fonctionnement normal de ces services.

Fonctionnaires.

15236. — 26 novembre 1970. — **M. Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des jeunes fonctionnaires: l'accroissement du niveau des connaissances, la multiplicité et la complexité des tâches administratives, le souci constant de l'administration française de recruter un personnel d'une dremment qualifié, devraient logiquement entraîner une rémunération en rapport avec les services demandés. Or, les agents débutants du cadre B perçoivent un traitement net mensuel inférieur à 1.000 F (l.N.M. 205: 930 F) par mois et ils doivent patienter plusieurs années avant de dépasser ce plancher. Le malaise ressenti est d'autant plus amplifié par le fait que la récente réforme de la catégorie C aboutit à un chevauchement excessif de la catégorie B. Cet état de fait, loin de stimuler les jeunes fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, ne peut que les décourager de satisfaire aux difficiles épreuves des concours sélectifs d'accès au cadre supérieur. Il lui demande s'il n'estime pas urgent, afin de remédier au déclassement effectif des fonctionnaires précités, d'opérer une refonte complète qui aboutirait à un relèvement des indices et à une promotion plus rapide dans les échelons des débuts de carrière.

Elevage.

15237. — 26 novembre 1970. — **M. Roucaute** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation dramatique des éleveurs corses à la suite des incendies de l'été dernier et de la grande sécheresse qui sévit actuellement dans l'île. L'approvisionnement du bétail en fourrage et aliments divers étant très précaire, il lui demande si le département de la Corse ne pourrait être déclaré zone sinistrée et quelles mesures il compte prendre pour faire parvenir d'urgence, par cargos, à ces éleveurs, les aliments indispensables au bétail.

Bruit.

15238. — 26 novembre 1970. — **M. Barberot** demande à **M. le ministre des transports** quelle a été l'utilisation des crédits d'études pour les atténuateurs de bruits et quelles sont les prévisions d'utilisation des crédits prévus en ce domaine.

Armes et munitions.

15239. — 26 novembre 1970. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur certaines publicités que l'on peut voir dans des journaux hebdomadaires et qui concernent la vente libre d'armes importées d'Allemagne. Ces armes, dont il est précisé qu'elles sont en « vente libre sans formalités », sont présentées avec photos à l'appui et indiquées comme étant réservées aux seuls adultes. Mais, leur vente se faisant uniquement par correspondance, sans qu'aucune justification ne soit demandée quant à l'identité et à l'âge de l'acheteur, il est à craindre que certaines ne soient commandées par des mineurs, tentés à la fois par leur prix minime et par l'attrait de la publicité. En raison du danger que présentent incontestablement de telles pratiques, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la publication de ces encarts publicitaires.

Enseignants.

15240. — 26 novembre 1970. — **M. Durieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que les personnels rectoraux n'ont pour la plupart perçu à la date du 30 septembre 1970 qu'une avance de 80 p. 100 sur le montant de leur traitement et que de nombreux intéressés n'ont reçu à ce jour aucune rémunération.

Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de donner à ses services toutes instructions utiles pour que ces enseignants qui sont le plus souvent des débutants ou des auxiliaires, puissent percevoir rapidement le rappel des sommes qui leur sont dues et touchent ensuite régulièrement en fin de mois le montant du traitement qui leur est alloué.

Etablissements scolaires.

15241. — 26 novembre 1970. — **M. Verkindère** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles sont les incidences, pour le personnel en fonction, de la mesure qui vient de plaquer des postes d'agents de service au budget des internats des établissements scolaires. Il lui demande, afin de mettre fin aux légitimes inquiétudes du personnel, s'il peut lui préciser que ces postes restent destinés à être pourvus par du personnel titulaire, et que ceux qui deviendraient vacants pour quelque raison que ce soit (mutation, démission, mise à la retraite) seront, comme les autres postes d'agents de service, pourvus par du personnel titulaire relevant du décret du 2 novembre 1965.

Mensualisation des salaires.

15242. — 26 novembre 1970. — **M. Barberot** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** qu'à la suite des accords passés entre de nombreuses organisations patronales et syndicales du secteur privé depuis le début de 1970, près de 4 millions de travailleurs rétribués jusqu'à présent selon un salaire horaire vont bénéficier de la mensualisation de leurs salaires et des avantages qui y sont attachés: paiement des jours fériés, amélioration de la couverture du risque maladie, attribution d'une prime de fin d'année, versement d'un pécule de départ en retraite, etc. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à l'équité de faire bénéficier les ouvriers des établissements et arsenaux de la Défense nationale, d'une part, de la mensualisation de leurs salaires et, d'autre part, des avantages qui sont généralement attachés à cette mensualisation. Toutes dispositions à cet égard devraient intervenir à la suite d'une large concertation entre les représentants de l'administration et ceux des organisations syndicales de ces personnels, ainsi que cela a été pratiqué dans les secteurs privés et nationalisés.

Communes (personnel).

15243. — 26 novembre 1970. — **M. Deprez** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que par arrêté du 15 septembre 1966 il avait modifié les échelles indiciaires des ingénieurs subdivisionnaires des communes. A la suite d'une décision du Conseil d'Etat, les maires avaient reçu une circulaire préfectorale les invitant à surseoir au reclassement. Ensuite, un nouvel arrêté est intervenu le 19 juillet 1968 et par l'intermédiaire du syndicat de communes, un nouveau sursis a été recommandé en attendant des instructions ultérieures. Il lui demande si ces instructions vont bientôt être communiquées aux communes, afin de permettre la mise à jour des traitements des personnels susvisés.

Téléphone.

15244. — 26 novembre 1970. — **M. Maujoui du Gasset** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** qu'actuellement, en Loire-Atlantique, existe une région, le secteur Ancenis-Varades, qui semble spécialement défavorisée au point de vue fonctionnement et investissements du ministère des P.T.T. Ce secteur géographique « pôle d'ancrage » entre Nantes et Angers, d'une part, Châteaubriant et Cholet, d'autre part, siège d'une sous-préfecture, est actuellement en pleine expansion. Il lui demande quand ce pays peut espérer bénéficier de la mise en automatique intégrale, service que nécessite désormais, non seulement le développement économique de cette région, mais aussi sa sécurité.

Loyers.

15245. — 26 novembre 1970. — **M. Volquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le décret n° 64-1355 du 13 septembre 1964, relatif à la liberté des loyers dans les locaux anciens. Il lui expose que, pris en faveur des propriétaires dimmeubles anciens désireux de rendre plus confortables leurs locaux devenus vacants, ce décret favorise en fait la spéculation en matière de location, car par suite de l'offre et de la demande, ces prix localifs ne connaissent pas de limites bien déterminées et sont souvent comparables aux loyers des immeubles de première catégorie, bien qu'ils soient pour la plupart dépourvus de chauffage collectif et d'ascenseur. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que des mesures soient prises afin d'éviter les abus entraînés par le texte précité.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE ET REFORMES ADMINISTRATIVES

Etablissements scolaires.

14396. — M. Deprez attire à nouveau l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) sur l'objet de sa question n° 3830 ayant motivé la réponse parue au *Journal officiel* du 1^{er} mars 1969. Ayant demandé si, en cas de réforme statutaire, les fonctionnaires retraités ne pourraient pas être intégrés dans les nouvelles échelles, il a reçu la réponse suivante : « l'indice de traitement servant au calcul de la pension des agents retraités est révisé conformément au tableau d'assimilation qui prévoit le reclassement des fonctionnaires en activité dans les nouveaux grades et échelons du corps. Cette disposition est applicable à tous les corps, qu'ils soient constitués en cadre d'extinction ou non ». Or, le décret n° 69-494 du 30 mai 1969 fixant les règles de nomination et de rémunération applicables aux chefs d'établissement des lycées et collèges apporte une revalorisation à la fonction, non en modifiant les indices, mais en substituant une indemnité soumise à retenue pour la retraite à une indemnité non soumise à retenue, ces dispositions ayant effet du 1^{er} janvier 1968. Les fonctionnaires retraités avant cette date sont donc éliminés de cette revalorisation. De ce fait, deux principaux de collèges, tous deux en même catégorie de leur grade, partis en retraite l'un le 1^{er} décembre 1967, l'autre le 15 juillet 1968, avec le même indice, verront leur retraite désormais calculée sur des indices notablement différents. C'est pourquoi il lui demande s'il ne pense pas que des dispositions devraient être prises qui permettraient de faire bénéficier tous les retraités de la pérennité que le changement de rémunération devrait entraîner. (Question du 14 octobre 1970.)

Réponse. — La situation juridique des chefs d'établissement d'enseignement qui exerçaient leurs fonctions avant la date d'entrée en vigueur du décret n° 69-494 du 30 mai 1969 relatif aux conditions de nomination d'avancement et de rémunération de ces fonctionnaires ne peut pas être comparée à celle qui résulte des dispositions de ce texte. Désormais, les chefs d'établissement perçoivent la rémunération afférente à leur grade et à leur échelon dans leur corps d'origine et, en outre, une bonification indiciaire soumise à retenue pour pension civile. Cette bonification est fonction de la catégorie dans laquelle est classé l'établissement considéré. Ce classement est établi en tenant compte des difficultés et des responsabilités particulières que comporte la direction des établissements du fait notamment de la nature des enseignements qui y sont donnés, de l'importance des établissements et de leur localisation. La rémunération effectivement perçue dépend donc du grade d'origine de l'intéressé et du classement de l'établissement qu'il dirige, classement qui est susceptible d'être révisé périodiquement. Il en résulte qu'à l'avenir deux chefs d'établissement comptant une ancienneté générale de service égale qui se trouveront successivement placés à la tête du même établissement au moment de leur admission à la retraite ne bénéficieront pas nécessairement d'une pension calculée sur le même indice. Cette circonstance, et le fait que les établissements ne peuvent pas faire l'objet, pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1968, d'un classement établi suivant les critères prévus par le décret du 30 mai 1969, interdisent de procéder à la révision des pensions des chefs d'établissement retraités avant cette date.

AFFAIRES ETRANGERES

Affaires étrangères (Tchad).

1446. — M. Rocard demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à l'intervention militaire française au Tchad et pour éviter que des événements analogues puissent se produire dans d'autres pays. L'opinion ne comprend pas que l'armée française puisse être utilisée pour imposer un gouvernement impopulaire à sa propre population. Elle ne saurait admettre qu'une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un peuple soit justifiée par des intérêts économiques tels que les investissements cotonniers au Tchad ou les gisements d'uranium du Niger. Elle se demande si l'acharnement du Gouvernement français à protéger le Gouvernement Tombalbaye, alors que d'autres gouvernements africains ont été renversés sans qu'il intervienne, ne tient pas essentiellement à l'importance stratégique de l'aérodrome de Fort-Lamy, plaque tournante de l'Afrique d'où les forces françaises peuvent intervenir en quelques heures pour secourir tout gouvernement africain en difficulté avec sa population. Une telle interpréta-

tion des accords de coopération militaire, tournés vers les interventions intérieures et non vers la garantie mutuelle des frontières serait incompatible avec le droit international et les principes de la démocratie. Elle trahirait sans ambiguïté le caractère de protection et de domination néo-coloniale des accords de coopération. C'est pourquoi il lui demande s'il n'entend pas, d'une part, définir les objectifs de son Gouvernement au Tchad, mais aussi préciser le contenu des accords de coopération militaire avec les autres Etats africains. Il lui demande s'il peut se prononcer sur les deux exigences formulées par l'opinion publique : le retrait immédiat des forces françaises du Tchad et la dénonciation des accords de coopération militaire. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — 1° Le Tchad ayant accédé à l'indépendance en 1960, c'est à son Gouvernement qu'il appartient de décider souverainement des mesures à prendre pour assurer le maintien de l'ordre public. Aussi est-ce à la demande expresse du Président Tombalbaye, formulée en application des accords de coopération de 1960, que la France a accordé au Tchad une aide exceptionnelle, de nature administrative autant que militaire, limitée dans ses buts et dans le temps. Le principe et les modalités en ont été exposés à plusieurs reprises tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, et tout récemment encore par le ministre des affaires étrangères (séance du 3 novembre au Sénat). 2° En apportant son appui aux Tchadiens, conformément à des accords qu'il n'a pas de raisons de dénoncer, le Gouvernement honore la parole donnée ; toute autre attitude ne pourrait qu'entamer le crédit que les Etats tiers accordent aux engagements pris par notre pays. 3° Ainsi qu'il a déjà été précisé devant le Parlement, la décision a été prise de retirer progressivement l'ensemble des forces envoyées en renfort au Tchad avant la fin de 1971. Le Gouvernement entend s'en tenir à cette décision qui est en cours d'exécution.

Conseil de l'Europe (espace).

14577. — M. Valleix, se référant à la résolution n° 458 relative à la IV^e conférence spatiale européenne, qui a été adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 21 septembre 1970, demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut lui indiquer les vues du Gouvernement : 1° sur l'établissement d'un programme spatial européen à long terme, dans le contexte des conversations qui se déroulent entre la délégation de la conférence spatiale européenne et le Gouvernement des Etats-Unis ; 2° sur la future organisation spatiale européenne unique. (Question du 21 octobre 1970.)

Réponse. — Comme il était à craindre du fait de l'attitude de certains de nos partenaires, l'établissement d'un programme spatial européen à long terme n'a pu être obtenu lors de la deuxième session de la IV^e conférence spatiale européenne à Bruxelles, le 4 novembre 1970. Seules, pour le moment, la France, la République fédérale d'Allemagne et la Belgique sont décidées à poursuivre ensemble un programme cohérent et équilibré ; il sera très prochainement défini et restera, jusqu'à la fin de l'année, ouvert à l'adhésion de ceux qui voudraient y souscrire. Le fait qu'un programme spatial européen complet, commun et cohérent n'a pu être adopté rend malheureusement impossible pour le moment la mise en place de l'organisation unique, qui était recommandée, en même temps que le programme, par le comité des hauts fonctionnaires de la conférence spatiale européenne. Cependant, les conversations entre les pays intéressés de la conférence spatiale européenne et le Gouvernement des Etats-Unis se poursuivront pour compléter l'information des pays européens sur les projets spatiaux américains, dits programme Post-Apollo ; lorsque ces informations et les conditions d'une participation éventuelle seront plus sérieuses, des négociations pourront être ouvertes.

AGRICULTURE

Elevage.

13083. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les revendications des éleveurs de veaux en batterie de la région du Sud-Ouest qui se plaignent des conditions dans lesquelles sont exportés vers l'Italie et le Benelux les nourrissons de première qualité alors que restent seuls sur le marché français les veaux de qualité inférieure inaptes à supporter le voyage. Si ce genre de commerce favorise certains intérêts particuliers à cause des avantages dont profitent ceux qui l'exercent (prime de 80 F par veau, aide au transport, etc.), accordés par exemple par l'Italie), il semble bien que ce soit au détriment de l'intérêt général. Celui-ci voudrait en effet que les veaux nés en France soient élevés dans notre pays, avec des poudres de lait provenant des excédents de notre production laitière, et que l'exportation ne porte que sur

les produits fins, soit, en l'occurrence, les carcasses de veaux gras. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre (institution d'une taxe douanière différentielle pour les animaux vivants, par exemple) pour régulariser le marché français des veaux et limiter l'exportation abusive des nourrissons de première qualité. (Question du 29 juin 1970.)

Réponse. — Les exportations de veaux de colostrum vers la Belgique et surtout vers l'Italie se sont développées récemment à un rythme rapide. Ces exportations résultent essentiellement de l'ouverture des frontières consécutives à la mise en place du Marché commun, et à l'instauration de la libre circulation des animaux et des viandes au sein de la Communauté économique européenne. Le marché européen de la viande bovine est déficitaire d'environ 500.000 tonnes alors que le marché français est caractérisé sur la durée d'un cycle par une offre légèrement supérieure à la demande intérieure. Etant donné l'ouverture des frontières, nos partenaires ont naturellement la possibilité de s'approvisionner sur nos marchés en matière première, et cela se traduit en particulier par l'exportation de jeunes veaux sur l'Italie. Il en est résulté au sein de la Communauté une augmentation importante du prix des veaux de colostrum, bien que le conseil des ministres de la Communauté ait prévu un régime facilitant l'importation d'animaux maigres lorsque le prix du veau sur le marché communautaire est supérieur au prix d'orientation. Il convient cependant de noter que ces exportations portent à peine sur 3 p. 100 des veaux qui naissent chaque année dans notre pays. Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de porter entrave aux échanges au sein de la Communauté en limitant ces exportations. D'ailleurs, une limitation susceptible d'intéresser les engraisseurs ne serait pas favorable aux naisseurs qui sont généralement dans une position plus difficile. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement a recommandé aux engraisseurs de passer des contrats de longue durée avec des naisseurs pour s'assurer un approvisionnement régulier en animaux maigres. Par ailleurs, il a mis en place un système de contrats d'élevage de jeunes bovins entre les éleveurs et le F. O. R. M. A. afin d'inciter les producteurs français à engraisser eux-mêmes les animaux maigres. La mise en place du marché unique offre aux éleveurs français des possibilités de développer la production de viande bovine. Mais elle les met aussi en concurrence avec les éleveurs des autres pays du Marché commun. Il appartient donc aux éleveurs français et à leurs responsables professionnels de s'adapter aux nouvelles conditions du marché, en particulier en souscrivant à la politique contractuelle que le Gouvernement préconise pour pallier les inconvénients de la situation actuelle.

Huile.

13589. — M. Poniatowski signale à M. le ministre de l'Agriculture que six des principales marques d'huiles de table vendent de l'huile dans des bouteilles à conditionnement plastique transparent, annonçant une contenance d'un litre, mais ne respectant pas cette contenance. Selon des constatations précises, celle-ci est respectivement de 989 ml pour quatre de ces marques et de 993 ml pour deux de ces marques au lieu des 1.000 ml indiqués. La différence entre le prix payé pour une bouteille dite d'un litre et la valeur de l'huile effectivement fournie est de l'ordre de 2 à 3 centimes. Ces 2 à 3 centimes payés par le client lors de l'achat d'une bouteille correspondent donc à une fraction de produit qui ne lui est pas fournie. Sauf pour deux marques, la même situation se retrouve pour les bouteilles d'huile d'arachide et de tournesol et pour les bidons d'huile de maïs. Dans le cas d'une marque d'huile d'arachide, la disparité entre le prix de vente du litre et la valeur de son contenu atteint presque 4 centimes. Il lui demande si cette situation est normale et, le cas échéant, les mesures qui peuvent être prises pour y remédier. Celles-ci ne doivent pas être très complexes, étant donné par exemple que les contenances réelles des bouteilles d'eau minérale sont presque toujours supérieures aux contenances annoncées, et en tout cas, sont respectées. (Question du 22 août 1970.)

Réponse. — Le décret n° 68-314 du 2 avril 1968 a fixé les capacités nominales des récipients ou emballages d'huiles alimentaires préalablement conditionnées : ces capacités sont le multiple du litre ; le litre, le demi-litre ou le quart de litre. Le remplissage des bouteilles en matière plastique transparente, qui ne sont pas considérées comme des récipients-mesures par la réglementation actuelle, doit être assuré dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 45-2405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides, qui prescrit que les volumes de liquides déterminés à l'occasion de transactions commerciales seront effectivement mesurés : l'usage d'un instrument mesureur volumétrique permet d'obtenir la quantité voulue, cet usage étant assorti aux termes du décret du 12 avril 1955 sur les instruments de mesure, d'une tolérance d'erreur pouvant atteindre 1 p. 100 en plus ou en moins dans le cas d'un volume de 1 litre. En raison de cette marge d'erreur et des aléas rencontrés au plan industriel pour la détermination des volumes par suite des variations de température et de viscosité des huiles, les constatations en la matière ne peuvent avoir leur pleine signification que dans la mesure où elles s'appuient

sur une enquête approfondie portant sur un nombre suffisant de récipients. Dans les cas signalés de volume de 993 ml et 989 ml dont il n'est pas assuré qu'ils correspondent à un échantillonnage statistiquement représentatif de lots, le déficit de 1 millième par rapport au minimum de 990 ml admis serait seul susceptible de constituer l'infraction de simple police prévue par l'article 5 de l'ordonnance précitée de 1945. Quoi qu'il en soit, l'honorable parlementaire peut être assuré que si les contrôles, qui vont être intensifiés, notamment aux lieux de conditionnement, en liaison avec le service des instruments de mesure, mettaient en évidence des déficits caractérisés et systématiques sur le volume des huiles livrées à la consommation, l'autorité judiciaire ne manquerait pas d'en être saisie aux fins de poursuites pour tromperie sur la quantité en application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et des falsifications.

Viande.

14244. — M. Pierre Janot appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la nécessité de relever les prix d'orientation et d'intervention de la viande bovine, condition indispensable à la relance de cette production. Il lui demande quelles sont à ce sujet les intentions du Gouvernement. (Question du 6 octobre 1970.)

Réponse. — La suppression depuis le 12 octobre des montants compensatoires correspond à une augmentation de 12,50 p. 100 des prix d'orientation et d'intervention de la viande bovine par rapport à ceux qui étaient en vigueur en août 1969. Le décalage voulu par le Gouvernement entre le rattrapage réalisé dans le secteur végétal et dans celui des produits animaux — et notamment pour la viande bovine — se traduit dans l'immédiat par une nouvelle hiérarchie des prix agricoles favorable aux productions animales. Cette nouvelle hiérarchie des prix ne serait que temporaire si de nouvelles décisions n'étaient pas prises au niveau de la Communauté économique européenne pour la prochaine campagne. C'est afin d'obtenir ce résultat que le gouvernement français a demandé dès le printemps 1970 que les ministres du Marché commun étudient avec la commission une nouvelle grille des prix agricoles plus favorables aux productions animales que celle qui existe actuellement. Malgré le peu d'écho recueilli par leurs propositions, les porte-parole français tenteront de faire prévaloir leur thèse lors des débats de la fin de l'année qui s'instaureront à la suite des nouvelles propositions de la commission.

ECONOMIE ET FINANCES

Fonds d'action conjoncturelle.

14169. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'Économie et des finances la décision prise au début du mois de juillet de cette année de déblocage d'une partie du fonds d'action conjoncturelle de 1970. La moitié des crédits du F. A. C., soit 1.114 millions de francs, fut déblocquée sur un total de 2.228 millions de francs. Cependant, la partie déblocquée fut variable suivant les ministères intéressés. C'est ainsi, en ce qui concerne le domaine des affaires sociales, que seuls furent déblocqués 10 millions sur 162,1 millions inscrits au F. A. C. Dans le domaine de la jeunesse et des sports, sur le total de 38,92 millions, aucun déblocage ne fut décidé. Il est hors de doute que la création d'hôpitaux nouveaux ou l'aménagement d'établissements hospitaliers anciens ainsi que la réalisation d'ensembles sportifs, sont indispensables. Il lui demande en conséquence quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet du déblocage du fonds d'action conjoncturelle de 1970 et souhaiterait plus particulièrement, si une mesure d'ensemble portant sur la seconde moitié du F. A. C. ne peut être prise, qu'un déblocage soit au moins envisagé en ce qui concerne les crédits relatifs aux affaires sociales ainsi que ceux concernant la jeunesse et les sports. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — Le choix des secteurs qui ont bénéficié d'un déblocage de crédits inscrits au fonds d'action conjoncturelle pour 1970 a été dicté à la fois par le caractère prioritaire des besoins à satisfaire et par l'incidence économique des dépenses supplémentaires ainsi décidées. La situation économique et budgétaire, telle qu'elle apparaît à ce jour n'autorise pas le Gouvernement, quel que soit l'intérêt qu'il puisse porter aux différents secteurs évoqués par l'honorable parlementaire, à envisager un nouveau déblocage du fonds d'action conjoncturelle de 1970. Toutefois, la loi de finances rectificative pour 1970 qui vient d'être déposée devant le Parlement comporte l'inscription de 50 millions de francs en autorisations de programme et 10 millions de francs en crédits de paiement pour accélérer le programme d'équipement hospitalier. En outre les dotations prévues dans le budget de 1971 à ce titre sont en augmentation sensible par rapport à celles du précédent exercice. Dans un délai désormais très bref, ces dotations, comme celles destinées à l'équipement sportif et qui s'élèvent à 342 millions de francs pourront être utilisées pour répondre aux besoins qui se font sentir dans les secteurs concernés.

EDUCATION NATIONALE

Enseignants.

12736. — M. Chazalon rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que, d'après les dispositions de l'article 3 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, les maîtres exerçant dans les établissements sous contrat d'association, sont, au cours de leur période provisoire, rétribués à l'échelon le plus bas de l'emploi de référence de l'enseignement public auquel ils sont rattachés pour leur rémunération et que leur classement à l'ancienneté ne peut intervenir qu'après l'inspection pédagogique prévue par ce texte. Afin de tenir compte des difficultés auxquelles a donné lieu l'application de ces dispositions, il est envisagé, semble-t-il, de publier un décret permettant de classer définitivement ces maîtres à l'issue d'une période provisoire de trois années même si, du fait de l'administration, ils n'ont pas subi d'inspection pédagogique. Une telle mesure constituerait une heureuse solution du problème du reclassement des maîtres d'enseignement général. Cependant, en ce qui concerne l'enseignement technique, il conviendrait de tenir compte du fait que les P. T. A. et P. E. T. T. ont déjà une certaine ancienneté lorsqu'ils commencent à exercer leurs fonctions d'enseignement puisqu'ils doivent obligatoirement avoir accompli un stage d'au moins cinq ans dans l'industrie. Il serait souhaitable que, dans les dispositions envisagées, on permette le classement des P. T. A. et P. E. T. T. à la fin d'une année probatoire seulement. On éviterait ainsi de prolonger la situation anormale que l'on constate à l'heure actuelle; les P. T. A. et P. E. T. T. percevant pendant plusieurs années un salaire de débutant inférieur à celui qui est accordé à la plupart de leurs élèves au moment où ceux-ci entrent dans l'industrie. Il lui demande: 1° si les dispositions envisagées, au sujet du classement des maîtres exerçant dans les établissements sous contrat d'association, doivent être prochainement publiées; 2° s'il n'estime pas équitable, pour les raisons indiquées ci-dessus, de ramener à un an la période probatoire pour les P. T. A. et P. E. T. T. (Question du 10 juin 1970.)

Réponse. — 1° Le décret n° 70-797 du 9 septembre 1970, publié au Journal officiel du 11 septembre, dispose notamment que, si les maîtres en fonction dans les établissements d'enseignement de second degré, classique, moderne ou technique, n'ont pu faire l'objet d'une inspection pédagogique dans le délai de trois années, ils doivent cependant être classés et rétribués selon ce classement. En conséquence, les maîtres en fonction à la fin de l'année scolaire 1969-1970, qui attendent une première inspection pédagogique ou qui, n'ayant pas satisfait à une première inspection, attendent d'en subir une seconde, doivent, quelle que soit la date d'effet de leur contrat ou de leur agrément, être reclassés, sous réserve qu'ils aient exercé pendant au moins trois années scolaires; 2° Il est difficile de traiter différemment les maîtres qui assurent un enseignement général et ceux qui assurent un enseignement technique théorique ou pratique, les premiers ayant bien souvent aussi une ancienneté importante à faire valoir. En ce qui concerne les maîtres qui se présentent aux concours de recrutement des P. E. T. T. et des P. T. A., ils sont reclassés compte tenu de leur ancienneté, dès leur réussite aux épreuves écrites.

Etablissements scolaires.

13720. — M. Denvers demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui faire connaître, d'une part le nombre de C. E. S. réalisés en France du type 600 élèves et, d'autre part, parmi ceux-ci, le nombre d'établissements qui comptent: a) moins de 600 élèves; b) moins de 400 élèves; c) moins de 300 élèves, avec l'indication du département auquel ils appartiennent. (Question du 5 septembre 1970.)

Réponse. — Il existe actuellement 780 collèges d'enseignement secondaire du type 600, dont 550 ont été réalisés par construction complète pendant le V^e Plan. La documentation statistique actuellement disponible au ministère de l'éducation nationale ne permet pas de fournir les éléments demandés en ce qui concerne les seuls collèges d'enseignement secondaire du type 600.

Il faut noter par ailleurs que les effectifs scolarisés dans un collège d'enseignement secondaire de type 600 peuvent varier de façon non négligeable, de telle sorte qu'il est considéré qu'un établissement de ce type comptant entre quatre et six cents élèves est situé dans la norme. D'autre part, et il s'agit là d'une considération essentielle, un établissement neuf n'utilise pas la totalité de sa capacité d'accueil dès son ouverture. C'est ainsi qu'un collège d'enseignement secondaire de type 600 peut accueillir cent cinquante élèves en classe de sixième au cours de sa première année de fonctionnement, les années suivantes voyant ses effectifs passer à trois cents, quatre cent cinquante, puis six cents élèves enfin pour sa quatrième année de fonctionnement, au fur et à mesure que progressent les promotions. Si l'utilisation complète d'un établissement neuf est parfois réalisée dans de moindres délais, il n'en reste pas moins que la quasi-totalité des collèges d'enseignement secondaire n'at-

teignent pas leur effectif théorique dès la première année de leur fonctionnement. La mise en place du réseau complet des établissements d'enseignement du second degré défini par la carte scolaire se réalise progressivement. Ce n'est donc que quelques années après l'achèvement de l'implantation des établissements de premier cycle qu'il sera possible d'établir un bilan précis de l'utilisation des capacités d'accueil.

13875. — M. Bolo appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le C. A. P. d'aide maternelle. Ce diplôme est obtenu après trois années au cours desquelles sont dispensés des enseignements de puériculture, de cuisine, de couture et de coupe, d'économie ménagère et de législation. Des stages sont accomplis par les candidates dans les écoles maternelles, les cliniques d'accouchements et les crèches. Les débouchés sont inexistant car l'emploi d'aide maternelle ne figure pas dans la liste des emplois communaux, hospitaliers, ainsi que de ceux offerts par les crèches. Bien que le travail d'aide maternelle soit en principe le même que celui d'auxiliaire de puériculture, les cliniques privées d'accouchements contrôlées par le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale ne peuvent embaucher que des auxiliaires de puériculture, ce dernier diplôme relevant de ce ministère. Depuis le mois de juin de cette année, les titulaires de C. A. P. d'aide maternelle peuvent entrer dans les écoles d'auxiliaires de puériculture. A Nantes, cependant, et bien que trente-cinq jeunes filles aient obtenu cette année le C. A. P. d'aide maternelle, aucune n'a pu accéder à une école d'auxiliaires de puériculture, par manque de place et en raison du fait que les inscriptions sont reçues en février. Pratiquement, ces titulaires du C. A. P. d'aide maternelle devront donc attendre un an sans rien faire et en restant à la charge complète de leurs parents. Il lui demande, en accord avec son collègue M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, s'il n'envisage pas que les débouchés professionnels soient offerts aux jeunes filles titulaires de ce diplôme. (Question du 19 septembre 1970.)

Réponse. — Le problème des débouchés des titulaires du Certificat d'aptitude professionnelle d'aide maternelle a déjà fait l'objet de négociations entre le ministère de l'éducation nationale et celui de la santé publique. Ce sont ces négociations qui ont permis d'admettre les jeunes filles intéressées dans les écoles de formation d'auxiliaires de puériculture. Toutefois, cette mesure ne pourra effectivement avoir son plein effet qu'en 1971. Les sections de préparation au Certificat d'aptitude professionnelle d'aide maternelle sont progressivement remplacées dans les collèges d'enseignement technique par des sections de préparation au Brevet d'études professionnelles préparatoire aux carrières sanitaires et sociales dont les programmes élaborés en plein accord avec les représentants du ministère de la santé publique sont mieux adaptés aux besoins actuels. C'est en effet dans la revalorisation et la réorganisation des fonctions considérées qu'il faut voir la source des difficultés rencontrées par les titulaires de diplômes qui ne répondent plus aux exigences nouvelles, mais qui ne peuvent être purement et simplement supprimés sans que d'autres formations aient été expérimentées.

Bibliothèques universitaires.

14296. — M. de Préaumont attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation particulièrement critique des bibliothèques de l'Université de Paris. La presse a fait récemment écho, entre autres situations graves, à celle de la bibliothèque de la Sorbonne dont le faible nombre de places, par rapport à la population étudiante qu'elle doit théoriquement desservir, ne permet pas, et depuis longtemps, un fonctionnement convenable: attentes invraisemblables des étudiants à la porte de la bibliothèque pour obtenir une place, entassement des livres dont le classement s'avère de plus en plus difficile, lenteur de la distribution des ouvrages par insuffisance de personnel, matériel archaïque, etc. Cette situation que l'on retrouve à des degrés divers dans les autres bibliothèques n'est pas digne du rayonnement intellectuel de l'université de la capitale et va se trouver aggravée, si l'on ne prend pas des mesures d'urgence, avec l'éclatement de l'Université de Paris en dix universités. En conséquence, il lui demande s'il peut lui indiquer: 1° le nombre d'étudiants inscrits à Paris en 1969-1970 par rapport au total des places de bibliothèques universitaires mises à leur disposition; 2° la répartition par bibliothèques du total des places offertes; 3° devant l'insuffisance des moyens mis à la disposition des bibliothèques universitaires, qui ne sont plus adaptés à la croissance des étudiants, quelles dispositions a prises l'administration du ministère de l'éducation nationale dans le cadre du VI^e Plan afin que dans les années à venir les étudiants, les enseignants et les chercheurs puissent travailler dans des conditions plus décentes que celles qu'ils connaissent aujourd'hui; 4° d'autre part, compte tenu de l'organisation en « libre service », par accès direct aux rayons de la bibliothèque de la faculté de Vincennes, organisation qui s'est traduite cette année par le vol de deux mille livres et provoque un véritable cri d'alarme du conservateur, s'il ne pourrait pas envisager pour

cette faculté un système différent qui garantirait à la majorité des étudiants de Vincennes des possibilités de travail que leur refuse une minorité sans scrupules. (Question du 7 octobre 1970.)

Réponse. — 1° Le nombre de places assises offertes en 1969-1970 aux étudiants dans les bibliothèques universitaires de la région parisienne était de 10.080 pour une population de 186.665 étudiants, soit une pour 18. En 1970-1971, compte tenu du chiffre fourni par les services du rectorat — mais qui ne pourra être donné avec précision qu'en décembre ou janvier prochain — de 197.000 étudiants environ (chiffre qui comprend ceux des I.U.T. et de divers instituts), le nombre de places atteindra à la fin novembre 1970, 12.000 environ, soit une place pour 16 étudiants. 2° la répartition de ces places s'effectue par bibliothèques de la manière suivante :

Bibliothèque de la Sorbonne.....	450 places.
Salle Albert-Châtelet.....	260
Bibliothèque Sainte-Geneviève.....	800
Bibliothèque de l'ancienne faculté de droit et sciences économiques (rue Cujas).....	510
Bibliothèque de l'ancienne faculté de médecine (rue de l'Ecole-de-Médecine et rue des Saints-Pères)....	810
Bibliothèque d'art et d'archéologie.....	96
Bibliothèque de l'ancienne faculté de pharmacie.....	105
Bibliothèque de l'ancienne faculté des sciences (Saint-Bernard).....	1.300
Bibliothèque du centre universitaire Censier.....	840
Bibliothèque du centre universitaire Montgolfier ...	80
Bibliothèque du centre universitaire du Grand-Palais.	360
Bibliothèque du centre universitaire Dauphine.....	360
Bibliothèque du centre universitaire de Vincennes ..	440
Bibliothèque du centre universitaire de Sceaux.....	160
Bibliothèque du centre universitaire de Saint-Denis ..	110
Bibliothèque du centre universitaire de Clignancourt.	120
Bibliothèque du centre universitaire d'Asnières.....	140
Bibliothèque du centre universitaire de Saint-Maur..	265
Bibliothèque provisoire du centre universitaire de Villetauseuse.....	80
Bibliothèque provisoire du centre universitaire de Créteil.....	120
Bibliothèque de Nanterre.....	2.180
Bibliothèque de l'ancienne faculté des sciences d'Orsay.....	1.180
Bibliothèque des centres hospitaliers universitaires..	1.240
Total.....	12.006 places.

Entre 1969-1970 et 1970-1971, on peut donc compter sur 1.800 places supplémentaires, soit une augmentation d'environ 19 p. 100.

3° L'administration, très consciente de l'effort qui reste à faire pour offrir aux étudiants un nombre plus grand de places assises, poursuivra son programme de construction de nouvelles bibliothèques universitaires dans la région parisienne en fonction des crédits qui lui seront attribués et s'efforcera dans toute la mesure du possible de dégager de nouvelles places dans les anciens établissements. 4° Pour répondre aux demandes de la plupart des usagers (étudiants et professeurs) la direction chargée des bibliothèques, comme cela se fait couramment à l'étranger, a développé au maximum dans les nouvelles bibliothèques universitaires l'accès libre aux rayons. Il ne paraît pas souhaitable de remettre en cause cette politique, mais il est évident qu'on ne saurait accepter de nombreux vols ou emprunts clandestins, qui lésent la collectivité. C'est pourquoi, tous les moyens sont mis en œuvre pour éviter de tels agissements. En ce qui concerne le centre universitaire de Vincennes, la disposition des locaux affectés aux bibliothèques n'a pas été sans créer des problèmes particuliers. L'utilisation récente d'un nouveau local permettra de remédier en partie aux inconvénients soulignés par l'honorable parlementaire.

Enseignement secondaire.

14356. — M. Germain demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° si un directeur de collège peut, de sa propre initiative, décider de la suppression, même temporaire, de l'enseignement d'une deuxième langue vivante en classe de quatrième moderne; 2° compte tenu du fait que si certains élèves expriment le désir d'étudier une deuxième langue vivante, quel est l'effectif minimum d'élèves susceptibles d'être pris en considération pour le maintien de cette langue et, dans le cas où cet effectif serait atteint s'il existe une voie de recours; 3° en tout état de cause, quelles sont les autorités habilitées à demander la suppression d'un enseignement facultatif, déjà existant dans un établissement scolaire et selon quel processus et quels motifs peuvent-ils être invoqués à cet égard. (Question du 14 octobre 1970.)

Réponse. — En classe de 4° les élèves ont, désormais, le choix entre plusieurs options : langue vivante II, langue vivante I renforcée, latin, grec. Le nombre des options assurées dépend de l'effectif total

des élèves concernés, des choix exprimés par les familles et des possibilités d'organisation des enseignements demandés. La décision d'ouverture ou de fermeture de chaque option, et notamment de l'enseignement d'une seconde langue vivante en 4°, est prise par le recteur de l'académie sur proposition du chef d'établissement qui doit tenir le plus grand compte du nombre de candidats intéressés par l'étude de cette langue et des moyens dont il dispose pour en assurer l'enseignement. Sans que des normes précises aient été fixées, il ne paraît évidemment pas possible d'ouvrir ou de maintenir en classe de 4°, compte tenu des moyens relativement réduits dont disposent les recteurs une option qui ne réunirait pas un nombre suffisant d'élèves; mais l'appréciation de ce nombre dépend des circonstances et des possibilités existantes, qui varient selon les disciplines et selon les établissements.

Examens et concours.

14366. — M. Ballanger demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui donner, à propos des concours d'agrégation de la session 1970, les renseignements suivants, en distinguant pour chaque série de questions les candidats par sexe et par discipline : a) 1° nombre de postes mis au concours; 2° nombre de candidats inscrits; 3° nombre de candidats ayant composé; 4° nombre de candidats admissibles; 5° nombre de candidats admis; 6° nombre de candidats admis sur listes supplémentaires; 7° nombre d'équivalences accordées; b) origine des candidats admis par sexe (sans distinction de discipline): 1° nombre de professeurs certifiés (en service, en congé); 2° nombre de professeurs en exercice appartenant à une autre catégorie; 3° nombre d'élèves d'E.N.S.; 4° nombre d'ipésiens; 5° nombre d'étudiants libres; 6° nombre de candidats en fonctions dans l'enseignement supérieur; c) affectation des candidats admis par sexe (sans distinction de discipline) : dans l'enseignement supérieur; dans la recherche; autres détachements; dans les classes préparatoires; sur un poste d'enseignement dans le second degré; en année de formation pédagogique. Il désirerait savoir en particulier, parmi les candidats qui auraient dû normalement bénéficier de la formation pédagogique instituée pour les agrégés par l'arrêté du 22 juin 1970, combien ont été dispensés de stage, soit sur leur demande, soit sur proposition des présidents de jury, et s'il s'en est trouvé qui ont été dispensés de cette formation contre leur gré. Il lui demande enfin s'il ne conviendrait pas de prévoir dès la session de 1971 l'extension de la formation pédagogique à tous les nouveaux agrégés (à l'exclusion bien entendu des anciens professeurs certifiés qui ont déjà accompli une année de C.P.R.) et quels postes sont prévus au budget pour cela. (Question du 14 octobre 1970.)

Concours et examens.

14602. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui donner, à propos des concours d'agrégation de la session 1970, les renseignements suivants, en distinguant pour chaque série de questions les candidats par sexe et par discipline : a) 1° nombre de postes mis aux concours; 2° nombre de candidats inscrits; 3° nombre de candidats ayant composé; 4° nombre de candidats admissibles; 5° nombre de candidats admis; 6° nombre de candidats admis sur listes supplémentaires; 7° nombre d'équivalences accordées; b) origine des candidats admis par sexe (sans distinction de discipline): 1° nombre de professeurs certifiés, en service, en congé; 2° nombre de professeurs en exercice appartenant à une autre catégorie; 3° nombre d'élèves d'E.N.S.; 4° nombre d'ipésiens; 5° nombre d'étudiants libres; 6° nombre de candidats en fonctions dans l'enseignement supérieur; c) affectation des candidats admis, par sexe (sans distinction de discipline): 1° dans l'enseignement supérieur; 2° dans la recherche; 3° autres détachements; 4° dans les classes préparatoires; 5° sur un poste d'enseignement dans le second degré; 6° en année de formation pédagogique. Il désire connaître en particulier, parmi les candidats qui auraient dû normalement bénéficier de la formation pédagogique instituée pour les agrégés par l'arrêté du 22 juin 1970, combien ont été dispensés de stage, soit sur leur demande, soit sur proposition des présidents de jury, et s'il s'en est trouvé qui ont été dispensés de cette formation contre leur gré. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de prévoir dès la session de 1971 l'extension de la formation pédagogique à tous les nouveaux agrégés (à l'exclusion bien entendu des anciens professeurs certifiés qui ont déjà accompli une année de C.P.R.) et quels postes sont prévus au budget pour cela.

Réponse. — Les renseignements numériques contenus dans les tableaux A, B et C répondent aux questions posées par les honorables parlementaires. Pour ce qui concerne la statistique relative à l'origine des candidats admis par sexe, il n'a pas été prévu, dans la rubrique « professeurs certifiés » de faire la distinction entre ceux qui sont en service et ceux qui sont en congé.

a). Statistique des concours d'agrégation (session de 1970).

DISCIPLINES	NOMBRE de postes mis au concours.		NOMBRE de candidats inscrits.		NOMBRE de candidats ayant composé.		NOMBRE de candidats admissibles.		NOMBRE de candidats admis.		ÉQUIVALENCE totale du C. A. P. E. S.		ÉQUIVALENCE partielle du C. A. P. E. S.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Philosophie	60	42	886	586	761	487	84	64	61 (1)	42	»	1	4	3
Lettres	105	120	486	835	403	689	125	137	105 + 1 s	99	1	»	8	9
Lettres modernes.....	90	122	711	1.264	533	937	92	157	76	95 (2)	»	»	4	11
Grammaire	35	35	108	155	85	134	47	61	36	36 + 3 s	»	»	4	7
Histoire	100	110	748	950	619	749	192	162	102	110	»	»	13	16
Géographie	70	40	613	394	470	308	125	72	72	41 (1)	»	»	4	6
Mathématiques	160	130	812	551	653	469	219	168	130 (2)	96	7	1	3	13
Mécanique	45		67	7	55	7	24	4	21	4	»	»	»	»
Sciences physiques :														
Option Physique	78	48	524	267	439	235	103	57	81	43	»	»	3	2
Option Physique appliquée.....	16	5	42	8	36	8	20	6	12	4	»	»	»	»
Option Chimie	20	15	402	286	316	222	62	39	20 + 5 s	15 + 3 s	»	»	2	2
Sciences naturelles :														
Option Sciences de la terre.....	55	50	106	88	76	64	37	24	17	11	1	1	2	2
Option Sciences biologiques ...			261	444	210	355	83	108	38	39 (1)				
Physiologie, biochimie.....	4	3	36	51	28	24	13	11	5 + 4 s	4 (1)	»	»	2	1
Techniques économiques de gestion.	69		110	26	90	22	44	12	22	8	»	»	(CAPET)	(CAPET)
Allemand	60	60	344	412	280	335	92	95	55	55	»	»	3	1
Anglais	100	120	538	929	420	727	142	183	96	121 (1)	»	»	»	»
Espagnol	40	50	193	436	153	349	59	68	40	51 (1)	»	»	»	2
Italien	15	25	72	194	55	161	22	60	12	25 + 4 s	»	»	»	»
Russe	12	12	38	82	35	69	10	17	8	13	»	»	1	»
Arabe	1		23	4	15	4	4	3	2 (2)	1	»	»	»	»
Totaux.....	1.018	987	7.118	7.949	5.732	6.355	1.599	1.508	1.011 (5) + 10 s	913 (7) + 10 s	9	3	51 + 2 (CAPET)	74 + 1 (CAPET)
	115													
Totaux généraux.....	2.120		15.067		12.087		3.107		1.924 (12) + 20 s		12		125 + 3 (CAPET)	

NOTA. — Le nombre entre parenthèses indique celui des candidats admis à titre étranger. Le nombre suivi d'un « s » indique celui des candidats susceptibles d'être admis, en application des dispositions de l'arrêté du 12 avril 1965.

b) Statistique des concours d'agrégation (session 1970).

DISCIPLINES	CANDIDATS ADMIS																		
	Étudiants.		Élèves E. N. S.		Élèves professeurs I. P. E. S.		Stagiaires C. P. R.		Professeurs certifiés.		Professeurs bi-administratifs.		Assistants de faculté.		Divers		Totaux par discipline.		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Totaux.
Philosophie	13	11	14	8	8	5	9	6	9	7	0	0	0	0	7	5	60	42	102
Lettres	10	18	15	14	14	21	22	21	34	18	3	0	0	0	7	7	105	99	204
Grammaire	14	7	3	5	2	7	7	11	9	3	0	0	0	0	1	3	36	36	72
Lettres modernes.....	8	16	14	18	12	13	18	30	19	14	1	0	0	0	4	2	76	93	169
Histoire	32	50	13	11	8	5	15	12	23	18	0	3	1	0	12	11	102	110	212
Géographie	18	15	5	2	11	4	19	9	11	8	4	0	1	0	3	2	72	40	112
Allemand	4	9	8	3	12	11	3	15	17	11	7	1	0	1	4	4	55	55	110
Anglais	9	19	9	7	11	26	23	28	39	31	0	2	0	0	5	7	96	120	216
Arabe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1
Espagnol	2	8	1	4	1	3	4	9	24	20	0	1	1	0	7	5	40	50	90
Italien	1	5	2	1	1	2	2	5	2	8	0	1	0	0	4	3	12	25	37
Russe	2	3	1	1	1	1	1	4	2	3	0	0	0	0	1	1	8	13	21
Mathématiques	11	12	41	45	23	18	12	11	12	0	0	1	20	5	9	4	128	96	224
Sciences physiques :																			
Option Physique.....	11	10	31	21	24	8	4	1	4	2	0	0	4	1	3	0	81	43	124
Option Chimie.....	6	9	7	4	2	1	3	0	0	0	0	0	2	1	0	0	20	15	35
Option Physique appliquée....	0	0	8	1	0	2	0	0	3	0	1	0	0	0	0	1	12	4	16
Sciences naturelles :																			
Option Sciences biologiques....	3	8	9	11	7	5	9	8	5	3	0	1	1	1	4	1	38	38	76
Option Sciences de la terre....	2	2	5	2	2	1	1	2	7	4	0	0	0	0	0	0	17	11	28
Physiologie, biochimie.....	0	2	4	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	5	3	8
Techniques économiques de gestion.	0	0	5	2	0	0	1	0	10	6	0	0	2	0	4	0	22	8	30
Mécanique	1	0	13	2	1	0	0	0	5	2	0	0	1	0	0	0	21	4	25
Totaux.....	147	204	208	162	138	133	153	172	235	159	17	10	33	9	75	57	1.006	906	1.912
Totaux généraux.....	351		370		271		325		394		27		42		132		Nombre d'inscrits : 15.068.		
Pourcentage par rapport aux admis.	18,35		19,35		14,17		17		20,61		1,42		2,20		6,90		Pourcentage des admis par rapport aux inscrits : 12,69.		
Pourcentage par rapport aux inscrits.	2,33		2,46		1,80		2,16		2,62		0,17		0,28		0,87				

Nota. — La présente statistique ne tient pas compte des candidats admis à titre étranger ni des candidats déclarés admis après leur inscription en liste supplémentaire.

c) Affectation des candidats admis aux concours de l'agrégation (session 1970).

NATURE DE L'AFFECTATION	FEMMES	HOMMES	TOTAUX
Formation pédagogique.....	366	253	619
Enseignement supérieur.....	40	81	121
C. N. R. S.....	4	11	15
Etablissement du second degré (déduction faite des classes préparatoires).	370	376	746
Classes préparatoires.....	12	23	35
Poursuite des études.....	76	125	201
Détachements divers.....	23	33	56
Non affectés (service militaire, sursis).....	25	114	139
Totaux.....	916	1.016	1.932

La désignation des agrégés astreints à accomplir une année de formation pédagogique au cours de l'année scolaire 1970-1971 s'est effectuée dans le cadre fixé par l'arrêté du 22 juin 1970. Cet arrêté prévoyait des dispenses notamment pour les lauréats qui étaient antérieurement stagiaires des centres pédagogiques régionaux ou les professeurs certifiés et les lauréats affectés dans un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche. Il convient d'attendre les résultats de l'actuelle période d'expérience avant de fixer les principes définitifs de dispense de stage. Le choix des agrégés individuellement dispensés d'accomplir le stage a été effectué en tenant compte des qualités évidentes des candidats rendant superflu un complément de formation professionnelle, et des nécessités du service. Il est rappelé que l'arrêté du 22 juin 1970 n'impose pas la demande des intéressés pour les dispenses accordées à titre individuel sur proposition du jury.

Enseignants.

14391. — M. Bouloche attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le cas des professeurs de C. E. G. titulaires, licenciés d'enseignement, qui désirent accéder au C. A. P. E. S. par la promotion interne. A l'issue de leur année d'adjoint d'enseignement stagiaire, l'administration semble avoir pris la décision de les nommer d'abord adjoints d'enseignement titulaires, ce qui entraîne leur démission d'office du premier degré, pour qu'ils puissent bénéficier de leur nomination à la fonction de professeur certifié stagiaire. En cas d'échec au C. A. P. E. S. pratique, toute leur carrière de professeur de C. E. G. se trouve ruinée, leur accès aux fonctions de direction de C. E. G. devient impossible, sauf à recommencer intégralement leur carrière. Ils végètent dans la plupart des cas dans des fonctions de surveillance. Ce préalable abusif ne figure nulle part dans le paragraphe B, alinéa 1, de la circulaire n° V-69-503 du 8 décembre 1969, et dans leur cas l'application pure et simple de cette circulaire, à savoir leur nomination comme adjoints d'enseignement stagiaire, puis professeurs certifiés stagiaires est amplement suffisante. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à cette injustice. (Question du 11 octobre 1970.)

Réponse. — En application des décrets n° 68-191 du 22 février 1968 et n° 69-343 du 12 avril 1969, les professeurs de C. E. G., licenciés d'enseignement, ne peuvent accéder au corps des professeurs certifiés par la voie de la promotion interne que s'ils ont été préalablement nommés adjoints d'enseignement titulaires. S'ils bénéficient d'une titularisation en qualité d'adjoints d'enseignement, ils ne peuvent évidemment continuer à appartenir au corps des professeurs de C. E. G. En cas d'échec aux épreuves pratiques du C. A. P. E. S. (qui leur aurait ouvert l'accès au corps des professeurs certifiés), deux possibilités s'offrent à eux : ou bien, et c'est la voie normale, ils continuent à faire partie du corps des adjoints d'enseignement titulaires (situation plus avantageuse que celle de professeur de C. E. G.), ou bien ils peuvent demander à être réintégré dans leur corps d'origine, celui des professeurs de C. E. G. Cette réintégration est une mesure gracieuse, mais qui n'est jamais refusée à ceux qui le demandent et s'effectue à la date d'une rentrée scolaire. La réintégration entraîne la conservation de l'ancienneté de l'ancienneté acquise précédemment dans ce corps et les services effectués en qualité d'adjoint d'enseignement titulaire sont pris en compte au prorata des coefficients fixés par le décret du 5 décembre 1951.

Constructions scolaires.

14450. — M. Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les problèmes scolaires de la commune de Carbon-Blanc (Gironde), chef-lieu d'un très vaste canton, qui a battu

le record d'augmentation de population entre les deux derniers recensements en Gironde. La municipalité, dès 1962, avait demandé un second groupe scolaire. Un projet de quatorze classes (dix élémentaires et quatre maternelles) a été étudié, inscrit sur un programme approuvé par M. l'inspecteur d'académie en octobre 1962. Mais ce groupe entre 1963 et 1967 ne parvenait pas à figurer en bonne place au programme de financement. Aussi la municipalité a été contrainte de construire deux nouvelles classes en dur, puis sept classes préfabriquées en assurant elle-même le financement sur ses fonds libres et à l'aide d'un emprunt de 110.000 francs. Par arrêté préfectoral en date du 22 novembre 1968 une première tranche de cinq classes a été subventionnée. Or, cette construction de cinq classes est techniquement irréalisable. En effet, ce groupe dont le projet a été approuvé par M. le préfet de la Gironde et par les services académiques comprend un bâtiment de dix classes à l'étage, la partie inférieure étant réservée aux préau, lavabos, bureau du directeur. Ledit projet qui a dû être remanié trois fois, lors des modifications des programmes pédagogiques établis par M. l'inspecteur d'académie, ne peut subir aucune transformation ; le terrain acquis par expropriation en 1963 ne le permettrait d'ailleurs pas. Seul le déblocage de la deuxième tranche de cinq classes permettrait la réalisation de l'opération. Le rang qu'occupe cette branche sur le programme 1970 devrait permettre son financement. Mais il s'agit d'un financement d'Etat et une partie du budget du présent exercice a été bloquée. Or, si cette construction ne pouvait être réalisée dans les mois qui viennent, la prochaine rentrée scolaire serait catastrophique, compte tenu que 200 logements supplémentaires sont actuellement en cours de construction à Carbon-Blanc et que les locaux scolaires actuels sont absolument saturés (une classe fonctionnelle déjà dans la mairie, l'autre dans la salle des fêtes). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer une rentrée scolaire satisfaisante à Carbon-Blanc, en septembre 1971, et s'il n'estime pas de son devoir de faire déblocuer, à cet effet, la deuxième tranche susmentionnée de cinq classes. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — La seconde tranche de construction du groupe scolaire de Carbon-Blanc (Gironde), soit cinq classes élémentaires et une cantine pour 160 rationnaires, sera financée avant la fin de l'année 1970.

Etablissements scolaires.

14590. — M. Lucien Richard rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le corps des instructeurs qui ont participé autrefois à la scolarisation en Algérie a été constitué en corps d'extinction. Les membres de ce corps n'ont pas pu jusqu'à présent bénéficier de débouchés intéressants. Il lui demande s'il envisage des mesures spéciales en leur faveur leur permettant d'officialiser les fonctions qu'ils occupent actuellement, en particulier comme surveillants généraux dans les C. E. G. et les C. E. S. Il souhaiterait également que des mesures soient prises leur permettant de se présenter à des concours spéciaux leur donnant accès à d'autres catégories de fonctionnaires de l'éducation nationale afin qu'ils puissent ainsi bénéficier d'une véritable promotion sociale. (Question du 22 octobre 1970.)

Réponse. — Le décret n° 63-868 du 20 août 1963 a bien créé un corps d'extinction des instructeurs. Toutefois, dans le souci de préserver dans toute la mesure du possible les intérêts de ces personnels, ce décret comporte un aménagement d'importance à cette mise en extinction en permettant la titularisation des instructeurs dans le corps des instituteurs jusqu'au 1^{er} octobre 1967. Les intéressés ont, en nombre appréciable, usé de la possibilité qui leur était ainsi offerte. Par ailleurs, l'accès du corps des secrétaires d'administration universitaire a été ouvert aux instructeurs par la voie du concours interne. De même, le décret n° 70-738 du 12 août 1970, relatif au statut particulier des conseillers principaux et conseillers d'éducation permet aux instructeurs de faire acte de candidature au concours de conseiller d'éducation sans avoir à justifier des conditions normalement requises et ce, pendant une période transitoire de cinq années. Ces diverses mesures atténuent de façon non négligeable la mise en extinction des personnels considérés pour lesquels le ministre de l'éducation nationale recherche cependant quels débouchés complémentaires pourraient leur être offerts dans d'autres départements ministériels.

Constructions scolaires.

14654. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le rythme des réalisations en constructions industrialisées ne permet plus de maintenir les errements traditionnels dans le domaine des opérations administratives de règlement. Il lui indique, à titre d'exemple, que lorsqu'un C. E. S. de 1.000 élèves est construit en six mois, la conjonction de l'ampleur de la dépense et de la brièveté de l'exécution ne saurait s'accommoder de délais de l'ordre de trois mois pour régler les situations

de travaux. Il lui demande quelles dispositions précises il entend prendre pour abonder désormais en crédits les trésoreries générales. (Question du 26 octobre 1970.)

Réponse. — Depuis le début de cette année, les préfets ont toujours disposé des crédits de paiement pour régler les situations de travaux des opérations de construction scolaire du second degré industrialisées dans un délai inférieur à deux mois. Toutes dispositions sont prises en temps utile pour abonder en crédits les trésoreries générales. L'honorable parlementaire est invité à faire connaître les cas particuliers dans lesquels les délais de règlement des situations de travaux auraient excédé trois mois.

Académies.

14675. — M. Valenet demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut faire le point sur le sous-équipement dont font souvent état, depuis leur création, les Inspections académiques issues de la réorganisation de la région parisienne. Cette réorganisation ayant entraîné une répartition nouvelle des dotations en locaux et personnels, il lui demande quelles sont respectivement les dotations en locaux et personnels des huit inspections académiques de l'académie de Paris et en particulier le nombre et la qualité des différents personnels : C. A. S. U., attachés principaux, attachés administratifs, S. A. U., instituteurs détachés en qualité de S. A. U., instituteurs titulaires, instituteurs suppléants, affectés dans ces inspections académiques. (Question du 27 octobre 1970.)

Réponse. — 1° La situation immobilière actuelle des inspections académiques de la région parisienne est la suivante : a) situations définitives : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines. Ces trois inspections bénéficient actuellement d'une superficie normale ; b) situations provisoires : les trois inspections des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne bénéficient pour l'instant d'une superficie normale dans un bâtiment provisoire. Elles doivent être relogées dans des cités administratives englobant d'autres services publics. Les inspections académiques de l'Essonne et du Val-d'Oise sont actuellement logées dans des locaux insuffisants. Leur relogement dans les cités administratives des départements intéressés est prévu dans les projets de construction de ces cités. 2° La dotation en personnel des Inspections académiques de l'académie de Paris se répartit ainsi à la date de la rentrée scolaire 1970 :

DESIGNATION	CONSEILLERS administratifs.	ATTACHÉS d'administration universitaire.	SECRETAIRES d'administration universitaire.	INSTITUTEURS titulaires et suppléants.
D. S. E. Paris.....	3	5	29	130
Inspection académique de Seine-et-Marne	1	8	19	21
Inspection académique des Yvelines.....	1	12	26	39
Inspection académique de l'Essonne.....	1	14	18	1
Inspection académique des Hauts-de-Seine	1	21	33	23
Inspection académique de Seine-Saint-Denis	1	16	23	31
Inspection académique du Val-de-Marne	1	15	24	40
Inspection académique du Val-d'Oise.....	1	17	19	13
Total	10	108	191	288

Constructions scolaires.

14713. — M. Madrelle expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation scolaire anormale qui règne à Saint-Loubès (Gironde). Cette situation serait risible si elle ne concernait pas l'avenir de très nombreux enfants. Ainsi sur cinq classes nouvelles prévues au C. E. G., trois seulement sont prêtes mais une classe fonctionne dans une cantine, une autre dans une salle du conseil municipal. Les classes de troisième et quatrième pratiques sont installées dans le sous-sol de la salle des fêtes. Quatre classes de l'école primaire de garçons ont été aménagées à la hâte dans les anciens locaux des abattoirs et dans le presbytère. La caserne des pompiers reçoit une classe de filles et une autre classe est installée dans une salle de réunions de la mairie. Il lui demande : 1° si un C. E. S. — dont le plus grand besoin se fait sentir — sera bien inscrit au VI^e Plan et à quelle date on peut raisonnablement envisager son ouverture ; 2° quelles mesures il compte prendre pour remédier à la situation scolaire susmentionnée (construction d'écoles

primaires de garçons et filles, école maternelle, etc.) à la rentrée de septembre 1971. (Question du 28 octobre 1970.)

Réponse. — 1° Les travaux de carte scolaire fondés essentiellement sur les données de la situation démographique d'une part, et sur le recensement des structures scolaires existantes d'autre part, ont conduit à la nécessité de transformer en collège d'enseignement secondaire, l'actuel collège d'enseignement général de Saint-Loubès, et de porter sa capacité d'accueil à 600 places. Pour que cette opération puisse être financée, il convient qu'elle soit retenue dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrite, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de région. L'étude des priorités est effectuée au niveau régional et cette opération n'a pas été retenue jusqu'à présent. 2° La construction des classes du premier degré est décentralisée et confiée aux préfets de région qui arrêtent les programmes annuels de réalisation. Le préfet de la région d'Aquitaine apportera à cette affaire une attention particulière.

Ecoles maternelles.

14755. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le rôle non seulement social mais éducatif que doivent avoir les écoles maternelles, puisque l'enseignement qui y est dispensé selon les méthodes pédagogiques particulièrement modernes et efficaces qui ont fait leur renommée, conditionne toute la scolarité future des enfants. Or, ce travail particulièrement délicat d'éveil à la vie physique, intellectuelle et morale, que les institutrices ont à mener à bien, ne peut, malgré leur compétence et leur dévouement, s'effectuer dans de bonnes conditions avec des classes à effectifs pléthoriques, ce qui est malheureusement le cas de très nombreuses écoles maternelles. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas opportun d'abaisser à trente-cinq élèves les normes d'inscription fixées actuellement à cinquante par classe et de créer le nombre de postes correspondants nécessaire. (Question du 30 octobre 1970.)

Réponse. — L'enseignement pré-scolaire place la France au premier rang des nations pour la scolarisation des tout jeunes enfants et pour la qualité d'une pédagogie qui est un modèle pour les autres ordres d'enseignement. Quoique non obligatoire il progresse sans cesse : 1.178.000 enfants scolarisés il y a dix ans ; 1.832.000 cette année ; 1.871.000 prévus l'an prochain. On peut considérer que la quasi-totalité des enfants de quatre ou cinq ans sont inscrits. Compte tenu des locaux existants, le ministère de l'éducation nationale a fait et continue de faire un effort important. Il a créé en dix ans 14.658 emplois d'institutrices, lesquels, outre l'accueil aux nouveaux élèves, permettent également de réduire la moyenne des effectifs par classe. Alors que dans un passé récent le nombre de classes surchargées se chiffrait à plusieurs milliers, la politique suivie par les services a permis de ramener, dans de très nombreux départements, les effectifs à une moyenne inférieure à quarante. Dans les autres, toutes les moyennes sont inférieures à cinquante. La moyenne nationale est tombée à trente-neuf élèves. Certains départements ont même pu amorcer l'accueil des élèves âgés de deux ans. Toutefois, une enquête récente montre qu'environ 18 p. 100 seulement des parents souhaitent que leurs enfants soient inscrits à cet âge à l'école maternelle. Ramener d'un coup les normes d'inscription de cinquante à trente-cinq conduirait, sur la base des effectifs inscrits de l'année scolaire 1969-1970, à la création, sur le plan national, de 4.900 emplois budgétaires et la construction d'autant de classes. Cette mesure n'est pas envisagée. Il convient d'ailleurs de souligner que l'effectif des présents est toujours sensiblement inférieur au nombre des inscrits. L'effort doit porter en priorité sur les classes maternelles des agglomérations urbaines où, du fait des migrations rapides de population, il n'a pas toujours été possible d'éviter les classes surchargées.

Enseignement technique.

14821. — M. Odru demande à M. le ministre de l'éducation nationale les raisons pour lesquelles il refuse de répondre à sa question écrite n° 13141 (Journal officiel, Débats A. N., du 11 juillet 1970) concernant la rentrée dans l'enseignement technique en Seine-Saint-Denis. (Question du 4 novembre 1970.)

13141. — M. Odru expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, selon les statistiques académiques en date du 13 juin 1970, 3.000 jeunes filles et jeunes garçons du département de la Seine-Saint-Denis n'ont pu être affectés dans les collèges d'enseignement technique faute de places disponibles. Parmi ces 3.000 jeunes gens, près d'un millier auraient dû, selon les critères de l'éducation nationale elle-même, trouver place obligatoirement, puisque appartenant aux groupes 1, 2 et 3, les 2.000 autres, classés dans les groupes 4 et 5, étant essentiellement les victimes et du mode de classement et des conditions générales de leur scolarité élémentaire. Depuis des années, les élus, les syndicats d'enseignants, les associations de

parents d'élèves n'ont cessé de dénoncer les retards accumulés dans l'enseignement technique en Seine-Saint-Denis. Résultat de cette lutte, six C.E.T. ont, tout récemment, été financés par le ministère mais ils ne seront pas créés pour la rentrée scolaire prochaine. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour assurer en septembre 1970 la scolarisation dans l'enseignement technique de ces 3.000 jeunes gens. (Question du 11 juillet 1970.)

Réponse. — En application des circulaires ministérielles n° IV-68-187 du 3 avril 1968 et n° IV-69-24 du 20 janvier 1969, l'entrée dans les collèges d'enseignement technique a été réservée en priorité aux élèves de l'enseignement public ou privé reconnus aptes à l'enseignement technique; ces élèves issus des classes de fin d'études, de 4^e pratique et de 5^e transition — nés en 1955 pour ces derniers — y sont reçus dans la limite des places disponibles. Au total, 8.303 dossiers ont été constitués pour l'entrée en première année des collèges d'enseignement technique dans le département de la Seine-Saint-Denis. A la date du 22 juin 1970, date limite du retour à l'inspection académique des dossiers des élèves non encore affectés, il restait 2.810 dossiers en instance au service des examens de cette inspection. Sur ce contingent, 1.437 dossiers des catégories IV et V ont été retournés aux inspections primaires en vue de la scolarisation de ces enfants en classes de 4^e pratique. Il restait à affecter 1.373 élèves. Leur affectation s'est effectuée de la manière suivante: 380 élèves ont trouvé place dans des classes préprofessionnelles; 190 élèves se trouvaient, une fois la rentrée faite, soit en apprentissage direct, soit dans des sections d'éducation professionnelle; 533 élèves ont été affectés soit dans des collèges d'enseignement technique de la Seine-Saint-Denis ou de Paris (à la suite de défections enregistrées à la rentrée dans lesdits établissements), soit dans des classes de 4^e pratique ou de 5^e de transition: 100 élèves n'ont pas donné suite à leur affectation et leurs dossiers ont été renvoyés dans les établissements d'origine; 50 élèves, ayant déménagé en province, n'ont pas donné suite à leur affectation en Seine-Saint-Denis. Ces opérations faites, il restait, au 21 octobre 1970, 100 dossiers en instance au service de l'inspection académique de Bobigny chargé des affectations dans les collèges d'enseignement technique.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Construction.

14368. — M. Roger expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que, dans sa circonscription, plusieurs litiges sont nés entre propriétaires à la suite de la délivrance du permis de construire visant à modifier des logements anciens. Ces modifications ont souvent pour conséquence de rendre presque inhabitables les logements situés à côté du logement rénové. Il lui demande: 1° si dans ces cas les règles du code de l'urbanisme actuel sont applicables aux modifications apportées aux logements anciens; 2° quelles sont les possibilités du recours des propriétaires qui se voient privés de la jouissance complète de leur logement, du fait même de la délivrance du permis de construire. (Question du 14 octobre 1970.)

Réponse. — L'honorable parlementaire aurait intérêt à préciser les cas qui sont à l'origine de sa question. S'il s'agit exclusivement de modifications intérieures de bâtiments existants, de tels travaux ne sont plus soumis au permis de construire depuis l'entrée en vigueur de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967. S'il s'agit d'extensions ou de surélévations de constructions existantes, ces travaux restent soumis au permis de construire; ce dernier ne peut être alors délivré que si les travaux sont conformes aux règles d'urbanisme applicables dans le secteur considéré (règlement national d'urbanisme ou, le cas échéant, règlement joint au plan d'urbanisme directeur ou de détail de la partie du territoire concernée). Il n'apparaît pas a priori que les travaux qui seraient ainsi autorisés aient pour effet de priver de la jouissance complète de leur logement des propriétaires voisins. En tout état de cause, le permis de construire est toujours délivré sous réserve du droit des tiers. Aussi, le propriétaire qui estimerait subir un préjudice certain, matériel et direct, aurait la faculté, à défaut de solution par voie d'accord amiable, de porter le litige devant la juridiction civile, seule compétente pour connaître des affaires de cette nature.

Construction.

14380. — M. de la Verpillière expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que certaines directions départementales de l'équipement, à la suite de la création des agences de bassin émettent sur les demandes de permis de construire ou les demandes de lotissement, les exigences suivantes: « la construction d'habitations ne sera autorisée que si le ou les bâtiments sont susceptibles d'être raccordés à un égout public, au plus tard le 1^{er} janvier 1975 ». Il attire son attention sur le fait que, par suite de cette exigence, aucun permis de construire ne peut plus être

délivré si le maire de la commune intéressée ne prend pas l'engagement de faire raccorder à un égout public le ou les bâtiments pour lesquels est sollicité le permis de construire. Une telle exigence engage la responsabilité du maire dans un domaine où, en matière d'équipement, celui-ci n'est pas entièrement libre de ses décisions. En effet, en l'état actuel des finances locales, aucune municipalité n'a la possibilité de réaliser ses équipements publics sans l'aide de l'Etat ou du département, aide délivrée sous forme de subventions complétées par des prêts de la Caisse des dépôts et consignations. Or, les programmes d'équipement ne sont pris en considération et les subventions accordées que sur proposition et avis favorable des ingénieurs de l'équipement; seuls ceux-ci peuvent dire si dans telle ou telle commune ils accepteront un programme d'assainissement avant ou après l'année 1975. La prétention d'une direction départementale de l'équipement de faire engager la responsabilité des élus locaux pour des décisions qui ne dépendent pas d'eux paraît illogique pour ne pas dire abusive. D'autre part, une telle prétention semble constituer un abus de pouvoir, attendu qu'en attendant l'installation d'un égout public, le ou les bâtiments à construire peuvent être assainis par l'installation d'une station d'épuration privée ou par fosse septique avec un champ d'épandage et drains filtrants lorsque la nature du terrain le permet. Il ne semble pas que cette exigence de ladite direction départementale résulte d'une instruction générale du ministère de l'équipement, mais qu'elle ressort de décision individuelle des directeurs départementaux, car dans certains départements la délivrance des permis de construire n'est pas assortie de cette obligation. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que la direction générale du ministère de l'équipement harmonise la politique de ses directions départementales et prenne une position qui, tout en respectant la nécessité de la lutte contre la pollution, n'ait pas pour conséquence d'augmenter le nombre d'obstacles qui s'opposent à la construction des logements. (Question du 14 octobre 1970.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle la réponse suivante: d'une manière générale, toute construction à usage d'habitation doit disposer, à défaut d'un raccordement à un réseau de tout-à-l'égout, d'un assainissement satisfaisant au regard des règles d'hygiène et de salubrité, de façon notamment à éviter la pollution des nappes phréatiques. Aussi, lorsqu'il en est ainsi, la délivrance du permis de construire est-elle subordonnée à un accord des services départementaux de l'action sanitaire et sociale sur les conditions d'évacuation et le mode d'épuration des eaux et matières usées qui proviendront de la construction à édifier. Une telle solution ne serait toutefois guère raisonnable dans les zones appelées à être urbanisées, et par conséquent à recevoir des équipements collectifs dans un avenir prochain. On concevrait mal, dans cette perspective, que de nombreuses constructions soient édifiées qui devraient disposer chacune d'une installation d'épuration individuelle. Par ailleurs, il est certain que les localités, même importantes, ne disposent pas des moyens financiers de réaliser simultanément les équipements de toutes les zones d'extension prévues à leur schéma directeur. Les municipalités se trouvent alors amenées à établir un ordre de priorité et, à l'évidence, c'est en fonction de cet ordre de priorité que les permis de construire et autorisations de lotir pourront être délivrés. En tout état de cause, l'honorable parlementaire aurait intérêt à préciser les cas qui sont à l'origine de sa question.

INTERIEUR

14511. — M. Peizerat expose à M. le ministre de l'intérieur le cas d'une commune, chef-lieu de canton, dans laquelle le chiffre de la population qui atteignait 8.000 habitants lors du recensement de 1968, est estimé aujourd'hui à près de 9.000 habitants. Cette localité est parvenue à un tel stade de développement qu'elle est obligée de réaliser de grands travaux d'équipement et d'aménagement et de participer à la création et à la gestion de syndicats intercommunaux. Le montant de son budget annuel atteint un chiffre égal à celui d'une ville voisine, chef-lieu d'arrondissement, dont la population est de 17.000 habitants. Il lui demande si, compte tenu de son expansion rapide et du volume de son budget, cette commune ne pourrait pas être assimilée aux villes de 10.000 à 20.000 habitants pour tout ce qui concerne le fonctionnement des services administratifs et techniques: effectif du personnel et classement indiciaire des agents communaux. (Question du 20 octobre 1970.)

Réponse. — Une commune peut obtenir son classement dans la catégorie démographique supérieure si elle est classée station balnéaire, climatique, touristique, hydrominéral ou de sports d'hiver et si elle justifie d'un chiffre de population moyenne saisonnière qui, ajouté à celui de la population sédentaire, la situe au niveau de la tranche démographique pour laquelle le surclassement est envisagé. Si tel n'est pas le cas de la collectivité visée

par l'honorable parlementaire, il convient cependant d'observer qu'aux termes du décret du 16 mars 1964, lorsque l'évolution de la population d'une commune résulte d'un programme de construction et que cette évolution atteint 20 p. 100 de la population chiffrée au dernier recensement, il est possible de le faire constater par un recensement complémentaire. Dès lors que le chiffre de cette population correspond à la tranche démographique supérieure, le secrétaire général peut bénéficier de l'échelle de traitement correspondante. Quoi qu'il en soit, il est à noter qu'en l'absence de surclassement, si le titulaire du poste de secrétaire général ne peut se voir attribuer l'échelle de traitement prévue par la réglementation en vigueur pour cet emploi dans les communes de 10.000 à 20.000 habitants, rien ne s'oppose, par contre, à ce qu'en cas de réels besoins, il soit créé des emplois qui ne sont pas habituellement envisagés dans les communes dont la population est comprise entre 5.000 et 10.000 habitants. Le préfet a, dans ce cas, tout pouvoir d'apprécier les dispositions qui seraient prises en ce sens par délibération du conseil municipal.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications.

14085. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** l'évolution financière des services postaux au sens strict et lui souligne l'aggravation du déficit du trafic assuré par les postes en franchise d'affranchissement. Celui-ci est régi par une loi datant de 1923, mais les remboursements forfaitaires prévus par ce texte de la part des administrations bénéficiant de la franchise d'affranchissement n'ont pas toujours couvert la totalité des frais calculés en partant de la comptabilité interne des postes et télécommunications. Par ailleurs, ce système des franchises se révèle d'une application particulièrement complexe pour les préposés des postes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier ce système et parvenir ainsi à un meilleur équilibre financier de cette branche du trafic, compte tenu des observations formulées par la Cour des Comptes dans son rapport pour l'année 1968. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — Le régime des franchise postale a toujours posé à l'administration des P. T. T. des problèmes liés aux principes mêmes du système basé sur une détermination très complexe des droits des bénéficiaires. Ces difficultés n'ont cessé de croître en fonction du développement du trafic, de l'extension de l'action de l'Etat et de la modernisation des conditions de l'exploitation. Pour ce qui concerne la rémunération du service rendu, celle-ci est établie sur la base, d'une part du niveau des tarifs existants, d'autre part de l'importance du trafic relatif à chaque régime de franchise intéressé. Mais, chaque année, l'évaluation du nombre des correspondances en franchise, donne lieu à de nombreuses contestations entre la poste et les divers organismes ou services en cause, en raison de la difficulté à se mettre d'accord sur un trafic constaté par l'administration des P. T. T. et évalué par les autres parties sur des bases théoriques ou partielles qui conduisent généralement à des résultats différents. Il en résulte des discussions incessantes se terminant, après de longs délais, par des compromis qui ne satisfont finalement aucune des parties. A cet égard, la conjoncture budgétaire peut d'ailleurs être à l'origine de fixations arbitraires de rémunérations n'ayant aucun rapport avec la masse et l'évolution du trafic. Quant à la réglementation elle-même, sa complexité la rend effectivement particulièrement inadaptée. Au total, les choses ne sont claires et simples pour personne. La situation existante apparaît ainsi préjudiciable à la fois, au service postal, aux organismes bénéficiaires et au budget général. Le trafic en franchise ne correspond ni à une masse, ni à un régime juridique homogènes. Il se compose en fait de cinq sous-trafics régis par des statuts différents. Pour ce qui concerne le courrier officiel proprement dit, le « Manuel des franchises » représente un document de 3.000 pages contenant plus de 20.000 correspondants répartis en 13 fascicules auxquels se sont ajoutés un grand nombre de textes séparés. Il est évidemment devenu impossible de maintenir à jour un tel document. Pour les bénéficiaires, le système consacre l'irresponsabilité de l'expéditeur quant à la surveillance de sa consommation d'affranchissements. De toute manière, il est très difficile aux agents expéditeurs eux-mêmes de connaître exactement les limites de leurs droits. Enfin, le système ne répond que très imparfaitement à la nécessité impérative de simplifier les problèmes d'expédition du courrier, dans la mesure où certaines correspondances et notamment celles adressées aux particuliers, doivent en général être normalement affranchies. Par ailleurs, les conditions actuelles de l'exploitation liées à l'importance du trafic écoulé, font que les contrôles, déjà normalement difficiles, sont devenus presque impossibles dans la majorité des cas. Dès lors, les abus se multiplient. La presse s'est fait récemment l'écho des exemples les plus irritants. Il suffit d'indiquer qu'il importe quel signe au lieu et place de la marque d'affranchissement ou de porter un quelconque « contresigne » fantaisiste pour espérer pouvoir

bénéficier de la franchise. Enfin, le manque de marque d'affranchissement sur les objets circulant en franchise a fait que la réforme du courrier introduite en 1969 pour rationaliser l'exploitation, n'a pu être appliquée au courrier dispensé d'affranchissement. Celui-ci est donc toujours considéré dans son ensemble et d'office comme du courrier urgent; il en résulte, pour les administrations, des dépenses inutiles et pour le service postal, une accentuation des pointes journalières de trafic. Dans ces conditions, l'administration des P. T. T. partage entièrement l'avis exprimé par la Cour des Comptes en ce qui concerne la nécessité de remettre en cause le système actuel des franchises. Des tentatives de remise en ordre ont bien été effectuées ces dernières années. C'est ainsi que la matière a été reprise dans un décret du 27 décembre 1958, précisé par un nouveau texte du 2 janvier 1967 et codifiée aux articles D. 58 à D. 74 du code des P. T. T., sur des bases un peu plus simples que celles résultant de la réglementation d'origine qui remonte à 1844. Mais l'élaboration des arrêtés d'application qui devaient notamment récapituler les bénéficiaires s'est heurtée à de très grandes difficultés et n'a toujours pas abouti. En toute hypothèse, la parution de ces textes ne modifierait pas fondamentalement les choses puisqu'elle reconduirait le système des listes qui est précisément à l'origine de la situation actuelle. Il est donc apparu nécessaire de réexaminer le problème dans son ensemble sur des bases entièrement nouvelles et une étude a été engagée entre les différentes administrations intéressées.

Téléphone.

14194. — **M. Mourot** appelle l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur l'inquiétude ressentie par les personnels titulaires actuellement indispensables au fonctionnement des centres téléphoniques, depuis l'annonce de la mise en place accélérée du programme d'automatisation des installations téléphoniques. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui indiquer la manière dont est envisagé le reclassement des personnels titulaires dans une autre administration, par détachement ou par option et l'incidence de ces changements sur le déroulement de la carrière des intéressés. Par ailleurs, il souhaiterait connaître la position officielle de l'administration des postes et télécommunications sur le problème de l'indemnité de placement et de réinstallation pour les personnels mutés hors département. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — 1° Le reclassement, dans une autre administration, des personnels titulaires dont l'emploi aura été supprimé, par suite de l'automatisation des centres téléphoniques, fait actuellement l'objet d'un projet de loi en instance devant le Parlement et qui prévoit que ce reclassement subordonné à la demande des intéressés, pourra intervenir, non seulement dans les administrations de l'Etat, mais aussi dans les collectivités territoriales et dans des établissements publics ayant ou non le caractère industriel et commercial. Les modalités d'application de ce texte seront fixées ensuite par un décret en Conseil d'Etat; 2° l'administration des P. T. T. demandait depuis plusieurs années la création d'une indemnité de réinstallation en faveur des personnels à qui une modernisation des services, telle que l'automatisation du téléphone, impose un changement d'affectation et de résidence. Le principe de cette indemnité a été proposé par le groupe de travail interministériel et est actuellement à l'étude au ministère de l'économie et des finances.

Comités d'entreprises.

14649. — **M. Henri Lucas** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il n'y a pas lieu d'envisager l'assouplissement des instructions administratives permettant aux comités d'entreprises d'ouvrir un compte courant postal. En effet, aux termes de l'article L. 99 du code des P. T. T. les personnes morales peuvent se faire ouvrir des C. C. P. sous réserve de l'agrément de l'administration des P. T. T. Aux termes de l'annexe n° 9 du fascicule VI de l'instruction générale sur le service des P. T. T. les personnes morales telles que les comités d'entreprises doivent déposer une pièce B qui « doit permettre de constater que la personne morale (ou l'organisme) est régulièrement constituée et a satisfait aux conditions de publicité prévues par les textes légaux ou réglementaires ». Or, le tableau qui figure à ladite annexe n° 9 exige, pour les comités d'entreprises, un « extrait sur papier libre de la délibération au cours de laquelle a été désignée la personne chargée d'agir au nom du comité. Cette pièce doit être certifiée conforme par le président (qui est obligatoirement le chef de l'entreprise) ou par l'inspecteur du travail (ordonnance du 22 février 1945). Il lui fait observer que l'exigence d'une délibération certifiée conforme par l'employeur ou l'inspecteur du travail va au-delà de la nécessité de constater la constitution régulière de la personne morale et qu'en outre elle fait une application restrictive de l'ordonnance du 22 février 1945 sur les comités d'entreprises. En effet, aux termes de ladite ordonnance,

les comités d'entreprises sont des personnes morales de droit privé prenant leurs décisions à la majorité des voix. Ils ne sont pas des sociétés ou des associations valablement représentées par leur président. Certains employeurs, hostiles au droit syndical, s'efforcent d'empêcher les comités d'entreprises de gérer librement leurs fonds. Exiger une délibération spéciale certifiée conforme par l'employeur risquerait de donner à celui-ci les moyens de retarder l'application des décisions prises librement par la majorité du comité. Quant à l'inspecteur du travail il ne préside que les séances extraordinaires convoquées en cas de carence du directeur de l'établissement (art. 16 de l'ordonnance du 22 février 1945) ce qui n'est pas forcément le cas de la réunion au cours de laquelle la décision d'ouvrir un C. C. P. a été votée. Par contre, aux termes de l'article 17 de l'ordonnance précitée, les procès-verbaux des délibérations des comités d'entreprises sont établis par le secrétaire du comité d'entreprise. Pour être en concordance avec les textes, l'instruction générale des P. T. T. devrait donc demander un extrait des délibérations signé du secrétaire du comité d'entreprise, et non pas de l'employeur (président du comité), ni de l'inspecteur du travail, quitte à prévoir les modalités de justification de la qualité de secrétaire du comité. (Question du 26 octobre 1970.)

Réponse. — L'extrait de la délibération dont l'administration des P. T. T. exige la production est destiné non pas à établir l'existence du comité d'entreprise, puisque celle-ci découle directement des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945, mais simplement à porter à la connaissance des services intéressés le nom de la personne habilitée à représenter auprès de ceux-ci l'organisme en question, notamment pour l'ouverture d'un compte courant postal. Si la réglementation prévoit que la certification de conformité de cet extrait doit être faite par le président du comité — qui est obligatoirement le chef d'entreprise — ou par l'inspecteur du travail, c'est parce qu'il n'est nul besoin de demander ni à l'un ni à l'autre la justification de leur qualité. S'agissant plus particulièrement de l'employeur, le dossier de société préalablement constitué dans un bureau de poste au nom de son entreprise donne en effet toutes garanties à cet égard. Il en irait au contraire différemment dans le cas où serait admis, comme pièce justificative, un extrait des délibérations signé du secrétaire du comité d'entreprise. La qualité de cette personne presque toujours inconnue du service postal devrait en effet faire l'objet d'une justification particulière — ainsi que l'indique d'ailleurs l'honorable parlementaire — consistant à fournir un extrait lui-même certifié de la délibération au cours de laquelle a été désigné le secrétaire. La solution adoptée est en définitive celle qui permet de réduire au minimum les formalités à accomplir, tout en garantissant les intérêts des comités d'entreprises comme ceux de la poste et il paraît préférable, pour cette raison, de maintenir inchangée la réglementation en vigueur qui, dans la pratique et à la connaissance de l'administration, n'a jusqu'ici entraîné aucune difficulté dans le fonctionnement desdits comités.

SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE

Hôpitaux.

9548. — M. Delachenal demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne pense pas qu'il serait souhaitable de fusionner la commission nationale de l'équipement hospitalier et la commission nationale de coordination, chargées de donner leur avis sur les projets dépendant de l'équipement sanitaire et social, compte tenu du fait que ces avis, lorsqu'ils sont différents, rendraient pratiquement impossible la réalisation de certains projets, ce qui fut notamment le cas pour l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice en Savoie. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que le problème signalé n'a pas échappé à son attention. Il convient, en premier lieu, de souligner que la coexistence de deux organismes consultatifs distincts, pour les équipements du secteur public, n'a jamais particulièrement retardé la réalisation des projets d'équipement sanitaire. Elle n'a pas davantage, à l'occurrence, empêché l'examen du projet d'extension de l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice de se poursuivre dans des conditions normales, la consistance globale du programme de l'établissement, arrêtée après la réunion de la commission nationale de l'équipement hospitalier, ayant été confirmée après celle de la commission nationale de coordination. Seul, en effet, le découpage de la construction en deux tranches avait alors été adopté. Mais l'hôpital n'a pas été construit, parce que les crédits nécessaires n'ont pas pu être dégagés sur le V^e Plan et non parce que des avis divergents ont été donnés. En second lieu, il est à noter que la simplification souhaitée se trouve justement réalisée par le projet de loi portant réforme hospitalière. Ce projet prévoit, notamment, qu'une seule commission, la commission nationale ou la commission régionale de l'équipement sanitaire, sera habilitée à donner un avis sur les programmes généraux de création ou d'extension d'établissements publics.

Hôpitaux (personnel).

14344. — M. Carpentier appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que l'essentiel des dispositions concernant le personnel hospitalier, arrêtées entre le Gouvernement et les syndicats, lors des négociations de mai 1968, demeure lettre morte, faute de textes d'application. Il lui expose notamment, d'une part, que le refus du Gouvernement de reclasser les aides-soignants, compte tenu de leur qualification sanctionnée par un « certificat d'aptitude » et, d'autre part, sa volonté de maintenir au service des malades, des agents dépourvus de toute formation, bloquent la publication des textes qui permettraient aux personnels hospitaliers les plus défavorisés de bénéficier, avec effet du 1^{er} janvier 1970, de la réforme des catégories C et D. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre, dans les délais les plus brefs, pour mettre un terme à cette situation. (Question du 9 octobre 1970.)

Réponse. — Il n'est pas exact de dire que l'essentiel des accords de Grenelle est resté lettre morte ; si l'on se réfère aux textes réglementaires et aux instructions publiés depuis cette date, on doit constater, au contraire que les principaux engagements pris en mai 1968 ont été tenus. Afin de parachever ceux-ci, des dispositions figurent dans les deux projets de loi qui viennent d'être déposés devant le Parlement et dans un certain nombre de textes réglementaires et d'instructions dont le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'efforce de hâter la publication. Il est à noter que, conformément aux accords de Grenelle, des groupes de travail ont effectivement étudié les réformes à apporter au statut particulier des aides-soignants et des agents des services hospitaliers. La discussion des propositions faites par ces groupes de travail, étant donné l'ampleur des modifications envisagées, a notablement ralenti l'application de la réforme des catégories C et D — dans laquelle ces modifications s'inscrivent étroitement — au secteur hospitalier public. En définitive, le Gouvernement n'a pu retenir dans le domaine considéré toutes les propositions formulées : il n'en reste pas moins que les mesures qui interviendront maintenant à brève échéance apporteront d'importantes améliorations à la situation des aides-soignants et des agents des services hospitaliers et à la structuration des services de soins dans les établissements hospitaliers publics. En tout état de cause, les textes concernant l'application de la réforme des catégories C et D aux personnels hospitaliers publics ont été publiés au *Journal officiel* du 4 novembre 1970 donnent ainsi satisfaction à la majorité des personnels intéressés.

Hôpitaux.

14465. — M. Barberot, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 12505 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 11 juillet 1970, p. 3406), demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il peut lui indiquer : 1° si des solutions sont intervenues en ce qui concerne les problèmes particuliers que pose la réforme des catégories C et D dans le secteur hospitalier public ; 2° si des décisions ont été prises concernant l'exercice des droits syndicaux dans les hôpitaux publics ; 3° quelle réforme il est envisagé d'apporter au statut des diverses catégories de personnels hospitaliers, à la suite des études qui ont été entreprises dans les conditions prévues par le protocole d'accord du 31 mai 1968. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1° les projets de texte concernant l'application de la réforme des catégories C et D dans les hôpitaux publics ont été examinés par le conseil supérieur de la fonction hospitalière le 15 octobre 1970 et publiés au *Journal officiel* du 4 novembre 1970. La situation des aides-soignants dont le règlement posait, en effet, des problèmes particuliers a, cependant, été disjointe. Une solution définitive interviendra néanmoins dans les plus brefs délais possibles qui devrait concilier des positions contradictoires ; 2° une instruction concernant l'exercice des droits syndicaux dans les établissements hospitaliers publics sera prochainement diffusée compte tenu de termes de l'instruction du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique ; 3° la réforme de certains statuts particuliers applicables aux personnels des établissements hospitaliers publics était étroitement liée à la réforme des catégories C et D ; celle-ci étant intervenue, les projets de modification des statuts des personnels administratifs et des personnels ouvriers et de service intérieur étudiés en groupes de travail pourront être examinés par le conseil supérieur de la fonction hospitalière.

Hôpitaux (personnel).

14599. — M. Gaudin indique à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le personnel du centre psychiatrique et sanatorium de Pierrefeu-du-Var s'est mis en grève les

26 et 29 septembre 1970 pour protester contre le retard mis à appliquer les accords sociaux les concernant, signés en mai 1968. Il lui fait observer en effet qu'un très grand nombre d'établissements sont encore très éloignés des quarante heures, que le décret du 22 mars 1937 n'a toujours pas été abrogé, que la pratique des gardes et astreintes se développe, en dehors de toute réglementation, que le problème des effectifs hospitaliers a été laissé sans solution, que les indemnités horaires pour travail intensif de nuit sont pratiquement refusées à tous les personnels hospitaliers, que les indemnités spéciales de sujétion pour travail les dimanches et jours fériés ont été totalement détournées de leur esprit initial, de telle sorte que certains agents en sont privés, que les indemnités pour travaux pénibles, insalubres, sont restées à leur taux de 1964, alors qu'il a été révisé il y a plus de deux ans pour les autres personnels de l'Etat et des communes, que l'exercice du droit syndical n'a pas été amélioré, que les comités techniques paritaires n'ont pas été officialisés, que le conseil de discipline supérieur n'a pas été créé et que les autorités ayant pouvoir de nomination conservent le droit d'agir à leur guise, et qu'aucune réforme statutaire sérieuse n'a été mise en œuvre, qu'il s'agisse des personnels administratifs, secrétaires médicales, assistantes sociales, personnels paramédicaux, ouvriers et agents du service intérieur, et que le reclassement des catégories C et D qui devait être appliqué depuis le 1^{er} janvier 1970 n'a pas encore vu son aboutissement. D'autre part, sur le plan local, les personnels qui se sont mis en grève ont estimé qu'il était inadmissible qu'étant notés sur 25, la moyenne soit tenue à 16 dans les services médicaux et à 17 dans les services généraux, que l'avancement du tiers des agents promouvables engendre chaque année des mécontentements, et ils souhaitent que la prime de service soit transformée en un treizième mois, afin d'éviter les conséquences d'une notation mal faite et illogique. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre aux revendications parfaitement justifiées de ces personnels, qui se dévouent sans compter et dans des conditions très ingrates pour le fonctionnement d'un service public. (Question du 22 octobre 1970.)

Réponse. — Il n'est pas exact de dire que l'essentiel des accords de Grenelle est resté lettre morte ; si l'on se réfère aux textes réglementaires et aux instructions publiés depuis cette date, on doit constater, au contraire, que les principaux engagements pris en mai 1968 ont été tenus. Afin de parachever ceux-ci, des dispositions figurent dans les deux projets de loi qui viennent d'être déposés devant le Parlement et dans un certain nombre de textes réglementaires et d'instructions dont le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'efforce de hâter la publication. Il est à noter que, conformément aux accords de Grenelle, des groupes de travail ont effectivement étudié les réformes à apporter au statut particulier des aides-soignants et des agents des services hospitaliers. La discussion des propositions faites par ces groupes de travail, étant donné l'ampleur des modifications envisagées, a notablement ralenti l'application de la réforme des catégories C et D — dans laquelle ces modifications s'insèrent étroitement — au secteur hospitalier public. En définitive, le Gouvernement n'a pu retenir dans le domaine considéré toutes les propositions formulées : il n'en reste pas moins que les mesures qui interviendront maintenant à brève échéance apporteront d'importantes améliorations à la situation des aides-soignants et des agents des services hospitaliers et à la structuration des services de soins dans les établissements hospitaliers publics. En tout état de cause, les textes concernant l'application de la réforme des catégories C et D aux personnels hospitaliers publics ont été publiés au *Journal officiel* du 4 novembre 1970, donnant ainsi satisfaction à la majorité des personnels intéressés. D'autre part, il convient de souligner, en ce qui concerne la situation particulière du centre psychiatrique et du sanatorium de Pierrefeu-du-Var à laquelle il est fait allusion, que l'article L. 818 du livre IX du code de la santé publique précise : « l'avancement d'échelon à l'ancienneté minimum peut être accordé par l'autorité investie du pouvoir de nomination, après avis de la commission paritaire, aux agents auxquels a été attribuée une note supérieure à la note moyenne obtenue par les agents du même grade sans que plus d'une promotion sur trois puisse être prononcée par application de ces dispositions ». Il ne peut être évidemment tenu compte d'une note moyenne autre que celle visée par l'article L. 818 précité, puisque c'est cette note qui détermine la valeur moyenne des agents d'un même établissement étant donné que tous les notateurs ne notent pas avec la même sévérité ou la même indulgence ; l'avancement à l'ancienneté minimum qui doit demeurer un avantage sélectif devant récompenser les meilleurs agents, sous peine de perdre sa raison d'être, ne peut donc être attribué qu'à ceux d'entre eux ayant obtenu une note supérieure à cette note moyenne. Il en va de même pour la prime de service qui a été conçue comme une prime à la valeur et dont la transformation en un treizième mois aboutirait à traiter de la même façon des agents de haut mérite et des agents de valeur médiocre.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

S. A. F. E. R.

14506. — 20 octobre 1970. — M. Fontaine signale à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, qu'en réponse à sa question écrite n° 9240 du 28 octobre 1969 concernant l'extension à la Safer de la Réunion du droit de préemption, il lui a été répondu (*Journal officiel* du 10 janvier 1970) que si le principe en avait été admis par le décret n° 64865 du 20 août 1969, par contre le projet de décret étendant le décret d'application devait être soumis à l'approbation des ministères techniques et du Conseil d'Etat. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire connaître où en est cette affaire après une année de consultations.

Electricité de France.

14507. — 20 octobre 1970. — M. Fontaine demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique s'il envisage de nationaliser l'électricité à la Réunion. En effet, pour l'instant, l'E. D. F. ne se borne qu'à une participation dans une société privée d'économie mixte.

Fonctionnaires.

14508. — 20 octobre 1970. — M. Fontaine demande à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) sur quels critères se fondent les administrations pour faire le distinguo subtil, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires mutés dans un département d'outre-mer, entre le fonctionnaire muté pour nécessité de service, sur sa demande expresse au vu d'une liste de postes vacants, et celui qui est muté pour convenances personnelles dans les mêmes conditions de candidature.

Emploi.

14509. — 20 octobre 1970. — M. Fontaine signale à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que, le 21 mars 1969, il posait à son prédécesseur une question écrite l'invitant à lui faire connaître s'il envisageait d'étendre aux départements d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1967 relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi. N'ayant reçu aucune réponse à ce jour, il serait particulièrement désireux de connaître quel est son avis sur cette importante affaire.

Fonctionnaires.

14510. — 20 octobre 1970. — M. Fontaine demande à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) si les fonctionnaires qui sont mutés dans un département d'outre-mer, prenant pour motif « la nécessité de service », le sont bien avec l'accord des intéressés et sur leur demande expresse au vu de la liste des vacances officiellement établie.

Assistance publique.

14512. — 20 octobre 1970. — M. Rabreau expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il a été constaté des abus dans les conditions d'emploi des jeunes de l'assistance publique placés en particulier comme ouvriers agricoles ou personnels de maison. Il lui demande quels sont les moyens dont dispose son département pour contrôler les conditions de travail de ces jeunes gens, notamment les horaires, et remédier à ces abus.

Taxe locale d'équipement.

14513. — 20 octobre 1970. — M. Louis Terrenoire rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les industriels et les artisans qui ont obtenu un permis de construire en vue d'étendre leur entreprise doivent régler la taxe d'équipement dès le début des travaux. Il lui demande si les intéressés pourraient bénéficier d'un report pour le paiement de cette taxe, car ils doivent en même temps procéder au règlement de frais importants entraînés par l'extension de leur activité. Il lui fait remarquer que la solution favorable attendue permettrait aux industriels et artisans

concernés de procéder à des investissements plus importants permettant une expansion plus large de leur entreprise et s'inscriraient aussi dans la politique d'incitation à la productivité préconisée par le Gouvernement.

I. R. P. P. (dirigeants de sociétés).

14515. — 20 octobre 1970. — **M. Pierre Ribes** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 30 de la loi du 12 juillet 1965 oblige les dirigeants de sociétés ainsi que les salariés ayant, en fait, la qualité de dirigeants à justifier que les allocations et indemnités forfaitaires qu'ils perçoivent correspondent à des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi, non couverts par la déduction forfaitaire de 10 p. 100 et que ces allocations ou indemnités sont utilisées conformément à leur objet. Dans une instruction du 22 mars 1967, la direction générale des impôts a prescrit à ses agents de refuser la prise en considération des dépenses non assorties de factures ou de notes de frais chaque fois que l'engagement de telles dépenses entraîne la délivrance d'un tel document (notes d'hôtel ou de restaurant, billets d'avion ou de bateau, factures du traiteur pour les réceptions à domicile, etc.). Elle admet, par contre, pour les dépenses qui en général ne donnent pas lieu à l'établissement d'une facture (frais de voyage en chemin de fer ou frais de réception à domicile sans recours à un traiteur, par exemple) qu'une fiche comportant les renseignements nécessaires à l'appréciation de la réalité de la quotité de la dépense (date, nature, lieu d'exposition, nombre d'invités, coût, etc.). L'administration précise que le recours à cette formule doit garder un caractère exceptionnel. Les inspecteurs des impôts, en faisant une application stricte de ces dispositions déjà très rigoureuses, réintègrent dans les salaires imposables toutes les allocations forfaitaires non appuyées de documents justificatifs. Dans ces conditions, il est évident que le principe même de l'attribution d'indemnités ou d'allocations forfaitaires est mis en cause. Tout se passe comme si l'on voulait interdire, dans la pratique, la prise en charge par le moyen d'une évaluation nécessairement approximative des dépenses que l'exercice de leurs fonctions entraîne pour les dirigeants de sociétés. Autrement dit, seuls seraient, en fait, admis les remboursements de ces frais d'après leur montant réel et justifié. Il lui demande s'il n'y a pas de ce fait interprétation abusive des dispositions de l'article 30 de la loi du 12 juillet 1965.

Sociétés immobilières.

14517. — 20 octobre 1970. — **M. Duval** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la question suivante : une société en nom collectif ayant pour objet la construction de bâtiments et de maisons d'habitation possédait un terrain à l'actif de son bilan. Ce terrain, à usage industriel, a été retenu pour le calcul de la contribution des patentes. Dans le cadre de son activité professionnelle, elle a apporté ledit terrain à une société civile de construction d'appartements (société transparente). Elle a reçu en contrepartie de l'apport du terrain des parts de la société civile et a réalisé ainsi une plus-value (différence entre la valeur d'apport du terrain et la valeur au bilan) taxable au taux de 10 p. 100 (plus-value à long terme). Ceci exposé, il lui demande si la plus-value sur la cession ultérieure des parts de la société civile avant et après achèvement des appartements doit être calculée en partant de la valeur d'apport du terrain et en faisant ainsi abstraction de la plus-value réalisée à long terme sur l'apport dudit terrain ou si, au contraire, l'administration est fondée à calculer cette plus-value en partant de la valeur des terrains au bilan, avant apport, sous prétexte que l'impôt au taux réduit de 10 p. 100 était dû au titre d'un exercice actuellement couvert par la prescription et qu'en fait il n'a pas été réclamé.

Bois et forêts.

14519. — 20 octobre 1970. — **M. Jacques Barrot**, se référant aux dispositions du décret n° 70-781 du 27 août 1970, pris en application de l'article 1613 du code général des impôts, attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences regrettables auxquelles donnera lieu l'application des dispositions de ce décret, qui ont pour effet d'exclure du bénéfice de la suspension de perception de la taxe du fonds forestier national, à compter du 1^{er} janvier 1971, les sciages de chêne destinés à l'exportation. Le rétablissement de la taxe risque de compromettre gravement les résultats des efforts entrepris ces dernières années par les exportateurs de sciages de chêne pour s'implanter sur les marchés extérieurs. Elle entraînera, par contre, dans des conditions de marché similaires à celles qui prévalaient à la fin de 1969 et au début de 1970, un afflux des achats étrangers sur les grumes, pour lesquelles l'incidence de la taxe du F.F.N. est plus faible. On assistera ainsi à un accroissement des exportations de grumes et, du même coup, à une réduction des possibilités d'approvisionnement des industries françaises du bois, les acheteurs étrangers

ayant la possibilité de participer largement aux ventes de coupes. Les exportations de sciages de chêne portent sur les excédents de production qui dépassent les besoins des industries françaises ; elles ne peuvent donc gêner ces dernières, alors que l'approvisionnement de celles-ci subira des perturbations du fait de l'achat de grumes par les étrangers. Il lui demande si, pour toutes ces raisons, il n'estime pas indispensable de revoir ce problème, en vue de maintenir la suspension de la perception de la taxe du F.F.N. sur les sciages de chêne exportés.

Anciens combattants (retraite).

14526. — 20 octobre 1970. — **M. Gilbert Faure** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il compte répondre à l'occasion du budget de 1971 aux revendications suivantes, présentées par les anciens combattants, et qui lui paraissent très justifiées : 1° alignement de l'ensemble des retraites des combattants sur le taux de la retraite servie aux anciens de 1914-1918 ; 2° attribution de la retraite du combattant à tous les anciens combattants qui ne bénéficient pas d'une retraite servie sur fond public ; 3° extension de la majoration de 25 p. 100 en faveur des rentes constituées auprès de la caisse de dépôt par les anciens combattants non mutualistes, et en faveur des retraités de la sécurité sociale, quel que soit le régime auquel ils se rattachent.

Hôtels et restaurants.

14528. — 20 octobre 1970. — **M. Weber** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les « hôtels de tourisme » sont assujettis à la T.V.A. au taux réduit de 7,50 p. 100 alors que les « hôtels non homologués » restent encore redevables de la T.V.A. au taux intermédiaire de 17,60 p. 100. Soulignant cette anomalie difficilement explicable, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, dans le cadre et l'esprit de l'article 13 du projet de loi de finances pour 1971 qui prévoit des mesures d'allègement à la T.V.A. par une extension du taux réduit, d'ajouter les « hôtels non homologués » à la liste des entreprises bénéficiaires des allègements prévus.

Taxe de séjour.

14531. — 20 octobre 1970. — **M. Christian Bonnet** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le taux de la taxe de séjour n'a pas été modifié depuis le décret du 27 mai 1959. Il lui demande si, compte tenu de l'augmentation massive des charges des stations qui en bénéficient, il ne lui paraît pas indispensable de procéder à leur actualisation.

Prestations familiales.

14533. — 20 octobre 1970. — **M. Weber** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les problèmes posés par le respect des textes qui ont été à l'origine des allocations familiales. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'établir un lien entre la moyenne des salaires et le taux des prestations familiales, de manière que les familles bénéficient de l'expansion au même titre que les salariés.

Postes et télécommunications (personnel).

14534. — 20 octobre 1970. — **M. Weber** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le malaise qui se développe au sein des cadres administratifs supérieurs des postes et télécommunications. Ce malaise résulte de la non-prise en considération des conclusions de la commission présidée par **M. Le Carpentier**, commission créée en application des dispositions du paragraphe 3 du « Protocole Ségur » de juin 1968, tendant à dresser le constat des disparités existantes entre les carrières des fonctionnaires de l'administration des P.T.T. et celles de leurs homologues d'autres administrations, et à proposer des mesures propres à les faire disparaître. Il précise que les cadres supérieurs de la direction générale des impôts ont bénéficié en 1968 de la réforme qui est actuellement encore refusée aux cadres supérieurs des P.T.T. Il lui demande s'il n'estime pas indiqué et conforme à la justice de décider en faveur des cadres supérieurs des P.T.T. l'application des conclusions de la commission **Le Carpentier**, conclusions qui ont déjà reçu l'accord de **M. le ministre des postes et télécommunications**.

I. R. P. P.

14537. — 20 octobre 1970. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le contribuable qui estime que l'impôt, susceptible d'être à sa charge à raison de ses revenus de

l'année précédente, sera inférieur à 200 francs peut se dispenser du versement des acomptes provisionnels. Le contribuable dont la cotisation est inférieure à celle de l'année précédente tout en demeurant supérieure à 200 francs peut réduire le montant de chacun de ses acomptes provisionnels au tiers de la cotisation dont il estimera être finalement redevable. De nombreux contribuables ignorent cette possibilité et effectuent donc le versement correspondant à l'avis reçu du percepteur. Ce dernier doit garder les sommes ainsi versées en trop jusqu'au 31 décembre et les rembourser après cette date sur demande des contribuables à moins de présenter une attestation de l'inspecteur des contributions directes indiquant que l'imposition parue semble définitive ce qui permettrait le remboursement du reliquat dès le mois de septembre en général. Le service des contributions directes refusant de délivrer ces attestations, il lui demande s'il n'est pas possible de laisser les percepteurs juges de la situation en les autorisant à imputer l'excédent sur les autres impôts (collectivités locales) et rembourser l'excédent. Ceci éviterait au public de porter un jugement regrettable sur les services du Trésor accusés parfois de garder des fonds indûment.

Handicapés.

14539. — 20 octobre 1970. — M. Pierre Lucas expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que le R. A. P. destiné à appliquer la loi du 23 novembre 1957 sur l'emploi des travailleurs handicapés, a été publié huit ans après, en 1965; le rapport Bloch-Lainé signalait que ce règlement: 1° reprend le système des « emplois réservés »; 2° y ajoute des facilités particulières pour l'accès aux concours administratifs normaux. « Nul n'en a encore bénéficié », constate le rapport. Il lui demande combien de handicapés civils ont bénéficié des dispositions prévues par ce règlement d'administration publique, tant en fait d'emplois réservés qu'en ce qui concerne les handicapés reçus aux concours administratifs. Il souhaite en somme savoir combien ont accédé aux diverses catégories de la fonction publique, en particulier à la catégorie A.

Handicapés.

14540. — 20 octobre 1970. — M. Pierre Lucas expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le V^e Plan prévoyait pour l'équipement en faveur des handicapés: 1° pour les enfants et adolescents infirmes moteurs, la création de 7.820 nouvelles places, ce qui devait porter le taux de couverture des besoins à 50 p. 100; 2° pour les adultes handicapés, à l'exclusion des personnes âgées et de celles qui relèvent d'hôpitaux psychiatriques: 10.000 nouvelles places. Il lui demande dans quelle mesure ces créations ont été réalisées et souhaiterait connaître en détail leur nombre et leur implantation exacte.

Huile.

14541. — 20 octobre 1970. — M. Lafon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 29 de la loi de finances de 1969 prévoit une taxe spéciale sur les huiles végétales fluides ou concrètes au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles. Le taux de cette taxe était fixé à 120 millions de francs. Le projet de budget pour 1971 prévoit une recette de 90 millions de francs, ce qui représente une diminution de 25 p. 100. Cette situation paraît injuste, notamment pour les producteurs de lait. Il lui demande: 1° pour quelle raison l'article 29 de la loi de finances voté le 18 novembre 1969 n'a pas été appliqué; 2° s'il n'envisage pas que la taxe sur les matières grasses soit augmentée dans le prochain budget, afin de permettre de dégager une somme de 120 millions affectée au B. A. P. S. A.

Greffiers.

14543. — 20 octobre 1970. — M. Gernez demande à M. le ministre de la justice s'il peut lui préciser le rôle exact d'un agent de bureau dans un greffe d'instance et quel genre de travail il doit effectuer.

Vignette automobile.

14544. — 20 octobre 1970. — M. Douzans expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, pour être efficace, la fiscalité moderne se doit d'être indolore, ce qui exige qu'elle s'entoure d'une certaine discrétion. Aucun contribuable ne paie des impôts avec plus de consentement sinon d'allégresse que le joueur de lercé ou le fumeur de cigarettes! Ce mode de perception de l'impôt ne suscite en outre aucune incitation à la fraude, les offices de bookmaker ou la consommation de cigarettes de contrebande ne constituant qu'une infime exception. La vignette, par

contre, procède d'une approche psychologique fallacieuse et d'une conception fiscale anachronique et désuète. En obligeant le redevable à certaines formalités comme le recensement dans une recette buraliste, elle est ressentie comme une brimade. Celui qui s'y soustrait s'expose à des pénalités qui prennent un caractère déshonorant sinon infamant. Certes, on ne peut demander à la fiscalité d'être populaire! Mais pour être valable, elle doit recueillir un certain consensus. Il semble que le principe de la vignette soit condamné par la proportion considérable de ceux qui s'emploient à s'y soustraire ainsi que par la disproportion entre l'assiette et le rapport de cet impôt. Au lieu de rechercher si, en 1971, on posera la vignette sur le pare-brise ou la lunette arrière, il lui demande s'il ne serait pas à la fois plus simple et plus raisonnable de lui substituer une majoration de prix des carburants d'un montant correspondant aux rentrées de trésorerie que l'administration escomptait de cet impôt particulièrement impopulaire. Supprimant toute paperasserie, rendant la fraude impossible, libérant de nombreux contrôleurs du cadre A pour l'instruction de multiples dossiers en souffrance, faute de personnel, ce qui met en cause pour l'Etat des milliards, cette forme de perception aurait le double avantage d'être équitable, le redevable acquittant son imposition proportionnellement à l'usage qu'il fera de son véhicule, et de ne pas ajouter aux difficultés de l'industrie automobile française, par rapport à la concurrence étrangère, pour la fabrication des moyennes et grosses cylindrées.

Conseil de l'Europe (relations Est-Ouest).

14545. — 20 octobre 1970. — M. Vailleux attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la recommandation n° 614 relative aux relations Est-Ouest qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 24 septembre 1970 et qui demande, en particulier, aux gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe de maintenir à leur ordre du jour la préparation d'une ou de plusieurs conférences sur la sécurité européenne et d'étudier attentivement la suggestion de créer un organe permanent chargé de la coopération entre l'Est et l'Ouest. Il lui demande s'il peut lui préciser la position du Gouvernement sur ces questions, à la lumière notamment du récent voyage en Union soviétique de M. le Président de la République.

Traités et conventions.

14547. — 20 octobre 1970. — M. Krieg expose à M. le ministre des affaires étrangères que son attention vient d'être attirée sur la convention culturelle entre la France et le Maroc, signée à Paris le 5 octobre 1957, qui stipule dans ses différents articles que les établissements de type français implantés au Maroc, qu'ils relèvent de l'ambassade de France ou des autorités universitaires marocaines, sont... « ouverts aux ressortissants des deux pays » et... « donnent à tous les degrés un enseignement conforme aux programmes, horaires et méthodes pédagogiques suivis en France, dispensés dans les mêmes conditions et conduisent aux mêmes diplômes ». Il lui demande: 1° s'il est toujours disposé à appliquer intégralement, en ce qui le concerne, les clauses de cet accord; 2° dans l'affirmative, s'il donnera aux établissements qui relèvent de son autorité, sans accroître encore la charge imposée aux familles, les moyens en locaux, en personnel et en crédits de fonctionnement indispensables pour permettre à ces établissements: a) de continuer à accueillir sans restriction les enfants des ressortissants marocains, et les enfants français, même si leur scolarisation a débuté dans une école privée; b) de donner à « tous les degrés... » c'est-à-dire de la maternelle (fonctionnant dans les mêmes conditions qu'en France ou au Maroc à la date de la signature de la convention culturelle) au seuil de l'université... un enseignement conforme aux programmes, horaires et méthodes pédagogiques suivis dans les établissements de France... », c'est-à-dire appliquant intégralement les nombreuses et profondes modifications intervenues ou à intervenir à tous les niveaux dans les différentes disciplines et faisant l'objet de décrets, arrêtés et instructions officielles pris par le ministère de l'éducation nationale. « ...Dispensé dans les mêmes conditions » c'est-à-dire par un personnel de même qualification, travaillant avec les mêmes moyens et les mêmes effectifs que dans les établissements de France... ». Et « conduisant aux mêmes diplômes » c'est-à-dire préparant aux différents brevets et baccalauréats tels qu'ils ont été définis par les textes récents, organisés avec la caution et délivrés sous la garantie des autorités universitaires françaises. C'est-à-dire avec l'application des mêmes mesures qui seraient prises à l'avenir en faveur d'une gratuité totale dans le 1^{er} cycle secondaire (gratuité des livres scolaires, fournitures, transports). 3° Dans la négative s'il n'envisage pas de dénoncer ou de reviser la convention culturelle qui lui crée les obligations rappelées ci-dessus, de transférer au ministère de l'éducation nationale les charges et les responsabilités qu'il ne serait plus à même d'assumer à l'égard des jeunes français résidant au Maroc. 4° Dans l'un

comme dans l'autre cas, ou s'il envisageait de ne pas donner plein effet aux engagements souscrits, s'il compte donner en temps utile aux familles intéressées, soit directement, soit par le canal de leurs associations, les informations et précisions qui leur permettront de prendre en toute connaissance de cause, avant la rentrée 1970, les dispositions qu'elles jugeront nécessaires concernant les études et l'avenir de leurs enfants.

Fonctionnaires.

14550. — 20 octobre 1970. — M. Cousté expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'administration fait paraître chaque année un barème faisant ressortir l'indemnité kilométrique de voiture allouée aux agents utilisant leur voiture personnelle, ce barème servant d'indication dans le secteur privé. Il souhaiterait savoir si ce barème est établi sur une assurance tous risques.

Rénovation rurale.

14552. — 20 octobre 1970. — M. Gabriel Péronnet demande à M. le ministre, délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire si, à la suite des déclarations qu'il a faites à Clermont-Ferrand, le 19 octobre dernier à propos des options du VI^e Plan pour la région « Auvergne », il n'estime pas juste de proposer d'inclure le département de l'Allier dans la zone de rénovation rurale Auvergne dont on ne comprend pas pourquoi il en a été exclu, alors que, faisant partie intégrante de la région économique Auvergne, il est le seul département de cette région à ne pas pouvoir bénéficier des mesures et des crédits prévus au titre de la rénovation rurale.

Santé publique.

14553. — 20 octobre 1970. — M. Péronnet demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre sur l'ensemble du territoire à la suite de l'apparition d'un cas de rage sur un animal domestique, en l'occurrence un chien, qui a contaminé un enfant.

Aide sociale (T. V. A.).

14554. — 21 octobre 1970. — M. Pierre Lucas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les travaux entrepris à l'occasion de constructions effectuées pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales bénéficient en ce qui concerne la T. V. A. du taux Intermédiaire. Il lui demande si le même avantage ne pourrait pas être consenti aux travaux de construction réalisés pour le compte de centres d'aide sociale, et notamment des ateliers protégés ou des centres de rééducation.

Sécurité sociale.

14558. — 21 octobre 1970. — M. David Rousset appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les dispositions de l'article L. 357 du code de la sécurité sociale prévoyant l'assimilation à des périodes d'assurance obligatoire, en vue de la liquidation de la pension de vieillesse, des périodes comprises entre le 1^{er} septembre 1939 et le 1^{er} juin 1946, cet article visant les assurés n'ayant pu cotiser du fait de la guerre. Il lui rappelle en outre que les personnes pouvant se prévaloir de l'article L. 357 du code de la sécurité sociale précité doivent avoir été obligatoirement affiliées à titre obligatoire à la sécurité sociale lors de l'événement qui a entraîné l'interruption de travail et, corrélativement, le versement des cotisations (arrêté du 9 septembre 1946, art. 5). Il lui expose à ce sujet le cas d'un émigré polonais, arrivé en France en 1937, et naturalisé après la guerre, soit en 1947. Or, l'intéressé n'a pu subsister, entre 1937 et 1939, qu'en acceptant un travail non déclaré par ses employeurs. Incorporé dans l'armée polonaise, puis libéré après la débâcle de 1940, il a alors été enrôlé dans le 662^e groupe de travailleurs étrangers, et ce du 9 novembre 1942 au 6 février 1945. La guerre terminée et la naturalisation acquise, l'intéressé a enfin pu exercer une activité professionnelle salariée et cotiser à ce titre. Par suite de graves raisons de santé, cet assuré, qui a soixante-deux ans, vient de demander la liquidation anticipée de ses droits à pension de retraite. Mais il apparaît que compte tenu de sa non-affiliation au régime général avant la guerre, la validation de la période allant de 1942 à 1945 ne peut être opérée. Il s'ensuit un grave préjudice pour l'intéressé qui a été victime d'employeurs peu scrupuleux utilisant les services d'un émigré sans ressources à condition de n'avoir pas à le déclarer. Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que de 1942 à 1945, l'employeur a été l'Etat français lui-même, cet employeur n'étant, semble-t-il, pas tenu à versement de cotisations, et qu'il

paraît particulièrement regrettable que soit pénalisé un travailleur alors étranger contraint de se soumettre aux obligations découlant de sa situation d'émigré. Compte tenu du caractère incriminable de la situation ainsi faite à cet assuré ainsi que de l'activité exercée par celui-ci dans un groupe de travailleurs étrangers patronné par l'Etat français, il lui demande s'il n'estime pas devoir étendre en sa faveur les dispositions de l'article L. 357 du code de la sécurité sociale en vue de la validation, pour la prise en compte au titre de la liquidation de la pension de vieillesse, de sa période d'incorporation obligatoire, soit du 9 novembre 1942 au 1^{er} février 1945.

Vieillesse.

14559. — 21 octobre 1970. — M. David Rousset appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur un problème souvent évoqué et qui, malgré de nombreuses interventions, et quelques efforts de la part de l'administration, semble loin d'être résolu. Il s'agit en effet de l'information destinée à faire connaître aux personnes âgées, ou à celles dont la situation sociale et financière est particulièrement difficile, les différents droits et avantages auxquels celles-ci peuvent prétendre. Il lui signale avoir eu récemment connaissance du cas d'une personne âgée, titulaire d'une rente de vieillesse d'un montant très modeste, qui à la suite des différentes revalorisations, a atteint le chiffre de 1.650 francs. L'intéressée ayant demandé l'application de la revalorisation prévue par l'arrêté du 25 mars 1970, il lui a été simplement répondu que « son avantage n'était pas visé par l'arrêté en cause et que le montant de sa prestation demeurerait inchangé ». Aucune mention n'a été faite concernant d'une part, les raisons du refus de revalorisation (chiffre atteignant le montant de l'A. V. T. S.), et, d'autre part, la possibilité de prétendre au bénéfice de l'allocation supplémentaire du F. N. S. Il s'ensuit que cette personne âgée vit depuis des mois avec la somme de 4,58 francs par jour. Compte tenu du caractère véritablement scandaleux du manque d'information dont sont encore victimes de nombreuses personnes âgées et des conséquences souvent dramatiques résultant de cette carence, il lui demande s'il n'estime pas devoir donner toutes instructions utiles pour une information précise et systématique destinée aux personnes les plus défavorisées, quelles qu'elles soient. Il lui suggère par exemple, outre la distribution de brochures ou dépliants automatiquement adressés aux bénéficiaires des divers avantages de vieillesse, des visites effectuées par les assistantes sociales au domicile des personnes âgées ou sur qui l'attention des bureaux d'aide sociale a pu être attirée. Il lui suggère enfin la modification des formulaires utilisés par les différents organismes d'assurance vieillesse, ceux-ci devant porter mention, de façon apparente, des divers avantages auxquels les bénéficiaires pourraient prétendre. Il lui demande s'il peut lui indiquer ce qu'il pense des suggestions ci-dessus énoncées et s'il n'estime pas urgent de prendre toutes mesures destinées à éviter de laisser dans une profonde misère, faute d'information, des personnes âgées dont la situation préoccupe actuellement, et à juste titre, le Gouvernement.

Accidents de la circulation.

14560. — 21 octobre 1970. — M. Rouxel demande à M. le ministre des transports s'il peut lui faire connaître pour les années 1955, 1965, 1968 et 1969 le nombre des tués et des blessés : a) dans les accidents de la route ; b) dans les accidents du rail ; c) sur les lignes intérieures aériennes.

Meublés et garnis.

14562. — 21 octobre 1970. — M. Aiduy expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le service départemental de la sécurité sociale considère les loueurs en meublé saisonniers comme « travailleurs indépendants » et exige de ces bailleurs leur affiliation, à ce titre, à la sécurité sociale ; Cette inscription est imposée alors même que ces locations ne sont suivies d'aucune prestation complémentaire et secondaire : nettoyage et surveillance des locaux, fourniture et lavage des draps et du linge de toilette, service du petit déjeuner. Il lui demande, étant donné que ces locations sont généralement données en gérance et ne fournissent que des revenus accessoires peu élevés, s'il est conforme à la législation actuelle de les soumettre au régime de la sécurité sociale et s'il ne convient pas de mettre un terme à cette exigence préjudiciable au tourisme social (charge sociale à inclure dans les loyers).

Santé publique et sécurité sociale (personnels orthophonistes).

14563. — 21 octobre 1970. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation anormale faite aux orthophonistes qui travaillent

dans des instituts médico-pédagogiques et dans les hôpitaux psychiatriques. Ces personnels hautement qualifiés sont tous titulaires d'un diplôme obtenu après trois années d'études au-delà du baccalauréat. Or, les orthophonistes qui exercent à temps complet dans des centres médico-pédagogiques, dépendant du ministère de l'éducation nationale, perçoivent un traitement de base de 1.600 francs par mois, alors que leurs collègues, dépendant de son ministère, ne perçoivent, pour un travail identique et les mêmes diplômes, qu'un salaire mensuel de 1.000 francs. En conséquence, elle lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires à la régularisation de la situation des orthophonistes employés à temps complet dans son ministère en leur octroyant le même salaire qu'à leurs collègues employés au ministère de l'éducation nationale.

Police.

14567. — 21 octobre 1970. — **M. Renouard** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'à l'occasion de la circulaire n° 411 du 8 septembre 1969, traitant des conditions d'application de l'arrêté du 20 mai 1969, accordant aux O. P. 1 recrutés à l'extérieur le bénéfice du 3^e échelon dès le début de leur carrière, le ministère a tenu à remédier à l'anomalie existante qui refusait jusque là le même avantage aux agents recrutés sur place. Désormais cet avantage leur est accordé et les agents O. P. 1 en fonctions, recrutés dans des conditions moins favorables pourront bénéficier d'un reclassement à compter du jour de leur nomination et au mieux à compter du 1^{er} janvier 1969 date de prise d'effet de la présente décision. Les O. P. 2 recrutés sur place pourront désormais comme leurs collègues recrutés à l'extérieur être nommés au 5^e échelon dès le jour de leur nomination. Reste à examiner les conditions de reclassement des O. P. 2 déjà en fonctions et recrutés dans des conditions moins favorables. Il lui demande s'ils peuvent comme leurs collègues O. P. 1 bénéficier d'un reclassement à compter du jour de leur nomination, à condition, bien entendu que celui-ci ne soit pas antérieur à la prise d'effet de cette disposition à l'égard des O. P. 2. En tout état de cause un O. P. 1, nommé O. P. 2 le 1^{er} septembre 1968, peut-il obtenir à compter de cette date son reclassement au 5^e échelon, et peut-il bénéficier du rappel de traitement qui en découle.

Conseil de l'Europe (transports aériens).

14569. — 21 octobre 1970. — **M. Péronnet**, se référant à la recommandation n° 613 relative à la sécurité aérienne et au détournement illicite d'aéronefs, adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 24 septembre 1970, il demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le Gouvernement est prêt à donner comme instruction à son représentant permanent au comité des ministres du Conseil de l'Europe de voter en faveur des demandes contenues au paragraphe 9 et de se conformer, sur le plan national, au paragraphe 9-III de cette recommandation.

Conseil de l'Europe (transports aériens).

14570. — 21 octobre 1970. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il peut lui préciser la position du Gouvernement sur la résolution n° 450 relative à la piraterie aérienne adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 18 septembre 1970 et quelle suite il envisage de donner à la demande contenue au paragraphe 5 de ce texte.

Conseil de l'Europe (Moyen-Orient).

14571. — 21 octobre 1970. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le Gouvernement peut accepter la résolution n° 465 relative à la situation au Moyen-Orient adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 24 septembre 1970 et quelle suite il envisage de lui donner.

Cinéma.

14572. — 21 octobre 1970. — **M. Faure** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, d'après certaines informations récemment parues dans la presse, l'Etat envisagerait de céder au secteur privé les parts qu'il possède dans l'Union générale cinématographique. Il lui fait observer qu'outre qu'il s'agit là d'une nouvelle braderie du patrimoine de l'Etat, cette opération pourrait avoir pour objet ou pour effet de constituer deux affaires énormes dont l'entente éventuelle risquerait d'asservir la profession tout entière et de déséquilibrer le marché cinématographique français. Dans ces conditions, il lui demande : 1° si cette information est exacte, et quelles seraient les conditions de cette vente ; 2° quels en sont les motifs ; 3° quelles mesures il compte prendre afin que la cession de l'U.G.C. n'aboutisse pas à concentrer entre les mains de deux

ou trois personnes l'ensemble de la profession cinématographique française ; 4° Si des contacts ont été pris avec des professionnels étrangers ou si, au contraire, il envisage cette cession uniquement en faveur d'entreprises françaises ne comportant aucune participation étrangère ; 5° s'il n'estime pas cette opération contraire aux dispositions de l'article 34 de la Constitution qui prévoit dans les cas semblables l'intervention d'une loi.

Vignette automobile.

14573. — 21 octobre 1970. — **M. Lagorce** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un jeune homme qui, partant accomplir son service national le 3 novembre 1969, a résilié son assurance automobile et laissé sa voiture au garage pour toute la durée de sa présence sous les drapeaux. Devant être libéré le 30 octobre prochain, ce militaire s'est inquiété de savoir si, étant donné que son départ à l'armée avait suspendu pour le mois de novembre dernier l'effet de la vignette 1969, il ne pouvait y avoir report de cet effet sur le mois de novembre prochain, ce qui le dispensait d'acheter la vignette 1970 pour un seul mois de l'année. Or, il lui a été répondu que non seulement il aurait à acquiescer cette vignette mais encore qu'il la payerait à un prix majoré de 10 p. 100 pour retard. Il lui demande s'il est d'accord avec cette interprétation qui semble consacrer une injustice certaine.

Médecine du travail.

14574. — 21 octobre 1970. — **M. Paul Caillaud** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que l'article 16 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967, codifié à l'article 64 e du livre II du code du travail, a institué pour les adolescents de moins de 18 ans un examen médical préalable à l'embauche. Il lui fait observer qu'à sa connaissance le décret d'application de cette disposition n'a pas encore été pris. Il lui demande si, compte tenu de l'importance particulièrement grande de cet examen, il compte pouvoir prendre, dans un délai rapproché, les textes d'application qui lui donnent toute sa valeur.

Fonds national de solidarité.

14575. — 21 octobre 1970. — **M. Joanne** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les modalités de calcul des ressources en matière d'allocation supplémentaire pour les agriculteurs bénéficiaires de l'ancienne I. V. D. Il lui expose que l'I. V. D. telle qu'elle est maintenant attribuée ne rentre pas dans le calcul des ressources pour l'octroi de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité alors que les bénéficiaires de l'ancienne I. V. D. sont tenus d'y faire figurer la partie mobile de l'indemnité, calculée sur le revenu cadastral. Il lui fait observer que tous les vieux exploitants, bénéficiaires de l'ancien régime, sont de ce fait défavorisés par rapport aux bénéficiaires actuels. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable et normal que la partie mobile de leur indemnité viagère de départ ne soit plus prise en considération dans le calcul des ressources déterminant l'octroi de l'allocation du Fonds national de solidarité.

Assurances sociales agricoles.

14576. — 21 octobre 1970. — **M. Joanne** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que depuis le 1^{er} juin 1967, les retraités A. M. E. X. A., qui n'exercent plus d'activité professionnelle, sont couverts contre les accidents de la vie privée et leurs conséquences alors que les assurés invalides de l'A. M. E. X. A. qui bénéficient d'une pension parce qu'ils sont précisément totalement inaptes au travail ne sont pas couverts contre les accidents de la vie privée. Il lui demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de faire en sorte que cette couverture leur soit acquise.

Assurances sociales vieillesse (régime général).

14578. — 21 octobre 1970. — **M. Tissandier** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les retraités de la sécurité sociale, par rachat de cotisations conformément à la loi n° 62-789 du 13 juillet 1962, qui ont eu soixante-cinq ans après le 31 décembre 1965, étant non salariés, sont de ce fait privés des prestations en nature de l'assurance-maladie auxquelles ils avaient droit par leur rachat. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que le Gouvernement répare cette indéniable injustice en accordant gratuitement les prestations en nature de l'assurance maladie de la sécurité sociale à tous les retraités qui ont effectué le rachat autorisé par la loi précédemment citée, même s'ils ont eu soixante-cinq ans après le 1^{er} janvier 1969.

Etat civil.

14582. — 22 octobre 1970. — **M. Alloncle** rappelle à **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** qu'au cours d'une déclaration devant l'Assemblée nationale le 16 septembre 1969 il a en particulier indiqué qu'il considérait comme un élément de perturbation, pour les citoyens, les difficultés administratives que ceux-ci rencontrent au cours de leur vie. Sur le plan pratique, il lui demande s'il n'estime pas que certaines de ces difficultés pourraient être résolues par la mise en place d'un système permettant de grouper, dans les meilleures conditions possibles, les différents documents que doivent posséder actuellement les Français. C'est ainsi que : les cartes nationales d'identité ; les cartes de sécurité sociale ; les permis de conduire ; les cartes indiquant le groupe sanguin ; éventuellement même les livrets de famille (à condition de les condenser en un nombre de pages limité)... pourraient être d'un format unique, avec une présentation analogue. Ce système permettrait de grouper ces différents documents dans une sorte de petit classeur portatif qui permettrait à son possesseur une utilisation plus commode.

Pêche.

14583. — 22 octobre 1970. — **M. Alloncle** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le régime actuellement applicable aux locations de droits de pêche consenties par l'Etat aux associations agréées de pêcheurs à la ligne résulte de l'article 1^{er} de la loi n° 63-452 du 15 mars 1963 (code général des impôts, article 685). Abrogeant l'article 688 du code général des impôts, ce texte supprime la taxe spéciale de 16,80 p. 100 pour la remplacer par une majoration du taux du droit de bail porté à 18 p. 100. Les locations qui étaient exonérées de l'ancienne taxe spéciale sont passibles du droit au taux de 2,50 p. 100. Par contre, lorsque les associations de pêcheurs à la ligne louent des étangs privés, elles sont redevables de la taxe au taux normal de 18 p. 100. L'administration s'est en effet refusée à leur accorder le bénéfice du taux réduit dans ce cas, car elle ne possède pas les moyens de vérifier les conditions dans lesquelles se déroule la pêche (à l'aide d'une ligne ou d'engins). Il lui demande s'il peut procéder à un nouvel examen du problème ainsi exposé en attirant son attention sur le fait que certaines sociétés de pêche sont obligées de louer des droits de pêche pour permettre à leurs adhérents de se livrer à leur passe-temps, la pollution des cours d'eau rendant celui-ci impossible sur les lieux de pêche habituels.

Taxis.

14584. — 22 octobre 1970. — **M. Ansquier** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en réponse à sa question écrite n° 10894 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale n° 28 du 29 avril 1970, p. 1369) il disait que le projet de réforme de l'industrie du taxi devait recueillir l'accord des autres ministres intéressés puis être soumis à l'avis du Conseil d'Etat et à l'approbation du Premier ministre avant dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale. Répondant près de six mois après à une question écrite de **M. Moron** (question écrite n° 13672, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale n° 78 du 10 octobre 1970, p. 4254) il faisait état des mêmes avis qui restent à recueillir. Il lui demande, compte tenu des accords à recueillir, de l'avis du Conseil d'Etat et de l'approbation de **M. le Premier ministre**, quand le projet de loi en cause pourra être effectivement soumis à l'Assemblée nationale.

Education nationale (personnel).

14585. — 22 octobre 1970. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles conditions, en particulier de durée d'emploi, doit remplir un auxiliaire de bureau pour pouvoir être titularisé en qualité d'agent de bureau des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale.

Vaccination.

14586. — 22 octobre 1970. — **M. Delhalle** rappelle à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que les médecins du travail ont un rôle exclusivement préventif qui consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail. Cette protection est assurée par une surveillance des conditions d'hygiène du travail, des risques de contagion et de l'état de santé des travailleurs. Il lui demande, compte tenu de cette définition du rôle du médecin du travail, si celui-ci peut normalement pratiquer les vaccinations contre la grippe. Il semble en effet que ces vaccinations entrent dans le cadre de la médecine préventive dans la mesure en particulier où elles ont pour effet d'éviter les risques de contagion qui peuvent atteindre les travailleurs.

Monuments historiques.

14589. — 22 octobre 1970. — **M. Laudrin** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** : 1° à combien s'élèvera le coût total de la reconstruction du château de Suscinio en Morbihan ; 2° quel est, dans ce total, le montant de la participation de l'Etat, du département et de la commune concernée ; 3° si le ministère estime dans le domaine artistique que la reconstruction actuelle d'un château ancien avec des pierres neuves et du ciment, contrastant avec les éléments primitifs, présente un véritable intérêt.

Prestations familiales.

14591. — 22 octobre 1970. — **M. Sallé** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** de n'avoir pas obtenu de réponse, malgré plusieurs rappels, à sa question écrite n° 12848, publiée au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 16 juin 1970, page 2673. Comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes : il lui rappelle que l'allocation de logement est accordée aux personnes percevant à un titre quelconque soit les allocations familiales, soit les allocations prénatales, soit l'allocation de salaire unique. L'allocation de salaire unique est attribuée aux ménages ou personnes qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel, à condition que ce revenu provienne d'une activité salariée. Lorsqu'il s'agit d'un ménage dans lequel le mari est étudiant, l'allocation de salaire unique est due puisque ce ménage ne dispose que d'un seul salaire. Il lui expose à cet égard la situation d'un ménage dans lequel le mari est étudiant en quatrième année de médecine, son épouse étant infirmière. Ce ménage se voit refuser l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement parce que le mari perçoit à titre d'indemnité de stage à l'hôpital la somme de 250 francs par mois. L'indemnité de stage est une indemnité de fonctions qui ne constitue pas un salaire ; elle ne peut pas être considérée comme source de revenu supplémentaire pour le ménage car elle est destinée à couvrir les frais qu'entraîne la fonction et non pas à la rémunérer. Il lui demande, pour ces raisons, s'il peut préciser aux organismes d'allocations familiales que les ménages se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer peuvent prétendre à la fois à l'allocation de salaire unique et à l'allocation de logement.

Succession (droit de).

14592. — 22 octobre 1970. — **M. Vancaister** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une propriété agricole, en indivision, dont l'un des propriétaires est décédé en juin 1966 et un autre en novembre 1968. Les droits de succession ont été respectivement réglés en septembre 1967 et en juillet 1970. Il lui demande si l'action en répétition dont l'administration dispose au regard des droits d'enregistrement peut être exercée jusqu'à l'expiration de sa quatrième année (troisième année antérieurement au 1^{er} janvier 1968), c'est-à-dire si la prescription abrégée est applicable — notamment en ce qui concerne les droits supplémentaires éventuellement exigibles à raison d'une insuffisance de perception lors de l'enregistrement des actes ou déclarations — passé les délais respectivement fixés au 31 décembre 1970 et au 31 décembre 1974. Il lui expose par ailleurs que postérieurement à la date de la mort des testateurs, des gisements de kaolin ont été découverts dans une terre jouxtant la propriété agricole en cause, ces gisements ayant été immédiatement mis en exploitation. Il est donc raisonnable de supposer que du kaolin est également contenu dans certaines terres de ladite propriété sans que cela soit absolument certain. Il lui demande si le fait de procéder à des recherches en vue de la découverte et de l'exploitation de kaolin serait de nature à permettre aux services de l'enregistrement de réévaluer la valeur des terres — et, en conséquence, des droits de succession — ceux-ci s'élevant à 50 p. 100 (barème antérieur à l'intervention de la loi du 27 décembre 1968).

Musique.

14598. — 22 octobre 1970. — **M. Paul Vignaux** indique à **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** que la fédération des centres musicaux ruraux de France mène depuis déjà longtemps une action particulièrement importante et appréciée malgré les moyens modestes dont elle dispose. Il lui fait observer que cette fédération a notamment demandé : 1° le versement par ses services d'une subvention approchant par étapes la somme de 120.000 à 150.000 francs ; 2° le versement d'une subvention en 1971 égale au moins à 55.000 francs et la prise en charge par le F. O. N. J. E. P. de la formation d'une dizaine d'animateurs permanents ; 3° l'attribution avant la fin de l'année de 1970, sur les crédits du F. O. N. J. E. P., des trois traitements de cadres et responsables permanents prélevés sur les vingt postes actuellement non attribués. Il lui demande s'il pense donner satisfaction à cette fédération dont les revendications sont parfaitement justifiées.

Relations du travail.

14601. — 22 octobre 1970. — M. L'Huilier demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'il estime normal, compte tenu de la tendance actuelle à voler progresser certaines revendications sociales par la voie contractuelle entre syndicats et patronat, qu'une entreprise de peinture et vernis de Gennevilliers puisse bafouer systématiquement la législation en vigueur. Dans cette entreprise: 1° les réunions des délégués du personnel et du comité d'établissement ne sont pas tenues régulièrement dans les délais prévus par la loi et ce, en dépit des réclamations du syndicat C. G. T.; 2° le principe de la libre circulation des élus syndicaux n'est pas respecté; 3° des pressions permanentes sont exercées sur les délégués C. G. T. en vue de les gêner dans l'accomplissement de leur mandat (présence d'un tiers au service de la direction, qui les suit et les escorte lorsqu'ils recueillent des doléances des travailleurs, tentatives diverses pour les inciter à renoncer à leur mandat, notamment par des mesures de discrimination salariale); 4° les travailleurs immigrés sont tout spécialement l'objet de pressions dès l'embauche pour les contraindre à adhérer au syndicat prétendant « autonome » dont les liaisons avec la direction de l'entreprise sont notoires. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour faire respecter la législation sociale en vigueur par la direction de cette entreprise.

Immeubles (charges d').

14603. — 22 octobre 1970. — M. Billoux expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société immobilière de Marseille a adressé à ses locataires une note ainsi libellée: « Vous avez pu constater le montant relativement élevé des comptes de régularisation qui vous ont été présentés au mois de juin dernier. Cette majoration est due principalement aux augmentations des prix supportées par les fournitures d'eau et de mazout (qui ont atteint en deux ans 60 et 40 p. 100.) De telles augmentations de charges se retrouvent dans toute la France. Il lui demande s'il entend tenir compte de ces augmentations de prix qui n'ont aucune commune mesure avec celles annoncées par le Gouvernement pour établir ses indices.

S. N. C. F.

14605. — 22 octobre 1970. — M. Léon Felix attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conséquences que la décision du service d'exploitation S. N. C. F., région Nord, de transformer la gare de Garges-Sarcelles en simple halte risque d'avoir pour les 15.000 usagers qui l'utilisent chaque jour. En effet, cette mesure, si elle n'est pas annulée, entraînera la suppression d'agents dont le nombre, actuellement de dix-sept, sera ramené à six, ce qui aurait les incidences suivantes: 1° le service des bagages et la surveillance des quais ne seraient pas assurés; 2° le nombre de guichets, déjà insuffisants, serait réduit. Au moment où les municipalités de Sarcelles et de Garges mettent tout en œuvre pour donner à leur ville, en plein développement démographique, les équipements qui leur sont nécessaires, cette décision est absolument aberrante et inadmissible. En conséquence, il lui demande s'il entend prendre toutes les mesures nécessaires pour non seulement empêcher que la gare de Garges-Sarcelles ne soit transformée en simple halte, mais encore en prévoir rapidement l'extension qui s'impose.

Technologie.

14608. — 22 octobre 1970. — M. de Montesquiou demande à M. le ministre des affaires étrangères: 1° s'il est exact que certains Etats membres de l'O. C. D. E. se sont prononcés positivement à Paris, le 15 octobre 1970, sur la création d'un institut international pour la gestion de la technologie; 2° si le Gouvernement est prêt à signer la convention portant création de cet institut en janvier 1971, afin que celui-ci puisse commencer ses activités au printemps 1971.

Sociétés commerciales.

14609. — 22 octobre 1970. — M. Le Douarec rappelle à M. le ministre de la justice que, dans une réponse à une question écrite de M. le sénateur Tallhades (n° 9531, Débats Sénat, du 4 août 1970, p. 1355), il a indiqué qu'à son avis les dispositions de l'article 69 (alinéa 2) de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, d'après lesquelles une société à responsabilité limitée ne pouvait être transformée en société anonyme avant d'avoir établi et fait approuver par les associés le bilan des deux premiers exercices, étaient applicables aussi bien au cas de la société qui venait d'être

constituée sous la forme de société à responsabilité limitée qu'à l'hypothèse de la société qui aurait précédemment existé pendant plus de deux ans sous une autre forme avant de devenir une société à responsabilité limitée. Il lui demande si l'opinion qu'il a ainsi émise est également valable lorsque la forme primitive de la société est la forme anonyme.

Accidents du travail et maladies professionnelles.

14610. — 22 octobre 1970. — M. de Montesquiou demande à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement si le Gouvernement compte inscrire à l'ordre du jour prioritaire de la présente session le projet de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Carburants.

14611. — 22 octobre 1970. — M. Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans le projet de loi de finances pour 1971, sous la rubrique « Mesures diverses » (art. 32), est prévue la réforme du régime de détaxation des carburants agricoles et, donc, sous certaines modalités, la suppression de l'essence détaxée. Il attire son attention sur le fait que ce sont les petites exploitations agricoles qui ont encore des tracteurs à essence et qui, de ce fait, seront d'autant plus touchées qu'elles n'ont souvent pas les disponibilités financières pour changer de tracteur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les petites exploitations, détentrices d'un seul tracteur à essence, ne soient pénalisées par ces dispositions.

Pensions de retraite.

14612. — 22 octobre 1970. — M. de Broglie demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il n'envisagerait pas de proposer une modification de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale étendant aux anciens des Forces françaises libres les règles particulières d'attribution de pension acquises aux déportés.

Pensions de retraite.

14613. — 22 octobre 1970. — M. de Broglie demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il lui paraît possible d'envisager une extension des dispositions de l'article L. 357 du code de sécurité sociale aux anciens membres des Forces françaises libres non salariés au moment de leur action militaire. Il lui fait observer que cette extension a été obtenue par les déportés et les victimes du S. T. O. notamment, catégories auxquelles peut être comparé dans le mérite à la reconnaissance nationale le petit nombre de ceux qui ont combattu depuis le Tchad jusqu'en 1945 pour la libération du territoire français.

Constructions navales.

14618. — 22 octobre 1970. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les menaces de liquidation, au 1^{er} avril 1971, des chantiers navals du Trait, alors que rien ne semble justifier cette fermeture. En effet: 1° les carnets de commande de la construction navale française n'ont jamais été aussi fournis. Ils présentent même un excédent qu'il est envisagé de confier en sous-traitance à des chantiers étrangers; 2° en 1966, assurance était donnée que l'arrêt de la construction navale au Trait n'aurait lieu que lorsque la reconversion totale du chantier permettrait le réemploi de tout le personnel. Or, il est bon de rappeler que la direction a reçu d'importantes subventions de l'Etat pour faciliter cette reconversion. Ces fonds publics n'ont pas été consacrés à cet usage, rien de sérieux n'ayant été pratiqué dans le sens d'une reconversion. Si, en dépit des circonstances économiques favorables, le Gouvernement et la direction persistaient dans leur projet de liquider les chantiers du Trait, il s'ensuivrait des conséquences graves à plus d'un titre: 1° sur le plan national, la liquidation de cette unité importante de la construction navale indiquerait une volonté gouvernementale de renoncer au développement de ce secteur économique; 2° le développement de la région de la Basse-Seine serait compromis par la perte de cet atout considérable. Une main-d'œuvre hautement qualifiée serait contrainte à l'exode ou à la perte de sa spécialisation. Pour la commune du Trait, cela équivaldrait à une condamnation pure et simple; 3° enfin, près de 1.000 personnes sont encore employées par les chantiers du Trait. Hormis un petit nombre qui aurait droit à la préretraite, pour la grande majorité c'est le licenciement sans aucune garantie de reclassement. Il lui demande s'il

n'entend pas user de son autorité, de celle du Gouvernement pour que, dans l'intérêt de la nation, de la région, des populations concernées, la menace de fermeture des chantiers navals du Trait soit définitivement écartée.

Bourses d'enseignement.

14619. — 22 octobre 1970. — M. Douzans expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'attribution des bourses suscite chaque année des critiques qui ne sont pas toujours justifiées, mais qui n'en sont pas moins réelles. Il n'est pas question d'en rendre responsables les membres des commissions académiques chargés de cette attribution, qui se bornent à faire respecter le barème. Pour des considérations financières évidentes, la solution la plus souhaitable, qui consisterait à augmenter les crédits affectés aux bourses, n'est pas aisément réalisable. Il apparaît cependant que les doléances étaient moins nombreuses lorsque les commissions avaient le pouvoir de « corriger » les déclarations sur le revenu, faites par les parents d'élèves aux contributions directes. On évitait de la sorte que le fils de l'ouvrier agricole salarié ne soit traité plus sévèrement que le fils du propriétaire exploitant. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de revenir à la situation antérieure. Une autre cause de mécontentement résulte de l'absence de représentants des parents d'élèves au sein des commissions d'attribution de bourse. La présence de ces représentants ne manquerait pas d'avoir, sur le plan psychologique, une heureuse influence sur les parents d'élèves qui auraient ainsi l'impression, peut-être fallacieuse, de voir leurs intérêts mieux défendus. Il lui demande la suite qu'il se propose de réserver à ces diverses suggestions.

Pensions de retraite.

14620. — 23 octobre 1970. — M. de La Malène rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la réponse faite à la question écrite n° 9463 posée par un sénateur (*Journal officiel*, Sénat, n° 25 du 12 juin 1970, p. 771). Cette réponse précisait que la question de la réouverture des délais impartis aux anciens salariés d'Algérie pour demander la validation gratuite, au titre du régime général d'assurance vieillesse, de leurs périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie, entre le 1^{er} avril 1938 et le 1^{er} avril 1953, paraissait, à la suite des études entreprises, pouvoir être réglée dans un sens favorable. Cette réponse datant de près de quatre mois, il lui demande à quelle date pourrait intervenir les mesures envisagées à cet égard.

Enregistrement.

14621. — 23 octobre 1970. — M. Bizet expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une parcelle de terre de 91 ares 69 centiares a été acquise par acte du 28 avril 1970 par un exploitant agricole qui en était locataire en vertu d'un bail écrit enregistré le 12 février 1964. Estimant que cette parcelle constituait « une partie essentielle et indispensable » de son exploitation, il a demandé, conformément à l'article 1373 sexies B du code général des impôts, de bénéficier de l'exemption des droits d'enregistrement. Il convient d'ailleurs de noter qu'à 8 ares 71 centiares près cette exemption était automatique. L'enregistrement lui a demandé d'acquitter les droits au tarif normal de 14 p. 100, soit 1.400 francs, en faisant valoir que : « la notion de partie essentielle et indispensable ne paraissait pas acquise en l'espèce ». La parcelle en cause réunit toutes les conditions pour pouvoir bénéficier de l'exemption si l'on se place dans le champ d'application de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1968, dont le décret d'application doit être pris incessamment. A quelques mois près, l'acheteur aurait pu bénéficier de la gratuité de l'enregistrement prévue par ce texte. Sans doute n'y a-t-il pas rétroactivité dans un tel domaine, mais il convient de rappeler qu'en matière de droit rural des Instructions récentes de l'administration ont admis, sous réserve des décisions passées en force de chose jugée, que les redevables pourraient bénéficier des aménagements de la loi qui leur sont les plus favorables. Il lui demande si, dans la situation et pour les raisons qui viennent d'être exposées, l'acheteur en cause peut bénéficier de la gratuité de l'enregistrement.

Pêche.

14622. — 23 octobre 1970. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'agriculture la situation préoccupante qui caractérise la pêche au saumon, le nombre de salmonides diminuant de manière régulière et l'espèce étant menacée de disparition. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable, afin de combattre la dégradation de cette situation, d'organiser des « rivières-témoins » où une autorité unique pourrait régler tous les problèmes de la source à l'em-

bouchure et de proposer les modifications nécessaires au code rural. Il lui demande en outre, comme mesures palliatives, s'il ne lui paraît pas opportun d'accentuer la réglementation de la pêche aux filets dans les estuaires, d'instituer des « plans de prise » et de procéder à la définition précise du pêcheur de saumon (port de la gaffe, diamètre du nylon, pêche au paquet de vers). Enfin, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas urgent d'envisager la prise de mesures tendant à l'effacement des vieux barrages non utilisés, la suppression des privilèges des barrages fondés en titre et l'achat systématique des droits d'eau.

Sécurité sociale.

14624. — 23 octobre 1970. — M. Clavel expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le vaccin antigrippal ainsi que la consultation qui l'accompagne sont déclarés « non remboursables » par les caisses primaires d'assurance maladie (bien que la vignette soit apposée sur l'emballage du médicament). Il semble paradoxal que cette vaccination recommandée par le corps médical ne soit pas inscrite dans les actes remboursables. Il semblerait qu'il y ait là pénalité envers ceux qui se préoccupent de leur santé et qui, de ce fait, seront moins candidats à des remboursements de soins, de médicaments, d'indemnités journalières en cas d'atteinte grippale. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de placer le vaccin antigrippal et la consultation qui l'accompagne dans les actes remboursés par la sécurité sociale.

Trésor (personnel).

14625. — 23 octobre 1970. — M. Cressard appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le projet actuellement en cours d'élaboration tendant à la réforme du cadre A dans les services extérieurs du Trésor. Il souhaiterait savoir si la réforme envisagée va tenir compte en particulier des services accomplis par les différents agents du Trésor en qualité de gérants intérimaires des postes comptables du Trésor. Les gestions intérimaires effectuées sont, en effet, assez nombreuses et existent depuis près de vingt ans. Certains agents faisant partie du cadre A ont été chargés de ces missions et il serait souhaitable, qu'à l'occasion de la réforme dans ce cadre, une position soit prise à ce sujet.

Communes (personnel).

14626. — 23 octobre 1970. — M. Xavier Deniau expose à M. le ministre de l'intérieur qu'une circulaire préfectorale du 16 octobre 1969 indique : « M. le ministre de l'intérieur a décidé que l'application des règles normales prévues pour les changements de grade dans les catégories C et D ne doit pas exclure les agents déjà en fonctions en qualité de titulaires, du bénéfice du classement direct au 5^e échelon... prévu pour certains emplois particuliers ». Il lui demande s'il est possible, en application de ce texte, de faire bénéficier à nouveau de la prise en compte de la durée des services militaires obligatoires pour l'avancement d'échelon les agents communaux déjà en fonctions en qualité de titulaires au 3^e et 4^e échelon nommés O.P.2 ou conducteur auto P.L. au 5^e échelon. Il convient d'observer que le 5^e échelon est considéré comme échelon de début pour les agents recrutés à l'extérieur dans l'emploi O.P.2 ou conducteur auto P.L. (arrêté ministériel du 11 mai 1966) et que les services militaires doivent être pris en compte pour l'avancement d'échelon lors de la titularisation.

Communes (personnel).

14627. — 23 octobre 1970. — M. Xavier Deniau expose à M. le ministre de l'intérieur qu'une circulaire préfectorale de décembre 1968 faisant suite à l'arrêté ministériel du 12 février 1968 concernant la durée de carrière des agents communaux prévoit que « l'allongement de carrière pourra être compensé par l'octroi d'une bonification dans la limite de seize mois ». Il lui demande si cette bonification peut être accordée aux agents stagiaires non titularisés à la date du 5 mars 1968.

Taxe locale d'équipement.

14628. — 23 octobre 1970. — M. Glissinger rappelle à M. le ministre de l'intérieur que la loi d'orientation foncière a institué, au profit des communes, une taxe locale d'équipement constituant une participation des constructeurs aux frais de viabilisation. Cette taxe est due, selon des critères définis par décrets, pour l'ensemble du territoire national. Cependant, cette nouvelle législation n'a pas abrogé les dispositions en vigueur dans certaines communes d'Alsace-Lorraine, par application de la loi locale du

21 mai 1879 « portant des restrictions à la liberté de construire dans les nouveaux quartiers de la ville de Strasbourg » avec possibilité d'extension à d'autres communes aux termes de la loi locale du 6 janvier 1892. L'article 4 de la loi locale du 21 mai 1879 institue une « taxe de riverains » définie comme suit : « Les propriétaires riverains d'une voie sont tenus, en proportion de la longueur de la façade de leurs terrains, de supporter, outre le prix du terrain nécessaire pour la voie, les frais du premier établissement, du nivellement, de l'écoulement des eaux, du pavage et des trottoirs. Toutefois, aucun propriétaire ne peut être tenu de supporter les frais pour plus de la moitié de la voie ou si celle-ci a plus de 20 mètres de largeur, pour plus de 10 mètres. La ville n'est pas autorisée à réclamer, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, aux propriétaires des terrains compris dans l'agrandissement de la ville, une indemnité pour la plus-value dont profitent leurs terrains du fait de l'établissement des voies et places. Le paiement de la quote-part des frais dont est grevé chaque terrain devra avoir lieu dès que les bâtiments y sont élevés. Le recouvrement a lieu comme en matière de contributions communales directes. » Il faut préciser que dans la pratique la taxe de riverains couvre intégralement le coût des V. R. D. en proportion de la longueur de façade sur rue, dans la limite de 50 p. 100 du coût des V. R. D., terrains compris l'autre moitié étant supportée par le riverain (en face) et dans la limite d'une largeur de voie de 20 mètres. Le maintien en vigueur de cette législation locale, parallèlement à l'institution de la taxe locale d'équipement, a donné lieu à des difficultés d'application et les solutions varient selon les communes. Il existe deux cas simples : d'une part celui des communes n'ayant pas institué la taxe locale d'équipement, d'autre part celui des communes dans lesquelles la taxe de riverain prévue par la législation locale n'a pas été instituée. Par contre, dans les communes ayant institué la taxe locale d'équipement et dans lesquelles la taxe de riverain est applicable, deux attitudes ont été adoptées. Certaines ont institué la taxe locale d'équipement mais demandent aux constructeurs le paiement de la taxe de riverain sous déduction de la taxe d'équipement, sans qu'il puisse y avoir un remboursement quelconque. En d'autres termes, la commune opte, chaque fois, pour le montant le plus élevé des deux taxes. D'autres communes au contraire ont décidé de demander aux constructeurs à la fois l'une et l'autre de ces taxes, dont le montant ainsi cumulé aboutit à alourdir la charge des constructeurs et portant rend le coût de la construction d'une maison d'habitation plus onéreux, voire même prohibitif. Cette situation conduit en fait à faire rembourser intégralement à la commune, par le constructeur, les frais de viabilité par le biais de la taxe de riverain prévue par la législation locale, alors qu'au titre des mêmes immeubles d'habitation les constructeurs acquittent en plus la taxe locale d'équipement qui est sensée couvrir forfaitairement la participation du constructeur. Pour donner une idée de cette situation paradoxale, il est signalé qu'à l'occasion de la délivrance du permis de construire, un constructeur d'une maison d'habitation s'est vu réclamer 5.000 francs au titre de la taxe locale d'équipement, plus 15.000 francs au titre de la taxe de riverain. Il lui demande si une commune est fondée à percevoir le montant cumulé de deux taxes ayant le même objet.

Ouvriers de l'Etat.

14629. — 23 octobre 1970. — M. Gion rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 11 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, modifié par la loi n° 54364 du 2 avril 1954 et par le décret n° 59-823 du 4 juillet 1959, dispose que la mise à la retraite des ouvriers et ouvrières de l'Etat pour réduction d'effectifs entraîne la jouissance immédiate de la pension à cinquante-cinq ans pour le personnel masculin et à cinquante ans pour les anciens combattants, pour les résistants et pour le personnel féminin. L'article 33 du décret n° 65-836 du 24 septembre 1965 a maintenu ces dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 1970. Le décret n° 70-688 du 30 juillet 1970 a prorogé les dispositions en cause jusqu'au 31 décembre 1975, mais a modifié les conditions énumérées à l'article 11 précité, portant l'exigence d'âge à cinquante-cinq ans pour tous les bénéficiaires, y compris les anciens combattants, les résistants et le personnel féminin. Aucune date d'application particulière de ce dernier texte n'ayant été fixée, ses dispositions sont donc applicables, en principe, au lendemain de sa parution au *Journal officiel* c'est-à-dire le 2 août 1970. Le décret du 24 septembre 1965 ayant autorisé les déagements jusqu'au 31 décembre 1970, il eut été logique que le décret du 30 juillet 1970 maintienne jusqu'à cette date les dispositions antérieures et ne prenne effet qu'à compter du 1^{er} janvier 1971. S'il en avait été ainsi, les femmes âgées de cinquante ans auraient pu partir en retraite à la fin de l'année 1970. Rien apparemment ne justifie la suppression de cet avantage pour la période allant de la fin du mois de juillet à la fin du mois de décembre 1970. Il lui demande s'il entend modifier le décret précité du 30 juillet 1970, de telle sorte qu'il ne soit applicable qu'à compter du 1^{er} janvier 1971.

Viande.

14633. — 23 octobre 1970. — M. Zimmermann expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les viandes importées subissent à l'importation, de la part du service des douanes, la taxe sanitaire d'Etat, au taux de 0,03 F par kilo de viande nette. De plus, si ces mêmes viandes sont entrées, après leur importation, dans un abattoir public, elles subissent également la taxe de visite et de poinçonnage dont le taux est le même que la taxe sanitaire d'Etat. Ceci exposé, il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager l'exonération de la taxe de visite pour les viandes ayant déjà supporté la taxe sanitaire.

Assurances sociales (coordination des régimes).

14634. — 23 octobre 1970. — M. Zimmermann expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il est fréquent que des personnes bénéficiant d'une pension vieillesse des non-salariés ainsi que d'une pension servie au titre d'une activité salariée exercée antérieurement exercent également une activité professionnelle non salariée. Il lui demande s'il peut lui confirmer que, dans cette hypothèse, les intéressés doivent être affiliés simultanément au régime maladie des non-salariés et au régime maladie des salariés, mais que le droit aux prestations leur est ouvert dans l'un ou l'autre régime à leur seul choix (art. 4 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, modifié par la loi n° 70-14 du 6 janvier 1970).

Service national.

14639. — 23 octobre 1970. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les jeunes militaires qui accomplissent leur service national sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne doivent supporter intégralement les frais de déplacement sur le réseau ferré allemand lors des voyages qu'ils effectuent à l'occasion de leurs permissions. Cette situation constitue une véritable injustice à l'égard de ces jeunes gens qui n'ont pas souhaité leur affectation en Allemagne et qui sont, par ailleurs, déjà défavorisés par rapport aux jeunes recrues faisant leur service en France en raison de l'éloignement de leur domicile. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prévoir en leur faveur une aide financière susceptible de compenser les frais de déplacement relativement élevés qu'ils doivent supporter lors de leurs permissions.

I. R. P. P. (B. I. C. et B. N. C.).

14640. — 23 octobre 1970. — M. Abelin expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un industriel a donné en location-gérance à une société d'exploitation une entreprise lui appartenant. Simultanément il a concédé à la même société une licence d'exploitation de brevet lui appartenant et dont il est personnellement l'inventeur. Il touche ainsi de cette société à la fois des annuités de location du fonds, normalement imposables au titre des B. I. C. et des redevances de licence, normalement imposables au titre des B. N. C. Il lui demande s'il peut lui préciser : 1° si cette situation pourrait donner lieu à application des dispositions de l'article 155 du code général des impôts, soumettant l'ensemble des deux catégories de revenus à l'imposition des B. I. C.; 2° si, en cas de cession du brevet à ladite société d'exploitation, la plus-value de cession serait exonérée d'impôt conformément aux règles de droit commun en matière de brevets appartenant à leur inventeur, personne physique, ou si au contraire cette plus-value pourrait, par application extensive des dispositions de l'article 155 du C. G. I. susvisé, être considérée et imposée comme plus-value à long terme.

Emprunts.

14641. — 23 octobre 1970. — M. de la Verpillière rappelle qu'en réponse à sa question écrite n° 12178 (insérée à la suite du compte rendu de la séance du 18 juin 1970) M. le ministre de l'économie et des finances a fait connaître que « les renseignements techniques concernant les échéances d'amortissement 1970 des emprunts 6,5 p. 100 1954-1955 et 6 p. 100 1956 Ville d'Alger n'avaient pas encore été transmis par le Gouvernement algérien et des démarches appropriées avaient été effectuées auprès des autorités algériennes compétentes ». Il appelle à nouveau son attention sur le fait que les titres sortis au tirage pour l'amortissement et dont les numéros sont connus depuis plusieurs mois par les banques, ne sont pas encore remboursés, faute de provision et il insiste pour que des mesures soient prises afin que cesse le préjudice subi par les intéressés. Les titres dont il s'agit auraient dû être remboursés depuis plus de sept mois.

Gendarmerie et C. R. S.

14643. — 23 octobre 1970. — **M. Dominati** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** que le projet de budget de l'Etat pour 1971 comporte un effort particulier en faveur des personnels de la gendarmerie et de la garde républicaine. Cependant cet effort semble ignorer deux revendications auxquelles les personnels intéressés attachent un intérêt légitime : 1° la révision de la situation faite aux déga-gés des cadres en vertu de l'article 7 de la loi du 5 avril 1946 et à qui il a été fait application de l'article L. 25 de l'ancien code des pensions civiles et militaires ; 2° la suppression du caractère exceptionnel attaché à l'échelon plafond attribué aux gendarmes après vingt-trois ans de services effectifs par le décret du 9 juillet 1963 et l'attribution des indices qu'il comporte à tous les gendarmes réunissant les conditions d'ancienneté exigées, y compris les retraités rayés des cadres avant le 1^{er} janvier 1963. En rappelant la contribution croissante des corps de la gendarmerie et de la garde au maintien de la légalité républicaine, ainsi que l'extension de ses missions consécutives à l'évolution des conditions de vie, il lui demande les raisons qui s'opposent à la prise en compte de ces deux revendications dans le projet de budget de l'Etat pour 1971.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 139 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

Artistes.

10070. — 6 février 1970. — **M. Claudius-Petit** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre ou de proposer au Parlement pour améliorer la situation des hommes de lettres, artistes, et en général de tous ceux qui concourent à la création intellectuelle ou artistique. Ces mesures pourraient, entre autres, dans le cadre d'un projet de loi, alléger leurs charges sociales et fiscales : par exemple, et notamment, étalemer sur plusieurs années du revenu résultant d'une création ou d'une réalisation.

Assistantes sociales.

12283. — 20 mai 1970. — **M. Durieux** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il n'estime pas désirable que soit élaboré un statut national des assistantes et assistants sociaux afin de normaliser cette carrière et d'éviter les disparités existant entre emplois similaires qui découlent du fait que certains de ces personnels sont au service de l'Etat, d'autres rémunérés par des collectivités locales, d'autres, enfin, employés dans le secteur semi-public.

Pensions de retraite.

13878. — 15 septembre 1970. — **M. Chezaon** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, compte tenu du projet du Gouvernement tendant au paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, il n'envisage pas que les retraites et pensions soient dorénavant également payées mensuellement aux bénéficiaires.

Accidents de la circulation.

13896. — 16 septembre 1970. — **M. Cousté** expose à **M. le Premier ministre** qu'à chaque fin de semaine, mais aussi durant les périodes de nombreux déplacements occasionnés par les vacances, le nombre des accidents de la route s'accroît d'une manière particulièrement inquiétante. Bien que des mesures aient déjà été prises, et il y a lieu de rendre hommage aux efforts déployés pour l'éducation des conducteurs par la gendarmerie et les compagnies de C. R. S., il n'en demeure pas moins qu'une éducation approfondie des conductrices et conducteurs est absolument indispensable. Le Gouvernement envisage-t-il d'organiser, d'une manière méthodique et sous une forme agréable pour les téléspectateurs, des programmes éducatifs pour les motocyclistes, les conducteurs d'automobiles ou de camions, et plus spécialement pour les jeunes. Ces émissions devraient avoir un caractère de régularité et pourraient être complétées, pour que la prévention soit particulièrement efficace, par une information sur les nouvelles règles du code de la route, à l'intention des conducteurs titulaires de permis de conduire depuis plusieurs années. Des

efforts ont d'ailleurs été faits par l'O. R. T. F. dans ce sens, mais il faudrait que ceux-ci soient plus importants et plus réguliers. Il lui demande si le Gouvernement peut rappeler ce qui a été fait dans ce domaine et quels sont ses projets.

R. A. T. P.

13901. — 16 septembre 1970. — **M. Griotteray** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la manière dont a été fixée la tarification du métro sur la ligne n° 8, dont le prolongement de Charenton à Maisons-Alfort doit être prochainement inauguré. Il constate que les autorités qui ont arrêté cette décision de façon impromptue ont abouti à heurter et à traumatiser les habitants de l'Est parisien dont les conditions de vie sont particulièrement difficiles. Ce n'est qu'un exemple de plus de cette société bloquée dénoncée par le Premier ministre où les décisions sont trop souvent prises et annoncées selon les impératifs techniques et financiers, sans considération suffisante pour leur aspect psychologique et moral. Il lui rappelle également que le schéma directeur de la région parisienne préconise à juste titre un desserrement de la région vers l'extérieur de Paris. Il apparaît peu conforme à cet objectif de prendre une mesure qui pénalise la périphérie et fige une situation qu'on entend transformer. Il y a longtemps que les élus de la région parisienne demandent que soit définie une véritable politique tarifaire des transports en commun qui supprime cette iniquité aboutissant au paradoxe qu'un travailleur habitant hors de Paris doit consacrer à ses frais de déplacement des sommes plus importantes que son homologue parisien. L'affaire de la double tarification sur la ligne n° 8 a mis en lumière cette situation et souligne en outre que les grandes orientations économiques adoptées pour la région parisienne ne sont pas appliquées. **M. Griotteray** demande à **M. le Premier ministre** s'il compte définir une politique tendant à l'unification des tarifs des transports en commun, à terme dans l'ensemble du district, dans un premier temps dans toute la zone urbanisée, afin que ne se perpétue pas l'inégalité des situations respectives d'un travailleur habitant Ivry et d'un travailleur habitant Maisons-Alfort ou Créteil. Pendant la période transitoire, une formule de compensation pourrait être trouvée dans une participation accrue des entreprises aux frais de déplacement des travailleurs supportant les charges les plus lourdes.

R. A. T. P.

13902. — 16 septembre 1970. — **M. Billotte** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la manière dont a été fixée la tarification du métro sur la ligne n° 8, dont le prolongement de Charenton à Maisons-Alfort doit être prochainement inauguré. Il constate que les autorités qui ont arrêté cette décision de façon impromptue ont abouti à heurter et à traumatiser les habitants de l'Est parisien dont les conditions de vie sont particulièrement difficiles. Ce n'est qu'un exemple de plus de cette société bloquée dénoncée par le Premier ministre où les décisions sont trop souvent prises et annoncées selon des impératifs techniques et financiers sans considération suffisante pour leur aspect psychologique et moral. Il lui rappelle également que le schéma directeur de la région parisienne préconise à juste titre un desserrement de la région vers l'extérieur de Paris. Il apparaît peu conforme à cet objectif de prendre une mesure qui pénalise la périphérie et fige une situation qu'on entend transformer. Il y a longtemps que les élus de la région parisienne demandent que soit définie une véritable politique tarifaire des transports en commun qui supprime cette iniquité aboutissant au paradoxe qu'un travailleur habitant hors de Paris doit consacrer à ses frais de déplacement des sommes plus importantes que son homologue parisien. L'affaire de la double tarification sur la ligne n° 8 a mis en lumière cette situation et souligne en outre que les grandes orientations économiques adoptées pour la région parisienne ne sont pas appliquées. **M. Billotte** demande donc à **M. le Premier ministre** s'il compte définir une politique tendant à l'unification des tarifs des transports en commun, à terme dans l'ensemble du district, dans un premier temps dans toute la zone urbanisée, afin que ne se perpétue pas l'inégalité des situations respectives d'un travailleur habitant Ivry et d'un travailleur habitant Maisons-Alfort ou Créteil. Pendant la période transitoire, une formule de compensation pourrait être trouvée dans une participation accrue des entreprises aux frais de déplacement des travailleurs supportant les charges les plus lourdes.

Maréchalat.

13846. — 11 septembre 1970. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** s'il a l'intention de proposer d'élever feu le général Koenig à la dignité de maréchal de France à titre posthume.

Energie nucléaire.

13881. — 15 septembre 1970. — **M. Michel Rocard** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** que, avant d'accéder au pouvoir, le parti conservateur britannique avait publié un livre blanc sur la défense, préconisant un rapprochement franco-britannique dans le domaine nucléaire. Plus récemment, la presse anglo-saxonne a fait état de déclarations du ministre français de la défense qui n'écartait pas la perspective d'une telle coopération. Il lui demande : 1° si les contacts franco-britanniques sur ce sujet ont déjà dépassé le stade des sondages par la presse ; 2° si et jusqu'à quel point la position prise par le ministre de la défense exprime son opinion personnelle ou celle d'autres membres du Gouvernement ; 3° dans quelles conditions et dans quelles limites une collaboration nucléaire franco-britannique dans le domaine militaire serait approuvée par le Gouvernement ; 4° si le conseil des ministres a déjà été appelé à se prononcer sur ce problème ; à quel stade de la négociation envisage-t-il de le soumettre au Parlement ; quand et de quelle manière entend-il soumettre cet important changement de politique militaire à la décision du corps électoral ; 5° dans quelle mesure cette nouvelle orientation de la politique militaire pourrait-elle infléchir les prévisions de la troisième loi de programme militaire.

Armes nucléaires.

13882. — 15 septembre 1970. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** de lui préciser : 1° quel a été le coût global de la récente campagne de tirs nucléaires qui s'est déroulée dans le Pacifique ; 2° dans ce total, quelle est la part des engins expérimentés ; quelle est celle de l'environnement technique (missions des personnels spécialisés, déplacements de bâtiments de la marine, missions des *Voutours*, mesures de protection contre les radiations, prélèvements et analyses d'échantillons du nuage, etc.) ; 3° quels enseignements ont pu être retirés de ces expériences, en ce qui concerne en particulier la mise au point d'un engin thermonucléaire opérationnel ; ces expériences n'ont-elles pas fait apparaître des difficultés imprévues qui pourraient retarder le calendrier initialement établi.

Fiscalité immobilière : T. V. A.

13848. — 11 septembre 1970. — **M. Casenave** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si la perception de la taxe sur la valeur ajoutée, effectuée lors de l'acquisition d'un terrain à bâtir de 2.300 mètres carrés, n'est pas remise en cause lorsque, dans le délai de quatre ans, est effectivement construit un immeuble comprenant, au rez-de-chaussée, un garage de 15 mètres carrés et à l'étage (avec escalier extérieur), une chambre de domestique de 9 mètres carrés, une salle d'eau de 3 mètres carrés et des w.c. d'un mètre carré.

Fonctionnaires.

13863. — 12 septembre 1970. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est dans ses intentions d'accorder aux ingénieurs des travaux agricoles un échelonnement indiciaire identique à celui de leurs homologues des corps d'ingénieurs des travaux publics de l'Etat, des travaux de la navigation aérienne et des travaux météorologiques.

I. R. P. P.

13864. — 12 septembre 1970. — **M. Bisson** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 196 du code général des impôts prévoit que, pour l'imposition sur le revenu des personnes physiques, les enfants qui justifient de la poursuite de leurs études, peuvent être considérés à charge de leurs parents jusqu'à 25 ans. Compte tenu de l'allongement de la durée des études, il lui demande si, à l'occasion de la réforme fiscale, il envisage de reculer la limite d'âge jusqu'à laquelle les enfants étudiants sont considérés à charge. Etant donné que les enfants qui accomplissent leur service militaire après l'âge de 25 ans sont pendant leur incorporation considérés comme « enfants à charge », il paraîtrait normal que les étudiants soient considérés comme à charge jusqu'à l'expiration de leurs études et de la période d'incorporation y faisant suite. Le fait de ne pas reculer la limite d'âge est en effet susceptible d'inciter les enfants à reporter en fin d'études leur service militaire pour bénéficier plus longtemps de cet avantage ; on arrive d'ailleurs dans ce cas à une certaine anomalie puisque jusqu'à 25 ans l'enfant est considéré comme à charge ; il cesse de l'être postérieurement et le redevient pendant son service militaire.

Monnaie.

13873. — 15 septembre 1970. — **M. Cousté** fait remarquer à **M. le ministre de l'économie et des finances** que c'est avec un intérêt, et comme une marque du succès de la politique entreprise, que les Français constatent l'accroissement des réserves de change de notre pays. Certains s'interrogent cependant sur la politique que le Gouvernement a suivie et entend promouvoir dans l'avenir concernant l'emploi de ces réserves de change. Il lui demande : 1° si, comme cela se fait dans certains pays et notamment en Suisse, le Gouvernement entend procéder à des achats d'or, employant ainsi une partie de ces réserves en devises ; 2° quelles étaient, aux dates ci-dessous : l'encaisse or ; la composition des réserves de change en devises ; la composition des réserves de change en or de notre pays : au 1^{er} janvier 1968, au 1^{er} janvier 1969, au 8 août 1969, au 1^{er} septembre 1970.

Consommation.

13874. — 15 septembre 1970. — **M. Cousté** fait remarquer à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en présidant lui-même la signature du contrat d'étiquetage des produits entre l'institut de la consommation et le conseil national du patronat français, il a marqué l'importance que le Gouvernement apporte à cette convention qui tend à une meilleure information des consommateurs. Il lui demande si, comme les expériences étrangères l'ont démontré, il envisage, et pour quel montant, de donner des moyens financiers suffisants à « l'Association nationale pour l'étiquetage d'information » que créent en commun l'institut de la consommation et le C. N. P. F. Il lui demande, en outre, de préciser quels sont les moyens qu'il entend utiliser pour informer l'ensemble des consommateurs français.

Débits de boissons.

13877. — 15 septembre 1970. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réglementation des débits de boissons interdit à un débitant de posséder ou d'exploiter plusieurs débits. Cependant, depuis de nombreuses années, il avait été considéré que l'exploitation d'un débit occasionnel n'était pas en contradiction avec ces dispositions. Il s'agissait, en fait, d'une tolérance qui permettait, pour une journée, à l'occasion d'une fête locale ou de l'ouverture de la chasse, de vendre des boissons hygiéniques. Une récente circulaire aurait précisé que cette tolérance devait être rapportée et que les débits occasionnels ne pouvaient plus être admis. Il lui demande pour quelle raison une nouvelle difficulté est ainsi créée à l'encontre des débitants de boissons et une gêne supplémentaire inutile pour les participants aux fêtes locales.

Equipement rural.

13894. — 16 septembre 1970. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'un récent décret, paru au *Journal officiel* du 5 septembre 1970, a modifié les bases forfaitaires d'imposition à la taxe d'équipement des bâtiments agricoles, décret ramenant les bases forfaitaires d'imposition à 150 francs par mètre carré pour les bâtiments d'exploitation et à 300 francs par mètre carré pour les locaux d'habitation. Toutefois, les nouvelles dispositions ne prendront effet qu'à compter de la date de publication du décret. Or, sa publication était attendue depuis près de cinq mois. Dans ce délai, des agriculteurs ont pris des dispositions, pensant pouvoir bénéficier des nouvelles mesures. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des dispositions spéciales et de prévoir une rétroactivité dans les effets dudit décret.

I. R. P. P.

13897. — 16 septembre 1970. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'un contribuable qui, jusqu'en 1969 inclus, recevait l'avertissement pour le paiement du solde des cotisations dues au titre de l'I. R. P. P. ; compte tenu du versement des deux acomptes prévus par l'article 1664 du code général des impôts, à une date telle que ce solde ne devenait pratiquement exigible qu'à la date du 15 novembre (art. 1663 et 1761, C. G. I.) et qui, en 1970 (impôt sur les revenus de 1969), a vu, sans quelconque explication ni justification, cette date avancée au 15 septembre, par le jeu des dispositions précitées. A l'occasion de ce cas d'espèce, caractérisé, pour le contribuable visé par la question, par un bouleversement radical de ses prévisions budgétaires, il lui demande quelles sont les règles qui président à l'échelonnement dans le temps de la mise en recouvrement des rôles d'I. R. P. P. Si, comme il le pense, ces règles n'obéissent pas à des prescriptions

réglementaires formelles, découlant de l'article 1663, mais ont simplement le caractère de décisions administratives internes, il lui paraît éminemment souhaitable qu'il soit mis fin à de tels errements et que l'établissement d'un « échéancier fiscal », en matière d'I. R. R. P., soit de nature, par sa permanence et son caractère de certitude, à permettre des prévisions sérieuses de la part des contribuables assujettis à cet impôt, dans des conditions analogues à celles fixées, en matière fiscale, pour le paiement des taxes sur le chiffre d'affaires de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur les salaires ou de la taxe d'apprentissage et, en matière sociale, pour l'acquit des cotisations de sécurité sociale ou de contributions aux A. S. S. E. D. I. C. et aux caisses de retraites complémentaires.

Armée (forces françaises en Allemagne).

13899. — 16 septembre 1970. — M. Gaudin indique à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à la suite des accords de Paris, qui ont mis fin au statut d'occupation de l'Allemagne, le régime de rémunération des personnels français civils et militaires en service en Allemagne a été modifié, à compter du 6 mai 1956, par des décrets non publiés au *Journal officiel*, et remplacé par un système de rémunération bien moins avantageux et que ce régime a été en vigueur jusqu'au 11 octobre 1963, portant création d'une indemnité de séjour en Allemagne. Il lui fait observer qu'en 1960, à la suite des pouvoirs formés par des personnels civils, le Conseil d'Etat a annulé les dispositions de 1953, et que l'administration militaire a dû procéder, fin 1968, au paiement des rappels dus à des requérants, mais a opposé la déchéance quadriennale à toutes les demandes faites après le 31 décembre 1964. Or, il se trouve que cette opposition de déchéance quadriennale n'est pas valable puisqu'il y a faute de l'administration qui n'a pas fait connaître leurs droits aux intéressés avant le 28 mars 1968. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour régler aux personnels intéressés les sommes qui leur sont dues et pour réparer au plus tôt l'injustice qui leur est faite.

Droits d'enregistrement.

13907. — 17 septembre 1970. — M. Lamps expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, conformément aux dispositions légales, les personnes ayant acheté un terrain aux fins de construction bénéficient d'une exonération des droits d'enregistrement, sous réserve de construire effectivement dans un délai de quatre ans. Si cette condition n'est pas remplie, elles doivent acquitter les droits. Il lui demande, dans le cas où la construction n'a pas été faite dans ces délais, si les droits doivent être calculés sur le prix du terrain à l'exclusion de toutes taxes, ce qui paraît normal, ou, comme cela a été fait semble-t-il abusivement, sur le prix du terrain majoré de la T. V. A.

Postes et télécommunications (ministère des).

13921. — 17 septembre 1970. — M. Buot rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les receveurs des P. T. T. participaient en Algérie au placement des bons du Trésor à un an et à deux ans et recevaient normalement pour ces opérations des remises proportionnelles au nombre de bons vendus. Ces remises étaient payées annuellement dans les premiers mois de l'année suivante. En 1962, aucune remise en 1961 ne fut payée aux intéressés, pas plus d'ailleurs que pour les bons placés au cours du premier semestre 1962. Le retard apporté à ce règlement tiendrait au fait que les bordereaux S. F. 18 n'auraient pu être retrouvés dans les services du Trésor à Alger où ils auraient été égarés. Quelques bordereaux S. F. 18 auraient cependant pu être retrouvés et liquidés, mais les autres doivent être considérés comme définitivement perdus puisque les intéressés attendent depuis sept ans leur règlement. Le *Bulletin officiel* des P. T. T. de 1967, document 137-B-57, page 289, donnait des indications relatives au paiement des sommes restant dues à certains fonctionnaires au titre des services rendus en Algérie, mais précisait au titre III : « N'entrent pas dans cette catégorie les remises ou commissions dues aux comptables pour émission des bons et dont la charge incombe au Trésor français. Ces remises feront l'objet d'un règlement séparé ». Le ministère des postes et télécommunications, saisi de cette affaire, faisait connaître à l'un des demandeurs, le 12 juin 1969, qu'il devait prendre contact avec le ministère de l'économie et des finances qui, seul, a qualité pour prendre la décision d'acceptation des états de liquidation présentés en duplicata. Cette demande faite en mars 1970 n'a jusqu'à présent pas obtenu de réponse. Les armolements mis à ce règlement paraissent extrêmement regrettables, c'est pourquoi il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de régler le plus rapidement possible cette affaire.

Formation professionnelle.

13879. — 15 septembre 1970. — M. Hubert Martin demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'il ne serait pas bon d'étudier, au moment où l'on parle de diminuer le poids de l'administration, le raccourcissement du circuit pour obtenir la prime de formation professionnelle. Il faut, en effet, obtenir successivement : 1° le rapport de la direction départementale de l'emploi ; 2° l'enquête pour établir le montant de la subvention par A. S. P. A. de Montreuil ; 3° l'envoi de l'enquête pour accord ; 4° la commission supérieure de l'emploi ; 5° la décision ministérielle ; 6° le contrat. Il lui demande s'il n'estime pas, dans une période où les entreprises nouvellement installées ont de grosses difficultés financières, qu'il puisse être obtenu que cette prime soit délivrée beaucoup plus rapidement.

Préfectures (personnel des).

13892. — 15 septembre 1970. — M. Rivierez appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, sur la situation des agents contractuels des préfectures servant dans les départements d'outre-mer. Ces agents, qui possèdent généralement des titres supérieurs aux fonctionnaires titulaires de même grade, occupent souvent des postes d'autorité ou de confiance et rendent des services fort appréciés. Cependant, ils ne bénéficient pas de certains avantages réservés aux titulaires qui effectuent le même travail, notamment : l'avancement normal au choix ou à l'ancienneté (suivant leur notation) ; le droit au congé administratif accordé dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires en titres ; la prime d'éloignement pour ceux recrutés en métropole, liquidée dans les mêmes conditions qu'aux titulaires, alors que des contractuels dépendant d'autres ministères, notamment de l'équipement et du logement, des transports, de la santé publique et de la sécurité sociale, etc., bénéficient, eux, de ces avantages. Il lui demande, en conséquence, si des mesures ne sont pas susceptibles d'être prises, afin d'unifier le statut de tous les contractuels et de les placer sur un pied d'égalité, quel que soit le département ministériel dont ils dépendent, afin d'éviter que ces agents, bons serviteurs de l'Etat, ne ressentent comme une injustice la différence qui est faite, notamment entre eux et les contractuels d'autres ministères.

Maisons de retraite.

13856. — 11 septembre 1970. — M. Sudreau attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le sort trop souvent lamentable des personnes âgées que leur santé chancelante contraint à abandonner la maison de retraite où elles étaient pensionnaires, pour entrer à l'hospice. Il en résulte pour beaucoup d'entre elles un traumatisme psychique qu'elles ne peuvent supporter, ainsi qu'en témoigne le taux de mortalité, qui atteint 46 p. 100 dans les six mois suivant l'admission à l'hospice. S'il existait dans les maisons de retraite un bloc médical permettant de donner sur place les soins indispensables en cas de maladie ou d'invalidité, ce déracinement pourrait être évité à de nombreuses personnes âgées qui reprendraient rapidement leur équilibre et retrouveraient de nouvelles raisons de vivre. Lorsque la spécificité des soins l'exige, l'hôpital le plus proche pourrait être utilisé, le malade retrouvant après sa guérison sa place à la maison de retraite. Cette organisation présenterait du point de vue de l'intérêt général des avantages incontestables. Sa mise en œuvre contribuerait à soulager l'encombrement des hospices. De plus, le prix de revient d'une journée en maison de retraite étant moins élevé, les budgets de la sécurité sociale et de l'aide sociale en seraient allégés. Il lui demande, en conséquence, s'il compte donner des instructions afin qu'une étude soit entreprise sur le fonctionnement des maisons de retraite et les améliorations à y apporter, en les dotant notamment d'une antenne médicale.

Hospices

13857. — 11 septembre 1970. — M. Sudreau expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les difficultés qu'éprouvent un nombre sans cesse croissant de personnes âgées invalides à recevoir dans les hôpitaux et dans les hospices les soins nécessités par leur état. Du fait de l'allongement de la vie humaine et des progrès de la gérontologie, le nombre de pensionnaires invalides dans les hospices double tous les cinq ans. Il ne semble pas que, même en agrandissant les bâtiments actuels, on puisse installer suffisamment de lits pour faire face aux besoins prévisibles. Il lui demande si, dans ces conditions, il est envisagé de généraliser à l'ensemble du pays le système d'hospitalisation à domicile faisant appel à des équipes de soins volantes, déjà expérimenté dans la région parisienne.

Maisons de retraite.

13858. — 11 septembre 1970. — **M. Sudreau** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la périodicité insuffisante de la surveillance médicale des pensionnaires dans certaines maisons de retraite départementales. Il a pu constater que, dans un certain nombre de ces établissements, la circulaire du 18 juin 1963, qui prévoit une surveillance médicale hebdomadaire assurée par les médecins agréés moyennant une indemnité forfaitaire, n'est pas appliquée. Cet état de choses n'est pas sans inconvénients pour l'état de santé et l'équilibre psychique des pensionnaires. Il demande : 1° s'il existe un modificatif ou additif à la circulaire du 18 juin 1963 qui détermine la fréquence des visites médicales dans les maisons de retraite ; 2° si l'indemnité forfaitaire peut être réduite ; 3° si les médecins atteints par la limite d'âge de soixante-cinq ans peuvent exercer dans un établissement d'hospitalisation, de soins ou de cure public.

Aide sociale.

13867. — 12 septembre 1970. — **M. Blary** signale à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas précis, parmi d'autres, d'un ménage de personnes âgées, disposant de ressources annuelles d'un montant de 6.900 francs. L'état de santé du mari, très âgé, a rendu indispensable son placement en hospice. Conformément aux dispositions du décret n° 54-883 du 2 septembre 1954, article 2, les litres de pension du mari ont été déposés entre les mains du comptable de l'établissement, qui reverse à l'épouse n'ayant aucune pension personnelle la majoration pour conjoint, d'un montant annuel de 1.650 francs. Cette somme est insuffisante pour permettre à celle-ci, qui continue par ailleurs à supporter les charges du ménage, de faire face à ses propres besoins. Elle ne peut, d'autre part, solliciter l'attribution du fonds national de solidarité pour elle-même, les ressources totales du ménage dépassant le plafond d'admission. Les secours qui lui sont accordés par le bureau d'aide sociale, dans le cadre de l'aide facultative, ne peuvent remédier totalement à cette situation. Les dispositions de l'article 3 du décret n° 59-143 du 7 janvier 1959 (article 142 du code de la famille et de l'aide sociale) disposent que les ressources, de quelque nature qu'elles soient, dont sont bénéficiaires les personnes placées dans un établissement au titre de l'aide aux personnes âgées, sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation des intéressés, dans la limite de 90 p. 100. Dans ces conditions, il semble que la seule solution consiste à faire fixer par un juge une pension alimentaire, après avoir sollicité l'assistance judiciaire. En conséquence, il lui demande s'il a l'intention de prendre des mesures pour éviter qu'au drame de la séparation ne viennent s'ajouter d'insupportables difficultés financières et de nombreuses tracasseries administratives, en permettant à l'épouse dont le mari est hébergé en hospice au titre de l'aide sociale de disposer des 3/5 des ressources du ménage. En effet, pour l'admission à l'aide sociale, qui n'a pas fixé de plafond pour ménages, les ressources de ces derniers sont généralement divisées en parts ; deux pour le mari, deux pour l'épouse, et une part de frais communs (loyer, chauffage, etc.), 3/5 desdites ressources étant alors comparés au plafond pour personnes seules.

Mineurs (retraités).

13868. — 12 septembre 1970. — **M. Delélls** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur l'injustice dont sont victimes les retraités mineurs ayant fixé leur résidence en dehors des circonscriptions minières et qui sont mis en subsistance au régime général. Ainsi, les intéressés ne bénéficient pas des avantages accordés aux ressortissants du régime minier en ce qui concerne l'assurance maladie, alors que les taux de cotisations prélevés au cours de leur carrière étaient les mêmes pour les uns et les autres. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas devoir modifier sur ce point les dispositions du décret du 27 novembre 1947.

Sécurité sociale : cotisations.

13868. — 15 septembre 1970. — **M. Bégué** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conditions d'assujettissement aux cotisations de sécurité sociale des indemnités complémentaires de maladie versées par les employeurs

au titre de l'accord national du 10 juillet 1970 sur la mensualisation. En vertu d'une jurisprudence, déjà ancienne, les allocations complémentaires de maladie versées directement par l'employeur, entrent dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale et doivent donc donner lieu à une double cotisation patronale et salariale. Cependant, les allocations complémentaires versées étant nettes de tout précompte, le calcul de la double cotisation de sécurité sociale doit s'effectuer à partir d'une assiette majorée des précomptes, normalement effectués sur le salaire de l'intéressé (sécurité sociale, régime complémentaire et Assedco). En cas de salaire inférieur ou égal au plafond, les cotisations sont donc calculées sur une somme supérieure à celle réellement payée par l'employeur. La cotisation versée par l'employeur est donc plus élevée que celle due lorsque le salarié travaille. Cette situation est évidemment anormale ; c'est pourquoi il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que les cotisations de sécurité sociale, portant sur les allocations complémentaires de maladie versées par les employeurs, en vertu des accords sur la mensualisation, ne soient pas supérieures à celles versées au titre des salaires correspondant à un travail effectif.

Pollution.

13916. — 17 septembre 1970. — **M. Chazelle** indique à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que, lors d'une récente émission à la télévision, le professeur Dubose a exposé d'une manière particulièrement claire et détaillée les nombreuses menaces que les enzymes font peser sur la santé de la population et sur l'équilibre du milieu naturel. Il lui fait observer que, depuis déjà plusieurs années, la pollution des cours d'eau, pour ne citer que cette nuisance, a augmenté d'une manière considérable en raison des rejets des détergents à usage domestique ou industriel, et que cette pollution a entraîné d'irréparables atteintes à la faune et à la flore, ainsi qu'en témoigne par exemple l'état actuel de l'Allier. Or, non seulement les fabricants de produits « aux enzymes » ne semblent pas avoir diminué la teneur de leurs produits en cette matière nocive, mais encore on assiste à une publicité particulièrement irritante qui a pour objet de flatter les produits dont les enzymes sont les plus vivaces, les plus énergiques ou les plus « glutons ». Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour protéger la population et le milieu naturel contre les effets des produits contenant des enzymes, et quelles mesures il compte prendre, d'une part, pour limiter la fabrication et la vente de ces produits et, d'autre part, pour faire supporter le coût de ces mesures par les sociétés qui ont fait leur fortune grâce aux enzymes.

S. N. C. F.

13870. — 12 septembre 1970. — **M. Roger** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conséquences néfastes que ne va pas manquer d'entraîner, pour les usagers, la décision de supprimer, au 27 septembre prochain, les trains omnibus circulant entre Sedan et Longwy. Pour la ligne Longuyon—Longwy, utilisée par de nombreux travailleurs, la S. N. C. F. envisage de remplacer ces trains par des autobus. Actuellement, la durée du trajet est de 23 à 24 minutes par fer et de 40 minutes par route. Compte tenu de l'aller-retour, la nouvelle situation entraînerait un allongement considérable de la journée des travailleurs. De plus, si les horaires par fer sont respectés, y compris en hiver, il n'en sera pas de même pour la route. En effet, l'hiver est très rigoureux dans cette région et la qualité du réseau routier étant loin de répondre aux nécessités, on peut légitimement craindre de nombreux allongements du temps passé dans les transports. D'autre part, la suppression du train omnibus de 18 h 28 ne permettra plus de prendre la correspondance de l'express de Nancy avec une voiture pour Nice. Enfin, il est question de supprimer également l'omnibus Longwy—Athus (Belgique), ce qui priverait Longwy de toute relation ferroviaire avec la Belgique, obligeant les voyageurs désirant se rendre par fer dans ce pays à aller jusqu'à Givet. Les écoliers, les lycéens qui se rendent au lycée de Longwy, les familles de malades hospitalisés à Mont-Saint-Martin, seront également victimes de cette situation. Après de nombreuses suppressions d'emplois dans le bassin de Longwy, cette décision va encore toucher des familles de cheminots. Ces dispositions n'ont pas manqué de soulever la désapprobation des organisations syndicales et des élus qui ont affirmé leur volonté de défendre le maintien des lignes menacées qui représente un facteur d'intérêt économique important pour cette région. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas donner suite aux légitimes protestations des travailleurs et des familles et annuler la décision de supprimer au 27 septembre les trains omnibus circulant entre Sedan et Longwy.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

Séance du Jeudi 26 Novembre 1970.

SCRUTIN (N° 166)

Sur l'amendement n° 15 de la commission de la production, complété par le sous-amendement n° 34 de M. d'Aillières, après l'article 24 du projet relatif à l'amélioration des structures forestières. (Fixation par décret d'avantages particuliers aux groupements forestiers constituant des unités économiques suffisantes.)

Nombre des votants.....	471
Nombre des suffrages exprimés.....	468
Majorité absolue.....	235
Pour l'adoption.....	215
Contre	253

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Cermolacce.	Faure (Maurice).
Abelin.	Cerneau.	Favre (Jean).
Achille-Fould.	Césaire.	Feit (René).
Aillières (d').	Chamant.	Feix (Léon).
Alduy.	Chandernagor.	Fiévez.
Andrieux.	Chapalain.	Fontaine.
Arnould.	Charlé.	Fouchier.
Balianger (Robert).	Charles (Arthur).	Garcin.
Barberot.	Chaumont.	Gardeil.
Barbet (Raymond).	Chauvet.	Gaudin.
Barel (Virgile).	Chazalon.	Georges.
Barrot (Jacques).	Chazelle.	Gerbet.
Baudis.	Mme Chonavel.	Gernez.
Bayou (Raoul).	Colinat.	Giscard d'Estaing
Beauguette (André).	Commenay.	(Olivier).
Benoist.	Cormier.	Gissinger.
Berthelot.	Couderc.	Gosnat.
Berthoulin.	Dardé.	Grimaud.
Beucler.	Darras.	Griotteray.
Bichat.	Dassié.	Grussenmeyer.
Billères.	Defferre.	Guichard (Claude).
Billoux.	Delachenal.	Guille.
Boisdé (Raymond).	Delélis.	Halbout.
Bonnel (Pierre).	Delong (Jacques).	Halgouët (du).
Bonnet (Christian).	Delorme.	Hersant.
Borocco.	Denls (Bertrand).	Houël.
Boscary-Monsservin.	Denvers.	Icart.
Boudet.	Deprez.	Jacquet (Michel).
Boulay.	Destremau.	Jenn.
Boulloche.	Didier (Emile).	Joanne.
Bourgeois (Georges).	Dijoud.	Lacavé.
Boutard.	Dominati.	Lafon.
Boyer.	Douzans.	Lagorce (Pierre).
Brettes.	Droune.	Lainé.
Briot.	Ducoloné.	Lamps.
Brocard.	Ducray.	Larue (Tony).
Brogie (de).	Dumortier.	Lavielle.
Brugeronne.	Dupuy.	Lebon.
Brugnon.	Duraffour (Paul).	Lehn.
Buffet.	Durafour (Michel).	Lejeune (Max).
Buatin.	Durieux.	Lemalre.
Caillaud (Georges).	Duroméa.	Lepage.
Caillaud (Paul).	Duval.	Leroy.
Carpentier.	Ehm (Albert).	Leroy-Beaulieu.
Cattin-Bazin.	Fajon.	L'Huilier (Waldeck).
Cazeneuve.	Faure (Gilbert).	Longueque.

Lucas (Henri).
Luclani.
Madrille.
Martin (Hubert).
Masse (Jean).
Massot.
Massoubre.
Malthieu.
Maujolan du Gasset.
Médechn.
Mittlerand.
Mollet (Guy).
Montalal.
Montesquieu (de).
Morellon.
Morison.
Musmeaux.
Nass.
Nilès.
Notebart.
Odru.
Ornano (d').
Paquet.
Péronnet.
Petit (Jean-Claude).
Peugnet.
Philibert.
Pianta.

Pic.
Pidjot.
Planeix.
Poncelet.
Poniatowski.
Privat (Charles).
Radius.
Ramette.
Raynal.
Regaudie.
Renouard.
Rickert.
Rieubon.
Ritter.
Rocard (Michel).
Rochet (Waldeck).
Roger.
Rossi.
Roucaute.
Roux (Jean-Pierre).
Royer.
Sablé.
Saint-Paul.
Sallé (Louis).
Sallenave.
Sanford.
Sauzedde.
Schloesing.

Schnebelen.
Servan-Schrelber.
Soisson.
Spénalet.
Sprauer.
Stasl.
Sudreau.
Mme Thome-Pate-
nôte (Jacqueline).
Tissandier.
Triboulet.
Mme Vaillant-
Couturier.
Vals (Francis).
Védrines.
Ver (Antonin).
Verpillière (de la).
Vignaux.
Villon (Pierre).
Vitter.
Vittion (de).
Voilquin.
Voisin (André-
Georges).
Weber.
Zimmermann.

Ont voté contre (1) :

MM.	Bressolier.	Dellaune.
Abdoulkader Moussa	Brial.	Delmas (Louis-Alexis).
Ali.	Buot.	Deniau (Xavier).
Alloncle.	Buron (Pierre).	Donnadieu.
Ansquer.	Caill (Antoine).	Dubosq.
Arnaud (Henri).	Caillé (René).	Dumas.
Aubert.	Caldaguès.	Dupont-Fauville.
Aymar.	Calméjane.	Dussecaux.
Mme Aymé de la	Capelle.	Fagot.
Chevrelière.	Carter.	Falala.
Bas (Pierre).	Cassabel.	Faure (Edgar).
Baudouin.	Cataifaud.	Feuillard.
Bayle.	Catry.	Flornoy.
Bécam.	Chambon.	Fortuit.
Bégue.	Chambrun (de).	Fossé.
Bélicour.	Charbonnel.	Fouchet.
Bénard (Mario).	Charret (Edouard).	Foyer.
Bennetot (de).	Chassagne (Jean).	Fraudeau.
Bénoüville (de).	Claudius-Petit.	Frys.
Bérard.	Clavel.	Garets (des).
Beraud.	Colibeau.	Gastines (de).
Berger.	Collette.	Gerbaud.
Bernasconi.	Collière.	Germain.
Beylot.	Conte (Arthur).	Giacomi.
Bignon (Albert).	Cornet (Pierre).	Glon.
Bignon (Charles).	Cornette (Maurice).	Godefroy.
Billotte.	Correze.	Godon.
Bisson.	Coumaros.	Gorse.
Bizet.	Cousté.	Grailly (de).
Boinvilliers.	Couvelhès.	Grandsart.
Bolo.	Cressard.	Granel.
Bonhomme.	Dabalani (Mohamed).	Grondeau.
Bordage.	Damette.	Guibert.
Boscher.	Damilo.	Guillemain.
Bouchacourt.	Degraeve.	Habib-Deloncle.
Bourdellès.	Dehen.	Hamelin (Jean).
Bousquet.	Delahaye.	Haurat.
Bousseau.	Delatre.	Mme Hautecloque
Bozzi.	Delhalle.	(de).

Helène.
Herman.
Herzog.
Hinsberger.
Hunault.
Jacquet (Marc).
Jacquinot.
Jacson.
Jalu.
Jamot (Michel).
Janot (Pierre).
Jarrot.
Jouffroy.
Joxe.
Julia.
Kédinger.
Krieg.
Labbé.
Lacagne.
La Combe.
Lassourd.
Laudrin.
Lavergne.
Lebas.
Le Bault de la Morli-
nière.
Lecat.
Le Douarec.
Lelong (Pierre).
Le Tac.
Le Theule.
Liogier.
Lucas (Pierre).
Macquet.
Magaud.
Mainguy.
Malène (de la).
Marcenet.
Marcus.
Marette.
Marie.
Marquet (Michel).
Martin (Claude).
Mauger.
Mazeaud.
Menu.
Mercier.
Messmer.

Meunier.
Miossec.
Mlrtn.
Missoffe.
Modiano.
Mohamed (Ahmed).
Moron.
Moulin (Arthur).
Mourot.
Murat.
Narquin.
Nessler.
Neuwirth.
Nungesser.
Offroy.
Ollivro.
Palewski (Jean-Paul).
Papon.
Peizerat.
Petit (Camille).
Peyrefitte.
Peyret.
Pierrebouurg (de).
Plantier.
Mme Ploux.
Poirier.
Poudevigne.
Poujade (Robert).
Poulpiquet (de).
Pouyade (Pierre).
Préaumont (de).
Quentier (René).
Rabourdin.
Rabreau.
Réthoré.
Ribadeau Dumas.
Ribes.
Riblère (René).
Richard (Jacques).
Richard (Lucien).
Richoux.
Rivain.
Rives-Henrys.
Rivière (Joseph).
Rivière (Paul).
Rivierez.
Robert.
Rocca Serra (de).

Rochet (Hubert).
Rolland.
Rousset (David).
Roux (Claude).
Rouxel.
Ruais.
Sabatier.
Sangler.
Sanguinetti.
Santoni.
Sarnez (de).
Schvartz.
Sers.
Sibeud.
Sourdille.
Stehlin.
Stirn.
Taittinger (Jean).
Terrenoire (Alain).
Terrenoire (Louis).
Thillard.
Thorailier.
Tiberi.
Tisserand.
Tomasin.
Tondut.
Toutain.
Trémeau.
Tricon.
Mme Trolsier.
Valade.
Valenet.
Valleix.
Vancaister.
Vandelanoitte.
Vendroux (Jacques).
Vendroux (Jacques-
Philippe).
Vernaudo.
Vertadier.
Voisin (Alban).
Volumard.
Wagner.
Weinman.
Ziller.

SCRUTIN (N° 167)

Sur l'amendement n° 16 de la commission de la production après l'article 24 du projet relatif à l'amélioration des structures forestières. (Création de groupements de gestion forestière.)

Nombre des votants..... 453
Nombre des suffrages exprimés..... 453
Majorité absolue..... 227
Pour l'adoption..... 141
Contre 312

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.
Abelin.
Achille-Fould.
Aillières (d').
Alduy.
Andrieux.
Ballanger (Robert).
Berberot.
Barbet (Raymond).
Barel (Virgile).
Bayou (Raoul).
Bégué.
Benoist.
Berthelot.
Berthoulin.
Billères.
Billoux.
Borocco.
Bouchacourt.
Boudet.
Boulay.
Bouloche.
Bourgeois (Georges).
Brettes.
Briot.
Brocard.
Brugnon.
Rustin.
Carpentier.
Cazenave.
Cermolacce.
Chandernagor.
Charlé.
Chauvet.
Chazalon.
Chazelle.
Mme Chonavel.
Cointat.
Commenay.
Cormier.
Dardé.
Darras.
Defferre.
Delelis.
Delong (Jacques).
Delorme.
Denvers.
Didier (Emile).

Dronne.
Ducoloné.
Dumortier.
Dupuy.
Duraffour (Paul).
Durafour (Michel).
Duroméa.
Ehm (Albert).
Fabre (Robert).
Fajon.
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Feix (Léon).
Fiévez.
Fontaine.
Fouchler.
Garcin.
Gaudin.
Gernez.
Gissingier.
Gosnat.
Grussermeyer.
Guille.
Halbout.
Hersant.
Houél.
Jenn.
Jacavé.
Lafon.
Lagorce (Pierre).
Lainé.
Lamps.
Larue (Tony).
Lavielle.
Lebon.
Lehn.
Lejeune (Max).
Lemaire.
Leroy.
Leroy-Beaulieu.
L'Huillier (Waldeck).
Longequeue.
Lucas (Henri).
Madrelle.
Masse (Jean).
Massot.
Médecin.
Meunier.

Mitterrand.
Mollet (Guy).
Montalat.
Montesquou (de).
Musmeaux.
Niles.
Nolebart.
Odru.
Péronnet.
Peugnet.
Philibert.
Ple.
Pldjot.
Planeix.
Poncelet.
Privat (Charles).
Radius.
Ramette.
Raynal.
Regaudie.
Rickert.
Rieubon.
Ritter.
Rochet (Waldeck).
Roger.
Rossi.
Roucaute.
Saint-Paul.
Sallenave.
Sanford.
Sauzedde.
Schloesing.
Servan-Schreiber.
Sourdille.
Spénale.
Sprauer.
Sudreau.
Mme Thome-Pate-
nôte (Jacqueline).
Mme Vaillant-
Couturier.
Vals (Francis).
Védrines.
Ver (Antonin).
Vignaux.
Villon (Pierre).
Westphal.
Ziller.

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM. Fabre (Robert), Le Marc'hadour et Vallon (Louis).

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Bénard (François).
Blary.
Bricout.

Dassault.
Gabas.
Hébert.
Hoguet.

Pasqua.
Perrot.
Verkindère.
Westphal.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 162, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Carrier, Chédru, Hoffer et Ihuel.

N'a pas pris part au vote :

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale.

A délégué son droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

M. Voisin (André-Georges) à M. Lepage (maladie).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 162, alinéa 3, du règlement.)

MM. Carrier (maladie).
Chédru (maladie).
Hoffer (maladie).
Ihuel (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Ont voté contre (1) :

MM.
Abdolkader Moussa
Ali.
Alloncle.
Ansqer.
Arnaud (Henri).
Arnould.
Aubert.
Aymar.
Mme Aymé de la
Chevrelère.
Bas (Pierre).
Baudis.
Baudouin.
Bayle.
Beauguilte (André).
Bécarn.
Bénard (François).
Bénard (Mario).
Bennetot (de).
Bénouville (de).
Bérard.
Beraud.
Berger.

Bernasconi.
Beylot.
Bichat.
Bignon (Albert).
Bignon (Charles).
Billotte.
Blsson.
Bizet.
Boinwillers.
Bolo.
Bonhomme.
Bonnel (Pierre).
Bonnet (Christian).
Bordage.
Boscardy-Monsservin.
Boscher.
Bourdellès.
Bousquet.
Bousseau.
Boyer.
Bozzi.
Bressolier.
Brial.
Bricout.

Brogie (de).
Buffet.
Buot.
Buron (Pierre).
Caill (Antoine).
Caillaud (Georges).
Caille (René).
Caldaguès.
Calméjane.
Capelle.
Carter.
Cassabel.
Catalifaud.
Cetry.
Cattin-Bazin.
Chamant.
Chambon.
Chambrun (de).
Charbonnel.
Charret (Edouard).
Chassagne (Jean).
Chaumont.
Claudius-Petit.
Clavel.

Collbeau.	Griolteray.	Mlossec.	Sallé (Louis).	Tiberl.	Vendroux (Jacquea-Philippe).
Collette.	Grondeau.	Mrlin.	Sanglier.	Tissandier.	Vernaudon.
Collière.	Gulchard (Claude).	Missoffe.	Sanguinetti.	Tisserand.	Verpillière (de la).
Conte (Arthur).	Guilbert.	Modano.	Santonl.	Tomasini.	Vertadier.
Cornet (Pierre).	Guillermín.	Mohamed (Ahmed).	Sarnez (de).	Tondat.	Vlter.
Cornette (Maurice).	Habib-Delonele.	Morellon.	Schnebelen.	Torre.	Vltton (de).
Corrèze.	Halgouët (du).	Morison.	Schvartz.	Toutain.	Voilquin.
Couderc.	Hamelin (Jean).	Moron.	Sers.	Triboulet.	Voisin (Alban).
Coumaros.	Hauret.	Moulin (Arthur).	Sibaud.	Trleon.	Voisin (André-Georges).
Cousté.	Mme Hautecloque (de).	Nourot.	Soisson.	Mme Troisler.	Volumard.
Couveinhes.	Helène.	Nurat.	Stehlin.	Valade.	Wagner.
Cressard.	Herman.	Narquin.	Stirn.	Valenet.	Weber.
Dahalani (Mohamed).	Herzog.	Nass.	Taittinger (Jean).	Valléix.	Weinman.
Damette.	Hinsberger.	Nessler.	Terrenoire (Alain).	Vancalster.	Zimmermann.
Danilo.	Hoguet.	Neuwirth.	Terrenoire (Louis).	Vandclanoille.	
Dassault.	lcart.	Nungesser.	Thillard.	Vendroux (Jacques).	
Degraeve.	Jacquet (Marc).	Offroy.	Thorailier.		
Dehen.	Jacquinet.	Ollivro.			
Delachenal.	Jacquinot.	Ornano (d').			
Delahaye.	Jacson.	Palewski (Jean-Paul).			
Delatre.	Jalu.	Papon.			
Delhalle.	Jamot (Mjchel).	Paquet.			
Deliaune.	Janot (Pierre).	Pasqua.			
Delmas (Louis-Alexis).	Jarrot.	Peizerat.			
Deniau (Xavier).	Joanne.	Perrot.			
Denis (Bertrand).	Jouffroy.	Petit (Camille).			
Deprez.	Joux.	Petit (Jean-Claude).			
Destremau.	Julia.	Peyrefitte.			
Dijoud.	Kedinger.	Peyret.			
Dominati.	Krieg.	Pianta.			
Donnadieu.	Labbé.	Pierrebourg (de).			
Douzans.	La Combe.	Plantier.			
Duboseq.	Lassourd.	Mme Ploux.			
Ducray.	Laudrin.	Poirier.			
Dumas.	Lavergne.	Poniatowski.			
Dupont-Fauville.	Lebas.	Poudevigne.			
Durieux.	Le Bault de la Morinière.	Poujade (Robert).			
Dusseaulx.	Lecat.	Poulpiquet (de).			
Duval.	Le Douarec.	Pouyade (Pierre).			
Fagot.	Lelong (Pierre).	Préumont (de).			
Falala.	Lepage.	Quentier (René).			
Faure (Edgar).	Le Tac.	Rabourdin.			
Favre (Jean).	Le Theule.	Rabreau.			
Feuillard.	Ligier.	Renouard.			
Flornoy.	Lucas (Pierre).	Réthoré.			
Fortuit.	Luciani.	Ribadeau Dumas.			
Fossé.	Macquet.	Ribes.			
Fouchet.	Magaud.	Rivière (René).			
Foyer.	Mainguy.	Richard (Jacques).			
Fraudeau.	Malène (de la).	Richard (Lucien).			
Gardell.	Marcenet.	Richoux.			
Garets (des).	Marcus.	Rivain.			
Gastines (de).	Martelle.	Rives-Henrys.			
Georges.	Marie.	Rivière (Joseph).			
Gerbaud.	Marquet (Michel).	Rivière (Paul).			
Gerbet.	Martin (Claude).	Rivièrez.			
Germain.	Martin (Hubert).	Robert.			
Giacomi.	Massoubre.	Rocca Serra (de).			
Glon.	Mathieu.	Roche (Hubert).			
Godefroy.	Mauger.	Rolland.			
Godon.	Maujouián du Gasset.	Rousset (David).			
Gorse.	Mazeaud.	Roux (Claude).			
Grailly (de).	Menu.	Rouxel.			
Grandsart.	Mercier.	Ruais.			
Granet.	Nessmer.	Sabalier.			
Grimaud.		Sablé.			

N'ont pas pris part au vote :

MM.

Barrot (Jacques).
Belcour.
Beucier.
Blary.
Boisdé (Raymond).
Boutard.
Brugerolle.
Caillaud (Paul).
Cerneau.
Césaire.

Chapalain.
Charles (Arthur).
Dasslé.
Feit (René).
Frys.
Gabas.
Giscard d'Estaing (Olivier).
Hébert.
Hunault.

Jacquet (Michel).
Lacagne.
Le Marc'hadour.
Rocard (Michel).
Roux (Jean-Pierre).
Royer.
Stasi.
Trémeau.
Vallon (Louis).
Verkindère.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 162, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Carrier, Chédru, Hoffer et Ihuel.

N'a pas pris part au vote :

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale.

A délégué son droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

M. Volsin (André-Georges) à M. Lepage (maladie).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 162, alinéa 3, du règlement.)

MM. Carrier (maladie).
Chédru (maladie).
Hoffer (maladie).
Ihuel (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.